





5759

DES FINANCES

ET DU

CRÉDIT PUBLIC DE L'AUTRICHE.

22.7.7

5.5.703

—→ IMPRIMÉ CHEZ PAUL RENOUARD, c —
Rue Garancière, n. 3.

5.5.703.

DES FINANCES

ET DU

CRÉDIT PUBLIC DE L'AUTRICHE,

DE SA DETTE, DE SES RESSOURCES FINANCIÈRES
ET DE SON SYSTÈME D'IMPOSITION;

AVEC QUELQUES RAPPROCHEMENS ENTRE CE PAYS,

LA PRUSSE ET LA FRANCE.

PAR

M. L. DE TĚGOBORSKI,

CONSEILLER PRIVÉ AU SERVICE DE S. M. L'EMPEREUR DE RUSSIE,

auteur de l'ouvrage sur

l'Instruction publique en Autriche, par un Diplomate étranger.



TOME PREMIER.



PARIS.

JULES RENOUARD ET C^{ie}, LIBRAIRES,
RUE DE TOURNON, 6.

1843.

À Sa Majesté

L'Empereur de toutes les Russies.

Sire,

La bienveillance dont Votre Majesté a daigné m'honorer, me donne le courage de déposer à ses pieds le fruit de mes études et de mes recherches sur les finances de l'Autriche, sujet peu approfondi jusqu'à présent, bien que, par son importance, il mérite à un haut degré l'attention des hommes politiques.

Présidant aux destinées d'un immense Empire, Votre Majesté aime à entou-

rer son Gouvernement de toutes les lumières qui peuvent jaillir de l'expérience administrative des autres grandes puissances de l'Europe, et elle se plaît à encourager tous les essais qui tendent vers ce but.

J'ose me flatter, Sire, que vous daignerez accueillir cette dédicace avec bonté et indulgence, et l'envisager comme une nouvelle preuve de mon dévouement sincère et du profond respect avec lequel je suis. Sire,

De Votre Majesté,

le très soumis et très fidèle Sujet et
Serveur.

L. de Tégoborski.

AVIS DES ÉDITEURS.

« Les finances ont de tout temps joué un grand rôle dans la destinée des États ». Nous avons pensé qu'il serait d'un haut intérêt, non-seulement pour les financiers, mais pour tous ceux qui s'occupent du bonheur des peuples, de connaître la manière dont la fortune publique est administrée dans un pays qui tient un des premiers rangs parmi les grandes divisions politiques de l'Europe.

L'état des finances de l'Autriche est peu connu, au-dehors et au-dedans même de ce pays; et pourtant, si les vicissitudes qu'il a longtemps subies ont compliqué sa position, on peut puiser dans son passé de grandes et utiles leçons pour le présent comme pour l'avenir.

L'auteur a su trouver le fil conducteur qui devait le guider dans ce labyrinthe, que nul autre avant lui n'avait osé entreprendre d'explorer dans son ensemble et dans ses détails; il s'est attaché à donner l'historique de toutes les opérations de crédit de l'Autriche, de son système d'imposition, de ses ressources et des chances d'amélioration que ses vœux et ses conseils appellent pour ce pays. C'est ainsi qu'il a voulu acquitter

envers lui la dette de reconnaissance contractée par un long séjour dans sa capitale.

Mais M. de Tegoborski a parfaitement compris que son livre perdrait une grande partie de son intérêt, s'il se bornait à l'examen exclusif des finances de l'Autriche. De savantes excursions en France et en Prusse, lui fournissent le moyen d'établir sur chaque système d'imposition, comme sur chaque article d'impôt, des comparaisons dont les résultats, le plus souvent inattendus, sont d'une grave importance, et réclament à un haut degré l'attention et l'examen des hommes appelés à diriger les affaires publiques, et de ceux qui, par état ou par goût, s'occupent des matières financières.

Enfin, la question si sérieuse de l'accession de l'Autriche à l'Association douanière allemande est ici traitée sous toutes ses faces, et la solution de cette question est, on le sait bien, liée à celle de la prospérité du commerce et de l'industrie de tous les autres États européens.

L'auteur a constamment puisé ses matériaux aux sources originales, et les conséquences qu'il tire sont toujours déduites avec une logique attachante qui jette de l'intérêt sur les chiffres mêmes.

Nous ne saurions donc douter du succès de cette publication, à laquelle nous avons apporté tous nos soins.

INTRODUCTION.

Les finances ont, de tout temps, joué un grand rôle dans l'histoire des États modernes. Leur influence, qui a souvent décidé du sort des empires, devient de nos jours de plus en plus prépondérante. Elle se reproduit dans toutes les crises et dans toutes les combinaisons sociales et politiques. Par suite des changemens notables survenus dans le système de crédit, dans la circulation des valeurs, et en général dans tout le mécanisme financier des pays civilisés, la fortune publique, qui n'intéressait auparavant les

masses de la population qu'autant qu'elles étaient appelées à y contribuer, se rattache maintenant par des liens plus indissolubles à celles des particuliers. Aussi la science des finances, réservée autrefois aux hommes spéciaux qui s'en occupaient par état ou par goût, est-elle descendue aujourd'hui dans le domaine de la publicité et de la discussion quotidienne. Toute mesure fiscale, toute opération financière devient l'objet de nombreux commentaires, et occupe vivement l'attention du public, même dans les pays où la libre controverse des actes du gouvernement n'est pas autorisée par les lois. Chacun en juge d'après le degré de ses lumières et souvent d'après les inspirations de son intérêt privé; aussi, rien de plus commun que les jugemens erronés en cette matière qui, plus que beaucoup d'autres, exige des connaissances spéciales et une étude particulière.

L'Autriche est un des pays dont les finances, après avoir passé pendant un demi-siècle par bien des crises et des vicissitudes qui ont exercé une grande influence tant sur la fortune publique que sur celle des particuliers, se trouvent dans une situation assez difficile à expliquer.

Les opérations financières qui se sont succédé à de courts intervalles pendant les guerres de la révolution française et depuis cette époque, ont produit un état de choses très compliqué, surtout en ce qui concerne la dette de l'État. Les nombreux emprunts contractés depuis le retour de la paix constatent, aux yeux du public, des nécessités financières dont les causes ont été diversement interprétées. Habitant ce pays depuis bien des années, nous avons été à même d'entendre sur ce sujet des jugemens très contradictoires, fondés, pour la plupart, sur des raisonnemens qui n'allaient pas à notre conviction. Une des opinions les plus accréditées, et peut-être aussi une des plus erronées, est celle qui attribue les embarras financiers de l'Autriche au manque d'économie, aux dépenses occasionnées par une administration trop coûteuse, à de gros traitemens et à un trop grand nombre d'employés. Nous ne voulons pas contester qu'il y aurait sous ce rapport quelques réformes à désirer; mais nous sommes bien persuadé que les avantages qu'on retirerait d'une réforme partielle, restreinte dans ce cercle étroit, serait en tout cas bien au-dessous de l'idée qu'on s'en fait généralement.

Sauf quelques abus qui se retrouvent partout et quelques rouages superflus qu'on pourrait supprimer dans le mécanisme gouvernemental, l'administration autrichienne, nous avons souvent eu lieu de nous en convaincre, n'est pas en général beaucoup plus coûteuse que celle de la plupart des autres grandes puissances.

Au reste, ces plaintes au sujet des dépenses pour les différentes branches du service public, ces réclamations contre les gros traitemens et les sinécures, se reproduisent dans tous les pays. Souvent accréditées par la prévention, elles sont en grande partie ou exagérées ou dénuées de fondement.

Nous partageons l'opinion de ceux qui sont contraires aux sinécures et qui considèrent la trop grande multiplication des emplois comme plus nuisible que favorable à l'ordre du service public, et nous envisageons la bureaucratie comme une des plaies sociales, dont la plupart des pays civilisés sont encore plus ou moins affectés. Elle crée un échafaudage compliqué de formes et d'écritures qui embarrasse l'action du gouvernement. Elle maintient au

milieu d'une société active et intelligente, un corps nombreux et stationnaire composé, pour la plus grande partie, ou de médiocrités, ou de gens complètement étrangers à la vie active et pratique des peuples. L'intelligence du plus grand nombre de ces individus est engourdie par la lourde atmosphère des chancelleries ; esclaves de leur existence toute routinière, ils n'ont souvent d'autres idées que celles qu'ils puisent dans leurs traditions bureaucratiques, et, bien que réduits pour ainsi dire au rôle de machines administratives, ils exercent pourtant une influence très directe et quelquefois très fâcheuse sur les intérêts moraux et matériels du pays. Mais nous croyons également que la parcimonie envers les fonctionnaires publics est aussi injuste qu'impolitique. La carrière administrative est en général une carrière pénible, qui présente rarement en perspective un avenir brillant ; bien peu de gens de talent voudraient l'embrasser, s'ils n'y trouvaient pas quelques compensations d'amour-propre sous le rapport de la considération et de l'influence qui s'y rattachent. Il n'en faut donc pas éloigner les gens de mérite en la ravalant par d'injustes déclamations, et en la rendant précaire par des économies déplacées

qui font plus de tort au service public qu'elles ne rapportent de profit au pays. À quoi, en définitive, se réduisent pour la plupart ces prétendues économies sur les traitemens des employés ? A épargner sur le budget d'une grande puissance un ou deux millions tout au plus ; tandis qu'une faute commise dans l'administration de la fortune publique, une opération financière mal combinée, font souvent perdre à l'État des sommes dix fois plus considérables. Nous n'avons pas besoin d'aller chercher nos exemples bien loin. Ne voyons-nous pas presque journellement, dans les pays à constitution représentative, retrancher quelques centaines ou quelques milliers de francs à des employés qui ont à peine de quoi subsister convenablement, et réduire la pension d'une pauvre veuve ou d'un invalide qui a répandu son sang pour la patrie ; tandis que des centaines de millions sont votés, pour ainsi dire inconsidérément, pour des dépenses d'ostentation ou des entreprises d'une utilité problématique. Qu'arrive-t-il dans la plupart des pays où les fonctionnaires sont mal payés ? Ils cherchent à remédier à la pénurie dans laquelle on les laisse, en exploitant leur position et leur influence par des moyens illicites. Ce n'est donc qu'au prix d'abus

qui produisent de notables préjudices en démoralisant les employés, qu'on obtient quelques misérables économies.

Simplifier la machine administrative pour avoir aussi peu d'employés que possible, et les bien rétribuer pour attirer dans cette carrière les gens les plus capables et les plus distingués, en proportionnant les salaires à l'importance des fonctions et aux capacités qu'elles exigent, sans sortir toutefois des bornes d'une économie raisonnable : telle devrait être, selon nous, la tendance générale de tous les gouvernements. Lorsque le mécanisme administratif est bien organisé et débarrassé de rouages superflus, les services que peut rendre au pays un employé fidèle, actif et intelligent, valent souvent le centuple de ce qu'il coûte à l'État.

Si nous partageons l'avis de ceux qui croient que l'organisation des autorités administratives en Autriche, surtout dans le département des finances, est susceptible d'améliorations et exige quelques réformes, c'est moins à cause des économies qu'on en doit attendre dans les dépenses de l'État que par

• rapport aux avantages qu'on en retirerait en simplifiant les rouages de l'administration, et en débarrassant le système financier des entraves de la bureaucratie qui rendaient jusqu'à présent les progrès dans cette branche du service si lents et si difficiles. On doit cependant reconnaître que, depuis quelques années, des améliorations importantes ont eu lieu dans certaines branches du revenu public. Ces changemens que nous aurons occasion de signaler en temps et lieu dénotent la résolution manifeste de l'administration autrichienne d'abandonner peu à peu le système routinier, et d'entrer dans une carrière de réformes qui ne peut manquer d'amener de grands et heureux résultats.

Après avoir souvent entendu des opinions très différentes sur l'état des finances de l'Autriche et sur leur administration, nous avons été entraîné par le désir d'étudier cette importante matière, pour nous former un jugement impartial fondé sur la connaissance de la législation financière de ce pays et des résultats qu'on en a obtenus.

En arrêtant notre attention sur le budget des re-

venus de l'État, nous avons trouvé, de prime abord, que, comparé avec l'étendue et la population de la monarchie, son chiffre porté en dernier lieu à environ 150 millions de florins est loin d'être exagéré. Les avantages qui peuvent résulter pour le pays d'un budget modéré dans ses perceptions, comme les inconvéniens d'un budget richement doté sont très relatifs. On en juge, généralement, d'après l'idée qu'on se fait du but des impositions et de l'emploi de leurs produits.

Lorsque les revenus de l'État sont employés, avec une sage économie, à une bonne organisation de toutes les branches du service public; au maintien d'une force armée nécessaire à la défense de l'indépendance nationale, selon la position politique où se trouve le pays et le rang qu'il occupe; à propager l'instruction publique; à améliorer l'éducation religieuse, morale et intellectuelle du peuple; à encourager les talens; à protéger les arts, les lettres et les sciences; à multiplier les établissemens philanthropiques et d'utilité publique; à seconder les développemens de l'industrie nationale; à favoriser le commerce intérieur et extérieur par la facilité des

communications, en construisant des chaussées, des chemins de fer, des canaux, des digues, des ports ; lorsque, disons-nous, toutes ces conditions sont remplies, les charges supportées par les contribuables ne représentent qu'une portion prise sur le revenu de chacun pour être productivement employée et affectée aux besoins de tous, et chacun profite, selon la position où il se trouve, des avantages qui en résultent pour le pays. Plus un pays est avancé en civilisation, plus sa population est industrielle et active, et plus son administration devient coûteuse ; les exigences et les besoins du service public augmentent avec le développement de la prospérité nationale et du mouvement commercial et industriel. Les progrès de la richesse du pays, en même temps qu'ils font hausser le prix des salaires et celui de tous les articles de consommation, amènent aussi des habitudes plus dispendieuses ; ce qui contribue nécessairement à élever le chiffre des dépenses de l'État. En Suède un ministre d'État peut vivre convenablement d'un traitement qui ne suffirait pas en Angleterre au premier commis d'une des branches du service public. Les grandes puissances ayant d'ailleurs à protéger des intérêts sociaux et politiques

d'un ordre plus élevé, ont aussi à supporter des charges inconnues aux États du second ou du troisième ordre.

Ainsi l'élévation du budget, prise abstractivement, ne peut pas constituer un juste sujet de reproche contre le gouvernement qui le prélève, ni être un signe d'oppression financière, et de même la modicité des revenus et des dépenses de l'État ne saurait servir de panégyrique à l'administration d'un pays. Pour juger d'un système financier, il ne suffit pas de connaître le chiffre des impôts. L'essentiel est de savoir si les charges publiques ne sont pas en disproportion avec les ressources des contribuables; si elles sont bien réparties; si les revenus de l'État sont bien administrés et si l'on en fait un emploi productif utile au pays. Lorsque ces questions peuvent être résolues d'une manière satisfaisante, le budget de l'État, quelque élevé qu'il soit, n'est qu'un signe de la richesse ainsi que de la grandeur et de la puissance du pays qui peut le supporter. Si, au contraire, on arrête ses regards sur un pays qui paie très peu d'impôts, mais dont les établissemens d'utilité publique sont en mauvais

état; dont les voies de communication sont négligées; dont le gouvernement se trouve dans l'impuissance d'entreprendre des travaux publics qui faciliteraient le développement de la prospérité nationale; c'est un signe certain, ou de la misère du peuple, ou de l'incurie de l'administration, ou de vices organiques dans la constitution du pays.

La Hongrie paie très peu, mais voyez dans quel état s'y trouvent les chemins publics, l'administration de la justice et de la police de sûreté, l'organisation des écoles, l'industrie nationale et le commerce tant intérieur qu'extérieur, malgré la fertilité du sol et les ressources immenses que la providence a départies à ce beau pays. La Lombardie paie beaucoup; mais sa prospérité va toujours croissante, et certes sa population n'a rien à envier à celle du pays que nous venons de citer. On peut admettre en général qu'à l'exception des États de l'Orient dont les gouvernemens vivent d'exactions et de rapines et se soucient aussi peu de leur propre avenir que de la misère des populations qu'ils oppriment, il y a peu de pays qui supportent longtemps des charges disproportionnées à leurs ressources; car,

en matière d'impositions, l'abus est immédiatement puni et réprimé par les effets qu'il produit, en tarissant les sources de la prospérité nationale. Le système des gouvernemens à bon marché, dans l'acception qui lui est donnée par quelques utopistes modernes, est encore une de ces idées chimériques qu'on poursuit depuis longtemps sans pouvoir la réaliser ; et l'histoire du régime parlementaire d'un pays qui s'évertue depuis plus de 50 ans en expériences politiques et administratives, a souvent démontré que les partisans les plus zélés de ce système, arrivés au pouvoir, se sont souvent trouvés dans le cas de porter le budget de leurs pays à un chiffre qui n'avait été atteint par aucun de leurs prédécesseurs.

Il se passera encore bien du temps avant que les masses soient assez éclairées pour avoir en matière d'impôts des idées saines, dégagées de toute prévention.

M. Hoffman, directeur du bureau statistique de Berlin a publié en 1840, un livre intitulé : *La science des impositions dans son application parti-*

culière à la monarchie prussienne (1), qui contient sur ce sujet des observations très judicieuses. Nous insérons ici, comme corollaire de ce qui précède, la traduction presque littérale de quelques pages de cet intéressant ouvrage, qui renferment des considérations générales sur l'origine et la destination des impôts et sur les causes de la répugnance des peuples à les supporter.

« La sécurité personnelle, l'aisance et l'agrément
« de la vie dont jouissent les hommes dans les États
« civilisés, sont uniquement le fruit de leur travail.
« L'espèce humaine, tant qu'elle se trouve isolée par
« familles, ne peut, même au prix des plus grands
« efforts, que faiblement contribuer à l'amélioration
« de son existence. Lorsque les familles se rappro-
« chent davantage les unes des autres et qu'elles s'as-
« socient en communauté, c'est alors seulement que
« la vie acquiert plus de sécurité, qu'elle devient
« plus active et qu'elle est accompagnée de plus de
« jouissances. Dans les temps primitifs de ces asso-

(1) *Die Lehre von den Steuern mit besonderer Beziehung auf den preussischen Staat.*

« ciations, chaque famille prend une part directe aux
« travaux entrepris dans l'intérêt de la communauté.
« Plus tard on confie aux membres de la commu-
« nauté, pris individuellement, les travaux auxquels
« ils sont plus aptes, et ils reçoivent, en échange, de
« ceux qui utilisent le fruit de leurs services, une ré-
« tribution qui consiste en argent, lorsque l'économie
« sociale est assez avancée pour que les échanges des
« services et des produits ne se fassent plus en na-
« ture (*Wenn die Geld-Wirthschaft an die Stelle*
« *der Natural-Wirthschaft tritt*). Les fonds desti-
« nés à payer ces rétributions s'appellent impôts,
« lorsque l'association qui y contribue représente un
« État, ou une communauté autorisée par le gouver-
« nement à leur perception. Envisagés sous ce point de
« vue, les impôts sont des prestations en argent pour
« l'entretien et le perfectionnement des institutions
« organisées par les gouvernemens et les représentans
« des communes, pour assurer le bien-être de leurs
« administrés. Tout ce qui tient à la sécurité des per-
« sonnes, de la propriété et des jouissances, dépend
« de l'état où se trouvent ces sortes d'institutions.
« Plus un peuple ou une communauté est riche, plus
« par conséquent, elle peut consacrer de fonds à ces

« institutions, et plus aussi, sous une administration
« également sage et bienveillante, la vie devient aisée
« et agréable. De même que, sauf parité des autres con-
« ditions, le plus heureux des ménages est celui qui
« peut faire le plus de dépenses pour atteindre des
« buts raisonnables, de même, on peut considérer
« comme le plus heureux celui des États ou celle des
« communautés qui a le plus de fonds à consacrer à
« ses établissemens d'utilité publique. Ainsi, en par-
« tant de ce point de vue, chaque contribuable
« achète, au prix de l'impôt qu'il paie, les jouissan-
« ces qui ne peuvent être obtenues qu'au moyen
« d'institutions ou d'établissemens publics (*Oeffent-
« liche Anstalten*); loin de se plaindre d'avoir tant
« à payer, on doit plutôt regretter de n'avoir pas plus
« de fonds à consacrer à un emploi aussi profitable.

« L'erreur si commune que l'état de sécurité dont
« jouissent les personnes et la propriété, que les
« moyens de rendre le travail productif et la possibi-
« lité qui en dépend d'acquérir des biens et d'en
« jouir, que le perfectionnement de l'intelligence qui
« procure à l'homme la faculté d'imprimer une noble
« tendance à ses volontés, et qui le rend de plus en

« plus civilisé ; que tous ces biens enfin nous tombent
« en partage d'eux-mêmes, et qu'on n'a guère besoin de
« la coopération des autorités pour les atteindre, cette
« erreur n'est en elle-même qu'une conséquence du
« haut degré de civilisation où se trouve aujourd'hui
« la plus grande partie de l'Europe (1). De même
« que l'homme arrivé à sa puberté a oublié depuis
« longtemps les peines qu'il en a coûté pour lui
« apprendre à parler ; de même les peuples, arrivés à
« l'âge plus mûr des États, oublient tout ce qu'il a fallu
« de peines pour les tirer de l'abrutissement dont nous
« voyons encore la repoussante image chez les tribus
« sauvages de l'Australie. La majeure partie des
« hommes, dans les États les plus civilisés de l'Europe,
« ne se doutent seulement pas de combien d'établisse-
« mens d'utilité publique et de combien de circon-

(1) L'auteur a voulu dire par là que la présomption de l'homme, qui le porte à croire qu'il pourrait se gouverner lui-même et perfectionner ses institutions sans le concours de l'autorité et sans la protection tutélaire du pouvoir suprême, quelque erronée qu'elle soit d'ailleurs, est néanmoins un des résultats d'un état de civilisation assez avancée pour donner à l'espèce humaine cette haute idée de ses facultés morales et intellectuelles.

(Note du traducteur.)

« stances dépend la possibilité d'amener cet état de
« civilisation qui n'est, d'après leurs idées chiméri-
« ques, qu'un résultat de leur sagesse et de leur pro-
« pre activité. C'est ainsi qu'a surgi l'opinion qu'on
« n'obtient pas, pour les impôts qu'on paie, un dé-
« dommagement équivalent au sacrifice qu'il en
« coûte pour les acquitter (1), et qu'une imposition
« beaucoup plus modique suffirait aux dépenses ju-
« gées indispensables à la conservation de l'état ac-
« tuel de la société. Sous ce rapport, comme sous tant
« d'autres, l'horizon du point de vue dont on part
« s'étend, il est vrai, à mesure que l'opinion publi-
« que s'éclaire et se rectifie. Cependant les impôts ne
« se présentent encore aux yeux du plus grand nom-
« bre que comme un mal nécessaire; on entend par-
« tout des plaintes contre leur élévation, et l'on envi-
« sage le poids des charges publiques comme le
« principal obstacle aux progrès du bien-être et de la
« civilisation; tandis que ce sont précisément les éta-

(1) Cette opinion peut être fondée lorsque le gouvernement néglige le bien public, et fait des deniers de l'État un emploi étranger à leur véritable destination.

(Note du traducteur.)

« blissemens d'utilité publique auxquels les impôts
 « sont affectés qui favorisent ces progrès. Un des
 « traits les plus caractéristiques des institutions vrai-
 « ment utiles, c'est que leur influence s'étend bien
 « au-delà de l'horizon de leur destination directe. Les
 « dépenses considérables pour l'encouragement des
 « arts et des sciences, par lesquelles les gouverne-
 « mens des grandes puissances manifestent leur in-
 « térêt pour la haute culture intellectuelle, favorisent
 « les progrès de la civilisation non-seulement dans
 « les pays soumis à leur domination, mais aussi chez
 « d'autres peuples.

.

« La sécurité dont jouissent les plus petits États au
 « centre de l'Europe contre l'invasion des Huns et
 « des Mongols, repose en premier lieu sur la puis-
 « sance des États qui gardent, du côté de l'Orient,
 « les confins de cette partie du monde. Si les pro-
 « ductions de l'industrie suisse parviennent avec sé-
 « curité jusqu'aux bords de l'Océan pacifique, cet
 « avantage n'est dû qu'à la police contre les pirates,
 « exercée par les navires des grandes puissances ma-
 « ritimes qui croisent dans toutes les mers. L'insti-

« tution des postes, dont les communications s'étend
« dent depuis Archangel jusqu'à Cadix, et même hors
« de l'Europe, partout où cette partie du monde a
« porté sa civilisation (bien que cette institution soit
« due dans quelques pays à des entreprises particu-
« lières), ne se maintient que par la protection que
« lui accordent les États vraiment indépendans. .

.
« Cette facilité et cette sécurité des communications
« qui font qu'on peut aller aujourd'hui plus vite
« et avec moins de danger de Londres à Calcutta
« qu'on n'aurait pu aller, il y a 500 ans, de Venise à
« Dantzic ; tous ces moyens peu dispendieux par les-
« quels les peuples peuvent réaliser entre eux l'é-
« change des productions de leur sol et de leur in-
« dustrie ; enfin tout ce nouveau monde plein d'acti-
« vité et de jouissances, repose essentiellement sur
« l'action réciproque des grandes associations terri-
« toriales et des grandes masses de population qui se
« sont formées en Europe depuis la fin du moyen
« âge. Elles supportent les frais de civilisation, non-
« seulement pour elles, mais aussi pour les États du
« second et du troisième ordre, qui peuvent par con

« séquent subvenir à meilleur compte à leurs dépen-
« ses publiques. C'est ce qu'on perd souvent de vue
« en faisant la comparaison des charges publiques
« des différens États, et les réformateurs modernes,
« bornés dans leurs aperçus à l'horizon rétréci d'une
« petite portion de territoire, se complaisent dans la
« persuasion erronée qu'une grande monarchie pour-
« rait être gouvernée avec aussi peu de frais qu'un
« canton démocratique de la Suisse. Ce qui a néan-
« moins plus particulièrement contribué à fausser
« l'opinion en matière d'impôts, c'est que les droits
« de souveraineté et les droits seigneuriaux, bien
« qu'ils constituent deux choses opposées l'une à
« l'autre, se trouvent souvent confondus, et l'on
« peut encore trouver dans quelques États de l'Eu-
« rope moderne la trace de toutes les nuances de
« la transition de l'état de vasselage féodal à l'état
« de sujétion sous le droit de souveraineté.... Le sei-
« gneur du domaine (*Grundherr*) reçoit de ses vas-
« saux des redevances pour la permission qu'il leur
« accorde de s'établir sur son sol, un cens pour
« les terrains qu'il leur donne à exploiter, et diffé-
« rentes taxes pour l'usage des établissemens qu'il
« entretient pour eux. C'est un engagement réci-

« proque fondé sur les rapports du vassal avec le sei-
« gneur. Les deux parties ont des intérêts opposés,
« et ils cherchent à tirer le plus grand profit possi-
« ble : le seigneur de ses possessions, le vassal de son
« travail, de son intelligence et aussi du capital ac-
« quis par son industrie. Chacun considère comme
« un profit net pour lui tout ce qu'il peut rabattre sur
« les exigences de la partie adverse.

.
« Les droits seigneuriaux ne perdent nullement en-
« core leur caractère particulier lorsque le pouvoir
« supérieur sous lequel ils étaient placés se trouve
« éteint, et que le seigneur du domaine s'élève au
« rang de souverain d'un territoire indépendant. Il
« n'y a que les noms qui changent, et le contraste
« des intérêts dans les rapports de gouvernement à
« sujet remplace celui qui se trouvait dans les rap-
« ports de seigneur à son vassal. C'est sur cette
« base que se sont élevées toutes les constitutions des
« pays où les représentans, soit de toute la nation,
« soit seulement de certaines classes privilégiées se
« rassemblent pour surveiller d'un œil jaloux la ges-
« tion administrative du gouvernement, pour mar-

« chander avec lui sur la quotité des contributions
« nécessaires au maintien et à l'amélioration de l'é-
« tat social du pays, et pour demander compte de
« leur emploi. Même dans les pays où ces constitu-
« tions n'existent pas, où le gouvernement donne des
« lois de sa propre autorité, impose des contributions
« et dispose de leur emploi, l'idée primordiale de
« l'opposition d'intérêts entre le gouvernement et ses
« sujets, s'insinue dans toutes les branches de l'ad-
« ministration comme dans toutes les classes des ha-
« bitans. Elle se manifeste dans la tendance générale
« des autorités administratives à augmenter leurs re-
« venus, leurs attributions et leur influence, et se re-
« trouve également sous mille formes, dans les plain-
« tes innombrables au sujet du surcroît des imposi-
« tions et dans les prétextes sans fin sous lesquels on
« demande au gouvernement des allégemens et des
« réductions. Dans toute la série des opinions et des
« systèmes, depuis l'enivrement du despotisme jus-
« qu'au vertige de la souveraineté du peuple, on voit
« se soutenir l'idée de cette opposition d'intérêts en-
« tre le gouvernement et la nation; et la persuasion
« erronée, que les impôts sont une charge imposée
« aux peuples au profit exclusif des gouvernemens,

« en est une conséquence naturelle. L'histoire des
 « peuples présente le tableau, non-seulement des pro-
 « grès de l'espèce humaine, dans le développement
 « de ses facultés, mais aussi de l'origine des erreurs
 « qui ont entravé ces progrès.

. Elle signale aussi
 « d'une manière si évidente les causes des ces fu-
 « nestes erreurs qui troublent et inquiètent la vie
 « publique des peuples, qu'on a de la peine à con-
 « cevoir qu'on se méprenne encore si généralement
 « sur ce qui peut servir à consolider le repos et à
 « tranquilliser les esprits agités. Autant il est certain
 « que la plupart des États de l'Europe moderne se
 « sont formés sur la base des droits seigneuriaux ,
 « autant il est incontestable que les difficultés con-
 « tre lesquelles leurs gouvernemens ont à lutter,
 « proviennent principalement de ce qu'on maintient
 « encore les idées et les formes d'une administration
 « seigneuriale qui aurait dû être remplacée depuis
 « longtemps, dans sa nature organique et dans son
 « action , par un régime fondé sur les droits de sou-
 « veraineté. L'illusion, que, sous ce rapport, l'ha-

« bitude a fait naître et qu'un intérêt privé mal en-
« tendu favorise de plus d'une manière, va si loin
« qu'on veut même faire dépendre du maintien de
« ces idées et de ces formes, la conservation du gou-
« vernement monarchique et de l'hérédité de la pro-
« priété. Heureusement l'un et l'autre reposent sur
« une base bien plus durable que celle qu'ils pour-
« raient emprunter à des faits accidentels qui de-
« vaient eux-mêmes leur existence aux nécessités
« d'une époque précaire et difficile; ils se fondent sur
« le besoin immuable de la conservation du corps
« social.

« C'est précisément parce que le résultat plus ou
« moins favorable des actions humaines dépend, à
« un si haut point, des événemens que la sagesse de
« l'homme ne saurait ni prévoir ni empêcher, que
« le gouvernement a besoin pour ses dispositions
« et ses entreprises les plus importantes, de la
« sanction d'un pouvoir irresponsable devant les
« hommes, dans les choses sur lesquelles ils ne
« peuvent porter qu'un jugement partial ou dicté
« par la prévention. C'est parce que la durée
« ordinaire de la vie de l'homme est insuffisante

« pour protéger les créations de son génie et de son
« travail au-delà de six à dix lustres, que tout ce
« qu'il y a de plus noble et de plus élevé dans la des-
« tinée humaine et dont les fruits ne peuvent mûrir
« que dans l'espace des siècles, a besoin de la pro-
« tection du droit d'hérédité qui met les générations
« à la place des individus. Les communautés dont se
« sont formés les États dans les temps classiques de
« l'antiquité sont considérées comme des associations
« libres qui avaient pour objet d'arriver par le con-
« cours de tous, à des buts que l'humanité peut rai-
« sonnablement chercher à atteindre. Cette idée
« n'exclue nullement, dans ses conséquences ra-
« tionnelles, le régime monarchique avec des États
« héréditaires; bien au contraire elle y conduit très
« directement. Si dans leur décadence les républi-
« ques anciennes n'ont pas conduit à des monarchies
« conçues dans ce sens, mais au despotisme militaire,
« la faute en était à l'esclavage légitimé par la loi qui
« élevait, à côté de l'élite des nobles citoyens, des
« masses prépondérantes en nombre composées d'é-
« tres avilis, accessibles à toutes les séductions et
« à toutes les turpitudes qui empoisonnèrent mora-
« lement cette partie saine de la nation et la perdi-

« rent sans retour. Le christianisme est incompati-
« ble avec l'esclavage absolu qui considère l'homme
« comme une chose matérielle; ses principes ont si
« profondément pénétré le corps social de l'Europe,
« que la destruction des mœurs et du bien-être pu-
« blic sous laquelle l'antiquité classique a succombé,
« ne pourrait plus se renouveler par les mêmes cau-
« ses depuis que les droits seigneuriaux sont devenus
« (dans le moyen âge) la base de tout l'ordre social
« sur laquelle s'éleva peu à peu l'édifice des nouveaux
« États. C'est ce qui rendit possible la monarchie
« pure qui dépend bien plus de la réalité des faits ,
« résultant de cette transformation sociale, que de
« l'apparence trompeuse des formes qui n'acquièrent
« de l'importance que par l'application qu'on en fait.
« Partout où l'idée d'une opposition d'intérêts entre
« le gouvernement et le peuple a disparu, quand
« même les formes extérieures en conservent le sou-
« venir ; partout où le gouvernement , mû par le sen-
« timent pur de ses devoirs, administre avec le con-
« cours de ceux que leur intelligence et leurs bons
« sentimens rendent aptes à porter un jugement im-
« partial sur les affaires publiques; que ce soit un
« organe particulier qui ait à prononcer ce jugement,

« ou que ce soit seulement l'appréciation des besoins
« distinctifs du temps qui le dicte au gouvernement ;
« partout où l'on voit prévaloir chez le peuple la
« persuasion que les dispositions législatives du pou-
« voir suprême , qui n'est responsable devant per-
« sonne , reposent uniquement sur la connaissance
« parfaite et sur l'appréciation impartiale des besoins
» et des justes exigences de l'époque ; soit que ces
« dispositions émanent de la pleine autorité du ré-
« gent ou qu'elles soient dépendantes des consulta-
« tions préalables avec les États ou avec des cor-
« porations ; partout enfin où il y a cet heureux
« concours de circonstances , il existe de fait une
« monarchie pure, et on peut dire d'après cela que la
« meilleure forme de gouvernement est là où le gou-
« vernement administre le mieux.

« Les plaintes au sujet du surcroît des impositions
« reposent en partie sur des malentendus. On quali-
« fie souvent du nom d'impôts des prestations qui ne
« sont que des redevances seigneuriales , imposées
« en retour de la jouissance d'avantages qui n'exis-
« tent peut-être plus depuis longtemps , tandis que
« les taxes prélevées à ce titre ont été maintenues.

« On continue à payer la protection d'un puissant
« seigneur qui avait une si grande valeur dans ces
« temps de confusion, où des désirs effrénés et des
« prétentions arbitraires soutenues par la force te-
« naient lieu de droit ; malgré que l'influence des
« mœurs et de la loi aient depuis longtemps rendu
« cette protection superflue. Telle est l'origine des
« droits de passage qui pèsent encore sur les com-
« munications fluviales en Allemagne , bien qu'ils
« aient été limités en dernier lieu par les traités ;
« ainsi que beaucoup de redevances prélevées à titre
« de droits de protection et de subsistance (*Schutz*
« *und Nahrungs-Gelder*) qui sont encore payées au-
« jourd'hui par les industriels aux intendances sei-
« gneuriales (*landesherrlichen Renteien*), aux caisses
« municipales (*Staedtische-Kaemmerei-Kassen*),
« ou aux seigneurs et possesseurs des biens de l'or-
« dre équestre. Beaucoup de redevances de ce genre
« qui subsistent encore aujourd'hui sous le titre de
« contributions foncières , ne représentaient , dans
« leur origine, que le cens payé pour le fermage des
« terrains dont l'exploitation était auparavant aban-
« donnée pour un temps indéterminé, et dont la pos-
« session a passé ensuite en droit de propriété. La

« dérivation de ce droit est oubliée depuis longtemps,
« et les possesseurs actuels sont obligés de supporter,
« en sus de ces redevances, toutes les prestations
« dont les censitaires d'autrefois étaient libres, et
« qui tombaient à la charge du seigneur du domaine.
« D'autres impositions foncières proviennent de la
« conversion en redevances pécuniaires des droits
« de vasselage ou de juridiction (*Bann-Rechte*) qui
« pesaient autrefois sur les villages et les communes.
« On était alors bien aise de s'en libérer en s'obligeant à payer un certain cens que l'on continue à
« acquitter malgré qu'on ait oublié son origine et
« que les droits de juridiction et de vasselage du
« genre de ceux qui ont été rachetés aient depuis
« longtemps perdu toute leur valeur, par suite des
« changemens survenus dans la législation, dans l'organisation des métiers et dans la manière de vivre
« des populations qui y étaient soumises. Des prestations de cette nature sont en général très onéreuses pour ceux qui y sont individuellement assujettis, et rapportent bien moins au gouvernement que
« les véritables impôts supportés par la masse de la
« nation.

« Les impôts peuvent aisément surpasser les forces
« contributives de ceux qui sont obligés de les payer
« partout où subsiste encore le système de l'écono-
« mie sociale basée sur les échanges en nature (*Nat-
« ural-Wirthschaft*), c'est-à-dire dans les pays où
« les services sont encore généralement rétribués par
« des jouissances matérielles ou par des productions
« en nature, et où le partage du travail est encore si
« peu avancé que chaque famille cherche à produire
« elle-même ce dont elle a besoin ; à obtenir du voi-
« sin par voie d'échange ce qui lui manque encore,
« et surtout à éviter toute dépense en argent comp-
« tant. La majeure partie des dépenses que le gou-
« vernement d'un grand État, jouissant d'une véri-
« table indépendance, est obligé de faire, ne peuvent
« être acquittées qu'en numéraire. Il ne saurait par
« conséquent se passer d'un revenu en argent comp-
« tant proportionné à ses charges. Le retour à l'état
« d'une économie sociale naturelle (*Natural-Wirth-
« schaft*) ne serait qu'un retour vers la faiblesse à la-
« quelle les États sont avec peine parvenus à se sous-
« traire, depuis un siècle et demi tout au plus.
« Indépendamment de cette considération que le
« partage du travail en rehausse le produit, et que,

« par conséquent, il est une des sources les plus pro-
« ductives de la prospérité nationale ; les gouverne-
« mens ne pourraient se dispenser de le protéger,
« ne fût-ce que par la seule raison qu'il est la base de
« l'économie plus rationnelle qui consiste dans les
« échanges en numéraires (*Geld-Wirtschaft*), et
« qu'avant que ce dernier système d'économie ait
« pénétré dans toute la masse de la population, la
« possibilité de prélever des impôts, et partant celle
« d'effectuer les dépenses nécessaires au service pu-
« blic, restera très limitée.

« Les impôts sont souvent onéreux, moins par le
« montant de ce qu'ils rapportent de produit net aux
« caisses de l'État que par les frais et les formalités
« de leur perception. Ce surplus de charges est oc-
« casionné avant tout par ceux mêmes qui en souf-
« frent ; les frais et les formalités de la perception
« sont imposés au gouvernement par les efforts que
« font les contribuables pour se soustraire aux sacri-
« fices que la loi exige de leur part. »

Nous partageons entièrement cette opinion de

M. Hoffmann que l'opposition et les difficultés qu'on rencontre plus ou moins presque partout dans le prélèvement des impôts, en raison de la répugnance des masses à les acquitter, proviennent principalement de ce que l'opinion, en matière de charges publiques, n'est pas généralement encore assez éclairée. Mais si les peuples se méprennent sur le véritable but des impositions, il faut convenir aussi qu'indépendamment de la confusion d'idées dont l'auteur a si bien caractérisé l'origine et les résultats dans les pages que nous venons de citer, les gouvernemens eux-mêmes ont quelquefois contribué à accréditer cette erreur, par les désordres ou les fautes de leur administration, en détournant les revenus de l'État pour des emplois étrangers et quelquefois même contraires au bien public. Ces fautes et ces désordres n'ont pas été plus fréquens dans les monarchies pures ou absolues que dans les États représentatifs.

Quant aux idées qui se rattachent aux anciens droits seigneuriaux et compliquent encore dans bien des pays le système financier, nous ne voulons pas discuter cette question soulevée par l'auteur: *si, et*

jusqu'à quel point, la conservation de l'ordre monarchique peut dépendre du maintien de ces idées; nous sortirions de la ligne que nous nous sommes tracée pour notre travail, qui doit rester dans les bornes d'une étude purement statistique et financière dégagée de l'influence des opinions politiques. Mais, sous le point de vue exclusivement financier, nous reconnaissons, d'accord avec lui, qu'en se confondant avec les droits de souveraineté, les idées et les formes conservées du régime des droits seigneuriaux en matière d'imposition, sont contraires aux intérêts du trésor public; non-seulement parce qu'elles induisent en erreur l'opinion des masses sur le but des impôts, et contribuent à les faire envisager comme une charge onéreuse, mais aussi parce qu'elles rendent effectivement leur perception plus onéreuse et moins productive.

En nous livrant à une étude plus spéciale des finances de l'Autriche nous nous sommes attaché à examiner le système d'imposition, et les lois financières qui régissent les différentes branches du revenu public de ce pays, en comparant en même temps le produit des perceptions du budget avec les res-

sources qu'offre la richesse nationale, et en établissant des rapprochemens statistiques entre l'Autriche, la Prusse et la France.

En livrant le résultat de ce travail à la publicité nous avons cédé aux conseils de quelques amis qui ont jugé que les données et les rapprochemens qui s'y trouvent réunis pourraient avoir de l'intérêt pour ceux qui s'occupent de l'importante matière des finances, base de la prospérité des États.



DES

FINANCES DE L'AUTRICHE.

CHAPITRE I.

APERÇU GÉNÉRAL DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE
ET DE LA PRUSSE.

Pour porter un jugement impartial sur l'administration financière d'un pays, il importe, avant tout, d'en constater les résultats.

Quel est, effectivement, l'état actuel des finances de l'Autriche? Quelles sont les ressources financières du pays, sous le rapport de la richesse nationale, et quel parti en a-t-on tiré jusqu'à présent pour les besoins de l'État? Telles sont les

questions que nous nous sommes adressées dans nos recherches statistiques sur cette importante matière.

En nous livrant à ce travail sur les finances de l'Autriche, nous avons pris les revenus de la Prusse et ses ressources financières pour point de comparaison, ce pays possédant une administration modèle sous plus d'un rapport ; et nous y ajoutons subsidiairement quelques rapprochemens avec la France. Dans des travaux statistiques, ce n'est ordinairement que par des rapprochemens comparatifs qu'on peut assigner aux chiffres leur véritable portée et en tirer des déductions logiques pour l'appréciation des résultats obtenus.

La Prusse, avec une superficie de 5 077 milles carrés géographiques allemands et une population de 14 700 000 âmes, sans compter les militaires (1), a porté son revenu annuel, d'après le budget qui vient d'être publié pour les années 1841-43, à 55 867 000 écus, 79 810 000 florins, monnaie de convention (2), ce qui donne 15 720 florins par mille carré, et 5 florins 26 kreutzer par tête.

L'Autriche, avec ses 12 167 milles carrés géographiques de superficie et avec une population de 36 300 000 âmes (3), n'avait porté, jusqu'à l'année 1840, son revenu public qu'à 140 000 000 fl. (4), ce qui donne 11 506 fl. 30 kr. par mille carré et 3 fl. 51 kr. par tête.

En France, avec une surface de territoire de 9 618 milles carrés allemands et une population de 34 500 000 âmes (5), le

(1) Ces chiffres sont fondés sur les données officielles publiées en 1839 par M. Hoffmann, directeur du Bureau statistique de Berlin, et sur le recensement terminé à la fin de 1840.

(2) En faisant l'évaluation de la monnaie de Prusse en monnaie de convention, nous comptons, d'après le titre légal de ces deux monnaies, 20 florins pour 14 écus.

(3) Voir la note supplémentaire n° 1, à la fin du volume.

(4) Voir la note supplémentaire n° 2, à la fin du volume.

(5) D'après les données statistiques officielles publiées en 1837 par

budget des revenus a été porté, pour 1840, à 1 211 885 000 fr. ou 466 109 000 fl., ce qui donne 48 462 fl. par mille carré, et 13 fl. 30 kr. par tête.

Il résulte de ce rapprochement que, proportion gardée de la population, le revenu relatif de l'Autriche est à celui de la Prusse à-peu-près comme 7 est à 10, et à celui de la France comme 23 est à 81. Par rapport à l'étendue du territoire, le revenu de l'Autriche est à celui de la Prusse à-peu-près comme 11 est à 15, et à celui de la France comme 5 est à 22.

Avant de pousser plus loin nos recherches et nos rapprochemens, nous consignerons ici, en regard l'un de l'autre, le budget de la Prusse, publié dans le *Bulletin des Lois* du 27 avril 1841, et celui de l'Autriche, fondé sur les calculs statistiques du professeur Springer.

Les évaluations que nous empruntons à cet auteur reposent sur des données antérieures à l'année 1840, et comme le produit de quelques branches de revenus, de celles surtout qui proviennent de contributions indirectes, a notoirement augmenté depuis cette époque, plusieurs des chiffres du tableau comparatif ci-après auraient besoin d'être rectifiés; mais comme il ne s'agit ici que d'un aperçu général, nous les laissons dans leur intégrité, nous réservant de tenir compte de cet accroissement de revenus dans nos évaluations comparatives plus détaillées des ressources financières de l'Autriche et de la Prusse (1).

M. Martin, ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, la population de la France était en 1836 de 33 541 000 âmes. L'accroissement de la population pendant la période quinquennale de 1831 à 1836 ayant été, d'après les mêmes données officielles, de 972 000 âmes, nous avons cru pouvoir admettre la même proportion pour les cinq années suivantes, et porter le total de la population pour 1841 à 34 millions et demi.

(1) Voir la note supplémentaire n° 3, à la fin du volume.

REVE

PRUSSE.

Revenus des domaines et des forêts de l'État, déduction faite de ce qui en revient à la couronne à titre de *fidei-commis*.

5 742 857 florins.

Revenus provenant de la vente des domaines de l'État aliénés au profit du fonds d'amortissement de la dette publique.

4 428 571

Total.

7 471 428

Revenus des mines et de la fabrique royale de porcelaine.

4 340 000

Total.

4 340 000

Revenus des postes.

2 000 000

Loteries.

4 327 443

CONTRIBUTIONS

Contribution foncière (*Grundsteuer*).

44 427 444

Contribution personnelle (*Klassensteuer*) (b).

9 561 428

Impôt sur l'industrie (*Gewerbesteuer*) tenant lieu de ce qu'on paie en France sous le titre de patentes.

3 144 285

Total.

26 802 857

CONTRIBUTIONS

Impôt sur la consommation, timbre, revenus des douanes, des ponts-et-chaussées et des canaux.

32 204 286

Monopole du sel.

8 535 714

Total.

40 740 000

Recettes diverses.

458 572

	PRUSSE.	AUTRICHE.
RECAPITULATION. Domaines et forêts de l'État.	7 471 428 fl.	2 500 000 fl.
Mines.	4 340 000	960 000
Postes.	2 000 000	2 400 000
Loteries.	4 327 443	4 000 000
Contributions directes.	26 802 857	48 230 000
Id. indirectes.	40 740 000	74 550 000
Recettes diverses.	458 572	4 500 000
Total.	79 840 000	137 440 000

N U S.

AUTRICHE.

Revenus des domaines de l'État, déduction faite de 600 000 florins que rapportent les domaines appartenant au fonds d'éducation ou à des communautés civiles et religieuses (*Oeffentliche Fondsgüter*). 2 500 000 florins.

Total.	2 500 000	
Produit des mines.	760 000	(a)
Produit de la fabrication de la poudre et du salpêtre, comme objet de commerce.	200 000	
Total.	960 000	
Revenus des postes.	2 400 000	
Loteries.	4 000 000	

DIRECTES.

Contribution foncière.	39 000 000
Impôt sur les bâtimens (<i>Gebäudesteuer</i>).	3 800 000
Contribution personnelle (<i>Personalsteuer</i>) (c).	4 300 000
Contribution imposée sous différents titres sur la population juive (<i>Judensteuer</i>) (d).	4 130 000
Impôt sur l'industrie (<i>Erwerbsteuer</i>).	2 300 000
Droit du fisc prélevé sur les héritages.	700 000
Total.	48 230 000

INDIRECTES.

Impôt sur la consommation.	49 200 000
Revenus des douanes.	45 700 000
Revenus de ponts-et-chaussées et canaux (<i>Mauthe</i>) (e).	4 900 000
Monopole du tabac.	40 000 000
Timbre.	3 450 000
Monopole du sel.	22 000 000
Produit de différentes taxes.	2 300 000
Total.	74 550 000
Recettes diverses.	4 500 000

(a) Dans ce revenu ne se trouve pas compris le produit des salines qui figure, parmi les revenus indirects, dans le rapport annuel du monopole du sel.

(b) Cet impôt remplacé en Prusse le droit sur la consommation dans les petites villes et le plat pays.

(c) Cet impôt n'a été maintenu en Autriche que dans le royaume Lombard-Vénitien, en Dalmatie et dans une partie des frontières militaires.

(d) Cet impôt remplace en partie, pour la population juive, le droit sur la consommation et devrait, par conséquent, figurer parmi les revenus indirects, mais nous suivons dans cette énumération la classification adoptée par le professeur Springer.

(e) Dans cette somme n'est pas compris le produit des ponts-et-chaussées dans le royaume Lombard-Vénitien qui se trouve confondu avec d'autres perceptions, faisant au total une somme d'environ 300 000 flor. et comprises plus bas sous la dénomination de recettes diverses.

Les deux budgets des voies et moyens mis en regard l'un de l'autre donnent lieu aux rapprochemens suivans, qui ne sont pas sans intérêt pour l'intelligence du système financier des deux pays.

La contribution foncière ne compose en Prusse qu'un peu plus du sixième du revenu de l'État, tandis qu'en Autriche elle en forme à peu près le tiers.

L'impôt sur la consommation, les douanes, le timbre et le revenu des ponts-et-chaussées s'élève en Prusse à 32 204 000 fl. En y ajoutant l'impôt personnel, qui remplace dans les petites villes et le plat pays le droit sur les consommations, et qui s'élève à 9 561 000 fl., on obtient une somme de 41 765 000 fl., c'est-à-dire plus de la moitié du budget. En Autriche, ces mêmes branches de revenus, réunies, ne figurent que pour un tiers environ.

Le produit des domaines de l'État compose en Prusse les $\frac{2}{100}$ du total des revenus. En Autriche, cette branche de revenus ne figure, dans le budget, que pour $\frac{1}{5}$ sur 100.

En nous bornant à constater ici ces résultats financiers, nous aurons l'occasion de revenir plus tard sur leur portée et sur leurs causes, lorsqu'il s'agira d'analyser plus en détail les différentes branches du revenu public des deux États.

Comme le professeur Springer ne donne pas dans son ouvrage statistique le chiffre des dépenses de l'État, nous sommes obligés, faute de données plus récentes, de prendre, pour cette partie de nos rapprochemens, un aperçu général des dépenses courantes pendant l'année 1837, basé sur des évaluations statistiques qui méritent toute confiance, en le mettant en parallèle avec le budget triennal de la Prusse, pour les années 1838, 1839 et 1840, publié par ordre de cabinet en date du 4 mars 1838.

Les dépenses étant différemment classées dans les deux budgets, nous ne pouvons les rapprocher que dans les résul-

tats numériques des principales catégories, réduction faite de la monnaie de Prusse en monnaie de convention.

DÉPENSES.			
PRUSSE.		AUTRICHE.	
	<i>Dette publique de l'État.</i>		
Intérêts. . . .	8 667 443 fl.	Intérêts. . . .	41 572 913 fl.
Amortissement. .	3 528 572	Amortissem. . .	2 545 643 (1).
Intérêts et amortissement des dettes provinciales. . . .	58 574		
Totaux. . . .	<u>12 254 286 fl.</u>		<u>44 088 556 fl.</u>
	Dépenses de la cour (2).		<u>3 500 000 fl.</u>
	<i>Administration civile.</i>		
Le cabinet intime (<i>geheimes Cabinet</i>), les chancelleries du ministère d'État, la trésorerie (<i>Staats-Schatz</i>), la monnaie, les archives, la secrétairerie d'État, la Cour des Comptes, la Commission générale des ordres du royaume (<i>General-Ordens-Commission</i>) et le bureau statistique.	418 574 fl.	Chancellerie d'État.	4 900 000 fl.
<i>Pour les ministères.</i>		Administration générale, savoir le Conseil d'État et les autorités centrales auliques (<i>Hofstellen</i>).	3 200 000
a Des cultes et de l'instruction publique.	4 024 286	Administrations spéciales, tous les services compris. . . .	27 240 000
b De l'intérieur et de la police. . . .	3 448 574	Pensions non comprises dans les dépenses ci-dessus.	2 000 000
<i>A reporter.</i>	<u>7 891 428</u>	Dotations des fonds	
		<i>A reporter.</i>	<u>34 340 000 fl.</u>

(1) Cette somme est réduite maintenant à 1,888,000 florins.

(2) Cette catégorie de la dépense ne figure pas dans le budget de la Prusse, étant couverte par les revenus des domaines de la couronne.

DÉPENSES.

PRUSSE.		AUTRICHE.	
<i>De l'autre part.</i>		<i>De l'autre part.</i>	
c Des affaires étrangères.. . . .	7 894 428	politiques (Politische Fonds)(1)	34 340 000 fl.
d De la justice.	958 574		7 520 000
e Des finances, du commerce, de l'industrie et des travaux publics.	3 094 286 (2)	Cadastre.	522 000
Supplément à ajouter au ministère des finances pour la construction et l'entretien des chaussées. . . .	2 340 000		
Les Régences et les Présidents supérieurs.	4 478 574		
	2 442 857		
Total.	20 905 713 fl.	Total.	42 382 000 fl.

Armée et administration militaire.

Département de la guerre tout compris.	33 480 000 fl.	Solde et entretien de l'armée.	50 715 000 fl. (3).
--	----------------	--	---------------------

(1) On comprend en Autriche, sous ce titre des dépenses, les subventions accordées par l'État à différents fonds consacrés aux travaux publics, aux écoles, aux besoins de l'église, et à d'autres institutions d'utilité publique.

(2) Dans cette somme ne se trouvent pas compris les frais de justice payés par les parties sous le titre de *portela*. Les taxes prélevées sous cette dénomination ne figurent pas sur le budget des revenus de l'État. Leur produit, qui est exclusivement affecté aux besoins de cette branche du service public, s'élève, terme moyen, à plus de 3 000 000 d'écus = 4 285 000 florins, monnaie de convention; de sorte que l'administration de la justice coûte au pays environ 7 400 000 florins.

(3) Indépendamment d'une somme de 8 millions environ, assignée sur les revenus de la Hongrie et sur d'autres fonds.

DÉPENSES.

PRUSSE.

AUTRICHE.

Dépenses diverses.

Pensions et rentes viagères. . .	3 525 744 fl.	Paiemens aux gouvernemens étrangers. . .	324 000 fl.
Rentes perpétuelles et dédommagemens des droits aliénés. .	4 532 857	Rachat de billon.	78 000
Entretien des haras.	244 429	Autres dépenses courantes. . .	420 000
		Dépenses extraordinaires. . . .	4 026 000
Total.	5 300 000 fl.	Total.	2 048 000 fl.

Non-valeurs dans la perception des impôts, dépenses non prévues, embellissemens du pays et augmentation du fonds de réserve. 3 348 572 fl.

Récapitulation.

	PRUSSE.	AUTRICHE.
Intérêts et amortissement de la dette publique.	42 254 286 fl.	44 088 556 fl.
Dépenses de la cour.		3 500 000
Administration civile. . . .	20 905 743	42 382 000
Armée et administration militaire.	33 480 000	50 745 000
Dépenses diverses.	5 300 000	2 048 000
Fonds de réserve.	3 348 572	
Totaux.	75 258 574 fl.	442 733 556 fl. (1).

Le revenu de la Prusse était, à la même époque, d'après les évaluations du budget publié en 1838, de 52 681 000 écus, ou 75 258 571 fl., de manière que les dépenses et les voies et moyens se balançaient complètement, en laissant à la disposition de l'État un fonds de réserve de 3 318 572 florins.

Les revenus de l'Autriche, d'après les évaluations faites pour le budget de 1837, s'élevaient à. 428 463 000 fl.

Déficit. 44 270 556 fl.

(1) Voir la note supplémentaire n° 4, à la fin du volume.

Ce déficit a été couvert en partie par des réductions sur les dépenses de l'armée et par l'augmentation de quelques branches de revenus.

On voit par le rapprochement des dépenses publiques des deux pays, qu'en Prusse les intérêts et l'amortissement de la dette de l'État ne font pas un sixième de toutes les charges, tandis qu'en Autriche ce chapitre du budget composait, en 1837, près d'un tiers de la dépense et absorbait plus d'un tiers des revenus. En revanche, l'entretien de l'armée et de l'administration militaire ne s'élève, en Autriche qu'à 35,8 pour cent de toute la dépense, tandis qu'en Prusse ce chapitre figure pour 44,5 pour cent. En France, le budget du département de la guerre ne s'élevait, en 1841, qu'à 21,1 pour cent de toutes les dépenses de l'État.

Le chiffre de la dépense pour le département de la guerre en Prusse, montant pour l'année 1838 à 33 480 000 fl., réparti sur une population qui était, à cette époque, de 14 240 000 habitans, donne 2 fl. 21 kr. par tête. La dépense de l'Autriche, pour le même objet, montant, d'après les évaluations du budget de 1837, à 50 715 000 fl., répartie sur une population que le professeur Springer évalue, pour la même année, d'après les documens officiels, à 34 922 000 âmes, sans compter le militaire, donne 1 fl. et 27 kr. par tête. En France, les dépenses du département de la guerre, tout compris, étaient portées sur le budget de 1841, à 251 541 281 fr. = 96 746 646 fl. ; laquelle dernière somme, répartie sur une population de 34 500 000 âmes, équivaut à 2 fl. 48 kr. par tête.

Ainsi la dépense de la Prusse pour l'entretien de la force armée est à celle de l'Autriche, proportion gardée de la population, comme 18 est à 11, et malgré cette augmentation des charges résultant de la situation politique et géographique de cette puissance, l'excédant de ses revenus lui laisse encore le moyen d'augmenter chaque année son fonds de réserve.

Il résulte de cet aperçu comparatif que c'est le poids de la dette publique de l'Autriche qui pèse le plus dans la balance de ses charges et qui a nécessité les nombreux emprunts contractés depuis le rétablissement de la paix, pour équilibrer les dépenses de l'État avec ses revenus.

CHAPITRE II.

DETTE PUBLIQUE DE L'AUTRICHE.

La plus grande partie de la dette actuelle de l'Autriche a pris son origine dans les guerres ruineuses que cette puissance a eues à soutenir depuis 1792 contre la France. Pour faire face aux sacrifices extraordinaires que ces guerres imposaient à l'État, on a eu recours, tantôt à des emprunts négociés soit dans le pays, soit à l'étranger, tantôt à l'émission du papier-monnaie.

Les dettes de la première catégorie s'élevaient à la fin du règne de Léopold I, au commencement du dix-huitième siècle, à 40 millions, dont l'amortissement fut confié à l'ancienne Banque de Vienne, qui fut dotée à cet effet d'une somme de 5 500 000 fl. par an, assignée sur les revenus de l'État.

Après la guerre de sept ans, le total de la dette doit, d'après André (*Zahlen-Statistik*, page 240), avoir été porté à 367 millions. Les dépenses occasionnées par la guerre de Turquie, sous l'empereur Joseph, et par celles, plus désastreuses encore, que l'empereur François eut à soutenir contre la France, nécessitèrent de nouveaux emprunts et élevèrent le total de la dette chargée d'intérêts à plus de 650 millions de capital, représenté par des obligations de l'État, qui avaient été émises à différentes époques par la chambre Aulique des finances, la chambre Aulique hongroise, l'ancienne Banque de Vienne et les États de différentes pro-

vinces. Elles portaient trois, trois et demi, quatre, quatre et demi, cinq et six pour cent d'intérêts, selon les conditions auxquelles les emprunts avaient été négociés (la plupart étaient au taux de cinq pour cent).

La seconde partie de la dette s'accrut dans une proportion encore plus considérable.

La première émission du papier-monnaie, sous le titre de billets de Banque, eut lieu sous Marie-Thérèse, peu avant la fin de la guerre de sept ans, pour une somme de 12 millions qui fut portée sous l'empereur Joseph à 20 millions de florins. La faveur avec laquelle le public accueillit cet agent de la circulation offrait au trésor public un moyen prompt et facile de subvenir, dans des momens critiques, aux charges extraordinaires de l'État. Pressé d'un côté par les dépenses des guerres soutenues contre la France et encouragé de l'autre par la facilité avec laquelle les billets émis par le trésor s'écoulaient dans la circulation, on se laissa entraîner sur cette pente, et l'on finit par abuser de cette ressource. La confiance disparut entièrement, la circulation se trouva encombrée d'un papier qui perdit tout son crédit, et il s'ensuivit une des crises financières les plus mémorables, qui bouleversa un grand nombre de fortunes.

Les anciens billets de Banque mis en circulation sous Marie-Thérèse et sous Joseph II, furent retirés en 1796, et remplacés par une nouvelle émission pour une somme beaucoup plus considérable. Depuis cette époque l'augmentation du papier-monnaie continua presque sans interruption. En 1802 on comptait déjà plus de 706 millions de billets de Banque en circulation. La guerre de 1809 donna lieu de nouvelles émissions, et leur total fut porté à la somme énorme de 1 060 798 653 florins.

L'échange des billets de Banque contre la monnaie courante fut suspendu dès l'année 1797; cependant leur cours s'était encore soutenu jusqu'à l'année 1799, époque à partir

de laquelle leur dépréciation commença et suivit un cours si peu interrompu, qu'ils descendirent jusqu'au cinquième de leur valeur nominale, ainsi qu'il résulte de l'échelle suivante du cours de ce papier, depuis 1779 jusqu'à 1811.

MOIS.	ANNÉES.														
	1799	1800	1804	1802	1803	1804	1805	1806	1807	1808	1809	1810	1811		
	POUR CENT FLORINS EN MONNAIE DE CONVENTION.														
Janvier.	403	413	416	419	430	434	433	447	490	204	224	469	500		
Février.	403	413	415	419	429	435	432	448	203	209	234	398	500		
Mars.	405	414	414	418	427	431	429	449	206	210	248	334	500		
Avril.	408	414	415	418	429	435	429	452	208	212	252	347			
Mai.	407	416	415	418	430	435	429	460	206	216	276	375			
Jun.	407	415	415	419	431	434	430	463	203	238	333	395			
Juillet.	406	415	416	420	432	435	432	484	197	242	315	405			
Août.	408	415	416	422	433	435	435	460	194	236	299	448			
Septembre.	410	415	416	425	432	434	436	470	204	233	310	490			
Octobre.	414	415	417	426	431	432	444	476	203	234	311	500			
Novembre.	413	415	417	428	432	431	445	475	202	220	346	500			
Décembre.	413	418	417	428	433	432	449	484	203	222	405	500			

Cette échelle ne donne que le cours moyen. Il y eut un moment, au commencement de l'année 1811, où le cours était tombé jusqu'au douzième de la valeur nominale.

Ce qui avait aussi beaucoup contribué à la dépréciation de ce papier, c'est que son émission fut accompagnée de la mise en circulation d'une monnaie de cuivre, presque sans valeur réelle, jusqu'à concurrence de 80 millions. Un quintal de cuivre, qui coûtait 220 florins en *Banco-Zettel*, donnait en pièces de 30 kreutzer, 1 600 florins, et en pièces de 15 kreutzer 1 066 florins (les petites pièces d'un et de 3 kreutzer étaient frappées sur un pied moins élevé), et on employait cette monnaie de billon à l'échange des *Banco-Zettel*, à la place de la monnaie d'argent, cette dernière devenant de plus en plus rare, par suite des dépenses occasionnées par la guerre, qui firent écouler à l'étranger la plus grande partie du numéraire en circulation.

Pour remédier à cet abaissement progressif du cours du papier-monnaie on eut recours à différentes mesures financières dont les nouvelles crises politiques vinrent bientôt paralyser l'effet et interrompre l'exécution. On ouvrit en 1806 un emprunt de 75 millions, connu sous le titre d'emprunt d'amortissement de billets de Banque, *Banco-Zettel Tilgungs-Anleihe*, et on ajouta simultanément à quelques impôts une taxe supplémentaire, sous le titre de contribution pour l'amortissement des billets de Banque. Le prix du sel et du tabac, ainsi que le tarif des postes et des douanes, furent haussés dans le même but, et toute l'argenterie fut soumise à un nouveau droit de contrôle, sous le titre de nouveau poinçon (*Repunzierung*).

Les préparatifs de la guerre de 1809 et la nécessité de mettre sur pied un corps d'observation à la frontière, obligèrent bientôt le trésor public de suspendre la réalisation de l'emprunt sus-mentionné. Les fonds provenant des taxes supplémentaires ainsi que l'augmentation des revenus réga-

liens furent détournés de leur destination primitive et employés aux dépenses extraordinaires de l'État.

Après la malheureuse campagne de 1809, l'affluence des billets de Banque qui furent refoulés des provinces cédées, encombra la circulation et contribua beaucoup à déprécier le cours de ce papier, qui tomba dans une couple de mois de 300 à 460 florins, *Banco-Zettel*, pour 100 florins en bonne monnaie. On résolut en 1810 de retirer de la circulation les anciens billets de Banque, en les échangeant au taux de 300 pour 100 contre un nouveau papier-monnaie émis sous le titre de billets de rachat, *Einlösungs-Scheine*. On forma pour ce nouveau papier un fonds d'amortissement pour la dotation duquel on institua un impôt de 10 pour 100, sous le titre de *Vermögens-Steuer* (impôt sur la fortune), avec l'intention d'en augmenter le produit par des emprunts hypothéqués sur les propriétés de l'État. Une commission spéciale, connue sous le nom de députation pour le rachat et l'amortissement du papier-monnaie (*Einlösungs- und Tilgungs-Deputation*), fut chargée de diriger cette opération.

Pour alléger le paiement de l'impôt extraordinaire destiné à l'amortissement du nouveau papier-monnaie, on en répartit le prélèvement selon les moyens des contribuables en 2, 5, et 15 années; mais, dès le commencement de cette opération, on eut lieu de se convaincre qu'elle n'était plus à la hauteur de la crise à laquelle il s'agissait de remédier, et qu'elle ne réunissait pas assez promptement les moyens nécessaires d'arrêter la fluctuation du cours des billets de Banque qui était momentanément tombé au-dessous du douzième de sa valeur nominale. C'est dans cet état de choses que parut la patente du 20 février 1811, si célèbre dans les annales financières de l'Autriche, par laquelle les anciens *Banco-Zettel* furent mis entièrement hors de circulation et échangés au taux de 20 pour 100 contre les nouveaux billets

de rachat. L'échelle du cours moyen des *Banco-Zettel*, depuis 1799 jusqu'à 1811, jointe à la patente, et que nous avons donnée *page 14*, fixa la proportion dans laquelle les débiteurs et tous les contractans particuliers avaient à s'acquitter, en nouveau papier-monnaie, de leurs engagements de cette époque, selon la date sous laquelle ils les avaient contractés.

Ce nouveau papier fut déclaré devoir représenter la monnaie courante du pays sous le titre de valeur de Vienne, (*Wiener Währung*), et, dès la publication de la patente, toute transaction entre régnicoles devait, sous peine de nullité, être stipulée dans cette valeur. On réserva toutefois aux parties intéressées la faculté de contracter des emprunts avec désignation spéciale des espèces en or ou en argent (*Darlehn in einer besonderen Münz-Sorte.*).

L'État prit l'engagement de ne jamais augmenter la masse de ce nouveau papier au-delà de la somme nécessaire pour le rachat des anciens *Banco-Zettel*. L'impôt sur la fortune fut supprimé, et les portions déjà prélevées furent remboursées aux contribuables. On résolut en revanche de créer un fonds d'amortissement, à la dotation duquel devaient être employés les fonds provenant de la vente des biens du clergé, ainsi que d'autres branches du revenu public.

La même loi financière réduisit les intérêts de toutes les rentes sur l'État à la moitié de leur taux primitif, vu l'impossibilité où se trouvait le trésor public de suffire à leur paiement intégral, et cette moitié devint payable en nouveaux billets de rachat.

Cette opération financière dont les événemens politiques dérangèrent bientôt toutes les combinaisons, causa une grande perturbation dans les fortunes privées, et l'impression qu'elle produisit laissa ces traces profondes dans l'esprit public sans atteindre le but qui l'avait fait entreprendre.

Le nouveau papier suivit dans sa dépréciation le sort des

anciens *Banco-Zettel* qu'il avait remplacés dans la circulation, à partir du 1^{er} février 1812. Au mois de mai de la même année, c'est-à-dire trois mois après son émission, le cours de ce papier était déjà tombé à 180 florins en billets de rachat pour 100 florins en monnaie de convention, et il tomba successivement jusqu'à 400 pour cent.

Les sacrifices qu'exigeaient les campagnes de 1813 et de 1814 obligèrent le trésor public de recourir à une nouvelle émission de papier-monnaie, sous le titre de billets d'anticipation (*Anticipations-Scheine*).

Ce nom leur fut donné à cause de l'idée première qu'on avait conçue d'anticiper pour douze ans une partie des impôts. Leur première émission n'eut effectivement lieu que jusqu'à concurrence de 45 millions, pour le rachat desquels on assigna pour douze ans, à la commission chargée de leur amortissement, une somme annuelle de 3 750 000 fl. prise sur la contribution foncière ; mais peu de temps après, de nouvelles émissions se succédèrent rapidement, sans que les fonds destinés à leur amortissement eussent été augmentés en proportion, et la somme totale de ce nouveau papier fut portée à près de 500 millions (1). Leur valeur courante suivit la dépréciation des billets de rachat.

Au retour de la paix on reprit la tâche de l'amortissement graduel de l'un et de l'autre de ces signes représentatifs de la monnaie du pays, et l'on s'occupa sérieusement des mesures à prendre pour mettre un terme à cette fluctuation continuelle du cours, si préjudiciable au commerce et à l'in-

(1) Le professeur Springer évalue l'émission totale de ce papier-monnaie à 400 millions seulement ; mais cette évaluation est erronée, car nous savons que le montant des billets d'anticipation restés en circulation figurait, dans l'état des dettes de l'Autriche en 1816, pour une somme de 466,553,000 florins.

dustrie nationale, par l'instabilité qui en résultait dans tous les échanges et dans toutes les transactions. Plusieurs combinaisons furent successivement adoptées et en partie exécutées.

On y employa en grande partie les 54 millions de florins de la contribution de guerre payée par la France, et en même temps on eut recours à de nouveaux emprunts; le premier fut ouvert en 1815 pour 50 millions en papier-monnaie, contre des obligations de l'Etat portant $2\frac{1}{2}$ pour 100 d'intérêts en monnaie de convention, à l'amortissement desquelles on assigna un fonds annuel de 300 000 florins sur les revenus des salines de la Gallicie. Cet emprunt qui ne fut réalisé que jusqu'à concurrence de 44 410 000 florins n'avait cependant pas pour objet la conversion du papier monnaie, puisqu'il était dit dans le préambule de la patente y relative du 29 mars 1815, que son produit était destiné à couvrir les dépenses extraordinaires de la dernière guerre; mais il devait atteindre le but de relever le cours de ce papier, en fournissant à ses détenteurs l'occasion d'un placement avantageux, puisque, par exemple, pour un capital de 1 000 florins qui ne valait, au cours de 350 pour 100, que $285\frac{1}{2}$ on recevait une obligation de 1 000 florins qui rapportait $2\frac{1}{2}$ p. 100 ou 25 florins par an en bonne monnaie, c'est-à-dire près de 9 p. 100 de la valeur réelle du capital.

Ce n'est qu'en 1816 que commencèrent les grandes opérations, relatives au crédit public et à l'amortissement de la dette de l'Etat, qui posèrent la base de la situation actuelle des finances de l'Autriche.

Avant d'en donner l'analyse, jetons un coup-d'œil sur l'état numérique de la dette publique de l'Autriche, au commencement de l'année 1816. Cette dette se composait à cette époque des catégories suivantes :

1° Reste du papier-monnaie en circulation savoir : *a* billets de rachat (*Einlösungs-Scheine*) 212 159 750. *b* Billets

d'anticipation (*Anticipations-Scheine*) 466 553 088; en tout 678 712 838 florins.

Cette somme réduite au cours moyen de 355 pour 100 (1) représentait une valeur de 191 186 715 florins.

2° L'ancienne dette chargée d'intérêts de 3, 3 $\frac{1}{2}$, 4, 4 $\frac{1}{2}$, 5 et 6 p. 100 réduite au taux de 5 p. 100 représentait un capital de 608 millions. Les intérêts de cette dette ayant été réduits à la moitié, par la patente de 1811, s'élevaient à 15,200,000 florins en papier (*Wiener Waehrung*) ou, en monnaie de convention, au cours de 355 pour 100, à 4 281 690 florins. Cette dernière somme convertie en capital à 5 pour 100 représentait une valeur réelle de 85 633 800 florins.

3° Le reste de l'emprunt de l'année 1815 montant à 44 millions en obligations 2 $\frac{1}{2}$ pour 100; cette somme réduite à 5 pour 100 représentait un capital de 22 millions, dont les intérêts s'élevaient à 1,100,000 florins monnaie de convention.

Récapitulation de la dette publique de l'Autriche, au commencement de 1816, réduite à sa valeur réelle, en monnaie de convention.

	Capital.	Intérêts.
Papier monnaie.	491 186 715 fl.	
Ancienne dette.	85 633 800	4 281 690 fl.
Emprunt de l'année 1815. . . .	22 000 000	1 100 000
Totaux.	<u>298 820 515 fl.</u>	<u>5 381 690 fl.</u>

Si, renonçant à revenir sur le passé, on avait voulu se borner à arrêter la dépréciation ultérieure des effets publics, en prenant pour base de leur remboursement et de leur amortissement successif, la valeur réelle à laquelle ils se trouvaient réduits au retour de la paix, à la suite des sa-

(1) Nous avons tiré ce terme moyen des bulletins de la Bourse des trois premiers mois de l'année 1816.

crifices qui avaient épuisé les finances de l'État, une somme de 14 à 15 millions par an, intérêts et amortissement compris, aurait suffi pour l'extinction totale de la dette de l'État au bout de trente ans; mais telle n'était pas l'intention du gouvernement autrichien qui, ne voulant pas se contenter de remédier à la crise du moment et d'asseoir le crédit public sur une base plus solide pour l'avenir, entreprit la tâche de réparer et de reconstruire en quelque sorte le passé; tâche bien difficile et surtout très onéreuse pour les finances, qui fléchissent jusqu'à présent sous le poids de son exécution.

Les premières et les plus importantes des opérations financières entreprises à cet effet datent du 1^{er} juin 1816. Il fut déclaré, par une des lois financières publiées sous cette date, qu'à l'avenir l'État n'aurait jamais recours à l'émission d'un papier-monnaie, avec un cours forcé; que celui qui se trouvait en circulation serait successivement retiré, et qu'une fois cette opération terminée, la circulation serait entièrement rétablie sur le pied de la monnaie de convention (20 florins d'un marc de Cologne d'argent pur). Les dispositions de l'ancienne patente de 1811 qui obligeaient les contractans, sous peine de nullité, à stipuler tous leurs engagements en papier de Vienne (*Wiener Waehrung*) furent révoquées, et, en constituant une Banque nationale avec des principes d'organisation tracés par une loi séparée, publiée sous la même date, on présenta aux détenteurs de ce papier deux moyens de placement avantageux, savoir: ou de le changer en partie contre des billets de banque payables au porteur en monnaie de convention, et en partie contre des obligations de l'État portant intérêts, ou de l'employer à l'acquisition des actions de la Banque (1).

(1) Pour ne pas interrompre l'exposé des opérations concernant la dette de l'État, nous ne faisons ici mention de la Banque qu'en tant que son in-

Ceux des détenteurs du papier monnaie qui préféraient le premier de ces moyens de placement recevaient pour les sommes déposées à cet effet à la Banque deux septièmes en billets de banque payables au porteur, et cinq septièmes en obligations de l'État portant 1 pour cent d'intérêt en monnaie de convention. Ainsi, pour une somme de 140 fl., qui ne valait avant la publication de la patente, d'après le cours moyen du mois de mai (346 pour cent), que 43 fl., on recevait 40 fl. en billets de banque payables au porteur et une obligation de 100 fl. portant 1 pour cent d'intérêt, laquelle réduite à 5 pour cent représentait un capital de 20 fl.; de sorte que l'État rachetait le papier-monnaie à 40 pour cent au-dessus de sa valeur réelle et contractait, pour près de la moitié de la valeur rachetée, une dette chargée d'intérêts. Pour ouvrir au public ce moyen d'échange sans attendre que la Banque fût définitivement constituée, on institua une administration provisoire agissant au nom de la Banque, et pourvue des moyens nécessaires pour émettre des billets au porteur, et on établit simultanément une caisse pour changer ces derniers en espèces sonnantes.

Cette opération n'a été continuée que jusqu'à concurrence de 49 millions en papier-monnaie, pour le rachat desquels il a été émis 35 millions en obligations portant 1 pour cent d'intérêts, et déboursé 14 millions en billets de Banque. On s'aperçut bientôt que l'émission des billets de Banque augmentant trop rapidement par suite de cette conversion, leur échange pourrait épuiser les fonds disponibles en numéraire, et l'on avisa par la loi du 29 octobre 1816 à une nouvelle mesure financière qui réunissait le double but du rachat

stitution s'y rattache directement; et nous nous réservons de consacrer un chapitre séparé à l'examen des principes sur lesquels repose l'organisation de cet établissement de crédit public.

successif du papier-monnaie et de la conversion de l'ancienne dette chargée d'intérêts. On ouvrit, par cette loi, un emprunt connu sous le nom d'emprunt d'arrosement (*Arrosirungs-Anleihe*), moyennant lequel les détenteurs des anciennes obligations de l'État, dont les intérêts avaient été réduits à la moitié par la patente de 1811, recevaient, en y ajoutant une certaine valeur en papier-monnaie, de nouvelles obligations connues sous le nom de *métalliques*, et qui rapportaient cinq pour cent d'intérêts en monnaie de convention.

La proportion établie entre les sommes qu'il fallait déposer dans l'une et l'autre espèce de ces effets publics, variait de la manière suivante, selon le taux primitif des intérêts des obligations qu'on apportait à la conversion.

A une obligation de 1 000 florins qui avait rapporté originellement 6 pour cent d'intérêts, on ajoutait 800 florins en papier-monnaie; à une obligation de 5 pour cent de la valeur nominale de 1 000 florins, on ajoutait 1 000 florins; à une obligation 4 et demi pour cent de la même valeur nominale, 1 100 florins; à une obligation 4 pour cent, 1 200 fl.; à une obligation 3 et demi pour cent, 1 300; à une obligation 3 pour cent, 1 400 florins en papier-monnaie; pour avoir une nouvelle obligation métallique de 1 000 florins portant 5 pour cent d'intérêts, monnaie de convention.

Ainsi, en déposant un effet public de 1,000 florins 5 pour cent rapportant 2 et demi pour cent, c'est-à-dire 25 flor. en papier-monnaie, ou d'après le cours moyen du mois d'octobre (322 pour cent), 7 florins 42 kreutzer, monnaie de convention (ce qui représentait au taux de 5 pour cent un capital de 154 florins), et en y ajoutant 1 000 florins en papier-monnaie, équivalant à 310 florins et demi, monnaie de convention, on recevait une obligation de 1 000 florins, rapportant 5 pour cent d'intérêts en monnaie de convention, c'est-à-dire plus de deux fois la valeur déposée.

Par cette seconde opération qui fut portée jusqu'à 120 millions en obligations métalliques 5 pour cent, et qui ajouta aux charges de l'État une somme annuelle de 6 000 000 florins pour le paiement des intérêts, on amortit :

1^o Une portion de l'ancienne dette d'une valeur nominale de 120,000,000, portant 2 et demi pour cent d'intérêts en papier-monnaie, laquelle, réduite au taux de 5 pour cent en monnaie de convention, ne représentait, au cours de 346 pour cent, qu'un capital de 17 341 000 florins;

2^o Une somme de 129 379 000 flor. en papier-monnaie, représentant une valeur de 37 414 000 fl., monnaie de convention; En tout une valeur réelle de 54 755 000 fl.

A côté de l'une et de l'autre de ces opérations, l'emploi du papier-monnaie à l'acquisition des actions de la Banque se poursuivait sans interruption. D'après la loi du 1^{er} juin 1816, le fonds de la Banque devait être formé de 50,000 actions, pour chacune desquelles il fallait déposer 2 000 florins en papier-monnaie et 200 florins en monnaie de convention. Lors de l'organisation définitive de la Banque par la loi du 15 juillet 1817, le nombre des actions à émettre fut porté à 100 000, mais leur valeur a été réduite à la moitié; c'est-à-dire qu'au lieu de 2 000 florins en papier-monnaie et de 200 florins en bon argent, on n'avait à déposer pour une action que 1 000 florins en papier-monnaie et 100 florins en monnaie de convention; de sorte que le capital de fondation resta fixé à la même somme. Mais par suite d'arrangemens survenus depuis entre la Banque et l'administration des finances, sur lesquels nous aurons encore l'occasion de revenir, les actions n'ont été émises que jusqu'à concurrence de 50 621 pièces. Par cette émission on retira de la circulation 50 621 000 florins en papier-monnaie, et la Banque reçut en échange une pareille somme en obligations de l'État, rapportant 2 et demi pour cent d'intérêts en monnaie de convention. La loi de 1817 avait affecté à l'amortissement de ces obliga-

tions une rente annuelle de 500 000 florins ; mais cette disposition fut changée plus tard à l'occasion de nouveaux engagements contractés avec la Banque pour le rachat du papier-monnaie resté encore en circulation. (Voir plus loin le chapitre concernant la Banque de Vienne.)

Les profits de la Banque partagés entre les actionnaires, se composaient de $2\frac{1}{2}$ pour 100 d'intérêts payés par l'État pour le papier-monnaie retiré de la circulation par les remises des actionnaires, et du produit de ses opérations financières et commerciales dont celle de l'escompte était la plus importante et la plus productive. L'ensemble de ses revenus s'élevait d'abord à 30 florins par an, par action, ce qui donnait aux actions, dès le principe, une valeur de 600 florins monnaie de convention pour une remise qui ne représentait, d'après le cours du papier-monnaie antérieur aux opérations de la Banque, qu'une valeur de 398 $\frac{1}{2}$ flor. (1).

Les bénéfices de la banque s'accrurent si rapidement, qu'à la fin de l'année 1818 le dividende annuel s'élevait déjà à 47 florins au lieu de 30 florins (taux auquel le dividende ordinaire avait été évalué) sans compter la part des actionnaires au fonds de réserve, qui représentait déjà à cette époque une valeur de 17 florins par action.

Cette combinaison fournissait aux détenteurs du papier-monnaie le moyen de le placer à 12 pour 100 de sa valeur réelle (2). Aussi le cours du papier-monnaie qui était encore

(1) La Banque n'a été définitivement constituée qu'au commencement de l'année 1818. Le cours moyen du papier-monnaie, tiré des bulletins de la Bourse depuis le commencement jusqu'à la fin de l'année 1817, était de 335 p. 100. Ainsi, les 1 000 florins en papier, déposés pour une action, ne valaient que 398 florins 30 kreutzer. En y ajoutant 100 florins en monnaie de convention, toute la remise des premiers actionnaires ne s'élevait qu'à la valeur sus-indiquée de 398 $\frac{1}{2}$ florins.

(2) Le profit de la Banque, partagé en 1818 entre les actionnaires, était de 47 florins par action ; or, une action coûtant 100 florins en bonne mon-

à 300 pour cent à la fin de 1817 monta en peu de temps jusqu'à 220 pour cent (cours du mois d'août 1818).

En poussant par ce moyen la hausse du papier-monnaie, pendant qu'on en poursuivait le rachat, on rendait cette opération de plus en plus onéreuse à l'État.

C'est aussi très probablement à cette considération qu'on doit, au moins en partie, attribuer la résolution qui fut prise au commencement de l'année 1820, d'arrêter l'émission ultérieure des actions, le nombre de ces dernières ayant alors dépassé le chiffre de 50 000, c'est-à-dire la moitié de celui qui avait été fixé par les statuts. Pendant ce temps, le cours du papier-monnaie, après avoir flotté entre 220 et 250, resta fixé à ce dernier taux à partir du mois de mars 1820, et fut pris pour base de l'arrangement conclu avec la Banque, pour le rachat ultérieur de ce qui en était encore resté à cette époque en circulation.

Cette opération de rachat du papier-monnaie au cours de 250 pour cent, se poursuit jusqu'à présent et touche à sa fin, puisque d'après le compte-rendu des opérations de la Banque pendant l'année 1841 il n'en restait en circulation au 1^{er} janvier 1842, que pour la somme minime de 10 859 338 florins, représentant en monnaie de convention une valeur réelle de 4 343 735 florins 12 kr.

Après cet exposé sommaire et historique des mesures financières qui ont eu successivement pour objet le rachat du papier-monnaie, nous devons retourner à celles qui se rapportent à l'ancienne dette portant intérêt.

On a vu page 20 que cette dette représentait au commencement de l'année 1816 au taux de 5 p. cent, un capital nominal de 608 millions. L'emprunt d'arrosement ouvert par

naie et 1 000 florins en papier qui ne représentaient, d'après le cours moyen de l'année 1817, qu'une valeur réelle de 398 florins 30 kreutzer, le bénéfice ci-dessus donnait 12 pour 100, sans compter la participation des actionnaires à la propriété du fonds de réserve.

la loi du 29 octobre 1816 (voir page 22 et suivantes) la réduisit à 488 millions dont les intérêts annuels réduits à la moitié par la patente de 1811, s'élevaient à la somme de 12 200 000 florins en papier-monnaie, ce qui faisait à cette époque, d'après le cours moyen de 273 pour 100, tiré des bulletins de la bourse du mois de mars 1818, 4 468 864 florins monnaie de convention. L'opération de l'emprunt d'arrosement commencée en 1816 fut close au 1^{er} avril 1818, et suivie d'un nouveau plan adopté pour la conversion et le rachat de l'ancienne dette, dont les bases furent tracées par la loi du 21 mars 1818.

Tout le reste de l'ancienne dette a été partagé en 488 séries dont chacune, réduite au taux de 5 pour cent, représentait un capital nominal d'un million (1), et il a été établi un tirage au sort par séries, pour réintégrer les détenteurs des effets publics appartenant à cette catégorie dans la pleine jouissance des intérêts, selon le titre originaire de l'émission de ces effets. Les séries sont numérotées dans l'ordre arithmétique, et l'on en tire cinq chaque année. Les obligations comprises dans la série sortante qui ne rapportaient que la moitié des intérêts primitifs, laquelle moitié était payable en papier-monnaie, sont converties en nouveaux titres avec jouissance de la totalité des intérêts primitifs payables en monnaie de convention, à partir de la date du tirage. Ainsi une obligation 5 p. 100 de 1 000 florins tirée au sort, qui ne rapportait avant le tirage que 25 florins en papier-monnaie, ou 10 florins monnaie de convention, est con-

(1) Pour égaliser la valeur des séries, dont quelques-unes embrassaient des obligations émises avec différents titres, savoir : à 3, $3\frac{1}{2}$, 4, $4\frac{1}{2}$, 5 et 6 pour 100, on les a réparties de manière que la supputation des intérêts annuels, de chaque série, comptés au taux primitif de leur émission, donnât une somme de 50 000 florins, ce qui répond, à 5 pour 100, à un capital d'un million.

vertie après le tirage en une nouvelle obligation 5 p. 100 rapportant 50 florins monnaie de convention, ce qui quintuple sa valeur.

Pour diminuer les charges du trésor public, résultant de ce mode de conversion par l'augmentation des intérêts, on rachète chaque année à la bourse une portion de l'ancienne dette, équivalente à celle qui se trouve réintégrée dans la jouissance des intérêts primitifs, c'est-à-dire 5 millions par an, de valeur nominale, qui sont brûlés publiquement.

En poursuivant simultanément le rachat et le tirage au sort, il doit arriver souvent que des obligations déjà retirées de la circulation se trouvent comprises dans une des séries sortantes. Or, pour ne pas interrompre la marche régulière de la conversion, il a été statué que les intérêts des obligations que le sort fait tomber dans cette catégorie, doivent être accumulés dans le fonds d'amortissement, jusqu'à ce que leur montant arrive à la somme nécessaire pour donner lieu à un tirage supplémentaire.

Ce plan qui opère chaque année, moitié par rachat, moitié par tirage au sort, sur une valeur nominale de 10 millions de l'ancienne dette, embrasse un espace de 49 ans à partir de l'année 1818. A l'expiration de ce terme toute l'ancienne dette disparaîtra du grand livre, et fera place à une dette nouvelle en obligations dites métalliques, dont la valeur au taux de 5 pour 100 représentera un capital de 244 millions en monnaie de convention. (1)

(1) Depuis que le cours des *métalliques* 5 pour 100 a dépassé le pair, le Trésor public a trouvé plus profitable de rembourser à 100 pour 100 les anciennes obligations sortantes de cette catégorie, que de les convertir en nouvelles inscriptions 5 pour 100. Une partie des derniers emprunts a été affectée à ce remboursement. Par suite de ce changement survenu dans l'exécution du plan de conversion, la masse de l'ancienne dette 5 pour 100, convertie en nouvelles inscriptions, sera diminuée; mais la part équivalente

La réduction des charges opérée par le rachat n'est guère en proportion avec l'augmentation de ces mêmes charges résultant du tirage au sort. Par suite de la patente de 1811, les 5 millions rachetés chaque année à la bourse ne rapportent à $2\frac{1}{2}$ pour cent, que 125 000 florins en papier-monnaie, équivalant d'après le cours actuel de 250 pour 100, à 50 000 flor. monnaie de convention. C'est donc dans cette proportion que se réduisent les intérêts des effets publics de l'ancienne dette restée en circulation, tandis que, par le tirage au sort, une somme pareille de 5 millions en anciens effets publics, pour lesquels l'État ne payait à titre d'intérêt que 125 000 flor. en papier-monnaie ou 50 000 flor. monnaie de convention, se trouvant convertie en obligations métalliques, cause au trésor une augmentation annuelle de charges, en intérêts, de 200 000 flor. monnaie de convention; puisque les effets sortans qui ne rapportaient à leurs détenteurs que 50 000 flor. rapportent à dater de leur tirage 250 000 fl. en bonne monnaie. D'un autre côté, la valeur courante des anciennes obligations suit une progression ascendante, à mesure que les chances du tirage au sort se multiplient.

En 1818 le montant des obligations partagées en séries et réduites au taux de 5 pour cent, était de 488 millions: or, comme cette masse des effets en circulation diminuée chaque année de 10 millions, moitié par rachat, moitié par tirage au sort, les chances que la roue de la fortune présente à chaque tirage aux détenteurs de ces effets publics et qui n'étaient au commencement de cette opération que d'un sur 488, sont aujourd'hui d'un sur 335, le nombre des séries non encore tirées au sort se trouvant réduit dans cette proportion. Il faut encore ajouter que la chance extraordinaire du ti-

à cette réduction se reproduit dans les charges de l'État résultant des nouveaux emprunts.

rage supplémentaire dont nous avons donné l'explication page 28, devient de plus en plus fréquente, à mesure que la masse des obligations rachetées par le fonds d'amortissement augmente. Aussi les anciennes obligations 5 pour cent qui n'avaient au commencement de 1818 qu'une valeur courante de 24 à 25 pour cent, sont-elles aujourd'hui cotées à la bourse à 65 pour cent (elles étaient déjà montées momentanément jusqu'à 6 pour cent); de sorte que pour racheter un effet public de 1 000 florins de valeur nominale qui ne rapporte que 10 florins d'intérêts en monnaie de convention, l'État est obligé de déboursier maintenant 650 florins, et ce rachat devient d'année en année plus coûteux.

L'augmentation annuelle des charges, en intérêts, résultant de la conversion, s'élève à 200 000 florins monnaie de convention, et le rachat de 5 millions par an d'anciens effets publics coûte d'après le cours actuel 3 250 000 florins.

En entreprenant sur une aussi large échelle, d'un côté le rachat du papier-monnaie et de l'autre la conversion et le rachat de l'ancienne dette chargée d'intérêts, et en effectuant ces opérations d'une manière aussi onéreuse pour le trésor public, on obérait pour longtemps les ressources financières de l'État. Les charges énormes qui en résultaient se trouvant en disproportion avec les moyens ordinaires de libération, on ne pouvait y faire face qu'en recourant à de nouveaux emprunts. Aussi ces derniers se sont-ils succédés avec une rapidité qui pouvait surprendre ceux-là seuls qui ne s'étaient pas rendu compte de l'étendue des engagements que l'État s'était imposés par son nouveau système de crédit public. Nous allons récapituler ici tous les emprunts qui ont été contractés depuis 1815.

Emprunts avec émission des rentes ou obligations de l'État.

1 ^o Emprunt de 1815 de 44 410 000 fl. papier mon-	
naie, avec émission d'obligations $2\frac{1}{2}$ pour cent.	
en monnaie de convention, ci..	44 410 000 fl.

<i>De l'autre part.</i> . . .		44 440 000 fl.
(Cet emprunt ne rapporta à l'État, d'après le cours d'alors du papier-monnaie de 350 o/o, qu'une valeur de 12 688 000 fl., monnaie de convention. Voir l'Explication de l'emprunt, page 19.)		
2° Obligations, avec jouissance d'un pour cent d'intérêts, émises pour le rachat du papier-monnaie par suite de la loi du 4 ^{er} juin 1816. (Voir l'Explication de cette loi, page 22.)	35 000 000	
3° Emprunt d'arrosage ouvert par la patente du 29 octobre 1816, avec émission de rentes, 5 pour cent, pour l'extinction d'une partie de l'ancienne dette et pour le rachat du papier-monnaie. (Voir l'Explication de cet emprunt, page 22.)	420 000 000	
4° Emprunt, avec émission de rentes 5 pour cent, négocié en 1818, au taux de 66 pour cent (1). . .	50 000 000	
5° Emprunt de 1823, avec émission de rentes 5 pour cent, connu sous le nom d'emprunt anglais, pour payer la dette contractée envers le gouvernement britannique, du temps des guerres contre la France. (Cet emprunt a été négocié à 75 o/o.)	30 000 000	
6° Emprunt de la même année, avec émission de		
<i>A reporter.</i> . . .	279 440 000 fl.	

(1) En négociant cet emprunt à un taux aussi désavantageux, l'État prit en outre l'engagement de boofier, en obligations métalliques 5 pour 100, les intérêts de l'emprunt contracté antérieurement avec les maisons Bethmann de Francfort, et Goll d'Amsterdam, qui faisait partie de l'ancienne dette, et dont par conséquent les intérêts, réduits à moitié par la patente de 1811, étaient payables en papier-monnaie. Cette clause augmenta la nouvelle dette 5 pour 100 de plus de 20 millions.

Ainsi, pour toucher une valeur réelle de 33 millions, monnaie de convention (50 millions à 66 pour 100), l'État a dû délivrer 70 millions de rente 5 pour 100; de sorte que cet emprunt a coûté au Trésor public plus de 10 pour 100. On aurait de la peine à se rendre compte des motifs d'un engagement aussi onéreux, contracté trois ans après le rétablissement de la paix générale, et à une époque où l'État avait touché sur les indemnités payées par la France près de 150 millions de francs, si on ne prenait en considération l'énormité des charges imposées aux finances de l'Autriche, par son système de conversion et de rachat de l'ancienne dette.

<i>De l'autre part.</i>		279 410 000 fl.
rentes 5 0/0, négocié à 82 0/0.		36 000 000
7° Emprunt 5 0/0; contracté en 1826, et négocié à 87 0/0.		45 000 000
8° Emprunt 4 0/0 négocié, en 1829, à 86 0/0. . . .		23 256 000
9° Emprunt 4 0/0 négocié, en 1830, à 97 0/0. . . .		20 000 000
10° Emprunt 5 0/0 négocié, en 1831, au mois de mai, au taux de 80 0/0.		37 500 000
11° Emprunt 5 0/0 négocié, au mois de décembre 1831, au taux de 84 0/0.		57 444 000
12° Emprunt 5 0/0 négocié, en 1833, à 89 3/4 0/0. . .		40 000 000
13° Emprunt 3 0/0 négocié, en 1835, à 75 0/0. . . .		40 000 000
14° Emprunt 5 0/0 négocié, en 1841, à 102 0/0 (1). . .		38 461 000
Total.		586 774 000 fl.

auquel il faut encore ajouter 20 millions d'obligations 5 pour cent, délivrées pour les intérêts de l'ancienne dette aux mai-

(1) Cet emprunt a été négocié au taux de 104 pour 100; mais, en déduisant 2 pour 100 de commission accordés aux souscripteurs, il revient à 102 pour 100. Réduit même à ce taux, il se présente encore comme assez avantageux à l'Etat; mais les avantages de cette négociation financière s'amoindrisaient, si l'on prend en considération les clauses particulières stipulées en faveur des souscripteurs, savoir : que l'Etat a renoué pour quinze ans à la faculté de rembourser ou pair ou de convertir en rentes à intérêts moins élevés cette partie de sa dette publique, qui est représentée par les rentes 5 pour 100 encore en circulation, et qui s'élève en capital à environ 260 millions. Cette clause peut sans contredit être envisagée comme onéreuse pour l'Etat, en ce qu'elle lui lie les mains pour quinze ans, dans une époque où le taux des intérêts baisse dans tous les pays, et où la question de la conversion occupe sérieusement la plupart des Etats qui ont encore des rentes 5 pour 100 en circulation (La Prusse, qui n'a plus de rentes 5 pour 100, vient d'entreprendre la conversion de ses *Staatsschuldsscheine* de 4 pour 100 en 3 $\frac{1}{2}$ pour 100). La conversion d'une dette de 260 millions 5 pour 100 en rentes 4 pour 100 procurerait au Trésor une réduction d'intérêts de 2 600 000 florins par an; avantage auquel il renonce bénévolement pour contracter à 102 pour 100 un emprunt de 38 millions en rentes 5 pour 100, qui ont été cotées à la Bourse de Vienne à 105 pour 100 et au-delà, immédiatement avant la conclusion de cet emprunt, et qui sont maintenant à 110 pour 100.

sons Bethmann et Goll; ce qui porte le total des nouveaux emprunts à 606 771 000 florins.

Tous ces emprunts réduits en rentes 5 pour cent représentent un capital de 531 914 800 florins.

En calculant :

1° Le rapport en numéraire des emprunts N° 4, 5, 6 et suivants jusqu'à 14 inclusivement ;

2° La valeur courante des effets publics que l'État a reçus en échange pour les emprunts N° 1, 2 et 3 ;

3° La valeur des intérêts de l'ancienne dette soldée par les 20 millions d'obligations de l'emprunt contracté avec Bethmann et Goll ;

Il se trouve que le total de cette partie de la nouvelle dette n'a rapporté au trésor en valeur réelle que 395 190 000 florins.

Emprunts avec remboursemens par loterie.

45° Emprunt négocié, en 1820, à 96 0/0. 20 800 000 fl.

46° Emprunt négocié, en 1821, à 96 0/0. 37 500 000

47° Emprunt négocié, en 1834, à 100 0/0.. . . . 25 000 000

48° Emprunt négocié, en 1839, à 100 0/0.. . . . 30 000 000

Sur l'emprunt N° 15 l'État a reçu en argent comptant 19 960 000 fl., et il a remboursé au total, en vingt tirages, la somme de 38 502 430 florins.

Le plan de cette loterie était combiné de manière qu'indépendamment des lots gagnans dont quelques-uns allaient jusqu'à 120 000 florins, pour un effet dont la valeur primitive n'était que de 100 florins, chaque obligation tirée au sort sans prime rapportait 5 pour cent d'intérêts. En calculant les intérêts au *pro rata* des remboursemens successifs effectués par l'État, cet emprunt est revenu à 6 et 1/2 pour cent.

L'emprunt N° 16 a rapporté 36 millions pour lesquels l'État a remboursé moyennant tirage au sort, dans l'espace de 20 ans, une somme de 55 121 515 florins indépendamment de la bonification de 4 pour cent d'intérêts. En ajoutant le mon-

tant des primes à celui des intérêts, cet emprunt est revenu au trésor à 7 pour cent.

L'emprunt de 25 millions, négocié au pair en 1834, est remboursable moyennant 25 tirages dont le dernier aura lieu en 1860. Les obligations sortantes, sans primes, rapportent 4 pour cent d'intérêts. Les lots gagnans vont jusqu'à 320 000 florins. Le total des remboursemens s'élève à la somme de 51 371 170. Cet emprunt revient à l'État à environ 5 et 2/3 pour cent.

L'emprunt de 30 millions, négocié également au pair en 1839, est remboursable en quarante ans par trente-six tirages au sort, dont les douze premiers ont lieu tous les six mois, les six tirages suivans tous les douze mois, et les dix-huit derniers tous les dix-huit mois ; de manière que le dernier paiement est reculé jusqu'à 1879.

Le total des remboursemens monte à 74 250 500 florins et l'emprunt revient à 4 pour cent. C'est donc le plus avantageux de tous les emprunts contractés depuis 1815.

Les deux premiers emprunts ont été remboursés en totalité ; sur le troisième il reste encore à payer, à partir du 1^{er} février 1842, 43 061 070 florins ; sur le quatrième, il n'a été payé jusqu'à la fin de l'année 1841 que 2 165 100 florins, et il reste encore à payer 72 085 400 florins.

Lors des premiers emprunts, appartenant à la nouvelle dette, et contractés en 1815 et 1816, il fut affecté à chacun d'eux une rente spéciale pour leur amortissement. Plus tard, quelques mois avant l'organisation définitive de la banque, il fut créé par la loi du 22 février 1817, un fonds général d'amortissement pour la dette publique de l'État chargée d'intérêts (*Allgemeiner Tilgungs-Fond für die verzinsliche Staats-Schuld*).

On affecta à la dotation de ce fonds :

a. Les rentes déjà spécialement assignées au rachat des obligations provenant des emprunts contractés depuis 1815.

b. Les intérêts des obligations déjà rachetées à l'aide des fonds désignés ad *a*, savoir : 1° de 43 741 527 florins, en obligations de l'ancienne dette dont les intérêts réduits à la moitié étaient payables en papier-monnaie ; 2° de 1 950 700 florins, en obligations 2 et $1\frac{1}{2}$ pour cent en monnaie de convention provenant de l'emprunt de 1815 ; et 3° de 4 443 400 flor., en obligations avec 1 pour cent d'intérêts, provenant du rachat du papier monnaie d'après la loi du 1^{er} juin 1816. Le total des intérêts de ces obligations s'élevait à 485 701 florins monnaie de convention par an.

c. Le produit de la vente des domaines de l'État.

Le total des fonds désignés ad *a* et *b*, donnait pour le commencement des opérations d'amortissement un revenu annuel de 2 400 000 florins, qui s'augmentait d'année en année par les intérêts des obligations successivement rachetées à la bourse.

L'administration de ce fonds général d'amortissement a été confiée à une direction spéciale, dont les opérations sont contrôlées par une commission composée, lors de son institution, des délégués de la Banque et des membres de l'ancienne députation créé en 1811 pour le rachat et l'amortissement du papier-monnaie (1). Cette commission se réunit deux fois par an, et rend périodiquement compte du résultat des opérations qu'elle est chargée de contrôler. Ses comptes-rendus sont livrés à la publicité.

Lorsqu'en 1818 l'ancienne dette fut partagée en séries pour être réintégrée dans la pleine jouissance des intérêts qui avaient été réduits de moitié par la patente de 1811, et qu'on résolut en même temps de racheter chaque année 5 millions en obligations appartenant à cette catégorie, pour diminuer les charges de l'État, résultant de la conversion par l'accroissement successif des intérêts, il fut assigné à cet

(1) Cette députation a été dissoute en 1822, et ses attributions furent transférées à la Banque.

effet au fonds d'amortissement une rente annuelle de 1 500 000 florins.

A la fin de l'année financière 1829, le fonds général d'amortissement ainsi doté et organisé possédait déjà, en obligations de l'État, de l'ancienne et de la nouvelle dette, un capital de. 208 808 343 florins 6 kr.

Et en obligations privées. 1 154 923 florins 43 kr.

En tout. 209 963 266 florins 49 kr.
dont les intérêts annuels s'élevaient à 7 340 693 flor. 18 kr. (1)

Le fonds général d'amortissement recevait, en sus, de l'administration des finances, une rente annuelle de 5 500 000 f., affectée à l'extinction de l'ancienne et de la nouvelle dette; ce qui portait son revenu de l'année 1829 à 12 840 693 florins 18 kreutzer, ou plus de 33 millions de francs. (2)

A partir de cette époque l'organisation du fonds d'amortissement subit des modifications importantes par la loi du 1^{er} octobre 1829. Voyant, d'un côté, ce fonds arrivé à un

(1) En 1817, lors de l'institution du fonds général d'amortissement, ce dernier présentait (voir page 35) un effectif de

	CAPITAL NOMINAL.	INTÉRÊTS. Monnaie de convention.
A la fin d'octobre 1829,	50 135 627 fl.	485 701 fl.
comme ci-dessus.	209 963 266 fl. 49 kr.	7 340 693 fl. 18 kr.

Il résulte de cette comparaison que le fonds dont il

s'agit s'était accru de. . . . 159 827 639 fl. 49 kr. 6 854 992 fl. 18 kr.

(2) Nous n'avons pas compris, dans les perceptions du fonds d'amortissement, les sommes reçues de l'administration des finances pour effectuer le remboursement des emprunts avec loterie contractés en 1820 et 1821, à mesure que les tirages se succédaient d'après le plan établi pour ces loteries (voir page 33), vu que ces perceptions extraordinaires, n'étant qu'un encaissement momentané et spécialement affecté aux deux emprunts sus-mentionnés, ne figuraient que pour la clarté de la comptabilité dans les colonnes des sommes perçues et déboursées, et qu'elles ne faisaient point partie des revenus ordinaires de ce fonds.

haut degré de puissance, puisque, par les moyens déjà acquis et sans compter la rente annuelle affectée par l'État à l'amortissement de l'ancienne et de la nouvelle dette, il opérait avec un revenu de plus de 7 millions sur la réduction de la dette publique, revenu qui s'augmentait annuellement par l'accumulation des intérêts; et voulant, de l'autre, alléger aux finances de l'État les charges de sa dotation, on adopta les réductions et les changemens suivans dans ses opérations et dans ses perceptions :

1° Le fonds général d'amortissement fut entièrement dispensé de toute participation à l'extinction des emprunts avec remboursement par loterie, et son action fut restreinte uniquement à l'ancienne et à la nouvelle dette représentées par des obligations de l'État portant intérêts ;

2° La rente annuelle de 5 500 000 florins, affectée à l'extinction de l'ancienne et de la nouvelle dette fut retirée, et le fonds d'amortissement réduit à ses autres voies et moyens fut partagé en deux catégories distinctes, dont une, constituant sa propriété inaliénable, se composait :

A. Des obligations de l'État qui ont été affectées à sa dotation en 1817, ainsi que de celles qu'il a retirées de la circulation par ses voies et moyens, depuis son institution jusqu'à la fin d'octobre 1829.

B. Des obligations qu'il avait déjà acquises, ainsi que de celles qu'il était à même d'acquérir par la suite, en y employant le produit de la vente des domaines de l'État qui lui restait affecté comme par le passé.

Et la seconde, constituant ses revenus, comprenait :

A. Les intérêts des obligations de l'État dont il se trouvait nanti.

B. Le surplus des revenus de l'État que l'administration des finances pourrait se trouver dans le cas de lui assigner.

C. Le revenu des dépôts et autres capitaux qui pouvaient lui être provisoirement consignés.

3^e L'opération de l'extinction annuelle d'une portion de l'ancienne dette équivalant à 5 000 000 florins (prescrite par la patente de 1818) a été maintenue, mais le fonds d'amortissement est obligé d'y pourvoir par ses propres moyens;

4^e Chaque fois que le fonds d'amortissement parvient à acquérir au moyen de ses revenus, un capital en obligations de l'État de la nouvelle dette, dont les intérêts annuels atteindraient la somme d'un million, il doit les livrer publiquement à la destruction.

Avant la publication de cette loi tous les effets publics retirés de la circulation servaient à l'accroissement du fonds d'amortissement, et l'État continuait à en payer les intérêts. Comme par ces changemens l'action progressive de l'extinction de la dette publique a été considérablement restreinte, il a été déclaré par la même loi que, chaque fois que l'État se trouverait obligé de recourir à de nouveaux emprunts, il leur serait affecté, spécialement un fonds d'amortissement qui ne doit pas être au-dessous de 1 pour cent du capital. Par suite de cet engagement, le fonds d'amortissement se trouva successivement doté d'une nouvelle rente annuelle qui ne s'élevait dans le premier semestre, après la publication de la loi de 1829, qu'à 19 380 florins par mois, mais augmentée au fur et à mesure des nouveaux emprunts contractés par l'État, elle atteignit en 1841 la somme annuelle de 1 888 450 florins (Voir le compte-rendu des opérations du fonds d'amortissement du 31 janvier 1842).

Ces changemens et ces réductions opérées en 1829 dans l'organisation du fonds d'amortissement, constituaient en quelque sorte une déviation des garanties données aux créanciers de l'État par la loi de 1817; mais ils étaient le résultat inévitable d'une nécessité financière, amenée par ces mêmes engagements que l'État a bénévolement contractés depuis 1815, résultat que nous avons prévu dans un Mé-

moire sur les finances et le crédit public de l'Autriche, écrit en 1828.

D'après le nouveau plan d'opération, tracé par la loi de 1829, l'effectif du fonds général d'amortissement en obligations de l'État ne peut plus suivre sans discontinuer, comme par le passé, une progression ascendante ; car, dès qu'il arrive à une certaine hauteur, une partie des obligations de la nouvelle dette rachetées par le fonds d'amortissement qui auparavant lui restaient acquises, sont livrées à la destruction. Ainsi, par exemple, le total de ses capitaux qui avaient atteint en 1832 le chiffre de 229 034 893 florins, ne s'élevait plus, en 1837, qu'à 165 585 246 florins. En 1839 il dépassait de nouveau le chiffre de 189 millions, et se trouvait à la fin d'octobre 1841 réduit à 187 millions de capital nominal.

D'après le compte-rendu de la commission de contrôle du 31 janvier 1842, les opérations du fonds d'amortissement présentaient, à la fin du second semestre 1841, les résultats suivants :

Depuis son institution en 1817 jusqu'à la fin d'octobre 1841, c'est-à-dire pendant l'espace de vingt-quatre ans, le fonds d'amortissement a retiré de la circulation par les achats effectués à la Bourse :

1° En obligations portant intérêts en monnaie de convention.	276 306 306 fl. 45 3/8 kr.
2° En obligations de l'ancienne dette, portant intérêts en papier-monnaie.	400 480 287 fl. 38 2/8 kr.
3° En obligations de différente nature.	42 335 642 fl. 25 kr.
En tout	389 422 206 fl. 48 5/8 kr. (1)
Si on ajoute à cette somme	50 435 627 fl. 21 2/8 kr.
A rétirer.	439 257 833 fl. 39 7/8 kr.

(1) Le fonds d'amortissement, a déboursé pour le rachat de ce capital, au cours du jour, 268 830 699 florins 26 2/4 kreutzer en monnaie de convention.

De l'autre part. . . . 439 257 833 fl. 39 7/8 kr.

consistant en effets publics de diffé-
rens genres, qui constituaient le
fonds d'amortissement, lors de sa
création, et celle de 630 876 fl. 42 5/8 kr.
en inscriptions qui lui ont été cé-
dées plus tard par les caisses de l'É-
tat, il en résulte un capital nominal

de 439 888 740 fl. 22 4/8 kr.

dont il faut déduire les inscriptions
délivrées par le fonds d'amortisse-
ment, soit contre bonification en ar-
gent comptant, soit à titre d'é-
change, et s'élevant en capital à. 3 625 495 fl. 36 2/8 kr.

Reste, pour total des effets publics
retirés de la circulation, jusqu'à la
fin d'octobre 1844. 436 263 244 fl. 46 2/8 kr.

Sur ce total il a été rayé du livre de crédit et brûlé publi-
quement jusqu'à la fin de l'année financière (31 octobre) 1841:
1° en exécution de la loi de l'année 1818, 130 987 651 fl. 7 kr.
en inscriptions de l'ancienne dette, lesquelles, réduites à
2 et 1/2 p. 100 représentaient un capital de 119 000 136 fl. en
papier monnaie; 2° en exécution de la loi de 1829, en in-
scriptions de la nouvelle dette, 112 176 215 fl. 49 kr. laquelle
somme, réduite au taux de 5 p. 100, représentait un capital
de 80 millions monnaie de convention; 3° il a été eu outre
retiré de la circulation et rayé du livre de crédit, en effets pu-
blics, de différens genres un capital de 12 335 612 fl. 25 kr.

Le reste se trouvait à la fin d'octobre 1841 en la possession
du fonds d'amortissement et se composait des valeurs sui-
vantes :

- 1° Inscriptions portant intérêts en monnaie de convention au taux de
6, 5, 4 1/2, 4, 3 1/2, 3, 2 1/2, 2, 1 3/4 et 1 pour cent, et repré-
sentant un capital nominal de 175 360 753 fl. 44 7/8 kr.
- 2° Inscriptions de l'ancienne dette, portant
intérêts en papier-monnaie (déduction
faite de 5 495 404 fl. 44 kr. préparés

<i>De l'autre part.</i> . . .	475 360 753 fl. 44 7/8 kr.
pour la destruction, et qui ont été brûlés publiquement au mois de janvier 1842).	5 402 984 fl. 38 7/8 kr.
Ensemble. . . .	480 763 735 fl. 23 6/8 kr.
Le fonds d'amortissement possédait en sus, au 1 ^{er} novembre 1844, en obligations privées, un capital de.	4 347 445 fl. 55 5/8 kr.
Ce qui donnait en tout un capital nominal de.	482 081 151 fl. 49 3/8 kr.
Rapportant. . . .	8 070 320 fl. d'intérêt.
Ce fonds reçoit, en outre, de l'administration des finances, pour l'amortis- sement des nouveaux emprunts.	4 888 450 fl. par an.
Ce qui porte son revenu, pour 1843, à.	9 958 770 florins.

sans compter le produit de la vente des domaines de l'État qui ne constitue pas un revenu fixe. Cette dernière partie des revenus du fonds d'amortissement s'est élevée pendant l'année financière 1841, à 818 031 fl. 35 kr.

En combinant dans leur action réciproque et simultanée toutes les opérations financières qui se sont succédé depuis 1815, et dont nous veuons de donner un aperçu historique, nous avons obtenu sur l'état actuel de la dette publique de l'Autriche les résultats consignés dans le tableau suivant :

État de la Dette publique de l'Autriche en 1841.

I. Papier monnaie.

Le papier monnaie resté en circulation, au commencement de l'année 1846, s'élevait à.	678 742 838 fl.
Il en a été retiré de la circulation,	
1 ^o Par les échanges que l'adminis- tration provisoire de la Banque a opérés, conformément à la loi du 1 ^{er} juin 1846. (Voir page 21.). . .	49 000 000 fl.
A reporter. . .	49 000 000 fl. 678 742 838 fl.

	<i>De l'autre part.</i>	49 000 000 fl.	678 712 838 fl.
2°	Par les actions de la Banque.	50 621 000	
3°	Par l'emprunt d'arrosement ouvert en vertu de la loi du 29 octobre 1846 (Voir page 22).	429 379 000	
4°	Par rachats que la Banque a effectués jusqu'au 31 décembre 1844, d'après les arrangements convenus avec l'administration des finances.	438 853 500	
	En tout.		<u>667 853 500 fl.</u>
	Resté en circulation, au 1 ^{er} janvier 1842		<u>40 859 338 fl.</u>
	qui représentent, en monnaie de convention, une valeur de.		<u>4 343 735 fl.</u>

II. Ancienne dette comprise dans le système de conversion établi par la loi du 21 mars 1818 et dont les intérêts, réduits à moitié par la patente de 1811, sont payables en papier-monnaie.

	Cette dette, réduite au taux de 2 1/2 0/0 en papier-monnaie, représentait, au commencement de 1846, un capital de.	608 000 000 fl.
	dont il faut déduire :	
1°	Les obligations retirées de la circulation par l'emprunt d'arrosement, ouvert en vertu de la loi du 29 octobre 1846, qui représentaient, au taux de 2 1/2 0/0, un capital de.	120 000 000 fl.
2°	Les obligations rachetées à la Bourse et brûlées publiquement, en exécution de la loi du 21 mars 1848, jusqu'à la fin de 1844.	419 000 000
3°	Les effets tirés au sort jusqu'à la même époque et convertis en obligations métalliques, ou remboursés aux détenteurs.	418 485 000
4°	Les obligations de l'ancienne dette, qui se trouvaient dans la	
	A reporter.	<u>357 485 000 fl.</u> 608 000 000 fl.

De l'autre part. . . 357 485 000 fl. 608 000 000 fl.

caisse du fonds d'amortissement,
à la fin d'octobre 1844 (déduc-
tion faite de 5 195 404 fl. 29 $\frac{5}{8}$
kreutzer, destinés à être brûlés,
conformément à la loi de 1818,
et déjà compris sous le n° 2), re-
présentant un capital nominal de
5 402 984 fl. 38 kr., ou, au taux
de 2 $\frac{1}{2}$ 0/0 d'intérêts en papier-
monnaie, une somme d'environ.

5 000 000 fl.

Total des réductions que cette dette a subies jusqu'à

la fin de 1844. 362 485 000 fl.

Reste de la dette, au 1^{er} novembre 1844. 245 815 000 fl.

dont les intérêts à 2 $\frac{1}{2}$ 0/0 font 6 445 375 florins en papier-mon-
naie, ou, en monnaie de convention, 2 458 450 florins.

Dans l'espace de vingt-quatre ans et quelques mois, à
partir du premier janvier 1842, la moitié de cette dette sera
rachetée à la bourse, et l'autre moitié sera réintégrée dans
la jouissance des intérêts primitifs.

L'État rachète actuellement à la bourse les obligations qui
représentent cette dette à 65 p. 100; mais comme leur cours
s'élève successivement à mesure que leur nombre diminue,
d'un côté par le rachat et de l'autre par le tirage au sort,
on peut admettre, comme terme moyen, pour le reste de
cette opération 75 p. 100 au moins. Or, pour racheter à ce
prix la moitié des effets publics de l'ancienne dette encore
en circulation, c'est-à-dire 122 907 500 fl. il faudra débours-
ser 92 180 625 fl. monnaie de convention, et l'autre moitié
passera dans la masse de la nouvelle dette avec 5 p. 100 d'in-
térêts en monnaie de convention. D'après ce calcul approxi-
matif, les 245 815 000 fl. de l'ancienne dette encore en circu-
lation représentent une charge qui grève l'avenir des finances
de l'État d'une valeur réelle d'environ 215 millions, intérêts
non compris.

III. *Ancienne dette en papier-monnaie non comprise dans le système de conversion moyennant tirage au sort 2 660 000 fl., dont les intérêts réduits en monnaie de convention s'élèvent à 30 000 fl.*

IV. *Dette provenant des anciens emprunts contractés à l'étranger avec les maisons Bethmann, Goll et Osy et convertis en obligations portant intérêts en monnaie de convention. Capital 42 000 000, intérêts 1 850 000.*

V. *Dettes provinciales du Tyrol, du Vorarlberg, de Salzbourg et de la Carniole. Capital 16 295 000, intérêts 575 350 fl.*

VI. *Dette du Royaume Lombard - Vénitien. Capital 74 000 000, intérêts 2 980 000 fl.*

VII. *Dette nouvelle provenant des emprunts avec émission des obligations de l'État.*

	Capital florins.	Intérêts florins, monnaie de convention.
Obligations émises en échange de celles, de l'ancienne dette, tirées au sort en exécution de la loi du 24 mars 1848, jusqu'au 4 ^{re} novembre 1844 (1).	444 559 979 fl.	5 026 740 fl.
<i>A reporter.</i>	444 559 979 fl.	5 026 740 fl.

(1) Le bulletin de cette opération, publié dans la *Gazette de Vienne* du 24 janvier 1842, présente le résultat suivant :

	CAPITAL NOMINAL. Florins.	CAPITAL EFFECTIF, au taux de 2 1/2 p. 100. Florins.
Obligations sorties en 143 tirages.	160 021 805	143 812 030
A déduire les effets sortans qui se trouvaient déjà rachetés et rayés du livre de crédit, lors du tirage au sort.	27 811 218	25 626 588
Reste.	132 210 587	118 185 442

Sur le capital nominal ci-dessus de 132 210 587 florins, il a été remboursé aux détenteurs 17 650 608, et converti en obligations métalliques 114 559 979 florins.

De l'autre part. . . 444 559 979 fl. 5 026 740 fl.

Emprunts avec émission de rentes

5 0/0 contractés :

En 1816 (emprunt d'arrosement ouvert par la loi du 29 octobre). .	420 000 000	6 000 000
En 1818.	50 000 000	2 500 000
En 1823 (emprunt anglais). . . .	30 000 000	1 500 000
En 1824.	36 000 000	1 800 000
En 1826.	45 000 000	750 000
En 1834.	37 500 000	1 875 000
Idem.	57 444 000	2 857 200
En 1833.	40 000 000	2 000 000
En 1844.	38 464 500	1 923 075

Emprunts avec émission d'obligations 4 0/0 négociés :

En 1829.	23 256 000	930 240
En 1830.	20 000 000	800 000
Emprunt 3 0/0 négocié en 1835. .	40 533 000	1 215 990
Emprunt 2 1/2 0/0 contracté en 1845.	44 440 000	1 440 250

Obligations 4 0/0 délivrées par suite de la loi du 4^{er} juin 1846 pour le rachat du papier-monnaie (Voir l'explication de cette opération, page 22).

	35 000 000	350 000
Total.	704 864 479 fl.	30 638 495 fl.

A reporter. 704 864 479 fl. 30 638 495 fl.

Cette donnée exige une explication pour l'intelligence des chiffres portés sur notre tableau.

Le remboursement des effets tirés au sort ne s'applique qu'aux obligations 5 pour 100, et il remplace la conversion, lorsque le cours de ces effets dépasse le pair ; car il est alors plus avantageux pour le Trésor public de rembourser le capital au comptant, que de délivrer au détenteur une obligation nouvelle dont le cours excède la valeur nominale de la créance.

D'après ce système, les obligations remboursées devaient représenter un capital de 17 650 608 florins au taux de 5 pour 100, qu'il faut porter en déduction, non sur le total nominal, mais sur le total effectif des obligations tirées au sort, et montant, comme ci-dessus, à 118 135 442 florins. Il restera donc pour total effectif 100 534 835 florins, dont les intérêts au taux de 5 pour 100 font 5 026 740 fl.

De l'autre part. . . . 704 864 479 fl. 30 638 495 fl.

Sur ce total il faut porter en déduction :

1° Les effets retirés de la circulation par le fonds d'amortissement et brûlés publiquement en 1832, 1834, 1837 et 1840, en exécution de la loi de 1829. 442 476 245 fl.

2° Les obligations possédées par le fonds d'amortissement, à la fin d'octobre 1844.. 475 360 758

En tout.	<u>287 536 973</u>	<u>44 996 984</u>
Reste à rembourser.	<u>444 327 506 fl.</u>	<u>48 641 514 fl.</u>

VIII. *Emprunts avec remboursement par loterie.*

Emprunt de 25 millions contracté en 1834 et remboursable moyennant vingt-cinq tirages au sort, faisant ensemble. 54 371 470 fl.

Remboursé en six tirages. 8 340 000

Reste à rembourser. 43 061 470 fl.

Emprunt de 30 millions contracté en 1839 et remboursable en trente-six tirages au sort, faisant au total. 74 250 500 fl.

Remboursé en trois tirages. 2 465 000

Reste à rembourser. 72 085 500 fl.

Total des remboursements encore à faire, à partir du 1^{er} janvier 1842, sur les deux emprunts, intérêts et amortissement compris. 445 446 670 fl.

dont 54 273 000 fl. à compter sur le capital, et 63 873 672 fl. à titre de primes et intérêts.

IX. *Dette à la Banque.*

1° Restant de la dette pour le rachat du papier-monnaie, sans bonification d'intérêts, environ. 38 000 000 fl.

2° Reste de la dette provenant de la même source, avec 4 0/0 d'intérêts. 54 250 000 2 050 000 fl.

Total. 89 250 000 fl. 2 050 000 fl.

X. Dette flottante représentée par des mandats du trésor sur les caisses provinciales, escomptés à 3 p. 100 et renouvelés tous les six mois. Capital 30 000 000, intérêts 900 000 fl. (1).

RÉCAPITULATION.		Intérêts florins, monnaie de convention.
	Capital florins.	
I. Papier-monnaie.	4 343 735 fl.	
II. Ancienne dette rachetable et convertissable en nouvelles obligations, moyennant tirage au sort.	245 815 000	2 458 450 fl.
III. Ancienne dette non comprise dans le système de conversion.	2 660 000	30 000
IV. Dette aux maisons Beth- mann, Goll et Osy.	42 000 000	4 850 000
V. Dettes du Tyrol, du Voral- berg, de Salzbourg et de la Carniole.	46 295 000	575 350
VI. Dette du royaume Lombard- Vénitien.	74 000 000	2 980 000
VII. Dette nouvelle, provenant des emprunts, avec émission des rentes.	444 327 506	48 644 514
VIII. Reste à payer, à partir du 4 ^{er} janvier 1842, sur les em- prunts avec remboursement par loterie, sans compter les primes.	54 273 000	
IX. Dette à la Banque.	89 250 000	2 050 000
<i>A reporter.</i>	939 964 244 fl.	28 583 044 fl.

(1) En donnant le chiffre de cette dette, tel qu'il figurait dans les escomptes de la Banque en 1841, nous devons observer que, depuis cette époque, elle a presque entièrement disparu du passif de l'État, par l'allocation d'une partie du dernier emprunt en rentes 5 pour 100.

<i>De l'autre part.</i>	939 964 244 fl.	28 585 044 fl.
X. Dette flottante.. . . .	30 000 000 .	900 000
Total.	969 964 244 fl. (1)	29 485 044 fl.

Le montant des intérêts s'est réduit par la conversion de 30 millions des obligations 5 0/0 en rente 4 0/0, effectuée en 1830, de.

300 000

Reste pour total des intérêts. 29 485 044 fl.

Maintenant il faut encore ajouter à la charge des intérêts pour l'année 1842,

1° Les intérêts payés au fonds d'amortissement pour les effets publics qui se trouvent en sa possession, et qui s'élevaient, à la fin d'octobre 1844, à. 8 170 320

2° La rente annuelle, affectée à l'extinction de la nouvelle dette, telle qu'elle figure dans les comp-

A reporter. 37 355 334 fl.

(1) Sur ce capital nominal de 969 964 244 florins, les fonds affectés à la dotation de différens établissemens d'utilité publique (*politische Fonds*) possèdent environ 170 millions et les fonds municipaux des principales villes de la monarchie, environ 15 millions, de sorte qu'il n'en restait en circulation, à la fin de 1841, qu'un capital nominal de 785 millions.

Le professeur Springer évalue la dette publique de l'Autriche chargée d'intérêts, réduction faite de l'ancienne dette au taux de 2 1/2 pour 100 et de la dette nouvelle au taux de 5 pour 100, à 996 millions; ce qui porterait le total de la dette, en y ajoutant le papier-monnaie encore en circulation montant à 4 343 735 florins, et les 38 millions dus à la Banque sans bonification d'intérêts, à plus d'un milliard 38 millions de florins; mais les évaluations de cet auteur, dans cette partie de sa statistique, sont en général très vagues, et le résultat de ces évaluations n'est précédé d'aucun décompte justificatif. Il n'appert pas même de ses calculs qu'il ait porté en déduction les obligations de l'État déjà acquises au fonds d'amortissement, et par conséquent retirées de la circulation. Nous ne pouvons donc établir aucune comparaison entre ses chiffres et les nôtres, et nous nous bornons à signaler la différence sans autre commentaire.

La *Revue britannique et étrangère* porte le total nominal de la dette publique de l'Autriche, en 1837, à 1 253 535 379 florins, (Voir le tableau n° 1, à la fin du 28^e volume de ce recueil.)

	<i>De l'autre part.</i> . . .	37 355 334 fl.
	tes du fonds général d'amortissement, pour l'année 1841.	4 888 450
3°	La dotation du fonds d'amortissement du royaume Lombard-Vénitien.	730 000
4°	Les paiemens à faire sur les emprunts, avec remboursement par loterie, contractés en 1834 et 1839.	2 873 340
Ce qui porte le total des charges pour 1842, intérêts et amortissement compris, à.		<u>42 847 224 fl.</u>

Sans compter le remboursement de capital que l'État aura à faire pour les obligations 5 pour cent de l'ancienne dette, tirées au sort, et qui peut monter à 3 ou 4 millions.

Cette charge annuelle diminuera d'un côté :

1° D'un million environ tous les trois ou quatre ans, par les obligations métalliques que le fonds d'amortissement rachète et fait détruire publiquement en exécution de la loi de 1829.

2° De 50 000 florins par an, représentant les intérêts de cinq millions d'obligations de l'ancienne dette, rachetées et brûlées tous les ans en exécution de la loi de 1818.

Mais elle augmentera de l'autre :

1° De 200 000 florins par an, par le tirage au sort de cinq millions d'obligations de l'État de l'ancienne dette, lesquelles ne rapportant que $2 \frac{1}{2}$ pour cent d'intérêts en papier-monnaie, ou 1 pour cent en monnaie de convention, se convertissent en effets publics rapportant 5 pour cent monnaie de convention (voir l'explication de la loi du 21 mars 1818, page 27).

2° Par les remboursemens successifs qui résultent des loteries établies pour les emprunts de 1834 et 1839, et qui présentent, à partir de l'année 1842, une série de paiemens encore à faire, que nous ajoutons ici pour rendre notre tableau plus complet.

Reste à payer.

En 1842. . . .	2 873 340 fl.	En 1858. . . .	4 527 885 fl.
En 1843. . . .	2 880 760	En 1859. . . .	4 782 440
En 1844. . . .	2 946 480	En 1860. . . .	3 655 320
En 1845. . . .	2 976 800	En 1861. . . .	4 433 500
En 1846. . . .	2 362 270	En 1862. . . .	4 433 500
En 1847. . . .	2 969 490	En 1864. . . .	4 495 000
En 1848. . . .	3 080 770	En 1865. . . .	4 495 000
En 1849. . . .	3 446 430	En 1867. . . .	4 558 000
En 1850. . . .	3 294 750	En 1868. . . .	4 558 000
En 1851. . . .	3 434 670	En 1870. . . .	2 733 600
En 1852. . . .	3 545 440	En 1871. . . .	2 733 600
En 1853. . . .	3 660 040	En 1873. . . .	5 497 700
En 1854. . . .	2 493 405	En 1874. . . .	5 497 500
En 1855. . . .	4 040 950	En 1876. . . .	8 858 500
En 1856. . . .	4 059 870	En 1877. . . .	8 858 500
En 1857. . . .	2 939 890	En 1879. . . .	8 933 500

Comparée avec le montant des intérêts que l'État avait à payer au commencement de 1816 et qui s'élevait (voir nos évaluations page 20), réduction faite du papier-monnaie en monnaie de convention, d'après le cours de cette époque, à 5 381 690 florins, la charge actuelle, amortissement compris, serait à celle de l'époque précitée comme 8 est à 1. Mais, pour établir une comparaison plus exacte, nous devons retrancher du total de charges pour 1842, s'élevant à 42 847 224 florins, le montant des intérêts de trois catégories de la dette publique qui ne sont pas entrées dans nos évaluations pour 1816, parce qu'elles étaient restées en dehors des opérations financières dont nous avons à nous occuper dans notre analyse historique; savoir, 1° une partie de l'ancienne dette non comprise dans le système de conversion établi par la loi du 21 mars 1818; 2° les dettes provinciales du Tyrol, du Vorarlberg, de Salzbourg et de la Carniole; 3° la dette du royaume Lombard-Vénitien. Les charges annuelles provenant de ces différentes dettes figurent dans notre tableau récapitulatif page 47 pour une somme de 4 315 350 florins y compris la dotation du fonds d'amortissement de la dette du

royaume Lombard-Vénitien (voir p.49). Le reste des charges pour 1842 s'élève à 38 531 874 florins. Ainsi réduite, la charge actuelle de l'État, du chef de cette partie de la dette qui fait l'objet de notre comparaison, est encore à celle qui grevait les finances en 1816 à peu près comme 38 est à 5.

C'est le résultat naturel des opérations financières qui se sont succédé depuis 1816.

Au lieu de se borner, au retour de la paix, à arrêter la dépréciation ultérieure du papier-monnaie, qui était alors à 335 pour 100 florins monnaie de convention, on le poussa, par des mesures très onéreuses pour l'État, jusqu'à 250 pour cent, et on le racheta à ce taux moyennant de nouveaux emprunts, en convertissant une dette sans intérêts en dette chargée d'intérêts.

Jugée sous le point de vue financier, cette grande opération ne supporterait pas la critique. Envisagée sous le point de vue moral et politique, comme une réparation du tort fait au pays par les banqueroutes forcées que des guerres ruineuses avaient rendus inévitables, elle est plus digne d'éloges quant aux intentions qui l'ont dictée, que justifiée par ses résultats ; car elle ne pouvait atteindre que très imparfaitement un des buts principaux qu'on s'était proposés, celui de dédommager les détenteurs du papier-monnaie des pertes qu'ils avaient essuyées par sa dépréciation. Nous sommes en général loin d'être persuadé de la grande utilité des mesures qui ont pour objet de relever le cours d'un papier-monnaie déchu de sa valeur nominale, lorsque surtout ces mesures ne peuvent être effectuées que d'une manière onéreuse pour le trésor public et qu'elles enchaînent l'avenir financier de l'État. Quand le cours d'un papier-monnaie se détériore, à mesure qu'il passe de main en main, les salaires et les prix des denrées et des objets de commerce se règlent plus ou moins sur cette dépréciation ; les pertes qui en résultent se partagent, pour la plupart, d'une manière imper-

ceptible entre ceux qui le dépensent, et ceux qui le reçoivent en échange de leurs services ou de leurs marchandises. Or, lorsqu'on rend à cet agent de circulation une valeur qu'il avait déjà perdue, cette opération doit souvent tourner au profit de ceux qui ont eu le moins à souffrir de sa détérioration. Une juste réparation devient impossible.

Ce qu'il y a de pire dans la dépréciation d'un papier-monnaie, c'est la fluctuation du cours ; elle paralyse le crédit public, l'industrie et le commerce, par l'instabilité et l'incertitude qu'elle met dans toutes les transactions publiques et privées ; et lorsque après une de ces crises qui bouleversent les États cette dépréciation du signe représentatif de la monnaie est arrivée à son comble, il est bien plus nécessaire et plus important d'en fixer le cours que de chercher à le relever par des moyens onéreux et artificiels.

Sans nous arrêter plus longtemps aux mesures qui ont eu pour objet de hausser la valeur du papier-monnaie, portons notre attention sur le rachat successif de ce papier, lorsque son cours s'est fixé à 250 pour cent, c'est-à-dire, à partir de l'année 1820.

La masse du papier-monnaie qui était restée à cette époque en circulation, et dont le rachat a été abandonné à la banque par suite d'arrangemens conclus à cet effet, s'élevait à environ 450 millions, qui représentaient au cours de 250 pour cent, 180 millions monnaie de convention.

Cette somme n'était pas en disproportion avec les besoins de la circulation, et rien n'indiquait la nécessité d'en hâter le rachat et l'extinction totale. Les assurances solennelles données par l'État dans la loi financière du 1^{er} juin 1816, qu'il n'y aurait plus à l'avenir d'émission d'un nouveau papier-monnaie avec un cours forcé, et que celui qui s'y trouvait serait peu à peu retiré de la circulation ; la confiance renaissant au retour de la paix ; l'habitude que le public avait conservée de se servir de ce signe représentatif de la monnaie

dont l'emploi était si commode ; tout se réunissait pour en empêcher la dépréciation ultérieure ; et il est permis de croire qu'en avisant d'un côté à quelques économies sur le budget et en reculant de l'autre de quinze à vingt ans l'opération du rachat de ce papier, on aurait pu s'acquitter peu à peu de l'engagement contracté envers le public sans recourir à des emprunts onéreux qui ont enchaîné pour longtemps l'avenir financier du pays. Une somme de 4 millions par an, affectée à cet objet, aurait suffi pour retirer de la circulation au bout de 45 ans tout le papier-monnaie qui s'y trouvait encore en 1820, cinq millions auraient suffi pour achever cette opération en 36 ans.

La plus puissante considération, et nous n'en contestons pas l'importance, qui pouvait prévaloir en faveur du système adopté, et engager l'État à contracter des emprunts pour hâter le rachat du papier-monnaie, fut, sans doute, de fixer le plus promptement possible le cours de ce papier d'une manière invariable, en faisant ouvrir par la Banque un échange illimité au taux sus-indiqué de 250 pour cent. Il est certain qu'en répartissant le rachat sur un plus long espace de temps et en limitant les sommes à retirer chaque année de la circulation, on n'aurait pas atteint aussi promptement le but qu'on se proposait. Le cours serait sans doute encore resté pendant quelque temps susceptible de variations ; mais sous l'empire des circonstances plus rassurantes pour l'avenir, il n'aurait pu être exposé à des fluctuations aussi grandes et aussi rapides que par le passé. Quoiqu'il en soit, nous comprenons bien mieux les raisons qui ont pu porter le gouvernement à réunir en son pouvoir tous les moyens de fixer le cours de l'ancien papier-monnaie, même au prix de l'augmentation de la dette de l'État chargée d'intérêts, que les motifs qui l'ont déterminé à en relever le cours, et à rendre par là même l'opération du rachat plus onéreuse pour l'État.

La seconde mesure financière, celle du rachat et de la conversion de l'ancienne dette, a été combinée d'une manière également onéreuse pour les finances de l'État.

On a vu, page 20, que l'ancienne dette s'élevait, au commencement de 1816, à 608 millions, dont les intérêts, réduits à moitié en papier-monnaie par la loi de 1811, représentaient, à $2\frac{1}{2}$ pour cent, une rente de 15 200 000 fl. en papier ou, d'après le cours de cette époque (355 pour cent), 4 281 690 fl. monnaie de convention; ce qui donnait au capital de la dette, au taux de 5 pour cent, une valeur réelle de 85 633 800 fl. monnaie de convention.

L'emprunt d'arrosage ouvert par la loi du 29 octobre 1816, réduisit le capital nominal de cette dette à 488 millions, dont les intérêts à $2\frac{1}{2}$ pour cent, s'élevaient à 12 200 000 fl. en papier-monnaie. Le cours de ce dernier s'étant successivement élevé, par suite des opérations financières dont nous avons donné l'analyse, à 250 pour cent, taux auquel il est resté définitivement fixé, le montant des intérêts ci-dessus indiqué représentait en monnaie de convention une somme de 4 880 000 fl.; ce qui donnait au capital de la dette, encore en circulation, une valeur réelle de 97 600 000 fl. au taux de 5 pour cent.

Si, en se tenant dans les bornes tracées par la loi de 1811, qui avait fixé le sort des anciens créanciers de l'État, et en renonçant à revenir sur le passé, on avait ajouté au montant des intérêts 1 pour cent pour l'amortissement de ce reste de l'ancienne dette, et porté ainsi la charge annuelle du trésor public à 5 856 000 fl., l'État aurait été libéré de toute la dette au bout de 37 ans, à compter du commencement de l'année 1818, c'est-à-dire en 1854.

Avec ce simple moyen d'extinction de l'ancienne dette, on aurait déboursé jusqu'à présent, c'est-à-dire pendant 24 ans, à partir de la fin de 1817, la somme totale de 140 544 000 fl. monnaie de convention, intérêts et amortissement com-

pris, et cette dette se trouverait réduite, au commencement de l'année 1842, à 261 641 585 fl. de capital nominal, lequel, converti au taux de 5 pour cent monnaie de convention, ne représenterait qu'une valeur réelle de 54 328 371 fl. Ce restant de la dette serait entièrement soldé dans l'espace de 12 ans et quelques mois par l'application de la rente annuelle de 5 856 000 fl.

Le total des paiements encore à faire, pendant ces douze ans et quelques mois, s'élèverait à. . .	74 844 947 fl.
En y ajoutant la rente qui eût été payée jusqu'à la fin de 1841, faisant en tout.	140 544 000
On aurait déboursé, jusqu'à l'année 1854, pour l'extinction de toute l'ancienne dette.	<u>215 388 947 fl.</u>

A ce moyen de libération que l'on pouvait adopter sans faire aucune *nouvelle* lésion aux créanciers de l'État, comparons maintenant les résultats du plan de rachat et de conversion tracé par la loi du 21 mars 1818.

On a vu que, d'après ce plan, la moitié des obligations qui représentent l'ancienne dette, sera, au bout de 49 ans, rachetée à la bourse, et l'autre moitié réintégrée dans la jouissance des intérêts primitifs, c'est-à-dire convertie en nouvelles inscriptions portant intérêts en monnaie de convention.

En exécution de ce plan, il a été racheté à la bourse, jusqu'à la fin de 1841, 119 000 000 fl.

Le cours de ces effets étant constamment en hausse par suite de ce même plan de conversion et de rachat, cette opération devient de plus en plus coûteuse.

Nous avons déjà fait observer que le cours des obligations en question, qui avait été, au commencement de 1818, entre 24 et 25 pour cent, monnaie de convention, s'est élevé successivement jusqu'à 65 pour cent, et qu'il a même été momentanément à 67 pour cent.

Depuis la publication de la loi du 21 mars 1818, jusqu'à la

fin de l'année 1829, époque à laquelle l'action du fonds d'amortissement fut modifiée par la loi du 1^{er} octobre 1829, on avait racheté à la bourse, au cours du jour, 5 millions par an de l'ancienne dette, ce qui fait pour 12 ans 60 millions.

En comparant l'échelle du cours avec les rachats successifs opérés par le fonds d'amortissement, nous avons trouvé que, pour retirer de la circulation ces 60 millions, l'État a dû déboursé environ 25 millions monnaie de convention.

Depuis le commencement de l'année 1830, jusqu'à la fin d'octobre 1841, le fonds d'amortissement n'a racheté à la bourse que 20 539 260 fl. 7 kr. en inscriptions de l'ancienne dette, représentant, au taux de $2\frac{1}{2}$ pour cent, un capital de 18 926 044 fl. 41 kr., et il a déboursé pour ce rachat 10 398 660 fl. 47 kr.

Comme, en exécution de la loi du 21 mars 1818, il a été rayé chaque année du grand livre et brûlé publiquement 5 millions d'inscriptions $2\frac{1}{2}$ pour cent de l'ancienne dette, ce qui fait 60 millions pour 12 ans (depuis le commencement de 1830 jusqu'à la fin de 1841), le reste des effets publics destinés à cette extinction, faisant 41 073 955 fl. 19 kr., a été pris sur la masse des effets acquis antérieurement au fonds d'amortissement lors de sa création, et complété en partie par des échanges contre des obligations métalliques et par les inscriptions de l'ancienne dette, reçues de la caisse centrale de l'État comme dotation extraordinaire.

Nous admettons que ce montant de 41 073 955 fl. en obligations $2\frac{1}{2}$ pour cent de l'ancienne dette, qui a complété l'extinction de 60 millions pour les 12 années de 1830 à 1841, a été acquis, pour le compte de l'État, avant la hausse de ces effets publics, au taux de 25 pour cent, ce qui donne un déboursé de 10 268 000 fl.

D'après ce calcul, l'État aura déboursé, pour les 420 millions d'obligations de l'ancienne dette qui ont été rachetés à la Bourse et rayés du grand livre, depuis le commencement de l'année 1818

jusqu'à la fin de 1841	1 ^o	25 000 000 fl.
	2 ^o	10 398 000
	3 ^o	10 268 000
Ensemble.		45 666 000 fl.

Le rachat de 5 millions d'anciennes inscriptions possédées par le fonds d'amortissement, à la fin d'octobre 1841 (Voir le décompte, page 43), peut être évalué d'après l'ancien cours de 25 pour cent, à 1 250 000 florins.

Les intérêts des obligations de l'ancienne dette restées en circulation, et des effets tirés au sort et convertis en nouvelles inscriptions, peuvent être évalués à environ 150 millions (1), déduction faite : 1^o de la portion afférente des intérêts des obligations acquises au fonds d'amortissement, et 2^o des intérêts de 17 650 000 fl., en obligations 2 et demi pour cent, tirées au sort et remboursées au pair (Voir la note 1, page 44).

En ajoutant à ces trois sommes les 17 650 000 florins remboursés aux détenteurs des inscriptions, 2 et demi pour

(1) En 1818, les intérêts de toute l'ancienne dette s'élevaient à 4 880 000 florins, monnaie de convention. Ces intérêts diminuent d'un côté de 50 000 florins en bonne monnaie par an, par le rachat et l'amortissement de 5 millions; mais ils augmentent de l'autre de 200 000 florins par le tirage au sort, ce qui fait une augmentation de 150 000 florins par an. Il faut y ajouter encore une somme d'environ 93 000 florins par an, résultant de l'augmentation des intérêts liquidés, à partir de chaque tirage au sort, jusqu'à la fin de l'année, compensation faite de la réduction des intérêts pour les obligations rachetées chaque mois à la Bourse.

D'après ce calcul, les intérêts de l'année 1841 se sont élevés à 8 423 000 florins, et le total des intérêts payés depuis le commencement de 1818 jusqu'à la fin de 1841, tant pour les obligations non encore converties que pour celles qui ont été converties, par le tirage au sort, en inscriptions portant intérêts en monnaie de convention, présente le chiffre de 160 680 000 florins, dont nous avons retranché, pour les intérêts acquis au fonds d'amortissement et pour les rentes $2\frac{1}{2}$ pour 100 remboursées aux détenteurs après les tirages au sort, 10 680 000 florins.

cent tirées au sort, le total des déboursés jusqu'à la fin de 1841 s'élèvera à plus de 214 millions.

A la suite de cette opération, l'État de l'ancienne dette présentait encore, au commencement de l'année 1842, un effectif de plus de 360 millions, dont les intérêts annuels montaient à 7 484 740 florins, savoir :

	Capital.	Intérêts en monnaie de convention.
1 ^o Restant des anciens effets encore en circulation, au 1 ^{er} novembre 1841 (Voir le <i>décompte</i> , page 43).	245 845 000 fl.	2 458 450 fl.
2 ^o Nouvelles inscriptions, provenant de 443 tirages au sort (déduction faite des effets remboursés). . .	444 559 979	5 026 740
Total. . . .	<u>360 374 979 fl.</u>	<u>7 484 890 fl.</u>

Sur le restant de 245 845 000 florins d'anciennes obligations, la moitié faisant 122 907 500 florins, sera rachetée au bout de 25 ans, c'est-à-dire en 1866, et l'autre moitié sera convertie en rentes portant intérêts en monnaie de convention, ou remboursée au pair.

Le rachat de 122 907 500 florins doit coûter, d'après notre évaluation, page 43, 92 180 000 florins.

Les intérêts que l'État aura encore à payer jusqu'à la fin de l'opération, peuvent être évalués à environ 247 000 000 fl. (1), et le total des nouvelles inscriptions résultant de la conversion, moyennant tirage au sort, présentera en 1867 au taux de 5 pour cent, un capital de 223 millions (2), dont les in-

(1) Cette évaluation est faite d'après un calcul analogue à celui que nous avons établi pour le passé, page 57, observation n^o 1.

(2) Les rentes anciennes tirées au sort jusqu'au 1^{er} novembre 1841, et converties en obligations métalliques représentent, au taux de 5 pour 100, un capital de 100 534 000 florins (voir la note n^o 1, page 44). Les obligations de l'ancienne dette qui seront encore tirées au sort jusqu'en 1867, réduites également au taux de 5 pour 100, représenteront (sauf rembourse-

térêts annuels feront 11 172 000 florins, monnaie de convention, sauf déduction des rentes anciennes 5 pour cent tirées au sort, que le trésor public sera dans le cas de rembourser aux détenteurs, tant que les 5 pour cent se maintiendront au-dessus du pair.

Ainsi en dernier résultat l'État aura déboursé, en quarante-neuf ans :

1° Pour le rachat à la Bourse de 120 millions déjà opéré, jusqu'à la fin de 1841.	45 660 000 fl.
2° Pour le rachat de 5 millions qui se trouvent dans le fonds d'amortissement.	4 250 000
3° Pour le rachat, encore à effectuer, de 122 907 000 florins.	92 480 000
4° Pour les intérêts payés jusqu'à la fin de 1844.	450 000 000
5° Pour les intérêts encore à payer, depuis le commencement de 1842, jusqu'à la fin 1866.	247 000 000
En tout.	<u>536 090 000 fl.</u>

et il se trouvera grevé en 1867, du chef de l'ancienne dette, sauf remboursements à effectuer, d'un capital de plus de 223 millions, avec 11 172 000 florins d'intérêts; tandis qu'on aurait pu, par le système d'amortissement ordinaire, éteindre toute cette dette au bout de 37 ans, en y affectant une reute annuelle de 5 856 000 florins, et en déboursant en tout, pour cette opération, 215 269 000 florins. (1).

Ce calcul comparatif démontre avec évidence quelle

mens) un capital de 122 907 000 florins, ce qui fait en tout un capital de 223 441 000 florins.

(1) Ceux de nos lecteurs qui voudront bien prendre en considération l'état très compliqué de la dette et du crédit public de l'Autriche, amené par les opérations financières qui se sont succédé depuis cinquante ans, ne seront pas étonnés des nombreux calculs dont nous avons été obligé de charger ce chapitre, pour expliquer et justifier les résultats que nous en avons tirés.

énorme charge l'État s'est bénévolement imposée, par le plan de conversion adopté en 1818, qui, s'il fait honneur à la loyauté consciencieuse du souverain qui l'a sanctionné, ne justifie pas la combinaison financière qui lui a servi de base. Le but principal, celui d'exercer par là un acte de réparation envers les créanciers frappés dans leur fortune par la patente de 1811, n'a pas été et ne pouvait pas être atteint; car, lors du discrédit dans lequel étaient tombés les effets publics par suite des crises financières, tant avant que depuis la patente de 1811, la plus grande partie des inscriptions passa des mains des premiers acquéreurs dans celles des spéculateurs. A mesure que le cours de ces effets baissait, les transferts se multipliaient; chacun s'empressant de s'en débarrasser, tant qu'ils conservaient encore quelque valeur. La ruine des créanciers primitifs, qui avaient été atteints par la banqueroute de l'État, était donc consommée sans retour, et les charges immenses imposées aux finances pour les en dédommager ne tournèrent, à peu d'exceptions près, qu'au profit des spéculateurs qui avaient accaparé les effets publics, en les acquérant à vil prix dans le plus fort de leur discrédit. A une certaine époque on pouvait acheter à 18 pour cent, des obligations qui sont aujourd'hui négociées à 65 pour cent. Il y a à Vienne des fortunes connues qui ont surgi de ce genre de spéculations.

En parcourant les cotes de la bourse de Vienne, de l'époque qui a précédé la loi de conversion et de celle qui l'a immédiatement suivie, on voit que cette mesure réparatrice, qui devait relever et affermir le crédit public, n'a pas répondu à cette attente.

Par une suite naturelle du retour à la paix après les longues commotions qui avaient ébranlé le repos de l'Europe, épuisé les finances et compromis l'existence de plusieurs États, la confiance commença à renaître; les fonds publics suivirent partout une tendance plus ou moins pronon-

cée vers la hausse. Cette tendance s'est soutenue en général, sauf quelques dépressions subites et passagères occasionnées par des inquiétudes sociales ou politiques. Les fonds autrichiens participèrent, quoique plus lentement et dans une moindre proportion que ceux des autres pays, à cette amélioration du crédit public.

Les 5 pour cent (métalliques) étaient cotés à la bourse de Vienne, au commencement de l'année 1817, entre 45 et 49 pour cent, et s'élevèrent successivement, dans l'espace d'une année, au-dessus de 60 pour cent. Ils étaient cotés à 64 pour cent immédiatement avant la publication du plan de conversion et de rachat dont nous nous occupons. Passé cette époque, c'est-à-dire depuis le 21 mars 1818, les fonds suivirent encore leur tendance vers la hausse, mais sans éprouver, comparativement au passé, une amélioration sensible qui aurait pu être attribuée à l'acte réparateur que l'État venait de sanctionner au profit d'anciens créanciers. Bien au contraire, le 5 pour cent, après s'être élevé peu à peu jusqu'à 74 pour cent, ne put se soutenir à ce taux et fut coté, à la fin de l'année 1818 et au commencement de 1819, entre 65 et 67; de sorte que, dans l'espace d'une année, qui a précédé la patente de 1818, les fonds avaient éprouvé une hausse d'environ 15 pour cent, tandis que l'année qui l'a immédiatement suivie n'a produit qu'une amélioration du cours de 3 à 4 pour cent.

Ce résultat, bien que contraire à ce qu'on attendait de la mesure en question, n'a rien d'étonnant; car, si d'un côté la bonne foi avec laquelle un État cherche à s'acquitter de ses anciens engagements doit agir d'une manière favorable sur le crédit public, de l'autre il n'en est pas moins certain que ce crédit dépend encore plus de l'état où se trouvent les finances d'un pays, ainsi que de l'économie et de la prévoyance qui président à leur administration. Il n'y a pas de gouvernement régulier qui fasse une banqueroute volon-

taire par mauvaise foi. Aussi les prêteurs s'occupent-ils bien moins des bonnes intentions du pouvoir qui veut emprunter, que de ses moyens de libération, de ses ressources financières, et de l'équilibre qui existe entre ses revenus et ses charges. Un acte de réparation tardive et illusoire envers les anciens créanciers qui ne tourna qu'au profit de l'agio-tage, et qui imposait aux finances un fardeau progressivement croissant, ne pouvait ni effacer le souvenir d'anciennes banqueroutes, ni rendre aux yeux du public leur retour impossible, ni produire sur le crédit de l'État l'effet qu'on en attendait. Il y a des financiers, dont nous partageons l'opinion, qui croient au contraire que, sans cette opération du rachat et de la conversion de l'ancienne dette, les effets publics qui constituent la dette nouvelle, auraient suivi une hausse plus accélérée et plus soutenue.

C'était une mesure aussi gratuitement onéreuse qu'impolitique; aujourd'hui plus que jamais, on peut dire que le pays qui aliène l'avenir de ses finances, enchaîne celui de sa politique.

Pour compléter notre exposé sur la dette publique de l'Autriche, nous allons comparer son état actuel avec celui de la dette de la Prusse et de la France.

On a vu, page 48, qu'elle s'élève en capital à 970 millions; ce qui fait environ sept fois le revenu annuel de l'État. Dans ce total de 970 millions, toutes les catégories de l'ancienne et de la nouvelle dette, à l'extinction desquelles se trouve affecté le fonds général d'amortissement, représentent un capital de 721 millions (déduction faite de la dette du royaume Lombard-Vénitien dotée d'un fonds d'amortissement spécial). Le fonds d'amortissement agit sur le rachat de cette dette avec un revenu de près de 10 millions, c'est-à-dire dans une proportion de $1 \frac{2}{3}$ pour cent, relativement au capital de la dette.

Réparti sur la population de toute la monarchie évaluée à 36 300 000 âmes, ce total de la dette donnerait par tête 26 florins 43 kreutzer; mais comme la Hongrie et la Transylvanie, avec leurs annexes, ne participent que dans une très faible proportion aux charges de l'État, ce total de la dette ne pèse en réalité que sur une population d'environ 21 250 000 âmes, ce qui produit 45 florins 38 kreutzer par tête. La charge annuelle qui en résulte pour l'année 1842, intérêts et amortissement compris, s'élève, d'après notre tableau page 49, à 42 847 000 florins; ce qui fait au-delà de deux septièmes des revenus de l'État. En répartissant cette somme sur le total de la population, on obtient 1 florin 10 kreutzer par tête. La même répartition, faite sur la population des provinces qui contribuent plus particulièrement à toutes les charges de l'État, produit 2 florins par tête.

La dette publique de la Prusse portant intérêts est évaluée par M. *Bülou-Cummerow* (1), d'après des documens officiels à 166 332 547 écus, et voici, d'après le même auteur, les différentes catégories dont elle se compose.

1° Emprunts contractés à l'étranger.	20 594 325 écus.
2° Dettes centrales contractées dans le pays (<i>Central Schulden im Lande</i>).	402 838 403
3° Dettes provinciales (<i>Provinzial Staats-Schulden</i>).	45 052 947
4° Cautionnemens des employés, et autres capitaux réalisés pour le compte de l'État (<i>Schuld für eingezogene Capitalien und Dienstcautionen</i>).	47 400 000
5° Emprunts avec primes.	40 749 902
Total comme ci-dessus.	<u>466 332 547 écus.</u>

(1) Voir la brochure de cet auteur, publiée à Berlin, en 1842, sous le titre : *Preussen, seine Verfassung, seine Verwaltung, sein Verhältniss zu Deutschland*, page 177.

Comme, d'après les rectifications insérées dans la *Gazette d'État* du 14 mars 1832, la somme portée sous le n° 4 dépasse le chiffre réel de cette catégorie de la dette, et que, d'après les indications données par ce journal officiel, on doit la réduire au moins d'un cinquième, nous admettons à la place du total ci-dessus une somme de 163 millions. Le fonds d'amortissement agit sur l'extinction de cette dette, d'après les évaluations du professeur Weber (1), avec une rente déjà acquise de 4 à 5 millions d'écus. En admettant 4 millions et demi, l'action du fonds d'amortissement correspond à plus de $2\frac{2}{3}$ pour cent du capital de la dette.

A la somme ci-dessus de 163 millions, il faut encore ajouter le papier-monnaie en circulation, connu sous le titre de billets de caisse (*Cassen-Scheine*): montant à 11 242 000 écus; ce qui porte le total de la dette à 174 242 000 ou 248 917 000 florins monnaie de convention, équivalant à peu près à trois années des revenus de l'État. Répartie sur une population de 14 700 000 habitants, cette somme donne 16 florins 56 kreutzer par tête. La charge annuelle de l'État provenant de ce chef, intérêts et amortissement compris, s'élevait d'après le budget de 1841-1843 à 9 258 000 écus, savoir :

Intérêts et frais d'administration (<i>Verzinsung und Verwaltung</i>).	5 767 000 écus.
Intérêts des dettes provinciales.	41 000
Amortissement.	2 766 000
Intérêts et amortissement des cautionnements et autres capitaux réalisés pour le compte de l'État.	684 000
Total comme ci-dessus.	9 258 000 écus.

ou 43 225 714 florins, monnaie de convention, ce qui ne fait pas un sixième du revenu de l'État.

(1) *Handbuch der Staatswirtschaftlichen Statistik der preussischen Monarchie*, page 681.

En répartissant cette somme sur une population de 14 700 000 âmes, il en revient 54 kreutzer par tête.

L'état de la dette publique de la France en 1842, embrasée d'après les évaluations empruntées à l'ouvrage de M. le marquis d'Audiffret, intitulé *le Budget*, les catégories suivantes :

1° Dette fondée, restant à racheter ou à rembourser :

	Capitaux au pair.
Rentes 5 0/0.	2 694 373 840 francs.
Id. 4 1/2 0/0.	49 895 600
Id. 4 0/0.	463 477 675
Id. 3 0/0.	743 607 565

Total. 3 588 354 680 francs.

En admettant que la rente 3 0/0 soit rachetable, d'après l'évaluation de l'auteur que nous avons cité, au taux de 84 0/0, on peut réduire le total ci-dessus à un capital effectif de 3 452 769 242 francs.

(Le fonds d'amortissement agit sur le rachat de cette dette avec une puissance de 90 178 962 francs; c'est-à-dire dans une proportion de $2 \frac{1}{2}$ o/o, relativement à la masse de la dette fondée, encore en circulation.)

2° Emprunts contractés pour divers travaux publics 418 000 000

3° Capitaux déposés dans les caisses du trésor, comme garantie de la gestion des titulaires d'office sujets à cautionnement, et appliqués aux dépenses publiques. 231 250 000

4° Dette flottante présumée nécessaire pour couvrir les déficits courans et arriérés. 686 000 000 (1)

5° Emprunt de 450 millions en rentes 3 0/0, ouvert en 1844, pour les travaux publics extraordinaires. En admettant que ces rentes soient rachetables au cours moyen de 84 0/0, on peut réduire la charge en résultant, à. 424 500 000

Total de la dette publique. 4 609 549 242 francs.

équivalant à. 4 772 892 016 florins, monnaie de convention.

(1) Cette dette, dont le montant a été calculé éventuellement, est suscep-

Les voies et moyens du Budget de 1842 montant à 1 160 683 000 francs, le capital ci-dessus de la dette publique atteint à peu près la valeur de 4 années de revenus.

En répartissant le total de la dette sur une population de 34 500 000 âmes, il en résulte par tête 51 florins 20 kreutzer.

La charge annuelle, résultant de l'état actuel de cette dette d'après les évaluations du budget de 1842, s'élève à 295 523 290 francs, savoir :

1° Intérêts de la dette fondée en rentes 5, 4 $\frac{1}{2}$, 4 et 3 pour 100.	463 441 328 fr.
2° Intérêts, primes et amortissement des em- prunts faits pour divers travaux publics. . .	40 683 000
3° Intérêts des cautionnements.	9 250 000
4° Intérêts de la dette flottante.	46 000 000
5° Intérêts et amortissement spécial de l'emprunt de 150 millions.	6 000 000
6° Fonds d'amortissement, dotation constitu- tive. 44 616 463 fr.)	90 478 962
Rentes acquises. 45 562 499 }	
Total comme ci-dessus.	295 523 290 f. (4).

équivalant à 443 662 804 florins, monnaie de convention.

Le budget des voies et moyens pour 1842 étant porté à 1 160 683 142 francs (2), le total ci-dessus se trouve absorber plus d'un quart des revenus de l'État.

tible de réduction. On ne lui a affecté sur le budget de 1842 qu'une rente de 16 millions, ce qui répondrait, au taux de 3 pour 100, à un capital de 533 millions.

(1) La dette inscrite est portée dans le budget de 1842 à 262 872 056 fr.
Le fonds d'amortissement à. 90 178 962

Total. 353 051 018

Mais dans la première de ces deux sommes se trouvent comprises différentes catégories des charges, telles que rentes viagères, pensions, etc., qui n'entrent pas dans nos évaluations de la dette publique de l'Autriche et de la Prusse, et que nous avons par conséquent dû éliminer du compte ci-dessus pour rendre la comparaison plus exacte.

(2) Le budget des dépenses est porté à 1 276 338 076 francs ; ce qui pré-

Répartie sur une population de 3/4 500 000 âmes, la charge annuelle des intérêts et de l'amortissement de la dette publique donne 3 florins 18 kreutzer par tête.

En rapprochant ces évaluations on obtient les résultats suivans :

<i>Chiffre absolu de la dette</i>	
Dette de l'Autriche.	970 000 000 fl.
Dette de la Prusse.	248 917 000
Dette de France.	4 772 892 000

Ainsi le chiffre de la dette publique autrichienne est à celui de la dette de la Prusse à peu près comme 4 est à 1, et comparé à celui de la France comme 6 est à 11.

Montant de la dette en capital par rapport au revenu de l'État.

La dette de l'Autriche équivaut à 7 années, celle de la Prusse à 3 années, et celle de la France à 4 années des revenus publics de l'État.

Ainsi, sous ce rapport, la Prusse occupe la place la plus avantageuse, et l'Autriche se trouve le plus obérée comparativement à ses revenus.

Montant de la charge annuelle (intérêts et amortissement) par rapport au revenu public.

La charge annuelle pour couvrir les intérêts et l'amortissement de la dette publique enlève :

En Autriche : au-delà de deux septièmes des revenus de l'État.

En Prusse : moins d'un sixième.

En France : un peu plus d'un quart.

sente un déficit de 115 654 934 francs, dont M. d'Audiffret prévoit la réduction possible, et il évalue cette réduction à environ 90 millions.

Montant de la dette en capital, par rapport à la population.

Réparti sur la population, le total de la dette publique est par tête :

En Autriche, de.	26 fl. 43 kr.
En Prusse, de.	46 fl. 56 kr.
En France, de.	54 fl. 20 kr.

Ainsi, proportion gardée de la population de toute la monarchie, la dette de l'Autriche est à celle de la Prusse comme 13 est à 8, et à celle de la France à peu près comme 1 à 2.

Si, au lieu de la population de toute la monarchie autrichienne, on ne prend pour base de la répartition que la population des provinces qui supportent presque tout le poids du budget et concourent plus spécialement aux charges de l'État, le capital de la dette publique est, comme on l'a vu plus haut, de 45 fl. 38 kr. par tête ; il serait par conséquent au montant relatif de la dette de la Prusse, comme 3 est à 1, et à celui de la France comme 9 est à 10.

Montant de la charge annuelle (intérêts et amortissement) par rapport au total de la population.

Réparti sur le total de la population, le montant de la charge annuelle de l'État, intérêts et amortissement compris, est par tête :

En Autriche, de.	70 kreutzer.
En Prusse, de.	54 kr.
En France, de.	493 kr.

Ainsi la charge annuelle de la dette publique supportée par la population de la monarchie autrichienne, est à celle de la Prusse à peu près comme 14 est à 11, et à celle de la France à peu près comme 14 est à 39.

La même charge, répartie sur la population de celles des provinces autrichiennes qui en supportent la majeure partie,

donne 120 kr. par tête, et serait, par conséquent, à celle de la Prusse à peu près comme 24 est à 11, et à celle de la France comme 24 est à 39.

Ainsi, dans toutes les combinaisons possibles, la situation de la Prusse, relativement à la dette publique, est la plus favorable. Celle de l'Autriche est de beaucoup la plus désavantageuse, lorsque l'on compare le montant de la dette avec celui du revenu public, et elle tient le milieu entre la Prusse et la France lorsqu'on rapproche le chiffre de la dette publique de celui de la population, la France occupant, sous ce rapport, la place la plus désavantageuse.

Quoi qu'il en soit, la situation de l'Autriche apparaîtra sous un jour beaucoup moins défavorable, quant à la proportion qui existe entre ses revenus et sa dette publique, si l'on prend en considération la réserve que cette puissance possède dans celles de ses ressources financières qui ne sont pas encore exploitées, ou qui ne le sont qu'imparfaitement. C'est ce que nous espérons prouver avec évidence dans le développement ultérieur de cette importante matière; nous le ferons précéder de quelques réflexions sur l'organisation de la banque et sur l'état actuel de ses opérations.

CHAPITRE III.

BANQUE DE VIENNE, DITE BANQUE NATIONALE AUTRICHIENNE.

La Banque actuelle de Vienne fut fondée par la loi du 1^{er} juin 1816, et ses statuts, élaborés par un comité d'actionnaires, furent confirmés par la loi du 15 juillet 1817. Gérée pendant les années 1816 et 1817 par une administration provisoire, elle ne fut définitivement constituée que le 18 janvier 1818.

Cette Banque est une propriété exclusive des actionnaires; mais les engagements qu'elle a contractés envers l'État, et la nature même de ses opérations l'ont tellement identifiée, comme on le verra par la suite, avec le système du crédit public de l'Autriche, qu'elle en est devenue une des bases fondamentales. Aussi se trouve-t-elle placée sous le contrôle et sous la surveillance immédiate de l'administration des finances.

D'après la loi constitutive de 1817, le fonds de la Banque devait être formé par 100 000 actions, pour chacune desquelles on déposait 1 000 florins en papier-monnaie et 100 florins en monnaie de convention. Pour les mises de 1 000 florins en papier-monnaie, la Banque recevait des obligations de l'État portant $2\frac{1}{2}$ p. 100 d'intérêts en monnaie de convention. Cette combinaison devait porter le capital de la Banque au chiffre nominal de 110 000 000 florins, savoir : 100 millions en effets publics $2\frac{1}{2}$ p. 100, qui, réduits au taux

de 5 p. 100, représenteraient une valeur de 50 millions ; et 10 millions en espèces sonnantes monnaie de convention. Ce dernier capital était destiné aux opérations de l'escompte des effets de commerce et des prêts sur nantissement. Le dividende ordinaire fut fixé à 30 florins par action, dont 25 florins provenant des intérêts des obligations délivrées par l'État pour le papier-monnaie, et le reste, du bénéfice sur les opérations de la Banque ; ce qui, dès le principe, donnait aux actions une valeur de 600 florins monnaie de convention. Le surplus du dividende ordinaire devait être partagé en deux parties égales, dont l'une payable aux actionnaires à la fin de l'année, et l'autre destinée au fonds de réserve. Une rente de 500 000 fl. par an fut affectée par la même loi, à l'amortissement de la dette de 100 millions en obligations 2 $\frac{1}{2}$ pour cent, que l'État allait contracter vis-à-vis de la Banque, par l'émission de 100 000 actions qui devaient retirer de la circulation 100 millions de papier-monnaie ; mais il survint peu de temps après des changemens importans dans ces dispositions primitives.

Lorsqu'à la fin de 1819 les mises déposées à la Banque atteignirent le chiffre de 50 621 actions, l'intérêt des actionnaires qui consistait, d'un côté, à donner la plus grande extension possible aux opérations de cet établissement, et de l'autre, à ne pas augmenter sans nécessité le nombre de ceux qui devaient participer aux bénéfices de ces opérations, cet intérêt, disons-nous, secondait l'intention du gouvernement d'entreprendre, sur une grande échelle avec le concours de la banque, le rachat du papier-monnaie qui était resté en circulation, et qui s'élevait encore à cette époque à 449 712 838 fl.

La direction de la Banque représenta donc à l'administration des finances l'embarras où elle se trouvait, vu l'accroissement trop rapide du nombre des actions, qui pouvait réduire considérablement les bénéfices des actionnaires en augmentant les capitaux disponibles, au-dessus de la possi-

bilité de leur donner un emploi productif; elle exprima en même temps le désir d'entrer en arrangement avec le trésor public, pour participer à ses mesures financières, et pour donner par là une plus grande extension aux opérations de la Banque.

Les circonstances qui motivaient cette démarche de la part de la Banque, et qui la rendaient non-seulement admissible, mais même désirable pour le gouvernement, donnèrent lieu à l'arrangement suivant :

1° L'administration des finances se réserva de prendre pour son compte, les 49 379 actions qui devaient encore être émises pour compléter le chiffre de 100 000, déterminé par les statuts. Le prix estimatif, adopté pour base de cet arrangement, fut fixé à 610 fl. ; savoir : 600 fl. comme valeur origininaire, et 10 fl. de surplus à cause de la part des actionnaires déjà acquise au fonds de réserve ; mais leur émission pour le compte du trésor public ne devait commencer qu'en 1822, et elle devait être subordonnée aux chances qui seraient ouvertes à la Banque pour donner à ses opérations l'extension nécessaire, afin que l'accroissement successif du nombre des actions ne pût porter préjudice aux intérêts des anciens actionnaires.

2° La Banque se chargea de retirer successivement de la circulation, pour le compte du gouvernement, le reste du papier-monnaie, et le trésor s'engagea à lui fournir les fonds nécessaires à cette opération, en commençant par lui rembourser, au taux de 50 pour cent, la dette représentée par les obligations $2\frac{1}{2}$ pour cent délivrées pour les 50 621 000 fl. en papier-monnaie qui avaient été déposés à la Banque par les actionnaires et retirés de la circulation.

C'est à cet effet que fut conclu, en 1820, l'emprunt de 37 500 000 fl., avec remboursement par loterie, dont le produit et l'encaissement furent abandonnés à la Banque.

Cet arrangement, qui changeait essentiellement le carac-

tère constitutif de la Banque, en rendant l'État propriétaire de près de la moitié des actions, fut modifié par une transaction subséquente conclue en 1821; le trésor public se désista, en faveur de la Banque, des droits de propriété qu'il s'était réservés sur les 49 379 actions encore disponibles, en lui abandonnant le soin de reculer leur émission jusqu'au moment où l'étendue de ses opérations pourrait la rendre désirable ou nécessaire.

Par ce nouvel arrangement, la Banque est redevenue une propriété exclusive des actionnaires; comme, en même temps, elle se trouva derechef dans la situation de pouvoir augmenter au besoin ses fonds par l'émission des actions encore disponibles, l'État fut dégagé de l'obligation de continuer à lui fournir les fonds nécessaires pour le rachat du papier-monnaie; sauf à lui bonifier, au taux de 4 pour cent, les intérêts de la dette résultant de ce chef à la charge de l'État.

A partir de 1820, c'est-à-dire, dans les premières années de l'opération du rachat, l'affluence du papier-monnaie dans les caisses de la Banque était très considérable. A la fin de l'année 1822, elle se trouvait déjà en avoir racheté 495 139 625 fl. et mis en circulation, pour ce rachat, 78 055 850 fl. en billets au porteur, sur laquelle somme le trésor devait à la Banque, déduction faite des fonds déjà versés, au-delà de 53 millions.

Cette émission considérable de billets de Banque nécessitait une augmentation de fonds en espèces pour les caisses d'échange; ceux qui avaient été versés par le trésor se trouvant en grande partie épuisés, la Banque, pour augmenter ses fonds, dut prendre de nouveau en considération l'opportunité de l'émission des actions disponibles.

Le discours du gouverneur de la Banque, prononcé dans le comité des actionnaires (séance du 13 janvier 1823), exposait de la manière suivante les embarras et les hésitations

de la Banque au sujet de cette émission, ainsi que les nouveaux arrangements qui avaient dû s'ensuivre, avec l'administration des finances :

« Le moment approchait, où il pouvait paraître opportun
« à la direction de s'occuper de l'augmentation des fonds de
« cet établissement. Ce n'eût été cependant qu'à regret
« qu'elle se fût décidée à se défaire des actions rentrées dans
« sa possession.

« Depuis l'institution de la Banque, la valeur des actions
« s'est, il est vrai, élevée successivement et dans une forte
« progression, et cette hausse considérable qui s'est sou-
« tenue dans le cours entier de l'année dernière, ne semble
« pas encore avoir atteint son point culminant, si on consi-
« dère la solidité de cet établissement et les grands avan-
« tages qui lui sont assurés. Cependant il y avait à prendre,
« d'un autre côté, en considération, que ce taux élevé n'était
« pas encore assez consolidé, pour que la direction pût, avec
« assurance, se livrer à l'espoir de procéder sur cette base à
« la réalisation des actions disponibles.

« Dans tous les cas, elle devait craindre qu'en entrant
« dans ces voies, l'augmentation du fonds de la Banque, ac-
« croissant nécessairement le nombre d'intéressés appelés à
« participer aux bénéfices de l'établissement, le dividende
« dont jouissent maintenant les actionnaires fût réduit au
« moins pour quelque temps.

« Ces considérations occupaient la sollicitude de la direc-
« tion, lorsque le gouvernement lui proposa de fournir à la
« banque, sans nulle bonification, les fonds dont elle serait
« dans le cas d'avoir besoin pour retirer le papier-monnaie,
« si, en échange, elle était disposée à se charger de retirer
« ce qui reste encore de ce papier en circulation, sans ré-
« clamer une bonification d'intérêts (1).

(1) Cette phrase exige quelques explications, afin de la rendre intelligible

« Après en avoir mûrement délibéré, la direction reconnut
« qu'il n'y avait rien dans son acquiescement à cette ouver-
« ture qui ne fût en accord avec les sûretés de l'établisse-
« ment, avec les avantages des actionnaires et avec l'attitude
« dans laquelle la Banque est appelée à se maintenir en-
« vers l'État.

« Par cet arrangement, l'Institut de la Banque se voit
« avec une parfaite sécurité en possession des moyens qui
« le mettent en état de continuer à donner à ses opérations
« l'extension appropriée aux besoins du public. Il doit être
« en même temps satisfaisant pour la Banque de se trouver
« dans cette situation, sans devoir recourir à son crédit et
« sans faire usage d'une ressource qui lui donne la certitude
« de pouvoir renforcer ultérieurement son fonds, si par la
« suite la nécessité s'en faisait sentir.

« De cette manière les actionnaires se voient assurés de la
« jouissance d'un dividende calculé sur la situation ac-
« tuelle des opérations de la Banque, et, tout ce qui pouvait,
« dans un avenir plus ou moins rapproché, leur faire crain-
« dre une réduction de leur quote part dans les bénéfices
« de la Banque, se trouve entièrement écarté » (1).

pour ceux qui ne seraient pas familiarisés avec l'opération dont il s'agit. La Banque retire de la circulation l'ancien papier-monnaie en le remplaçant, au taux de 250 pour 100, par ses billets au porteur. Par conséquent, à mesure que la masse des billets de banque mis en circulation en échange de l'ancien papier-monnaie augmente, la Banque est obligée de renforcer ses fonds de réserve en numéraire, pour faire face au retour de ces billets dans les caisses d'échange. Or, par l'arrangement en question, l'État s'engagea à fournir à la Banque les fonds qui deviendraient nécessaires par suite des progrès de cette opération de rachat, et la Banque renonça de son côté à toute bonification d'intérêts pour cette partie des billets qu'elle serait encore dans le cas d'émettre à la place de l'ancien papier-monnaie, et qui resteraient dans la circulation sans faire retour aux caisses d'échange.

(Note de l'auteur.)

(1) Ce passage est tiré textuellement de la traduction française officielle du discours du gouverneur de la Banque.

Bien que le sens de quelques passages de ce discours soit incomplet, puisqu'on n'y trouve pas exposés d'une manière assez explicite les arrangemens conclus avec l'administration des finances, en ce qui concerne surtout le remboursement successif de la dette de l'État envers la Banque, le point principal de cette combinaison financière en ressort avec assez d'évidence ; c'est-à-dire que l'État s'est engagé à fournir à la Banque les fonds qui pourraient lui être nécessaires pour subvenir aux besoins de l'échange des billets émis pour le rachat de l'ancien papier-monnaie, à condition qu'elle retirerait le reste de ce papier de la circulation, sans exiger de bonification d'intérêts pour la dette de l'État qui résulterait à l'avenir de cette opération. C'est pour satisfaire à ces engagements que l'État s'est trouvé dans le cas de contracter en 1823 un emprunt de 36 millions (Voir page 31), dont le produit de 29 520 000 florins (au taux de 82 pour cent) fut abandonné à la Banque. Pour éteindre peu à peu la dette de l'État, non chargée d'intérêts, qui devait résulter du rachat du papier-monnaie encore en circulation, après le décompte des sommes avancées par le trésor pour faire face aux échanges de billets de Banque, il fut assigné à la Banque une rente annuelle dont le montant n'a pas été porté à la connaissance du public.

Par cette nouvelle combinaison, la Banque fut mise à même de poursuivre sans interruption le rachat du papier-monnaie et de continuer à donner à ses autres opérations toute l'extension désirable, sans avoir besoin de recourir, pour augmenter ses fonds, à l'émission de nouvelles actions qui, en augmentant le nombre des actionnaires, en aurait diminué les bénéfices.

Le total de l'ancien papier-monnaie racheté par la Banque depuis 1820, s'élevait à la fin de 1841 à 438 853 500 flor., et il n'en restait plus en circulation que 10 859 338 florins. Pour racheter la somme de 438 853 500 florins, la Banque a

mis en circulation, au taux de 250 pour cent, 175 541 400 fl. de billets au porteur. Sur cette dernière somme l'État devait encore à la Banque, à la fin de 1841, environ 51 millions provenant des rachats qui avaient précédé les arrangements de 1822, avec bonification d'intérêts à 4 pour cent, et au-delà de 38 millions sans intérêts, provenant des rachats effectués depuis 1822; en tout environ 90 millions. Le reste a été soldé par le produit des emprunts de 1821 et de 1823, et par d'autres fonds versés directement à la Banque pour le compte de l'administration des finances.

Cette opération du rachat de l'ancien papier-monnaie, pour le compte du gouvernement, est, sans contredit, vu les conditions auxquelles elle s'exécute, très avantageuse pour les actionnaires, sous le rapport des bénéfices qu'elle leur procure, bénéfices qui sont tout à fait gratuits, puisqu'ils n'exigent aucun sacrifice de fonds de leur part. Quel est effectivement le rôle de la Banque dans cette opération? Il se borne à retirer de la circulation l'ancien papier-monnaie, en donnant en retour, aux détenteurs de ce papier, des billets au porteur, pour lesquels l'État fournit à la Banque des fonds jusqu'à concurrence des sommes jugées nécessaires pour faire face aux demandes d'échange en numéraire. Pour le reste des billets émis par la Banque, l'État reste son débiteur, et lui bonifie les intérêts d'une portion de cette dette. Ces intérêts procurent à la Banque un revenu de plus de deux millions par an, sans détourner aucune portion de ses fonds disponibles de tout autre emploi productif qu'elle pourrait leur donner. Partagé entre les actionnaires, ce profit que la banque recueille, uniquement pour prêter son crédit au trésor public, donne un revenu de près de 40 florins par action, et augmente d'environ 100 pour 100 le montant du dividende (1); mais, d'un autre côté, la solvabilité de la

(1) Le revenu net de la Banque, en 1841, s'élevait à 4 106 417 florins,

Banque est devenue plus dépendante des finances de l'État. Cet état des choses ne peut avoir rien d'inquiétant ni pour le crédit public en général, ni pour celui de la Banque en particulier, tant que, dans les rapports du gouvernement avec la Banque, l'intérêt de la solidité de cet établissement, en sa qualité de Banque de circulation, restera placé en première ligne. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question, en passant à l'examen des autres opérations de la Banque, dont celle de l'escompte est devenue la plus importante.

Lors de l'institution de la Banque, le taux de l'escompte des effets de commerce avait été fixé à 6 pour 100 ; mais, très peu de temps après, il fut réduit à 5, et plus tard, à la fin de 1829, à 4 pour 100.

Le tableau suivant donne la mesure de l'importance croissante de cette opération.

ce qui donne, pour 50 621 actions, un bénéfice de 81 florins 40 kreutzer par action. Dans ce revenu, les intérêts payés par l'État pour une partie de la dette résultant du rachat du papier-monnaie figurent pour une somme de 2 033 378 florins, ce qui donne 40 florins 10 kreutzer par action.

TABLEAU

*des opérations de l'escompte de la Banque de Vienne, depuis 1817
jusqu'à la fin de 1840, en florins, monnaie de convention.*

ANNÉES.	MONTANT des effets escomptés.	MONTANT des effets en portefeuille à la fin de l'année.	INTÉRÊTS de l'escompte.	TAUX des intérêts.
			kr.	
1818	29 008 417	6 477 433	234 978	44 à 5 et 6 pour cent.
1819	17 419 207	1 922 907	166 632	46 à 5 pour cent.
1820	16 952 399	1 626 110	150 357	25 id.
1821	28 613 756	7 316 002	247 586	27 id.
1822	16 505 974	4 194 321	175 287	48 id.
1823	37 504 559	4 471 935	293 428	46 id.
1824	25 838 844	6 215 075	222 222	44 id.
1825	63 919 285	23 523 976	843 421	48 id.
1826	79 472 436	24 902 052	961 846	46 id.
1827	86 976 333	18 285 476	918 271	43 id.
1828	66 954 038	21 848 152	885 251	46 id.
1829	91 097 375	25 504 339	947 123	36 à 4 et 5 pour cent.
1830	107 919 767	24 987 297	1 078 532	46 à 4 pour cent.
1831	115 692 214	24 618 510	1 179 867	33 à 4 et 5 pour cent.
1832	95 113 908	23 315 809	1 002 505	20 à 5 pour cent.
1833	95 474 475	15 679 340	819 732	28 à 4 pour cent.
1834	84 116 044	22 089 965	634 903	33 id.
1835	139 292 999	39 180 011	1 019 355	49 id.
1836	215 670 940	49 533 116	1 697 248	44 id.
1837	198 962 488	41 251 627	1 604 119	58 id.
1838	226 619 716	61 059 902	1 783 762	49 id.
1839	282 449 389	63 698 236	2 382 583	25 id.
1840	305 518 653	63 286 414	2 591 099	2 id.

On voit par ce tableau que, depuis 1820 jusqu'à 1840, le montant des effets escomptés a augmenté dans la proportion de 2 à 37, et que le rapport des intérêts de l'escompte a augmenté dans la proportion de 1 à 17.

Si l'on voulait juger, d'après ces résultats, du mouvement commercial et industriel et des progrès de la richesse nationale, on s'en ferait une idée exagérée. Il faut d'abord observer que sous le titre des opérations de l'escompte se trouve comprise, depuis plusieurs années, une dette flottante de 30 millions que la Banque avance à l'État contre des mandats sur les caisses provinciales, qui se renouvellent de six mois en six mois; de sorte que cette avance figure pour 60 millions dans le montant des effets escomptés dans le courant d'une année. En portant cette somme en déduction, le total des effets de *commerce* escomptés pendant l'année 1840, qui présente le chiffre le plus élevé, se réduira à 245 518 653 florins. Comparé avec l'année 1820, ce total des effets escomptés présente encore une augmentation très considérable : elle est à peu près dans la proportion de 1 à 15.

Le chiffre le plus élevé des effets en portefeuille à la fin de l'année, est celui de 1839. Il était de 63 698 236 fl., dont il faut déduire les 30 millions de mandats sur les caisses provinciales escomptés à 3 pour 100; de sorte que le chiffre réel des effets de commerce en portefeuille, à la fin de l'année 1839, se réduit à 33 698 236 fl. Le maximum des effets de commerce en portefeuille, escomptés en 1839 et 1840, avait cependant dépassé par momens le chiffre de 38 millions.

Réduites à ces proportions, les opérations de l'escompte dépassent encore le véritable taux des besoins de la place, lorsqu'on compare l'extension qui leur a été donnée dans les dernières années avec ce qu'elles étaient dans les époques précédentes.

Il est certain qu'en Autriche, comme dans la plupart des autres pays, la richesse nationale, et l'industrie manufacturière et commerciale ont pris de grands développemens. Il est également vrai, que la Banque de Vienne y a beaucoup

contribué et que, par une réaction naturelle, elle en a elle-même profité; mais vouloir se persuader que ces progrès ont été aussi rapides, et qu'ils ont suivi une progression aussi ascendante que l'indique le baromètre de l'escompte, ce serait vouloir se livrer à une illusion.

Vienne n'est pas comme Londres, Amsterdam ou Hambourg, une place de première importance pour le commerce de l'Europe et d'outre-mer. Elle n'est pas non plus comme Paris, un grand foyer industriel et commercial en même temps. Elle n'est une place centrale que pour le commerce intérieur. Il n'y a pas fort longtemps que la Bourse de Vienne a commencé à compter pour quelque chose dans le monde commercial (1).

Quiconque connaît l'étendue du mouvement commercial de cette capitale peut voir, de premier abord, que des opérations de l'escompte, qui donnent pour le virement des fonds d'une seule année le chiffre de 245 millions et demi (plus de 650 millions de francs), déduction faite des effets du trésor escomptés par la Banque, ne peuvent pas être le résultat exclusif de l'activité industrielle et commerciale, et qu'on doit aussi chercher ailleurs les causes de l'extension croissante de cette opération.

Lorsque la question de la prolongation du privilège de la Banque de France a été débattue dans les chambres, en 1840,

(1) Un financier étranger connu par ses hautes capacités avait prédit, en 1820, que la nouvelle Banque, établie sur une trop large base pour l'importance de la place de Vienne, sous le rapport du commerce, ne pourrait se soutenir que par les opérations qu'elle entreprendrait pour le compte du gouvernement. Cette prédiction ne tarda pas à se réaliser, et le résultat l'a même dépassé: car, malgré la grande opération du rachat du papier-monnaie entreprise pour le compte de l'État, la Banque a dû brûler jusqu'à présent l'émission de ses actions à la moitié environ du nombre fixé par les statuts, pour ne pas mettre ses fonds en disproportion avec la possibilité de leur donner un emploi productif. Cependant cet établissement compte déjà vingt-six années d'existence.

M. Thiers, défendant l'organisation de la Banque qui était exposée aux attaques de l'opposition, et faisant valoir les services qu'elle rend au commerce, appuyait beaucoup sur le chiffre des effets escomptés en 1838, qui était de 800 millions de francs, équivalant à 308 millions de florins, monnaie de convention. Ce chiffre était effectivement considéré comme énorme. Or, si le chiffre de 308 millions peut paraître énorme pour une place telle que Paris, comment qualifiera-t-on celui de 245 millions pour une place telle que Vienne. Il sera au moins permis de le considérer comme excédant de beaucoup le mouvement commercial de cette ville.

Le désir bien naturel d'augmenter ses bénéfices et portant le montant du dividende, porte la Banque à donner à ses opérations d'escompte la plus grande extension possible. Le comité de censure, composé d'actionnaires et appelé à prononcer sur l'admissibilité des lettres de change présentées à l'escompte, ne regardait ordinairement qu'à la raison des maisons de commerce par lesquelles elles étaient tirées ou acceptées, et lorsque c'étaient des maisons jouissant d'un certain crédit, on ne mettait presque plus de limites à l'escompte de leurs effets, de sorte que la Banque se trouvait souvent avoir en portefeuille pour 8 à 10 millions (20 à 25 millions de francs) de lettres de change tirées sur une seule et même maison. Cette facilité d'avoir à la Banque autant d'argent qu'on en voulait à 4 pour cent, tandis que ceux qui usaient de ce crédit pouvaient placer leurs fonds à 5 et 6 pour cent, encourageait les spéculations d'agiotage, et entraînait, dans toutes sortes d'entreprises hasardeuses, des maisons de commerce autrefois connues pour leur solidité (1).

(1) Le chiffre de l'escompte le plus élevé, celui de l'année 1840, coïncide précisément avec des spéculations outrées qui, sans occasionner de grandes faillites, ont notoirement ruiné en détail un grand nombre de petits capita-

Un négociant très expérimenté dans ces matières, et connaissant parfaitement le mouvement commercial de la place de Vienne, nous a assuré que la plupart des lettres de change tirées par des maisons de Vienne sur d'autres maisons de cette capitale pour des valeurs considérables, reposent sur des opérations d'agiotage, et ce sont précisément les effets d'une valeur élevée qui semblent occuper la place la plus importante dans les opérations de l'escompte de la Banque. Un rapprochement établi ci-après entre les opérations de la Banque de Vienne et celles de la Banque de France, pendant les années 1838, 1839 et 1840, peut jeter quelque lumière sur cette question.

BANQUE DE FRANCE.			BANQUE DE VIENNE.		
NOMBRE des effets escomptés.	TOTAL de la valeur en florins, monnaie de convention.(1)	VALEUR moyenne en mon- naie de conven- tion.	NOMBRE des effets escomptés.	TOTAL de la valeur en monnaie de convention.	VALEUR moyen- ne.
		en 1838			
576 269	308 076 923	534	43 883	226 619 716	5 164
		en 1839			
638 500	402 692 367	639	63 119	289 440 339	4 575
		en 1840			
610 600	357 428 461	585	61 913	303 518 653	4 934
Totaux. 1 825 369	1 067 897 694	579	Totaux. 168 914	814 587 708	4 822

listes, et fait éprouver des pertes sensibles à de grandes maisons de commerce. Quelques-unes de ces spéculations ont été plus tard réprouvées par l'opinion publique, et ont fait même du tort à la réputation des maisons qui les avaient favorisées.

(1) Pour faciliter la comparaison, nous avons réduit la monnaie de France en monnaie de convention, en comptant 260 francs pour 100 florins.

Ce rapprochement donne lieu aux observations suivantes :

En admettant que le mouvement industriel et commercial de Paris, et le virement des fonds qui s'y trouvent engagés, sont à ceux de la place de Vienne comme 6 est à 1, on est bien sûr de rester encore au-dessous de la vérité, et si, d'un autre côté, on compare les totaux de la valeur des effets escomptés par les deux Banques dans ces trois dernières années, on voit que la différence, en faveur de la Banque de France, n'est que dans la proportion de 5 à 4. Mais, pour rendre cette comparaison plus juste, il faut porter en déduction sur les escomptes de la Banque de Vienne les 30 millions des bons du trésor, lesquels renouvelés tous les six mois donnent pour trois ans le chiffre de 180 millions qui figure dans les opérations de l'escompte; de sorte que le chiffre restant, pour les effets de commerce escomptés pendant ces trois ans, sera de 634 587 708 florins. Le total des effets escomptés par la Banque de France étant de 1 067 897 691, il en résulte une différence d'à peu près 5 à 3; de sorte que, proportion gardée de la population et de l'étendue du mouvement commercial et industriel des deux capitales, les opérations de l'escompte de la Banque de Vienne sont au moins trois à quatre fois plus considérables que celles de la Banque de France; ce qui prouve que le crédit de l'escompte doit nécessairement avoir été employé, en grande partie, à l'agio-tage. La différence de la valeur moyenne des effets escomptés par les deux Banques est encore beaucoup plus considérable. Pour éviter toute exagération dans le rapprochement des chiffres, nous devons encore une fois éliminer du total des opérations de l'escompte pour les trois dernières années, les 180 millions des bons du trésor. Or, en divisant la somme restante de 634 587 708 florins, par le nombre total des effets escomptés, c'est-à-dire par 168 914, on obtient pour valeur moyenne 3 757 florins; tandis que la moyenne des effets es-

comptés par la Banque de France n'est que de 579 (1); ce qui fait à peu près une différence de 13 à 2. Ce dernier rapprochement prouve que le crédit de l'escompte est utilisé beaucoup plus par les sommités financières de Vienne que par la petite industrie et par le petit commerce. Il est effectivement notoire que ce crédit était devenu en dernier lieu le patrimoine presque exclusif d'un petit nombre de maisons. Ils'en-suivait que, vu l'extension donnée à l'escompte de leurs lettres de change, une seule de ces maisons venant à manquer pouvait dans sa chute compromettre la Banque pour des sommes très considérables.

Cet état de choses attirera l'attention et la sollicitude du chef actuel du département des finances qui, dès son arrivée

(1) On reproche à la Banque de France de restreindre beaucoup trop les services qu'elle pourrait rendre au petit commerce, par la triple garantie qu'elle exige pour les effets à escompter (Ces garanties consistent dans trois signatures, savoir, de celui qui tire la lettre de change, de celui qui l'accepte, et du tiers répondant). Ce reproche ne paraît pas tout à fait fondé, lorsqu'on prend en considération la valeur moyenne des effets escomptés, dont un grand nombre descend même au-dessous de 200 francs. D'après le compte-rendu du gouverneur de la Banque pour l'année 1840, sur 610 600 effets escomptés, il y en avait 266 024, c'est-à-dire plus de $\frac{5}{12}$, de la valeur de 1000 à 200 francs, et 63 247 de 199 francs et au-dessous; tandis que la Banque de Vienne n'admet à l'escompte que des effets qui ont au moins une valeur de 300 florins = 780 francs.

La condition des trois signatures, exigée par la Banque de France, s'explique d'ailleurs et se justifie en partie par les circonstances particulières à la place de Paris, qui la rendent en quelque sorte indispensable. Les classes commerçantes et industrielles y sont si nombreuses, qu'il est impossible à la Banque de distinguer toujours les signatures qui offrent des garanties suffisantes de celles qui n'en présentent pas assez. Elle est donc obligée d'y suppléer par la garantie d'un tiers répondant. A Vienne aussi, où il est pourtant bien plus facile de connaître la solidité de chaque établissement commercial et industriel, les petits commerçans ne peuvent ordinairement profiter du crédit de la Banque que par l'entremise des grandes maisons de commerce.

au ministère, en comprit le danger, et intima à la Banque de réduire son portefeuille en donnant moins d'extension à ses opérations d'escompte. Approuvée par tous les gens sages et désintéressés dans la question, cette mesure excita bien des clameurs de la part de ceux qui avaient profité de l'abus qu'on avait fait du crédit de la Banque. En l'exécutant avec fermeté malgré ces clameurs, le chef actuel de l'administration des finances a prouvé que non-seulement il voyait juste, mais qu'il avait la conscience de ce qu'il faisait, et assez de caractère pour ne pas se laisser dérouter par des oppositions d'autant plus vives et d'autant plus suspectes qu'elles étaient intéressées. C'est bien à tort, selon nous, qu'une partie du public attribuait à ces dispositions restrictives la crise commerciale qui s'est manifestée en 1841 sur la place de Vienne, et par contre-coup sur celle de Trieste. Cette crise ou plutôt cette gêne financière, préparée de longue date par des spéculations mal combinées, que la facilité avec laquelle la Banque accordait son crédit avait encouragées, existait déjà de fait, et les restrictions apportées à l'escompte n'ont fait que la constater et donner la mesure de sa portée (1). Le but de ces restrictions était d'empêcher que la Banque fût elle-même entraînée sur la pente dangereuse sur laquelle le commerce de Vienne se trouvait engagé.

La masse des billets de Banque en circulation, considérablement augmentée, tant par leur émission successive pour le rachat du papier-monnaie, que par les opérations de l'escompte poussées, à ce qu'il paraît, au-delà des bornes que la prudence devait leur imposer, s'est, par moment, trouvée

(1) Après la chute d'une des premières maisons de commerce de Vienne, qui suivit de près l'exécution de cette mesure, l'examen de ses actifs et de ses passifs semble avoir démontré que sa ruine était consommée depuis longtemps, et qu'elle ne vivait plus en dernier lieu que sur son ancienne réputation de solidité.

tellement en disproportion avec les réserves en espèces, que dans certaines circonstances données, le crédit de la Banque pouvait être exposé à de rudes épreuves.

La proportion qui doit exister entre le montant des billets de Banque en circulation et celui des fonds de réserve en numéraire affectés à leur échange, dépend beaucoup de la confiance dont jouit le papier en circulation, ainsi que du besoin des espèces monnayées qui résulte des relations commerciales du pays avec l'étranger, et qui règle son cours de change. En thèse générale et d'après des principes consacrés par l'expérience, le capital disponible d'une Banque ne devrait jamais être au-dessous d'un tiers de ses billets en circulation. C'est une règle que la Banque de France a invariablement suivie. La Banque de Vienne se trouve, il est vrai, plus que la plupart des autres établissemens de ce genre sous l'empire des circonstances très avantageuses qui facilitent l'écoulement de ses billets au porteur, et rendent les demandes d'échanges en numéraire très peu fréquentes. Pour favoriser la circulation de ce papier, l'État s'est engagé par une loi de 1816 à l'accepter dans toutes les caisses publiques à l'égal de la monnaie de convention, sans demander à la Banque l'échange de ses billets en espèces; ils sont même exigés de préférence par une loi spéciale de la même année, dans le paiement de certains impôts. Les billets de la valeur de 5 et de 10 florins remplacent le numéraire dans les échanges journaliers du petit commerce et sont, surtout depuis que l'ancien papier-monnaie a presque entièrement disparu de la circulation, très recherchés par un public habitué depuis plus d'un demi-siècle à se servir des valeurs de crédit (1).

(1) On en a tellement contracté l'habitude, qu'on regrette maintenant les anciens petits billets (*Einlösungs-Scheine*) de la valeur nominale de 5, de 2 et de 1 florin (2 florins, 48 kreutzer, et 24 kreutzer, monnaie de convention), et qu'on est bien aise quand on peut encore s'en procurer.

Les banque notes de Vienne jouissent d'un crédit très étendu, non-seulement dans toute la monarchie, à l'exception de la Lombardie et de la province de Venise (1), mais aussi dans une grande partie de l'Allemagne. D'un autre côté, par une suite naturelle de son système de douane, très restrictif quant aux importations des marchandises étrangères, le commerce extérieur de l'Autriche fait tourner à son avantage le cours du change, et n'a que rarement besoin, pour rétablir la balance, d'y suppléer par les envois d'or ou d'argent à l'étranger. Les fonds publics autrichiens sont depuis quelque temps en faveur sur plusieurs bourses de l'étranger et notamment à Amsterdam, à Augsbourg, et à Francfort sur le Mein; leur vente pour le compte des capitalistes étrangers attire des sommes assez considérables en numéraire; tandis que les fonds étrangers n'ont pas de cours public à la Bourse de Vienne et y sont, pour la plupart, presque inconnus.

Toutes ces circonstances réunies permettent à la Banque de Vienne de réduire son capital disponible au-dessous de la proportion exigée pour la sécurité des autres Banques. Il peut paraître suffisant, en temps ordinaire, qu'elle le maintienne au-dessus d'un quart de ses billets en circulation; mais on ne doit pas perdre de vue que ces mêmes avantages que nous venons d'énumérer, peuvent, par leur entraînement, amener des suites fâcheuses si l'on en abuse; à la moindre complication politique qui pourrait être sérieusement compromettante pour le maintien de la paix, la plupart

(1) Pour faciliter la circulation des billets de Banque en Lombardie, la Banque avait établi une caisse d'échange à Milan; mais l'usage adopté de tout temps dans ce pays, de se servir de l'or et de l'argent, les repoussait constamment, et la demande du numéraire était si fréquente, que, ne trouvant nul profit à y maintenir la caisse d'échange, on l'a supprimée. Cette circonstance prouve ce que peut en ce genre la force de l'habitude, puisque le même papier, recherché dans une province, est repoussé dans une autre.

des circonstances aujourd'hui si favorables à la circulation des billets de Banque peuvent tourner dans le sens contraire. Le souvenir d'anciennes catastrophes financières pourrait, au réveil des idées de guerre, troubler la confiante quiétude des détenteurs de ces billets et les faire précipiter sur les caisses d'échange; tandis que d'un autre côté le reflux des fonds autrichiens qui circulent à l'étranger aurait indubitablement pour effet d'en détériorer la valeur et de provoquer l'écoulement du numéraire à l'étranger en faisant tourner le change au désavantage de la place de Vienne (Des cas semblables se sont déjà présentés et ont obligé la Banque de recourir à des moyens extraordinaires pour renforcer ses réserves en numéraire). Cette réaction pourrait amener de graves embarras si elle arrivait dans un temps où l'État, déjà grevé d'une dette publique qui absorbe près d'un tiers de ses revenus, aurait de nouveau besoin de recourir aux ressources du crédit.

La Banque de Vienne est devenue par le développement de ses opérations le palladium du crédit public. Comme Banque de circulation, l'émission de ses billets au porteur, qui remplacent la monnaie courante du pays, constitue une de ses attributions les plus importantes, celle à la sécurité de laquelle l'État doit consacrer son attention la plus soutenue. Il y est intéressé plus que qui que ce soit; il est le seul qui soit obligé d'accepter en paiement les billets de Banque, tandis qu'ils n'ont pour le public qu'un cours facultatif.

Par suite des engagemens contractés envers l'État, la Banque est devenue pour celui-ci une institution financière et politique en même temps. Sa solidité est pour lui une question vitale, et il lui importe avant tout qu'elle soit mise à même d'affronter toutes les crises commerciales et politiques, et qu'elle ne soit jamais exposée au soupçon de ne pouvoir pas, dans des circonstances données, satisfaire à ses engagemens.

Cette institution peut offrir, par son crédit bien consolidé,

de grandes ressources à l'État en cas de besoins extraordinaires, si l'on n'en abuse pas dans les temps ordinaires.

Tous les pays ne sont pas également favorables à la circulation des billets de crédit. Lorsqu'il y a, sous ce rapport, une répugnance générale et bien prononcée, essayer de la vaincre deviendrait superflu. Les provinces italiennes de la monarchie autrichienne en offrent un exemple frappant. Quoique se trouvant dans des relations commerciales très actives avec les autres provinces de l'empire où les billets de Banque ont un cours généralement adopté, elles donnent une préférence exclusive aux espèces monnayées. Lorsqu'au contraire il existe une préférence marquée pour l'emploi des valeurs de crédit, il faut se tenir en garde contre les séductions que présente ce moyen facile de multiplier momentanément les ressources financières de l'État. L'histoire du crédit public de l'Autriche contient à ce sujet d'utiles enseignemens. Aussi le gouvernement a-t-il sagement renoncé par une déclaration solennelle à recourir à l'avenir, dans quelque circonstance que ce fût, à l'émission d'un papier-monnaie avec un cours forcé ; mais l'habitude contractée par les populations de la plupart des provinces allemandes et slaves, de se servir des valeurs de crédit comme agent principal de leurs échanges, favorise beaucoup, ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de l'observer, la circulation des billets de la Banque actuelle. Quelque considérables que puissent être les avantages qui en résultent pour les viremens de fonds dont la facilité peut favoriser le développement du commerce et de l'industrie, il ne faut pas se les exagérer ; car à côté de ces avantages il y a aussi d'assez graves inconvéniens. Lorsque l'émission des billets de Banque descend jusqu'à des valeurs très minimales, comme c'est le cas en Autriche, ces valeurs de crédit pénètrent dans tous les canaux de la richesse nationale et repoussent de la circulation les espèces monnayées. Cet état de choses peut être plus ou moins indiffé-

rent et passer inaperçu dans les temps ordinaires, tant que la balance du commerce est en faveur du pays où le papier monnaie sert d'agent principal dans les échanges journaliers; mais il peut en résulter de grands embarras, en cas d'événemens propres à ébranler la confiance publique, qui fait la base de ce système. Un pays où l'or et l'argent monnayés, répandus dans tous les canaux de la circulation, donnent une base solide aux transactions de toute nature, est bien plus à même de dominer toutes les crises commerciales et politiques que tel autre pays où la circulation est encombrée de valeurs représentatives.

En France la circulation ordinaire des billets de la Banque centrale et des Banques départementales est évaluée à 250 millions de francs; et les espèces monnayées à 3 milliards dont: 2 milliards 800 millions en monnaie d'argent et 200 millions en or.

En Autriche, pays bien moins riche, où le mouvement commercial et industriel n'est pas à beaucoup près aussi étendu qu'en France, le montant des billets de Banque en circulation qui descendent jusqu'à la valeur de 5 fl. (13 fr.) peut être évalué à 150 millions de florins (390 millions de francs,) et celui des espèces monnayées en or et en argent, à environ 140 à 150 millions de florins.

En Angleterre, la Banque centrale de Londres et les nombreux comptoirs répandus sur tous les points des trois Royaumes ont porté à plus d'un milliard l'émission de leurs billets, divisés en coupures qui descendent jusqu'à 125 francs. Les espèces circulantes ne sont évaluées qu'à 750 millions dont à peu près deux tiers en or, et un tiers en argent.

La Banque de France n'émet point de billets au-dessous de la valeur de 500 francs, ce qui restreint beaucoup sans contredit, son utilité comme Banque de circulation; mais d'un autre côté on doit aussi tenir compte des services éminens que cet établissement a rendus au pays dans des momens cri-

tiques, par la solidité de son crédit, qui a traversé victorieusement tant de commotions politiques. Nous croyons pouvoir admettre qu'avec un système de crédit et un système de circulation monétaire autrement organisés, la France n'aurait pas pu sortir d'une manière si peu compromettante pour ses finances, de toutes les crises politiques qui ont plus d'une fois ébranlé la sécurité de ce pays et occasionné à l'État de si immenses sacrifices. Nous voyons que l'Angleterre, au milieu d'une paix profonde et malgré l'immensité de ses ressources, a éprouvé plus d'une fois des embarras financiers bien graves, et que la Banque de Londres a même été obligée de recourir au crédit de la Banque de France pour suppléer au manque des espèces monnayées qui commençait à se faire sentir d'une manière assez inquiétante sur la place de Londres. Cependant l'Angleterre est, par la prodigieuse étendue de son commerce, de son industrie et du virement des fonds qu'elle met en mouvement, plus favorable que la plupart des autres pays à la circulation des valeurs de crédit. Nous trouvons dans l'ouvrage de M. d'Audiffret sur le système financier de la France, quelques observations si lucides sur cette situation spéciale de l'Angleterre, que nous ne pouvons mieux faire que de les reproduire ici textuellement.

« Le papier de crédit est (dit l'auteur que nous citons) partout adopté de préférence aux valeurs métalliques, et le cours forcé de celui des Banques est accepté généralement dans les transactions particulières. C'est à l'aide de ce mécanisme universel de rouages commerciaux que se consomment avec rapidité les innombrables viremens de fonds et de capitaux mobiliers d'un pays qui est le centre et le moteur du commerce du monde, de la navigation la plus active et de l'industrie la plus développée.

« On s'explique sans peine, en contemplant le spectacle de tant d'éléments de fortune et de tant de valeurs accumulées dans les manufactures, dans les magasins inté-

« rieurs et dans les docks qui bordent les rivages de l'An-
« gleterre, que tous les yeux soient constamment frappés
« de l'éclat de ses immenses richesses incessamment réali-
« sables, qui sont les gages vivans et les garanties surabon-
« dantes de toutes les promesses du crédit national. On re-
« connaît alors, que cette habitude populaire de confiance
« dans les valeurs représentatives repose sur les fondemens
« les plus solides, et ne s'est établie dans les mœurs qu'avec
« des sûretés matérielles toujours présentes aux regards et
« toujours disponibles dans les mains de tous les contractans.

« Ces formes rapides et ces procédés faciles d'une foi mu-
« tuelle, entre les habitans d'un pays éminemment indus-
« triel et commercial, sont donc appropriés aux besoins et
« aux véritables intérêts de la Grande-Bretagne : mais cette
« ingénieuse organisation des moyens d'échanges, qui a,
« pour le système général de cette riche nation, de très
« grands avantages, n'est pas toujours exempte d'inconvé-
« niens et de dangers. Le gouvernement lui-même a voulu
« se confier à ces combinaisons de banque et de négoce
« pour l'exécution des services publics, et c'est à l'action
« centrale de la Banque de Londres et de ses comptoirs
« provinciaux qu'il attribue la rentrée, les viremens et la
« répartition de toutes les ressources de l'État. Le lien qui
« réunit ainsi l'intérêt général du trésor à celui du com-
« merce national enchaîne souvent l'une à l'autre des exi-
« gences qui se combattent et qui se nuisent réciproque-
« ment. L'ordre des finances, cette première condition de
« l'économie, de la bonne administration et du crédit public,
« a surtout beaucoup à souffrir de cette impolitique associa-
« tion de deux services souvent incompatibles par la diver-
« sité de leur nature et de leur but. Ainsi la célérité et la
« brièveté des formes et des écritures d'un établissement
« purement industriel n'ont pas su se plier aux justifications
« et à la régularité rigoureuse d'une compatibilité finan-

« cière, et jamais la situation réelle de la trésorerie de l'É-
« chiquier ne s'est manifestée avec exactitude ni clarté
« dans les comptes de la Banque. Un seul fait révélera toute
« l'étendue de ce désordre : 1 400 millions sont demeurés
« sans explication et sans preuves d'emploi, dans les mou-
« vemens de fonds relatifs au service de l'amortissement.
« Un aussi grave mécompte suffit pour démontrer que l'An-
« gleterre n'a point de contrôle pour la fortune publique,
« et n'a pas pu encore parvenir à répandre la lumière sur
« la situation générale de l'actif et du passif de sa trésorerie.
« Des avances assez considérables semblent ordinairement
« venir au secours de l'État, tandis que les produits réalisés
« sur tous les points du royaume accumulent sans cesse,
« dans les mains de la Banque et de ses comptoirs, des
« recettes plus considérables encore, et qui procurent des
« jouissances de fonds sans limites, parce qu'elles sont ina-
« perçues, à toutes les caisses particulières qui en ont ob-
« tenu le mauviement.

« Des fluctuations habituelles dans le mouvement des ca-
« pitaux, des variations brusques et tranchées sur le taux
« des escomptes, occasionnent des crises fréquentes qui sont
« le sujet ordinaire des reproches et des plaintes des né-
« gocians, des manufacturiers et même des membres du
« parlement, contre l'administration et la comptabilité des
« Banques.

« N'envions donc point à l'Angleterre un système de cir-
« culation et de crédit qui satisfait sans doute aux nécessi-
« tés de sa situation spéciale, mais qui entraîne avec lui de
« si graves embarras pour le gouvernement et les particu-
« liers, et des sacrifices d'autant plus onéreux pour l'État,
« qu'il lui est impossible de les modérer ni d'en mesurer
« l'étendue. »

Nous partageons entièrement l'opinion de M. d'Audiffret
sur la situation spéciale de l'Angleterre qui n'est certes pas

à imiter. Nous croyons même que ce mécanisme gigantesque de crédit public, aussi compliqué dans ses rouages, qu'étonnant par sa grandeur, empêche d'en découvrir tous les vices et de mesurer les dangers qui pourraient menacer son avenir. L'Angleterre nous paraît être aujourd'hui plutôt entraînée et dominée par son système, qu'à même de le diriger et d'en modifier les conséquences.

Lorsqu'en 1840 la question du renouvellement des privilèges de la Banque de France fut débattue dans les chambres, des voix nombreuses s'élevèrent en faveur des changemens à introduire dans l'organisation de cet établissement pour élargir la base de ses opérations; mais les considérations de prudence qui militaient en faveur de la solidité du crédit de la Banque, l'ont emporté sur la perspective des avantages qu'on attendait des changemens proposés.

Tout en appréciant les avantages que présente, dans des momens de crise, pour la solidité du crédit, un système de circulation qui repose sur des valeurs monnayées, nous sommes cependant loin de croire que l'Autriche doive renoncer aux ressources financières qu'offre la circulation des valeurs représentatives, si favorisée par les habitudes du pays et par d'autres circonstances particulières. Nous avons seulement voulu indiquer la nécessité de ne pas négliger dans les temps ordinaires de préparer à l'État des ressources de crédit pour des événemens imprévus, de ne pas se laisser séduire par la confiance avec laquelle les billets de Banque sont accueillis dans le public, de suivre au contraire avec une attention soutenue la disproportion qui peut en résulter dans les échanges du commerce entre les valeurs métalliques et les valeurs de crédit, et d'avoir soin de rétablir l'équilibre, en accumulant dans les caisses de la Banque une partie du numéraire que les billets au porteur refoulent de la circulation.

Ces considérations nous portent à croire que la Banque de Vienne devrait maintenir constamment son capital disponi-

ble en espèces à la hauteur d'un tiers de ses billets en circulation, ainsi que le fait la Banque de France.

Ce sont sans doute aussi des considérations de ce genre qui ont prévalu dans l'opinion du ministère actuel des finances, lorsqu'il jugea nécessaire d'apporter des restrictions aux opérations de l'escompte pour rétablir l'équilibre entre les réserves en espèces et la masse des billets en circulation.

Comme il n'est pas facile de fixer le terme, où les opérations de l'escompte doivent s'arrêter, et de combiner le système restrictif de manière à ne pas apporter d'entraves au développement du commerce et de l'industrie dont les besoins varient dans leur étendue selon les temps et les circonstances, l'État s'est réservé de déterminer périodiquement, sauf entente préalable avec la Banque, le montant des fonds qui peuvent y être consacrés. L'expérience des dernières années justifie cette réserve ; mais, s'il était urgent de limiter les opérations de l'escompte, il était encore plus important, selon nous, de leur donner une direction propre à les rendre favorables au mouvement commercial et industriel sans encourager l'agiotage, et d'empêcher que le crédit de la Banque ne devînt le monopole exclusif de quelques maisons de commerce. Le résumé des dispositions des nouveaux statuts, que nous donnons plus loin, fera connaître les mesures adoptées par le gouvernement pour exercer un contrôle plus suivi et plus efficace sur cette partie des opérations de la Banque.

Si l'on n'avait pas tenu compte des rapports de la Banque avec l'État, qui influent également sur le crédit de cet établissement, les mesures restrictives adoptées par le ministre actuel des finances quant à l'escompte des effets de commerce, envisagées abstractivement, eussent été en quelque sorte incomplètes dans la situation où se trouvait la Banque à la fin de 1840 pour atteindre le but qu'on se proposait, celui de consolider le crédit de cet établissement en augmentant son capital disponible, et en réduisant la masse de ses billets en

circulation. Nous avons déjà observé plus haut que dans les opérations de l'escompte les avances faites aux finances de l'État occupaient une place importante, la Banque possédant constamment dans son portefeuille pour 30 millions de bons du trésor qui, renouvelés tous les six mois, constituaient une dette flottante de l'État. Cette combinaison financière plaçait, à cette époque, le gouvernement dans une fausse position vis à vis de la Banque; car d'un côté il lui enjoignait de restreindre, par prudence, ses opérations, pour ne pas détruire l'équilibre entre les billets de Banque en circulation et ses fonds disponibles en numéraire, et de l'autre il lui endossait une créance très considérable, qui encombrait son portefeuille. Aussi les adversaires des restrictions dont nous venons de parler n'ont-ils pas manqué de s'en prévaloir. Il paraît que l'administration des finances a senti cet inconvénient, puisque le nouvel emprunt de 38 millions contracté en 1841 fut en partie destiné à réduire le montant de la dette flottante en question. Quelque sage que soit en elle-même cette mesure financière dans les circonstances qui l'ont motivée, nous sommes loin de partager entièrement l'opinion de ceux qui croient que la solidité du crédit de la Banque exige qu'elle reste étrangère aux opérations de l'État, quant à la dette flottante; mais nous aurons l'occasion de revenir sur cette question.

Après l'opération de l'escompte, celle des prêts sur gages, soit sur les effets publics, soit sur les métaux précieux en lingots, soit sur des objets d'or et d'argent, occupe une place importante dans les bénéfices de la Banque.

Cette branche de revenus a quelquefois dépassé le chiffre de 700 000 florins par an. Elle était de 532 700 florins en 1840 et de 618 920 en 1841.

Le total des revenus de la Banque en 1840, se composait ainsi qu'il suit :

1 ^o Intérêts de l'escompte.	2 385 435 fl. 47 kr.
2 ^o Intérêts des prêts sur gages.	532 704 32 .
3 ^o Intérêts du reste des fonds constitutifs de la Banque (1).	2 405 329 39
4 ^o Revenu du fonds de réserve.	227 674 28
5 ^o Provisions des transferts sur les caisses éta- blies dans les provinces (2).	35 072 36
Total.	<u>5 285 943 fl. 32 kr.</u>

Les dépenses, s'étant élevées dans cette année à 645 680 florins 42 kreutzer, il restait un revenu net de 4 640 232 florins 50 kreutzer. Cette somme répartie sur 50 621 actions donnait un bénéfice de 91 florins 39 $\frac{1}{2}$ kreutzer par action. Le dividende ordinaire ayant été fixé lors de l'institution de la Banque; à 30 florins par action, on voit que les bénéfices des actionnaires ont plus que triplé depuis cette époque. En 1841, les opérations de l'escompte ayant subi une réduction assez considérable par les raisons qui déjà ont été expliquées, ne rapportèrent que 1 843 934 florins, c'est-à-dire, 541 201 fl. de moins qu'en 1840.

Le total des revenus de la Banque pour 1841 s'élève à 4 106 417 florins 38 kreutzer, et présente par conséquent, comparativement à l'année 1840, une réduction de 533 815 fl. 13 kreutzer, ce qui fait 10 fl. 32 kreutzer par action.

D'après les dispositions des anciens statuts, le surplus des bénéfices, en décomptant le dividende ordinaire, devait être partagé en deux moitiés, dont une devait être répartie entre les actionnaires, et l'autre devait être versée dans le fonds

(1) Ce sont les intérêts payés par le Trésor public, pour une partie de la dette provenant du rachat du papier-monnaie.

(2) La Banque, ayant des comptoirs établis dans chaque province, fait, à la demande du public, des transferts de fonds sur ces comptoirs, et vice versa, à raison d'une provision très modique, quelquefois de $\frac{1}{4}$ ou $\frac{1}{5}$ pour 100 seulement.

de réserve de la Banque. Par une disposition subséquente, il fut abandonné à la Banque elle-même de fixer chaque année la part du produit net de ses bénéfices qui doit être versé dans le fonds de réserve; mais d'après les nouveaux statuts confirmés en 1841, la Banque doit en référer préalablement à l'administration des finances. Ce fonds ayant atteint une valeur assez considérable (plus de 6 millions et demi), la part des bénéfices qui lui est affectée se réduit maintenant à de très petites sommes; ainsi sur le dividende de 1840, qui était de 91 florins 39 kreutzer, il n'a été versé dans le fonds de réserve que 2 florins 39 kreutzer par action, et le reste a été délivré aux actionnaires. Sur le revenu de 1841, qui était de 81 florins 7 kreutzer par action, il n'a été versé dans le fonds de réserve qu'un florin et 7 kreutzer par action.

Le fonds de réserve forme une propriété inaliénable des actionnaires, et il est rendu productif moyennant placement en fonds publics. Nous avons vu par le compte des revenus de la Banque qu'il a rapporté en 1841, 230 110 florins.

Par une suite naturelle de l'augmentation successive des bénéfices de la Banque, la valeur courante des actions a haussé dans la même proportion. Cotées à la bourse de Vienne au commencement des opérations de la Banque à 500 florins, elles étaient parvenues en 1840 à 1885 florins (1). Leur cours actuel flotta entre 1600 et 1640 (cours de janvier et février 1842).

De tous les effets publics les actions de la Banque sont ceux dont le cours est le plus variable, ce qui est assez naturel; leur rapport, et partant leur valeur, dépend de l'étendue des opérations de la Banque, qui dépendent à leur

(1) Ce cours élevé du mois de mai 1840, coïncide avec les spéculations d'agiotage et l'extension donnée aux opérations de l'escompte, qui augmentaient les bénéfices des actionnaires.

tour du mouvement commercial et industriel du pays et participent à toutes ses crises. Ces effets sont aussi ceux qui se ressentent le plus de l'influence qu'exercent sur la bourse les événemens politiques, et cette fluctuation de leur cours les fait préférer pour les jeux de bourse aux autres effets publics.

La Banque est représentée par une direction et par un comité des actionnaires. C'est à ces deux autorités qu'est confiée, à chacune dans la sphère de ses attributions, la gestion de toutes les affaires de cet établissement.

Les privilèges de la Banque qui allaient expirer en 1842, ont été renouvelés pour 25 ans par décret impérial du 1^{er} juillet 1841; l'organisation de cet établissement a subi, à cette occasion, quelques changemens ayant pour objet de mettre l'administration des finances plus à même de contrôler et de surveiller ses opérations, pour empêcher tout écart de l'esprit de ses statuts.

La direction qui est chargée de la gestion de toutes les affaires courantes est composée de douze directeurs, d'un gouverneur et de son remplaçant. Les directeurs sont nommés par l'empereur sur la liste des candidats, présentée par le comité des actionnaires. D'après les anciens statuts, c'était le comité des actionnaires qui les nommait, sauf l'approbation du souverain. Le gouverneur et son remplaçant sont au choix et à la nomination directe de l'empereur.

Le remplaçant du gouverneur doit être propriétaire de douze actions, et les directeurs doivent en posséder en propre chacun six. D'après les anciens statuts le gouverneur devait aussi être propriétaire de 20 actions; mais cette clause a été supprimée dans les nouveaux statuts pour laisser plus de latitude au choix de la couronne; au reste, elle était pour le moins superflue, et il pourrait même se présenter des cas où il serait préférable que l'influence du gouverneur comme présidant la direction fût dégagée de tout intérêt personnel.

En cas d'égalité de voix, l'opinion à laquelle le gouverneur s'est réuni par son vote emporte la décision.

La surveillance immédiate des diverses opérations de la Banque classifiées par les statuts, ainsi qu'il suit, est répartie entre les directeurs qui en sont chargés à tour de rôle.

a L'escompte.

b L'opération des transferts. (*Das Giro-Geschäft*) (1).

c L'émission des billets de Banque et leur échange en numéraire.

d La consignation des dépôts.

e Les avances et prêts sur gages.

f L'émission des mandats de la caisse centrale sur les comptoirs établis dans les provinces, et *vice versa*. *Das Anweisungs-Geschäft*.

Il y a, pour les opérations de l'escompte et pour celles des prêts, un comité séparé composé d'un directeur et de deux censeurs au moins. Ces derniers sont choisis parmi les actionnaires, en nombre suffisant pour qu'aucun d'eux ne reste plus de trois semaines consécutives en fonction. Ce comité prononce sur l'admission des lettres de change présentées à l'escompte et sur les prêts à accorder ou à refuser. Les directeurs de la Banque président le comité de censure à tour de rôle. Le directeur présidant le comité peut suspendre l'exécution de la décision de la majorité et en référer au gouverneur de la Banque.

Le comité des actionnaires est composé des cent propriétaires d'actions qui en possèdent le plus.

Ce comité ne s'assemble qu'une fois l'an, sauf pour les as-

(1) Cette opération n'a été ouverte que depuis peu, par une publication de la Banque du 5 avril 1842, le virement des fonds de la place de Vienne n'en ayant pas jusqu'à présent fait naître la nécessité; et nous croyons qu'elle n'atteindra pas de longtemps une grande extension.

semblées extraordinaires que la direction peut convoquer, le cas échéant.

Dans les assemblées ordinaires, le comité s'occupe du choix des candidats pour les fonctions des directeurs de la Banque. Il examine et juge les comptes annuels présentés par la direction, ainsi que les exposés des opérations de la Banque. Il examine également les propositions concernant les changemens à introduire, soit dans les statuts, soit dans les réglemens de la Banque, et autorise la direction à les soumettre à l'approbation du souverain.

D'après les anciens statuts, le comité des actionnaires avait le droit de demander à la direction des renseignemens sur l'état des fonds de la Banque et sur la manière dont ils avaient été employés ; mais cette disposition a été supprimée, de même que celle qui obligeait la direction à présenter au comité l'état récapitulatif des billets de Banque mis en circulation dans le courant de l'année et changés en numéraire par les caisses d'échange, ainsi que celui des fonds en espèces restés en caisse.

Le gouverneur de la Banque préside le comité des actionnaires. Il est l'intermédiaire dans toutes les relations de la Banque avec l'État. Il y a en outre un commissaire impérial qui assiste tant aux délibérations de la direction qu'à celles du comité des actionnaires avec voix consultative. Il est l'organe principal du gouvernement pour surveiller les opérations de la Banque, afin qu'elle ne s'écarte pas de la voie tracée par les statuts. Il est obligé par ses fonctions de prendre connaissance préalable de toutes les résolutions de la Banque et de toutes les écritures qui se rapportent à ses opérations et à sa comptabilité. Les bureaux et les caisses de la Banque sont tenus de lui fournir tous les renseignemens et toutes les explications qu'il est dans le cas de leur demander. Il a un vote suspensif, par lequel il peut s'opposer à l'exécution de toute mesure arrêtée par la Ban-

que, qui lui paraîtrait contraire aux statuts ou aux intérêts de l'État, et, lorsqu'il fait usage de ce vote suspensif, la Banque est obligée de s'entendre avec le ministère des finances avant de donner suite à ses résolutions. |

Par les nouveaux statuts on a encore adjoint à ce fonctionnaire un second commissaire, en qualité d'aide, qui est plus spécialement chargé de surveiller les opérations d'escompte et de prêts sur gages. Ce dernier doit assister à toutes les délibérations du comité de censure chargé de diriger ces opérations. Son principal devoir est de veiller à ce que la plus grande impartialité soit observée dans l'admission des effets à escompter et dans la concession des prêts demandés à la Banque, et à ce que ces deux opérations soient maintenues dans les limites tracées par la direction de la Banque, qui détermine périodiquement le montant des fonds qu'on peut y employer. Dès que le second commissaire trouve que le comité de censure ne satisfait point à l'une ou à l'autre de ces conditions, il doit en référer à la direction de la Banque par l'intermédiaire du premier commissaire impérial, et, jusqu'à ce que celle-ci ait prononcé, l'exécution de la décision du comité de censure reste en suspens.

Pour donner à l'État plus de garantie et plus de moyens de contrôle, quant aux opérations de cet établissement, les nouveaux statuts ont précisé davantage les cas dans lesquels la Banque ne peut pas prendre une décision définitive sans le concours de l'administration des finances. Ainsi, l'intervention de cette autorité a été déclarée nécessaire lorsqu'il s'agirait d'augmenter les fonds de la Banque, de fixer ou de changer la proportion à maintenir entre la masse des billets en circulation et les fonds en numéraire, de renforcer ces derniers par des voies extraordinaires, de fixer ou de changer le taux de l'escompte ou des intérêts pour les prêts sur gages, de fixer la part du surplus des bénéfices de la Banque, qui doit être partagée entre les actionnaires comme divi-

deude extraordinaire, et celle qui doit être versée dans le fonds de réserve, de déterminer le mode de placement du fonds de réserve, de convoquer une assemblée extraordinaire du comité des actionnaires, d'établir des comptoirs dans les provinces, enfin de dissoudre la Banque avant l'expiration de ses privilèges.

Jusqu'à quel point les mesures restrictives prises au sujet des opérations de la Banque sont propres à atteindre leur but, c'est ce que l'avenir pourra seul démontrer. Ce qui est positif, c'est qu'il y avait des écarts qui pouvaient compromettre le crédit de cet établissement, et qu'il fallait bien faire quelque chose pour y remédier.

Nous avons déjà fait observer (page 98) que, par suite des restrictions apportées à l'escompte, cette opération a considérablement diminué. Cette réduction a surtout été sensible dans la seconde moitié de l'année 1841. La valeur des effets escomptés, qui était, en 1840, de 147 678 280 fl. dans le premier semestre, et de 157 840 373 fl. dans le second, est descendu à 106 533 773 fl. dans le second semestre de l'année 1841. Comme cette circonstance coïncidait avec une diminution du rapport de quelques impôts indirects, les partisans intéressés de l'extension illimitée de l'escompte envisagèrent ce résultat comme un triomphe de leur opinion; mais ce triomphe ne fut que de courte durée, car le produit des impositions reprit bientôt son mouvement ascendant. Rien ne constatait, d'ailleurs, que la réduction éprouvée par le trésor public dans quelques-unes de ses perceptions fût une suite directe et exclusive des mesures restrictives arrêtées par l'autorité; quant aux opérations de l'escompte, d'autres causes accidentelles et passagères peuvent y avoir contribué. Lorsque, par des moyens forcés et artificiels, on est parvenu à donner une impulsion outrée à des spéculations de toute espèce, cette impulsion peut communiquer à l'industrie et au commerce une activité fébrile, qui, arrivée à son point

culminant, est bientôt suivie d'une réaction dont les effets ne tardent pas à se faire sentir. En ces sortes de matières, comme en beaucoup d'autres, une marche lente et progressive est préférable à cette agitation spéculative, qui produit souvent des résultats trop brillans pour être solides et durables.

Il est bien plus dans la vocation de la Banque de venir au secours du commerce dans les momens de crise, que destimuler des spéculations forcées qui peuvent les provoquer. Si par la facilité avec laquelle la Banque accorde son crédit dans les temps ordinaires elle pousse ainsi le commerce et l'industrie à des spéculations qui peuvent amener une crise, que ferait-elle cette crise arrivant? S'apercevant alors qu'elle serait allée trop loin, elle reculerait sans doute, et par là même, au lieu de contribuer à faire renaitre le calme et la confiance, elle ajouterait aux embarras de la situation et augmenterait la panique qui, en pareilles occasions, s'empare ordinairement des esprits et aggrave le mal en l'exagérant.

Il ne faut pas, d'ailleurs, perdre de vue la situation complexe dans laquelle la Banque se trouve placée : d'un côté, comme propriété des actionnaires, elle représente une société anonyme munie par l'État de certains privilèges; de l'autre, par suite des engagemens contractés avec le gouvernement, comme Banque de circulation, elle s'est associée irrévocablement aux finances de l'État, et au crédit public en général dont elle est devenue l'âme et le soutien. Il résulte de cette situation un conflit d'intérêts dont nous avons déjà fait mention. L'intérêt des actionnaires consiste principalement à donner aux opérations commerciales de la Banque la plus grande extension possible, pour augmenter le dividende. Cet intérêt, s'il n'était pas contrôlé et modéré par l'action directe du gouvernement, pourrait d'autant plus aisément entraîner l'administration de la Banque dans des voies dangereuses pour la solidité de cet établissement, qu'il a pour auxiliaire et pour stimulant l'esprit d'agiotage, si

prompt de nos jours à s'emparer de toutes les ressources du crédit.

Comme les actions de la Banque sont aliénables, excepté celles dont doivent être nantis, d'après les statuts, les douze directeurs et le remplaçant du gouverneur, elles deviennent nécessairement un objet de spéculation et de jeu de bourse. Leur cours se règle principalement, sauf les variations amenées par des événemens politiques ou d'autres circonstances extraordinaires, d'après les chances d'un dividende plus ou moins élevé. Le cours des actions monte chaque fois que la Banque escompte beaucoup d'effets de commerce d'une valeur considérable. Des spéculateurs habiles s'emparent de cette combinaison et exploitent le crédit de la Banque pour jouer à la hausse. Ce sont bien souvent des spéculations de ce genre, qui élèvent le chiffre des opérations de l'escompte au-dessus des besoins réels du commerce de la place.

Tant que la majeure partie des actions reste entre les mains des capitalistes qui ont choisi ce mode de placement pour jouir de leurs rentes, les avantages qu'ils pourraient trouver dans l'extension trop hasardée des opérations de l'escompte, sont balancés par l'intérêt de la conservation de leurs capitaux, qui dépend de la sécurité du crédit de la Banque; mais dès que le plus grand nombre des actions passe entre les mains des spéculateurs, l'intérêt d'une hausse momentanée, qui peut faire réaliser de grands bénéfices, l'emporte sur toutes les autres considérations.

Les directeurs, qui représentent la Banque, peuvent eux-mêmes être engagés dans des spéculations de hausse pour des sommes si considérables, que le gain obtenu sur la différence du cours excéderait la valeur de six actions inaliénables possédées par chacun d'eux comme garantie de leur gestion, de sorte que cette garantie peut devenir illusoire.

Il est sans doute impossible d'évaluer avec quelque exac-

titude le nombre des actions qui peuvent se trouver entre les mains des spéculateurs, et de celles qui sont fixées entre les mains des rentiers et des capitalistes qui ont choisi ce mode de placement pour leurs fonds. La proportion qui existe entre les unes et les autres doit nécessairement varier, selon les temps et les circonstances qui peuvent favoriser l'une ou l'autre de ces alternatives; mais il est notoire que tous les jeux de bourse se concentrent de préférence sur les actions de la Banque, et que la plupart des capitalistes qui cherchent un placement solide de leurs fonds, choisissent de préférence les rentes sur l'État, qui assurent un revenu invariable. A côté de cet intérêt des actionnaires, si mobile et si livré aux chances de la spéculation, se place, comme régulateur, l'intérêt du crédit public qui repose sur la solidité de la Banque, et dont l'État est le gardien naturel; car personne n'est plus intéressé que lui à le soutenir et à le consolider.

Le maintien d'une juste proportion entre le capital de réserve de la Banque et la masse de ses billets en circulation est, et doit toujours rester le point de mire de ce contrôle modérateur; mais, sous ce point de vue, c'est de nouveau le gouvernement qui se trouve dans une situation complexe vis à vis de la Banque, comme régulateur de ses opérations et comme son débiteur, tant pour le rachat du papier-monnaie que pour l'escompte des bons du trésor qui constituent sa dette flottante. Cette question, qui présente plusieurs faces, se rattache essentiellement à celle de l'avenir de la Banque.

Nous avons déjà eu l'occasion d'observer que la Banque est établie sur une base beaucoup trop étendue, comparativement aux besoins de la place de Vienne et au montant des valcurs de crédit que le commerce et l'industrie mettent en mouvement, pour que, réduite à ses opérations commerciales, elle puisse subsister avec avantage. Prenons pour

terme d'évaluation l'année 1840, pendant laquelle ses opérations, poussées outre mesure par les spéculations de l'agio- tage, avaient atteint leur point culminant, auquel elles ne seraient pas arrivées de longtemps, si elles avaient suivi le cours naturel des besoins réels du commerce et de l'industrie.

Le revenu brut de la Banque, pendant cette année, s'élevait à 5 543 113 florins 54 kreutzer, et se composait des catégories suivantes :

1 ^o Produit des opérations de l'escompte.	2 591 099 fl.	2 kr.
2 ^o Produit des prêts sur gages.	583 944	9
3 ^o Intérêts du reste des fonds constitutifs de la Banque.	2 405 329	39
4 ^o Intérêts du fonds de réserve.	227 674	28
5 ^o Bénéfice provenant des mandats délivrés par la Banque sur les comptoirs établis dans les provinces et <i>vice versa</i> (<i>Anweisungs-Geschäft</i>).	35 072	36

Total comme ci-dessus. 5 543 413 fl. 54 kr.

Dans le produit des opérations de la première catégorie, l'escompte des bons du Trésor figure pour 900 000 florins. Les revenus de la troisième catégorie se composent, en totalité, des intérêts payés par le Trésor public pour le rachat du papier-monnaie. Or, en déduisant sur le total ci-dessus du revenu brut :

a. L'escompte des bons du Trésor.	900 000 fl.	
b. La troisième catégorie des recettes, provenant des intérêts payés par le Trésor public.	2 405 329 fl. 39 kr.	
c. Le produit arriéré des opérations de l'année 1839.	257 200 fl. 22 kr.	
d. Les frais de la fabrication de nouveaux billets de Banque.	228 297 fl. 6 kr.	
<i>A reporter.</i>	3 490 827 fl. 7 kr.	5 543 413 fl. 54 kr.

<i>D'autre part.</i>	3 490 827 fl. 7 kr.	5 543 443 fl. 54 kr.
e. Les frais d'administra- tion.	447 383 fl. 35 kr.	
En tout.	3 908 240 fl. 42 kr.	3 908 240 fl. 42 kr.

Le total du revenu net, provenant des opérations commerciales de la Banque, pendant l'année 1840 se réduirait à. 4 634 903 fl. 42 kr.

Répartie sur 50 621 actions, cette somme n'aurait produit qu'un dividende de 32 fl. 18 kreutzer par action, et pourtant c'était l'année la plus brillante, quant au résultat des opérations de la Banque. Converti en capital, au taux de 5 pour 100, ce dividende réduirait à 640 fl. la valeur des actions dont le cours actuel dépasse le chiffre de 1600 fl.

Il résulte clairement de ce calcul que la prospérité des opérations de la Banque, et partant la valeur de ses actions, dépend essentiellement de ses engagements contractés avec le trésor. Ces engagements bien combinés peuvent constituer en même temps une ressource de crédit pour l'État et une branche importante de revenus pour la Banque. Il ne s'agit donc que de concilier ces deux intérêts avec celui de la solidité du crédit de la Banque, qui dépend à son tour de la proportion à établir entre le capital disponible et la masse des billets en circulation. Nous persistons à croire que ce capital devrait être maintenu à la hauteur d'un tiers, et renforcé au besoin, dans des circonstances extraordinaires, qui pourraient faire supposer une affluence, plus grande que de coutume, des billets de Banque vers les caisses d'échange. Lorsque cette proportion d'un tiers est suffisamment assurée, la Banque peut sans inconvénient étendre d'un côté ses opérations de commerce avec les précautions usitées, et de l'autre donner un libre cours à ses avances au trésor. Le partage de ce crédit entre le commerce et le trésor public doit être sagement proportionné aux exigences de l'un et de l'autre. Lorsque les besoins réels du commerce et de l'in-

dustrie réclament l'extension des opérations de l'escompte, l'État, comme protecteur naturel de tous les intérêts qui se rattachent à la prospérité nationale, doit leur faire le sacrifice d'une partie des avantages qu'il peut trouver lui-même dans le crédit de la Banque. Il doit réduire son passif envers cette dernière par des versements de fonds en numéraire, pour la mettre à même de donner plus de latitude à ses opérations commerciales, sans s'exposer à détruire l'équilibre entre son capital disponible et ses billets de crédit en circulation. Tels sont, il nous semble, les principes qui doivent présider aux relations de l'État avec la Banque envisagée comme Banque de circulation et comme une institution de crédit public.

Par une suite naturelle des considérations que nous venons de développer, la dette flottante, comme moyen d'utiliser au profit de l'État le crédit de la banque, nous paraît préférable à tout autre engagement à long terme, puisqu'elle s'applique mieux aux besoins de la situation du moment ; et ce sont ces considérations qui nous empêchent de partager l'opinion des financiers qui sont contraires à cette combinaison. Nous croyons que tant qu'il reste prouvé que, pour faire valoir ses fonds, la Banque ne peut pas se dispenser d'être créancière de l'État, il est plus compatible avec les garanties de sa solidité que ses avances soient faites sur des valeurs réalisables à courte échéance, au lieu d'être enchaînées par des transactions à long terme, ou sans fixation de terme de remboursement. Au reste, quelle que soit la nature des engagements contractés par l'État envers la Banque, il sera toujours obligé pour en soutenir le crédit de lui fournir les fonds nécessaires pour renforcer son capital disponible, dans le cas où les besoins de la circulation monétaire pourraient l'exiger ; et c'est ce qui oblige l'administration des finances à exercer un contrôle suivi sur toutes les opérations de cet établissement.

Après avoir ainsi exposé, autant que le plan de notre ou-

vrage le comportait, tout ce qui se rapporte à la dette de l'État et au crédit public de l'Autriche, nous devons reprendre le fil de notre analyse du budget des voies et moyens, ainsi que du système d'imposition et du produit de toutes les branches des revenus de l'État.

CHAPITRE IV.

EXAMEN COMPARATIF DES RESSOURCES FINANCIÈRES DE L'AUTRICHE ET DE LA PRUSSE.

Nous avons constaté page 2 et suivantes, la différence numérique entre le revenu public de l'Autriche et celui de la Prusse. Il s'agit maintenant d'en étudier les causes.

Une des causes majeures de l'infériorité relative des ressources financières de l'Autriche se trouve dans la constitution politique de ses possessions hongroises.

Le système d'imposition de la Hongrie et de la Transylvanie est tout à fait différent de celui des autres provinces de la monarchie. La noblesse hongroise, qui réunit dans sa caste la majeure partie des possessions territoriales, est exempte de toute imposition directe, et plusieurs contributions indirectes qui pèsent sur les autres provinces n'existent pas en Hongrie. Il en est de même, plus ou moins, en Transylvanie. Ces deux provinces ne participent par conséquent que dans une très faible proportion, aux charges de l'État.

Le professeur Springer porte dans son ouvrage statistique le revenu public de l'Autriche avant 1840 à 135 600 000 florins. D'après la répartition de ce revenu par provinces, que nous trouvons dans le même ouvrage, la Hongrie et la Transylvanie avec les frontières militaires, ne rapportaient à l'État que 23 496 000 florins. Leur population étant évaluée par le même auteur, pour 1837 à 14 300 000 âmes, il en re-

vient 1 fl. 38 kreutzer par tête. Le reste, faisant 112 104 000 florins, réparti sur les autres provinces de la monarchie qui embrassaient à la même époque une population de 20 620 000 âmes (militaires non compris), donne 5 fl. 26 kreutzer par tête ; ce qui fait en faveur des provinces hongroises une différence de 3 florins 48 kreutzer par tête. Ainsi, par suite des exemptions de charges dont jouissent ces provinces, l'État est privé d'un revenu de plus de 54 millions de florins. Nous devons cependant observer que le fisc possède en revanche, en Hongrie, de vastes forêts et de nombreux domaines. Toutes les propriétés territoriales étant possédées à titre de fiefs, retournent à la couronne par droit de retrait féodal, à l'extinction des familles qui en avaient obtenu la donation (1). L'État possède également tant en Hongrie qu'en Transylvanie des mines et des usines très considérables, indépendamment du droit régalien qu'il exerce sur toutes les exploitations des mines appartenant à des particuliers.

Ces propriétés, mieux administrées, pourraient devenir très productives et procurer à l'État un revenu considérable qui compenserait, au moins en partie, le déficit qu'éprouve le fisc par suite des privilèges de la noblesse hongroise qui l'exemptent de la plupart des impositions ; mais il paraît que l'exploitation de cette branche de ressources financières de l'État est encore très négligée et susceptible d'importantes améliorations.

Cette situation spéciale de la Hongrie et de la Transylvanie, par rapport au système d'imposition, et le peu de parti qu'on tire des compensations que présentent dans ces pays les droits réservés à la couronne, concourent sans doute beaucoup à la réduction du revenu public de l'Autriche ; mais il doit y avoir encore d'autres causes qui y contribuent, et que nous essaierons de signaler en poursuivant notre exa-

(1) Voir la note supplémentaire n° 5, à la fin du volume.

men comparatif des ressources financières de l'Autriche et de la Prusse, en tant qu'elles dépendent des élémens impossibles que renferment les deux pays. Nous nous sommes borné jusqu'à présent à les comparer sous le rapport de la population et de l'étendue territoriale. Cette comparaison, prise seulement pour point de départ, ne peut fournir qu'une indication générale et incomplète; car les ressources financières d'un pays ne dépendent pas tant de son étendue et de sa population, que de la fertilité de son sol et de l'industrie de ses habitans.

D'après l'ouvrage du professeur Springer, qui fournit en général des données plus récentes et beaucoup plus exactes que celles que nous avons pu trouver dans toutes les autres publications de ce genre, le sol de l'Autriche est classé sous le rapport de la culture, de la manière suivante :

Toute l'étendue du sol productif est évaluée à 98 432 870 joch (1) savoir :

Terres labourables . . .	: 33 366 680 joch ; ce qui fait 33,9 sur 100.	
Vignes	3 854 760	» 3,9
Prairies, vergers et potagers	43 844 708	» 44,4
Pâturages	44 044 707	» 44,2
Forêts	33 385 015	» 33,9
Total	<u>98 432 870 joch</u> , ou 40 296 mil. car. géog.	

Or, le total de la superficie est de 42 467 m. c. g.
 Déduisant la superficie du sol productif. 40 296

Reste pour sol inculte, y compris les lacs, rivières et chemins publics 4 874 milles carrés géographiques, c'est-à-dire 45,3 sur 100.

En Prusse, d'après les données statistiques les plus récentes,

(1) 9 560 joch font un mille carré géographique. Un joch vaut 57,55 ares.

tirées des ouvrages de Förster et de Weber, toute l'étendue du sol cultivé est évaluée en arpens (1), savoir :

Terres labourables.. . . .	47 295 716 ou 45,7 p. 100 du total.
Vignes, vergers et potagers. .	4 024 476 ou 4,
Prairies.	44 326 429 ou 43,8
Pâturages.	46 972 714 ou 46,4
Forêts.	23 800 000 ou 23,4

Total. 403 419 035 arpens.

Sol inculte, y compris les lacs,
rivières et chemins publics. 8 986 347

Total de la superficie. . . . 412 405 382 arpens; ce qui donne 8 arpens de sol improductif par 100 de superficie.

Ainsi, proportion gardée de l'étendue territoriale, le sol productif de l'Autriche est à celui de la Prusse comme 85 est à 92.

La manière dont ce sol est réparti en différens genres de culture est également à l'avantage de la Prusse. En Autriche, les terres labourables n'occupent que 33,9 pour 100 du sol productif. En Prusse, elles en occupent 45,7 sur 100. En Autriche, les terres labourables, les vignes, les prairies, les vergers et potagers, tout ce qui constitue enfin le sol cultivé, ne forme que 51,9 sur 100 du sol productif. En Prusse, tous ces différens genres de culture occupent 60,5 sur 100.

Tout en consignant ici ces résultats comparatifs des données statistiques, nous sommes loin de les considérer comme concluantes et péremptoires pour l'évaluation des ressources productives des deux pays. Ces dernières se rattachent encore à beaucoup d'autres conditions. La richesse nationale ne dépend pas seulement de l'étendue du sol consacré à la culture, mais aussi du degré de sa fertilité. On pourra en juger par le tableau suivant, en établissant des comparaisons entre les différentes provinces qui composent la monarchie autrichienne.

(1) Un arpent (*morgen*), vaut 180 perches carrées (*ruthen*); 21 490 arpens font un mille carré géographique. L'arpent équivaut à 25,5 ares.

TABLEAU STATISTIQUE

de la superficie du sol productif, de la population et du revenu public de l'Autriche, répartis par provinces.
(Ce tableau a été dressé sur les données statistiques du professeur Springer.)

N ^{os} d' ordre.	PROVINCES.	Superficie en milles carrés géogra- phiques.	Sol pro- ductif sur 100 mil. carr. de super- ficie.	POPULATION en 1837.		REVENU PUBLIC en 1837 RÉPARTIS				OBSERVATIONS.
				Par province.	par mil- lions de super- ficie.	Par province.	par milles carrés de super- ficie.	Par tête.		
1	Autriche au-dessous de l'Enns.	359.7	96.2	4 328 794	3.694	49 490 000	54 484	44	40	(a et b) D'après la carte topographi- que du quinquante-mille-général. Po- pulation en 1833, le sol productif de la Lombardie doit avoir une étendue de 366,72 mil. carr. géographiques, et le sol non productif 76,73 milles carr., ce qui donne pour le premier une population de 92,8 sur 100. Deuxième province de Ve- nise, sur une superficie de 545,53 milles carr., le sol productif doit avoir, d'après les mêmes sources, 317,30 milles carr.; ce qui donne 71,5 sur 100. Nous avons cepen- dant conservé pour ces deux provinces, de même que pour toutes les autres, les chiffres adoptés par le professeur Spring- er, comme étant fondés sur les dé- cimes cadastrales qui servent à l'estima- tion de l'impôt.
2	Carinthie et Carniole.	370.4	94.5	737 474	4.993	3 984 000	10 486	5	24	
3	Littoral.	444.3	92.9	438 403	3.476	2 864 000	49 848	6	45	
4	Syrie.	407.6	92.3	935 376	2.295	4 324 000	10 604	4	37	
5	Autriche au-dessus de l'Enns.	347.9	94.2	839 904	2.414	5 040 000	44 487	6	2	
6	Moravie et Silésie.	497.2	89.4	2 071 246	4.472	9 160 000	48 423	4	25	
7	Galicie.	4 598.4	88.4	4 518 300	3.837	43 647 000	7 914	2	19	
8	Bohême.	952.4	85.4	4 061 925	4.303	46 050 000	46 837	4	2	
9	Lombardie.	403	85.3 (a)	2 460 079	6.404	49 200 000	47 643	7	41	
	Hongrie et Transylvanie	5 297	85	13 442 000	2.484	20 837 000	3 936	4	35	
	Frontières militaires.	759.8	79	4 463 000	4.534	2 639 000	3 473	2	46	
10	Vénise.	429.7	73.8 (b)	2 074 448	4.827	45 040 300	35 002	7	45	
11	Tyrol.	546.5	74	814 892	4.578	3 242 000	6 277	3	58	
12	Dalmatie.	234.4	51.9	373 479	4.563	921 000	3 929	2	28	

On voit, en examinant ce tableau, que le produit du revenu public ne suit nullement la proportion qui existe entre le sol productif et le sol stérile. Il n'y a que la Basse-Autriche qui occupe sous l'un et l'autre rapport la première place; mais le chiffre élevé du revenu qu'elle rapporte doit être attribué bien moins à l'étendue relative de son sol productif, qu'à la grande et riche population de la capitale, qui figure pour plus de moitié dans le rapport de cette province en impositions de tout genre. Parmi les autres provinces, il y a des disproportions assez considérables lorsqu'on compare l'étendue relative de leur sol productif avec le revenu qu'elles rapportent au fisc. Ainsi, la Carinthie et la Carniole, qui ne rapportent que 10 486 florins par mille carré de superficie, et 5 florins 24 kreutzer par tête, occupent la seconde place sous le rapport de l'étendue relative de leur sol productif; tandis que la Lombardie et la province de Venise qui rapportent : la première, 47 643 florins par mille carré, et 7 florins 44 kreutzer par tête, et la seconde, 35 002 florins par mille carré, et 7 florins 15 kreutzer par tête, n'occupent que la 9^e et la 10^e place dans l'échelle de l'étendue relative du sol productif.

On voit aussi par ce tableau que la Basse-Autriche, la Lombardie et la province de Venise qui, prises ensemble, composent moins d'un 10^e du sol productif et environ un 6^e de la population de toute la monarchie, figurent pour $\frac{33}{140}$, c'est-à-dire pour bien au-delà d'un tiers, dans le total des revenus de l'État.

Or, de même qu'on s'éloignerait beaucoup de la réalité en voulant juger de la richesse et de la fertilité des différentes provinces de la monarchie autrichienne, d'après l'étendue relative de leur sol productif, on se tromperait dans l'évaluation des ressources agricoles de l'Autriche et de la Prusse, en prenant pour terme de comparaison l'étendue du sol consacré à tel ou tel genre de culture, ou celle du sol

productif en général. La comparaison se trouvera d'ailleurs moins défavorable à l'Autriche si l'on met en dehors des évaluations statistiques la Hongrie et la Transylvanie, qui ne supportent, par les raisons déjà expliquées, qu'une faible partie des charges publiques. Pour rendre nos rapprochements plus concluans, quant aux ressources productives des deux pays et aux conséquences que nous allons en tirer, nous mettrons également hors de compte la Dalmatie, qui fait une exception par son extrême pauvreté, ainsi que par la stérilité de son sol couvert de rochers et de montagnes (1).

Les autres provinces, prises ensemble, ont une étendue de 6 026 milles carrés géographiques, ou 57 608 506 joch, dont 49 766 970 joch de sol productif, réparti de la manière suivante :

Terres labourables.	47 427 430 joch, 35	sur 400.
Vignes.	2 055 830	4
Prairies, vergers et potagers. . .	6 991 698	44,2
Pâturages.	6 642 067	43,3
Forêts.	46 650 245	33,5

Total comme ci-dessus 49 766 970 joch.

Or, le total de la superficie de ces provinces est de. 57 608 560 joch.

Déduisant la superficie du sol productif. 49 766 970

Reste, comme sol improductif, y compris les rivières,

lacs, canaux et chemins publics. 7 841 590 joch.

c'est-à-dire 43,6 sur 400.

Les trois premières catégories du sol productif qui constituent le sol réellement cultivé, forment ensemble 26 474 658 joch, c'est-à-dire 53,1 sur 400.

La répartition du sol cultivé et productif de ces provinces, bien qu'elle se présente sous un aspect plus favorable que

(1) Cette province, avec ses 234 milles carrés géographiques d'étendue et une population de 390 000 habitans, ne rapporte à l'État qu'une faible somme de 920 000 florins; de sorte que, sous le rapport de l'étendue, elle constitue la 52^e, et, sous le rapport de la population, la 91^e partie de la monarchie, tandis qu'elle ne figure dans le budget que pour $\frac{1}{742}$ du revenu.

celle que nous avons donnée, page 114, pour l'ensemble de la monarchie, est encore inférieure à celle de la Prusse. Le sol improductif y est à celui de la Prusse comme 13 est à 8; les terres labourables comme 35 à 45; les forêts comme 33 est à 28. Ce n'est que sous le rapport de la production fourragère que la comparaison est en faveur des provinces autrichiennes. Les prairies sont, à l'égard des pâturages, comme 14 est à 13, tandis qu'en Prusse ce sont les pâturages qui l'emportent de beaucoup sur les prairies, et sont, à l'égard de ces dernières, comme 16 est à 18.

Ce sont surtout les provinces montagneuses et boisées, telles que la Haute-Autriche, la Styrie, la Carinthie et le Tyrol qui, dans la répartition générale, enlèvent à la culture la plus grande partie du sol. Ainsi il y a :

En Haute-Au-		
triche. . .	4 441 820 joch de forêts et	834 550 joch de terres lab.
En Styrie. . .	4 773 560	et 709 440
En Carinthie et		
en Carniole. . .	4 528 940	et 477 490
En Tyrol. . .	4 946 200	et 377 300

Lorsqu'en revanche nous prenons en considération la valeur productive du sol cultivé, valeur qui ne se laisse pas toujours réduire en chiffres lorsqu'il s'agit de tout un pays et d'un vaste territoire, nous pouvons admettre que, somme totale, les provinces autrichiennes mises par nous en ligne de comparaison, dépassent, tant pour la qualité que pour la quantité relative des productions agricoles, la fécondité de toutes les possessions de la monarchie prussienne; c'est-à-dire, que les 53 pour cent de sol cultivé qui figurent dans les évaluations statistiques de ces provinces, page 118, rapportent beaucoup plus, toujours proportion gardée de l'étendue territoriale, que les 60 pour cent que présentent les évaluations faites pour la Prusse page 115. C'est un fait qui résulte de toutes les données statistiques et géographiques, et que nous avons eu souvent l'occasion de constater,

tant par nos propres observations que par les notions recueillies pendant notre long séjour dans les deux pays et les nombreuses tournées que nous y avons faites.

Nous avons déjà fait observer que ce sont les provinces montagneuses de l'Autriche qui enlèvent à la culture la plus grande partie du sol ; mais dans ces mêmes provinces les vallons et les versans des montagnes accessibles à l'exploitation rurale, sont d'une grande fertilité.

La Prusse, à l'exception de la Silésie, de quelques contrées avoisinant le Harz et de quelques cantons des provinces rhénanes, présente en général une surface ou entièrement plate ou légèrement ondulée, qui se prête à la culture ; mais le sol y est en revanche, sauf quelques exceptions, d'une qualité très inférieure. La plupart des plaines sont ou sablonneuses ou marécageuses, et ce n'est qu'à force d'engrais ou de dessèchemens qu'on peut les acquérir à la culture. Tout le sol cultivé de la province, appelée Prusse orientale et occidentale, qui occupe presque le quart de l'étendue de la monarchie, appartient à cette catégorie. Il n'y a que les bords de la Vistule qui sont d'une grande fertilité et abondent en bons pâturages ; mais ils sont en revanche exposés à de fréquentes inondations. On cultive dans cette province très peu de froment ; le seigle et l'avoine en sont les principaux produits. Il en est de même de la plus grande partie de la Poméranie méridionale et du Brandebourg, où la pomme de terre est une des principales productions du sol. En Silésie même et dans le duché de Posen, qui sont au nombre des provinces les plus fertiles, le terrain sablonneux prédomine dans un grand nombre de districts. Enfin, une partie de la Westphalie, connue par la pauvreté de son sol sous le nom de *Sauerland*, ne peut être fertilisée que par une culture très pénible.

En Autriche, le sol cultivé de toutes les provinces que nous comparons à celle de la Prusse, est en général excellent.

L'Archiduché d'Autriche est un pays très montagneux; mais les vallons et les plaines qu'il renferme sont, excepté quelques cantons, d'une culture très productive. Il n'y a que deux plaines qui ne sont pas susceptibles de culture et n'offrent que de maigres pâturages : celle des Wels en Haute-Autriche, située entre Wels et Linz, et celle de Neustadt en Basse-Autriche, à trois postes de Vienne sur la route d'Italie. On appelle cette dernière *Steinfeld*, champ de pierre. Les montagnes de cette province qui appartiennent aux différentes branches des Alpes sont en partie de granit et en partie de formation calcaire gypseuse et schisteuse; mais la formation calcaire est prédominante. Elles sont en grande partie couvertes d'une couche de terre végétale; leurs versans boisés sont souvent entrecoupés de vignes, de champs labourés et d'excellentes prairies. La production des céréales de l'Archiduché d'Autriche serait plus que suffisante pour toute la province, sans la grande consommation de la capitale. Les 2 234 460 joch (233 milles carrés géographiques) consacrés à ce genre de culture produisent, dans les bonnes années, d'après les évaluations de Schmidl et de Blumenbach, près de 20 millions de metzen (1), ce qui donne près de 9 metzen par joch ou 85837 metzen par mille carré, dont à peu près un dixième de froment. Réparti sur la population actuelle de cette province, de 2 279 000 âmes, ce produit de 20 millions de metzen donne près de 9 metzen par tête. Dans cette production, le froment et le seigle pris ensemble s'élèvent à 9 500 000 metzen, ce qui donne $4\frac{2}{11}$ metzen par tête. Cette production de céréales surpasse, proportion gar-

(1) Schmidl et Blumenbach donnent, pour l'année 1830, 19 665 000 metzen, sans compter la production du maïs. Springer ne donne que 19 539 000 metzen, y compris le maïs.

1 metzen = 3 100,3 pouces cubiques de Paris, = 61,5 litres.

Id. = 1,19 scheffels de Berlin.

dée du sol labourable et de la population, celle de la province rhénane, la plus fertile, sans contredit, de toute la monarchie prussienne. Le sol labourable de cette dernière province est évalué, dans la statistique de Foerster, à 4 200 000 arpens (morgen), ou 195 milles carrés géographiques. La production en céréales était en 1833, d'après les données officielles publiées dans la *Gazette d'État de Prusse* (N° 116 de l'année 1834), de 722 310 wispeln, ou 17 057 750 scheffel, ou 15 232 570 metzen (1), ce qui donne 78 116 metzen par mille carré. Dans cette production le froment figurait à peu près pour un 9°. Le total de 15 232 570 metzen, réparti sur la population de cette époque (1833), qui était d'environ 2 200 000 âmes, ne donne pas tout à fait 7 metzen par tête. Dans les 15 232 570 metzen de grains, il y avait 8 512 076 metzen de froment et de seigle pris ensemble, ce qui ne donnait pas tout à fait 4 metzen par tête.

Indépendamment de cette production considérable de céréales, la culture de la pomme de terre est assez répandue dans tout l'Archiduché. M. Schmidl soutient et nous croyons avec raison que, mieux cultivé, le sol labourable de cette province pourrait suffire aux besoins de sa consommation, et qu'en Basse-Autriche surtout la culture du froment, que l'immense consommation de la capitale encourage, pourrait être plus considérable.

La Haute-Autriche produit, comparativement à l'étendue de son sol productif, moins de céréales que l'Autriche au-dessous de l'Enns; cependant l'agriculture y est plus rationnelle et plus avancée. Le paysan de la Haute-Autriche peut être compté parmi les meilleurs cultivateurs allemands. Tout le sol labourable de cette province, avoisinant le *Thalweg* du Danube, est cultivé avec beaucoup de soin; aussi appelle-

(1) 1 wispel = 25 scheffel, 1 scheffel = 0,893 metzen. = 54,73 litres.

t-on cette contrée le jardin de la monarchie. En Basse-Autriche, les plaines de Tuln et de la Marsch (Marchfeld) sont très fertiles, et leur production en céréales pourrait être considérablement augmentée par une culture plus soignée. La culture des trois champs (Dreifelderwirthschaft) est encore assez généralement en usage en Basse-Autriche; mais on l'abandonne de plus en plus dans la Haute-Autriche, et les jachères y sont inconnues dans bien des cantons. La culture des plantes fourragères est très répandue dans tout l'Archiduché et très productive. Les Alpes de la Haute-Autriche abondent en excellens pâturages, et l'éducation des bestiaux de cette province forme une branche importante de son industrie agricole. Le jardinage est généralement cultivé dans tout l'Archiduché. Le lin est cultivé dans toute la Haute-Autriche; mais beaucoup moins dans l'Autriche au-dessous de l'Enns. Cette culture laisse encore beaucoup à désirer. M. Schmidl prétend qu'elle pourrait être améliorée, si on y employait de meilleures qualités de grains pour l'ensemencement. La Basse-Autriche produit du vin en quantité suffisante, non-seulement pour la consommation de toute la province et de la capitale, mais aussi pour subvenir aux besoins des autres provinces qui n'en produisent pas. Les vignes occupent 3,4 sur 100 de son sol productif. L'éducation des bêtes à laine est répandue dans tout l'Archiduché, et elle y a fait de grands progrès, surtout dans la Basse-Autriche. Déjà le nombre des bêtes à laine fine l'emporte sur celui des bêtes de races ordinaires; l'éducation des abeilles y est aussi très avancée, surtout en Basse-Autriche, où l'on compte, d'après Schmidl, plus de 30 000 ruches. Cette province produit à elle seule plus de miel que n'en consomme la capitale. La pêche et la chasse sont très abondantes, surtout en Basse-Autriche. Les productions du règne minéral sont très variées et assez considérables; celle des salines de la Haute-Autriche est la plus importante;

elle fournit aux besoins de la consommation de tout l'Archiduché et de toute la Bohême.

La Styrie, plus montagneuse encore que l'Archiduché d'Autriche, possède moins de sol cultivé. Le caractère géologique de ses montagnes se rapproche beaucoup de celui des Alpes de l'Archiduché; mais les formations schisteuses y prédominent. Les vallons, dont les principaux sont ceux qui suivent le cours de l'Enns, de la Mur, la Mürz, la Trann, la Drave et la Save, sont pour la plupart couverts de champs très fertiles et d'excellentes prairies; mais la culture sur les versans des montagnes est très pénible et d'un faible rapport. Les terres de labour s'élèvent dans bien des cantons, comme en Tyrol et dans quelques parties de la Haute-Autriche, à une hauteur de 3 800 pieds au-dessus du niveau de la mer. Beaucoup de champs ne peuvent être cultivés qu'à la bêche et à la houe, et l'engrais y est porté à dos d'hommes. Sur les 709 140 joch de sol labourable de cette province, on récolte à peu près 5 500 000 metzen (1) de blé, dont un septième de froment, sans compter la production très considérable de blé de Turquie, qui rend jusqu'à 40 grains. Le cercle de Gratz produit à lui seul 350 000 metzen de maïs. Il récolte également au-delà de 350 000 metzen de blé de sarrazin, dont la culture est en général très suivie dans la Styrie méridionale. Le total de la production des grains de toute espèce peut être évalué à plus de 6 millions et demi de metzen; ce qui fait près de 7 metzen par tête. La culture de la pomme de terre, qui était encore inconnue en Styrie, il y a cinquante ans, a fait, depuis cette époque, des progrès considérables. Le cercle de Gratz en produit à lui seul plus de 250 000 metzen. La production des plantes fourragères est très abondante dans cette province,

(1) D'après Schmidl et Blumenbach, la récolte de 1830 était de 5 448 000 metzen.

et l'éducation des bestiaux y forme une branche très importante de l'économie rurale. Le jardinage y est cultivé avec beaucoup de soin et de succès. La Styrie produit du vin en assez grande quantité pour sa consommation, et en exporte même dans les autres provinces. Les vignes occupent environ 55 000 joch. Les mines sont très considérables, surtout celles de fer dont la qualité est renommée.

Les provinces Illyriennes sont tout aussi montagneuses que la Styrie, et le caractère géologique des Alpes y est à peu près le même. Les formations calcaires et schisteuses y prédominent. Ces provinces ont, proportion gardée de leur étendue, encore moins de sol labourable que les deux précédentes. Elles ne possèdent qu'une seule plaine de quelque étendue, celle du côté de l'embouchure d'Isonzo. Leurs principaux vallons sont ceux de la Save, de la Drave et de l'Isonzo; les deux premiers sont d'une grande fertilité. Plusieurs districts, et notamment celui de Gorice, sont connus par la fécondité et par la belle culture de leur sol.

Les trois provinces Illyriennes réunies, savoir : la Carinthie, la Carniole et le Littoral, n'ont que 723 000 joch de sol labourable, qui produisent dans les bonnes années au-delà de 5 millions de metzen de grains (environ 4, 2 metzen par tête), dont $\frac{2}{3}$ de froment et de maïs. Ce dernier article est cultivé principalement dans le Littoral. Ces provinces produisent aussi du vin en assez grande quantité, et abondent en plantes fourragères. Leur richesse minérale est suffisamment connue. Elles possèdent de nombreuses mines de fer et de plomb. Les mines de vif-argent d'Idria en Carniole sont, après celles d'Almaden en Espagne, les plus considérables de l'Europe.

Le Tyrol dont les montagnes sont plus arides que celles des autres provinces n'aurait, d'après les évaluations du professeur Springer, que 377 300 joch de sol labourable; ce qui ne fait que 11 pour 100 à peu près de toute l'étendue de son

sol productif. Mais cet auteur considère lui-même cette donnée comme très incertaine, puisqu'elle repose sur de très anciennes évaluations cadastrales dont le résultat a beaucoup changé par suite des progrès de la culture. Les vallons du Tyrol dont les trois principaux suivent le cours de l'Inn, de l'Adige et de la Drave, sont partiellement d'une grande fertilité. Il y a dans le Vorarlberg des contrées où le froment rend jusqu'à 30 grains et au-delà. Dans le Tyrol méridional surtout, la végétation est très forte et très active. La vigne, le mûrier, le froment et le maïs y sont cultivés avec succès et offrent d'abondantes récoltes. Les vignes occupent 55 300 joch, à peu près un septième de l'étendue du sol labourable.

Les terres de labour sont cultivées sur le versant septentrional des Alpes jusqu'à la hauteur de 2 700 pieds et sur le versant méridional jusqu'à 3 800 pieds au-dessus de niveau de la mer. Ici, comme en Styrie et dans quelques contrées de la Haute-Autriche, il y a des champs qui ne peuvent être cultivés qu'au péril de la vie. Ce qui contribue, indépendamment de l'aridité de ses montagnes et de la difficulté de leur culture, à la pauvreté des habitants du Tyrol, c'est le morcellement presque illimité de la propriété foncière. Il y a, d'après Schmidl, des parcelles qui ne valent pas plus de 5 florins. Il y avait en 1820 dans le Vorarlberg seul, 150 000 cotes de contribution foncière. Les données statistiques sur les productions du Tyrol en céréales sont trop différentes les unes des autres pour les admettre comme base, même dans une évaluation approximative (1).

Le Tyrol produit du vin en abondance, non-seulement pour la consommation de ses habitants, mais aussi pour l'exportation en d'autres provinces. Les plantes fourragères y abondent et les pâturages sont excellents. Cette province, ainsi que

(1) Voir la note supplémentaire n° 6, à la fin du volume.

la Carniole et la Carinthie, sont les seules où les prairies l'emportent, en étendue, sur les terres labourables. L'éducation des bestiaux y est fort avancée et forme une branche très productive de l'économie rurale. Les productions minérales du Tyrol sont assez considérables. On y exploite entr'autres environ 200 000 quintaux de sel, 40 000 quintaux de fer et près de 40 000 quintaux de charbon de terre; l'exploitation des autres minerais est moins importante.

La Lombardie est connue par sa richesse et par sa fertilité. Il y a des cantons, où la végétation est si forte et si active, qu'on y fait deux récoltes par an (1). Parmi ces productions en céréales, celles de froment et de maïs sont les plus importantes. On y cultive aussi le riz en grande quantité, mais cette culture, quoique très productive, est restreinte par des considérations sanitaires. On est obligé de tenir les rizières à une certaine distance des grandes villes, à cause de leurs émanations qui sont en général très insalubres. La province de Venise, moins favorisée sous le rapport de la fertilité du sol possède aussi, proportion gardée de son étendue, moins de terres de labour que la Lombardie; mais ces terres sont, à quelques exceptions près, d'une culture très productive. La production de ces deux provinces en céréales excède les besoins de leur consommation, et il s'en exporte des quantités assez considérables de froment, de maïs et de riz, tant à l'étranger que dans les autres provinces de la monarchie. D'après les données statistiques du professeur Springer, les deux provinces produisent en grains, sans compter le riz, 16 229 200 metzen (dont 5 497 800 metzen, c'est-à-dire 33,8 sur 100 de froment) sur 1 509 810 joch, ou 158 milles carrés géographiques consacrés à la culture des céréales, ce

(1) D'après les données statistiques de cette province, consignées dans l'*Encyclopédie nationale autrichienne*, on doit y faire quelquefois jusqu'à trois récoltes par an.

qui donnerait 102 716 metzen par mille carré. Mais nous croyons que l'étendue du sol labourable donnée par le professeur Springer est au-dessous de la réalité (Voir la note explicative n° 7 à la fin du volume). La production de froment de seigle et de maïs, pris ensemble, s'élève à 15 460 000 metzen, c'est-à-dire à plus de $\frac{1}{3}$ du total.

Dans les deux provinces italiennes, comme aussi en Tyrol, en Styrie, en Carinthie, en Gorice, dans le pays de Salzbourg et en Haute-Autriche, les jachères sont presque inconnues, et la culture y alterne sans interruption. La production des plantes fourragères, moins abondante dans la province de Venise, est très grande en Lombardie. Grâce à un système d'irrigation admirablement combiné, cette culture, secondée par la fertilité du sol, y a atteint le plus haut degré de perfectionnement. Les prairies de la Lombardie surpassent en fécondité tout ce qu'on peut voir en ce genre dans les pays les plus cultivés. On les fauche jusqu'à 5 et même 6 fois dans le courant d'une saison, et elles servent encore de pâturage après le dernier fauchage. On récolte d'un joch autrichien jusqu'à 700 quintaux d'herbages ou environ 180 quintaux de foin. Dans la province de Venise, ce sont les pâturages qui l'emportent sur les prairies; en Lombardie c'est le contraire. Dans ces deux provinces, l'éducation des bestiaux n'est pas assez avancée pour fournir aux besoins de leur consommation en viande de boucherie, et elles tirent la plus grande partie des bestiaux de la Suisse et du Tyrol; mais on entretient beaucoup de vaches à lait, et cette partie de l'économie est très bien entendue. La fabrication des fromages est d'un rapport considérable. La plupart des fromages connus dans le commerce sous le titre de parmesans se fabriquent dans la province de Lodi, et c'est un article de commerce assez important. L'éducation des bêtes à laine fine est encore négligée. La culture de la vigne est très répandue et très productive dans tout le royaume Lom-

bard-Vénitien et plus particulièrement encore dans la province de Venise. Le produit de cette culture dépasse considérablement les besoins de la consommation de la province. La culture du ver-à-soie est d'une grande importance pour les deux provinces, dont elle est une des principales sources de richesses. Les productions minérales sont moins importantes. L'exploitation des mines des deux provinces prises ensemble, ne produit qu'environ 70 000 quintaux de fer, 40 à 45 000 quintaux de charbon de terre, et 4 à 5 000 quintaux de cuivre et de plomb.

La Gallicie, province éminemment agricole, possède un sol en général très fertile. Les districts avoisinant la Podolie produisent le plus de grains. La récolte des céréales de cette province excède de beaucoup les besoins de sa consommation ; mais mieux cultivées, ses vastes plaines produiraient au moins le double de ce qu'elles produisent maintenant. Le système de partager la culture en trois champs (*Dreyfelderwirtschaft*) est presque généralement pratiqué, et les jachères enlèvent à la culture une grande partie du sol labourable. Faute de fumier une grande partie des champs reste souvent huit à dix ans sans engrais, et rendent néanmoins jusqu'à 8 grains et au-delà. Blumenbach prétend que les terrains mieux engraisés et bien cultivés rendent jusqu'à 18 grains. Quelques grands propriétaires ont abandonné le système des trois champs, et adopté une culture alternée plus rationnelle ; mais le paysan tient obstinément à l'ancienne routine. Le sol labourable de la Gallicie évalué à 5 770 380 joch produit d'après le professeur Springer 35 574 000 metzen de grains dont 2 282 000 metzen, c'est-à-dire 7, 8 sur 100 de froment de très bonne qualité. Les prairies l'emportent en étendue sur les pâturages, mais leur culture est très arriérée. Celle du lin et du chanvre est très répandue et assez productive. L'éducation des bestiaux et des bêtes à laine fine, longtemps négligée, commence

depuis quelque temps à s'améliorer. Parmi les productions minérales, l'exploitation des sels est la plus importante. Les salines de Wieliczka et de Bochnia sont si abondantes, qu'elles pourraient suffire à la consommation d'une grande partie du continent européen.

Parmi les provinces que nous avons prises pour base de nos évaluations, la Bohême fournit la plus grande quantité de grains après la Gallicie ; son produit en céréales excède les besoins de sa consommation. Elle a, comparative-ment à son étendue, plus de sol labourable que la Gallicie, et ce sol est en général d'une culture facile et productive. Évaluée à 3 890 000 joch, il doit produire, d'après Springer, 24 347 900 metzen de céréales dont 1 892 800 metzen, c'est-à-dire, 7,7 pour 100, de froment. La récolte est évaluée par Blumenbach, terme moyen, à 4 grains ; mais il y a des contrées où le seigle et le froment en rendent 7 à 8, et l'orge et l'avoine 9, et même jusqu'à 10 grains. Cette province produirait aussi beaucoup plus si son sol était mieux cultivé. La culture des plantes fourragères est également très négligée ; le manque d'herbages se fait souvent sentir dans plusieurs contrées ; cependant le nombre du bétail a depuis quelque temps considérablement augmenté. Il n'en est pas de même de l'éducation des bêtes à laine dont le nombre a plutôt diminué qu'augmenté, mais les races se sont améliorées et la production de laine fine commence à acquérir de l'importance. La culture du lin, quoique très répandue dans toute la Bohême, ne suffit cependant pas à l'industrie linière de cette province, et l'importation de l'étranger, de cet article, est encore assez considérable. La culture du houblon est très étendue et très perfectionnée. Les productions minérales de la Bohême ne sont pas sans importance : on évalue le rapport annuel de leur exploitation à plus de 2 millions de florins, monnaie de convention.

Sous le rapport des productions agricoles, la Bohême et la

Gallicie peuvent encore être comparées avec avantage aux provinces les plus fertiles de la Prusse. Il en est de même de la Moravie et de la Silésie. Les terres de labour de ces deux provinces occupent plus de la moitié de leur sol productif, proportion qui n'existe dans aucune autre province de la monarchie. L'agriculture y a fait beaucoup plus de progrès que dans les autres provinces slaves. Bien que le système de partager la culture en trois champs y soit encore assez généralement suivi, les jachères y sont devenues plus rares. Plusieurs des grands et des petits propriétaires commencent à abandonner ce système et à suivre une culture plus rationnelle. Le sol de la Moravie est plus fertile que celui de la Silésie ; mais dans cette dernière province les champs sont mieux engraisés et cultivés avec plus de soin. Il y a dans plusieurs contrées, et surtout dans le cercle de Troppau, des terres dont la culture pourrait servir de modèle. Dans les bonnes années la récolte des céréales excède de beaucoup les besoins de la consommation de ces provinces. Avec 2 213 850 joch de sol labourable elles produisent, terme moyen, d'après les évaluations statistiques du professeur Springer, 15 279 400 metzen de grains, ce qui surpasse, d'environ 16 pour 100 le rapport relatif de la Bohême et de la Gallicie. Dans ce total de 15 279 400 metzen, il y a 1700 700 metzen, c'est-à-dire 11,1 pour 100 de froment, tandis que dans le produit des céréales de la Bohême et de la Gallicie, ce grain ne figure, dans la première de ces provinces, que pour 7,7 et dans la seconde, que pour 7,8 sur 100. La culture des plantes fourragères est très répandue et, celle du lin, de plus en plus soignée. Celle de la vigne occupe une étendue de plus de 50 000 joch, et produit, terme moyen, d'après trois différentes évaluations statistiques, au-delà de 440 000 eimer (255 266 hectol.). L'éducation des bestiaux a fait depuis quelque temps des progrès remarquables ; mais elle laisse encore beaucoup à désirer, et, bien qu'elle soit

assez répandue, elle ne se trouve pas encore en rapport avec la consommation de la viande de boucherie de ces deux provinces, qui tirent une quantité assez considérable de bestiaux de la Gallicie et de la Hongrie. En revanche, l'éducation des bêtes à laine fine y est très avancée, et constamment en progrès. Les productions minérales de ces provinces ne sont pas sans importance. On y évaluait, il y a quelques années, l'exploitation du fer à environ 110 000 quintaux, et celle du charbon de terre à 180 000 ; l'une et l'autre ont pris encore plus de développement depuis l'établissement des chemins de fer.

Nous donnons ci-contre le tableau statistique de la répartition du sol productif des onze provinces de la monarchie autrichienne avec leur produit en grains, d'après les données statistiques du professeur Springer, et pour compléter ce tableau nous y avons ajouté quelques calculs supplémentaires.

Il résulte de ce tableau que les onze provinces produisent, d'après les évaluations faites pour l'année 1837, 125 861 000 metzen, ou, terme moyen, 65 533 metzen de grain de toute espèce par mille carré géographique de sol labourable.

En Prusse la production des grains, évaluée par le professeur Dieterici, d'après la consommation du pain, à raison de $3 \frac{7}{10}$ scheffel par tête et d'après l'excédant de l'exportation, devait s'élever en 1831 à 66 310 330 scheffel sans compter l'orge et l'avoine, ainsi que les autres grains consommés tant pour la fabrication de la bière et de l'eau-de-vie que pour la nourriture des chevaux et pour d'autres usages. Ce supplément peut être évalué, terme moyen, à 4 scheffel par tête ; ce qui ferait, pour une population qui était en 1831 de 13 118 000 âmes, 52 472 000 scheffel. Cette somme ajoutée à la précédente de 66 310 330 donne pour total 118 782 300 scheffel, ou 106 072 620 metzen (mesure d'Autriche). Le sol labourable de la Prusse étant évalué par le professeur Weber

ages e

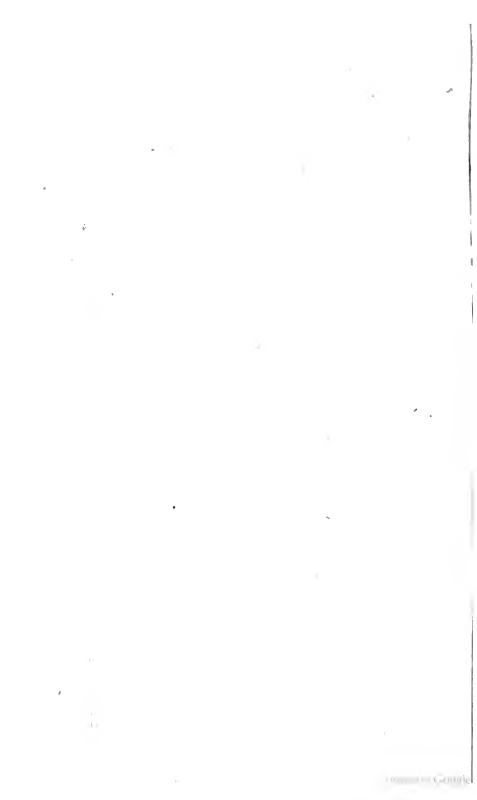
en regard de la page 132, tome I.

ograp^{es} rec

TO sol p	RÉCOLTE de chaque province en froment, seigle et maïs, pris ensemble.	PRODUIT de ces trois espèces de grains par tête.
3 300	6 442 700	4,85
3 000	2 992 600	3,56
3 500	3 802 700	4,06
3 3700	4 301 700	4,76
4 2600	4 482 200	2,58
3 4000	4 496 000	4,46
7 7800	11 948 800	2,98
4 2000	7 482 800	3,46
13 4200	40 354 600	2,29
3 2400	8 070 800	3,28
3 0000	7 389 000	3,56
49 70 300	61 863 900	3,05

aveu mair, n
rapportement
lessous
e, n° 2 e cette

ve que notre chiffre, quoique bien
on, la province de Venise produi-



à 47 295 714 arpens (morgen), ou 2 200,82 milles carrés géographiques (1), le total ci-dessus donne 48 193 metzen par mille carré de sol labourable.

En France, d'après le rapport de M. Martin, ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, présenté au roi en 1837, le sol labourable était évalué à 25 559 151 hectares, ou 4 657 milles carrés géographiques (2), et devait avoir produit en 1835, d'après les évaluations publiées par le même ministre, 204 165 194 hectolitres, ou 354 697 039 metzen (3) de grains; ce qui donne 71 869 metzen par mille carré géographique. D'après ces évaluations plus ou moins approximatives, le produit relatif, en céréales, du sol labourable de l'Autriche, serait à celui de la Prusse à peu près comme 13 est à 9, et à celui de la France à peu près comme 13 est à 14.

Quant au produit relatif, par rapport aux différens genres de grains récoltés, la comparaison entre la Prusse et l'Autriche est encore à l'avantage de cette dernière. N'ayant pas de données exactes sur la quantité de chaque espèce de grains récoltés en Prusse, nous sommes obligés de prendre pour terme de comparaison l'étendue du sol labourable consacré à la culture des principales espèces de céréales. Or voici, d'après les évaluations du professeur Weber, la proportion qui existe entre ces différens genres de culture :

Sur 100 arpens,

5 $\frac{1}{2}$ sont consacrés à la culture du froment,

45 à la culture du seigle,

19 $\frac{1}{2}$ à celle de l'orge,

30 à celle de l'avoine,

Pour l'Autriche il résulte de la seconde partie du tableau

(1) 21 490 morgen = 1 mille carré géographique.

(2) 5 486,97 hectares = 1 mille carré géographique.

(3) 1 metzen = 0,61 hectolitres.

ci-joint, que les grains récoltés dans les 11 provinces en 1837, donnent les proportions suivantes :

Sur 100 metzen de grains il a été récolté,

12, 8 metzen de froment,

37, 1 *idem* de seigle et de maïs,

16, 8 *idem* d'orge,

33, 3 *idem* d'avoine.

Ainsi, le chiffre proportionnel de la récolte en froment, dans les provinces autrichiennes, est à l'étendue relative du sol labourable consacré en Prusse à la culture de ce grain, à peu près comme 12 est à 5.

Comme la culture du froment ne réussit ordinairement que sur des terrains de première qualité, on pourrait juger, par le rapprochement que nous venons d'établir, de la supériorité du sol productif de l'Autriche, comparé à celui de la Prusse, si le fait n'était pas d'ailleurs suffisamment connu et en dehors de toute contestation.

En comparant le produit en froment et en seigle, pris ensemble, à l'étendue relative du sol consacré en Prusse à la culture de ces grains, la proportion est à peu près la même dans les deux pays. Cette culture occupe en Prusse 50, 5 sur 100 du sol labourable ; le produit en froment et en seigle, des onze provinces autrichiennes figure pour 49, 9 sur 100 du total des récoltes ; mais il faut observer que le maïs dont la culture est plus répandue en Autriche qu'en Prusse, entre pour une portion assez considérable dans la colonne du produit en seigle ; ce qui est encore une preuve de plus en faveur de la fécondité du sol des provinces autrichiennes où cette culture est très répandue.

En établissant la même comparaison entre l'Autriche et la France, le résultat de ce rapprochement est encore plus avantageux pour ce dernier pays, que celui que nous avons fait plus haut pour le total du produit des récoltes, sans distinction de grains.

Sur 100 metzen de grains on récolte en Autriche 12,8 de froment. En France la proportion est de 38,2 sur 100, c'est-à-dire trois fois plus. La récolte du seigle et du maïs est en Autriche de 37,1 sur 100 ; en France 22,5 sur 100.

Le froment, le seigle et le maïs, pris ensemble, font en Autriche 49,9 et en France 60,7 sur 100 du total des récoltes.

Moins répandue qu'en France, la culture de la vigne est beaucoup plus étendue en Autriche qu'en Prusse. Elle occupe dans les onze provinces près de 3 pour 100 de toute l'étendue du sol productif et imposable, et 5,4 pour 100 du sol cultivé (1). En Prusse, les vignes, les vergers et les potagers, pris ensemble, n'occupent qu'un pour 100 de toute la superficie des terrains productifs, et 1,6 pour 100 du sol cultivé. En France, les vignes occupent 4,28 pour 100 du sol productif et imposable, et 6,4 pour 100 du sol cultivé.

A côté de la culture des céréales et de la vigne, celle du ver à soie peut être comptée, pour les provinces méridionales de l'Autriche, au nombre des plus importantes (2), tandis qu'elle n'existe presque pas en Prusse. Il en est de même de plusieurs fruits méridionaux qui sont cultivés dans les provinces italiennes et que ne comporte pas le climat ni le sol de la Prusse.

Le lin, le chanvre et les plantes oléagineuses sont cultivés

(1) D'après les évaluations du professeur Springer, les vignes occuperaient plus de 4 pour 100 du total de la superficie productive, et 7,7 sur 100 du sol cultivé. Nous comprenons sous la dénomination de sol cultivé, les champs labourables, les prairies, les vignes, les jardins, vergers et potagers.

(2) La Lombardie seule exporte pour environ 20 millions de florins, ou 50 millions de francs de soie, bien qu'une grande partie de la production soit absorbée par les manufactures du pays. Quelle est la province de la Prusse où un seul article d'exportation s'élèverait à une valeur si considérable?

dans les deux pays à peu près avec le même succès, et on ne saurait établir de comparaison pour cette partie des productions agricoles, faute de données statistiques y relatives.

Pour ce qui est des productions fourragères, plusieurs provinces autrichiennes jouissent d'une supériorité incontestable. D'abord les prairies naturelles et artificielles occupent, dans les provinces dont nous avons donné en regard de la page 132 (Tableau, I^{re} part.), la statistique agricole, à peu près la même étendue du sol que les pâturages (1), tandis qu'en Prusse les pâturages, dont la plupart sont très maigres, l'emportent sur les prairies quant à leur étendue. Ils occupent 16,4 sur 100 du sol productif, tandis que les prairies n'en occupent que 13,8 sur 100; ensuite les pâturages des Alpes de la Haute-Autriche, du pays de Salzbourg, du Tyrol, de la Styrie, de la Carinthie et des provinces italiennes avoisinant la Suisse, sont d'une qualité si supérieure que, sauf quelques districts de la Silésie, aucune des provinces prussiennes n'en possède de pareils.

Après avoir examiné et comparé les ressources financières des deux pays sous le rapport de la fécondité du sol comme formant la base d'une des principales impositions directes, c'est-à-dire de l'impôt foncier, nous ajouterons encore quelques mots sur les matières imposables qui constituent la base des contributions indirectes. Le produit de ces dernières dépend des progrès de la population, de la richesse des habitants, de leur industrie et de l'étendue de leur consommation.

Sous le rapport de la population, les provinces autrichiennes, que nous avons prises pour terme de comparaison

(1) Les prairies, les vergers et les potagers occupent 14 pour 100 du sol productif. Si l'on déduit 1 pour 100, tout au plus, pour les vergers et les potagers, il reste 13 pour 100 pour les prairies, c'est-à-dire le même chiffre que pour les pâturages.

avec la Prusse, ont une supériorité assez considérable. Sur une étendue de 6 026 milles carrés géographiques, ces provinces avaient en 1837, sans compter les militaires, une population de 20 244 000 habitans. En y ajoutant, d'après l'expérience des années précédentes, 3 pour 100 comme accroissement de la population pendant les trois années 1837—1840, savoir 607 320, on peut admettre pour l'année 1840 une population de 20 850 000 habitans; ce qui donne 3 460, sur un mille carré. La province la plus peuplée est la Lombardie qui comptait, en 1837, 6 104 habitans sur un mille carré géographique. La province la moins peuplée est le Tyrol qui ne comptait dans la même année que 1 579 habitans sur un mille carré.

Cinq provinces, savoir : la Gallicie, la Haute-Autriche, la Styrie, la Carinthie avec la Carniole et le Tyrol, comptaient moins de 3 000 habitans par mille carré géographique; toutes les autres dépassaient ce chiffre. Parmi ces dernières provinces, quatre, savoir : la Lombardie, la province de Venise, la Bohême, et la Moravie avec la Silésie, faisant ensemble plus de moitié de la population des onze provinces, dont nous nous occupons, dépassent le chiffre de 4 000 habitans par mille carré. Trois provinces seulement : la Carinthie, la Carniole et le Tyrol n'atteignaient pas encore en 1837 le chiffre de 2 000 habitans par mille carré.

La Prusse, avec une superficie de 5 077 milles carrés géographiques n'avait, d'après le dénombrement fait à la fin de 1840 et publié par la *Staats-Zeitung*, qu'une population de 14 907 091 âmes, y compris les militaires. En décomptant le militaire, nous pouvons admettre 14 700 000 habitans, ce qui donne 2 895 habitans par mille carré. La province Rhénane, qui est la plus peuplée, comptait en 1837, 5995 habitans par mille carré. Cette province qui compte pour moins d'un cinquième de la population de la monarchie, est la seule qui s'élève au-dessus du chiffre de 3 600 habitans par mille

carré. La Poméranie, qui est la province la moins peuplée, en comptait 1 689 par mille carré.

Comme, dans les États européens, les progrès de la population dépendent en grande partie, sauf quelques cas exceptionnels, de la fertilité du sol et des moyens de subsistance, la comparaison que nous venons de faire est une preuve de plus en faveur de la fertilité du sol productif des provinces autrichiennes.

La répartition de la population des deux pays entre les villes et les campagnes, qui est un des signes du mouvement commercial et industriel et du bien-être des habitants, présente les résultats suivans :

AUTRICHE EN 1834.

D'après le professeur Springer.

Villes au-dessus de 100 000 habitans.

Trois : Vienne, Milan et Prague, avec une population de . . . 584 000 âmes.

Villes au-delà de 50 000 habitans.

Quatre : Venise, Vérone, Trieste et Léopold, avec une population de . . . 257 000 âmes.

Villes au-delà de 20 000 habitans.

Douze : avec une population de . . . 342 000 âmes.

En tout . . . 1 183 000 hab.

Le total de la population des onze provinces, en 1834, ayant été de 49 832 000, il revient sur 4 000 habitans, 60 habitans des grandes villes.

PRUSSE EN 1837.

D'après M. Hoffmann.

Une seule : Berlin, avec . . . 265 000 âmes.

Cinq : Breslau, Cologne, Königsberg, Dantzic et Magdebourg, qui, prises ensemble, avec leurs faubourgs, embrassent une population de . . . 330 000 âmes.

Onze : avec une population de . . . 305 000 âmes.

En tout . . . 900 000 hab.

Le total de la population de la monarchie, ayant été, en 1837, de 43 884 000 habitans, sans compter le militaire, il revient, sur 4 000 habitans, 64 habitans des grandes villes.

Ainsi il y aurait en Prusse sur 1 000 habitants, 4 individus de plus dans les grandes villes; mais, en revanche, les bourgs et les petites villes étant en Autriche plus nombreux et plus peuplés qu'en Prusse, la comparaison faite pour le total de la population des villes et des campagnes, présente un résultat tout opposé.

En Autriche les onze provinces qui entrent ici en ligne de comparaison avaient en 1834 une population de 19 832 000, dont 14 415 300 habitants des campagnes et 5 416 700 habitants des villes, ce qui donne sur 1 000 habitants 273 citadins. En Prusse, sur une population de 13 884 000, il y avait en 1837, 3 639 000 habitants des villes, ce qui donne pour 1 000 habitants 262 habitants des villes. Ainsi la population relative des villes est en Autriche de 11 sur mille plus forte qu'en Prusse. Cette différence serait plus considérable si l'on avait pour l'Autriche des données plus récentes, puisqu'il est notoire que, depuis quelque temps, l'affluence des populations des campagnes vers les grandes villes augmente presque partout.

Lorsque, du rapprochement des chiffres de la population des villes et des campagnes, comme signe indicatif du bien-être des populations des deux pays, nous passons à d'autres moyens d'évaluation de la richesse nationale; lorsque, par exemple, nous voulons établir une comparaison entre les villes de l'Autriche et celles de la Prusse, quant à l'aisance de leurs habitants et quant à la consommation des matières imposables, comme base de la perception des revenus indirects du fisc, il nous manque des données statistiques assez précises pour les adopter avec quelque certitude comme base de nos évaluations. Nous ne pouvons donc établir ces dernières que d'une manière approximative, d'après les notions généralement répandues et d'après les observations que nous avons été dans le cas de faire nous-même dans nos voyages et pendant notre long séjour dans les deux pays.

Il y a en Autriche des provinces qui peuvent, sous le rapport de leur richesse, être mises en parallèle avec quelques parties de la Prusse. Ainsi, par exemple, la Gallicie, province où les villes sont les plus chétives et les moins avancées, quant à l'industrie et à l'aisance de leurs habitans, peut aller de pair avec le grand-duché de Posen. La Bohême, la Moravie et la Silésie autrichienne peuvent être assimilées à la Silésie prussienne. Mais dans les provinces allemandes et italiennes, le bien-être des habitans des villes est beaucoup plus grand, et la population y est en général beaucoup plus riche qu'en Prusse. La différence qui existe sous ce rapport entre les deux pays est frappante; elle se manifeste tant dans les signes extérieurs que dans tous les détails de la vie privée. Le sombre aspect de ces maisons de construction fragile en briques et en bois, non recouvertes de plâtre, et souvent tombant en ruines, les places et les rues désertes des petites villes de la Prusse, contrastent singulièrement avec l'apparence extérieure, la vie et le mouvement de la plupart des villes autrichiennes. Cette différence se retrouve dans les arrangemens intérieurs et dans l'ameublement des maisons, dans les auberges, les boutiques et les magasins, dans les lieux de réjouissances publiques, dans les équipages, dans les vêtemens et la nourriture du peuple et de la bourgeoisie, dans tous les signes extérieurs enfin de l'aisance et de la richesse. La différence est peut-être encore plus frappante lorsque l'on compare les deux capitales, Vienne et Berlin, comme centres de la vie élégante et aristocratique, ainsi que du mouvement industriel et commercial des deux pays. Outre que, proportion gardée de la population, il y a à Vienne beaucoup plus de sommités aristocratiques nobiliaires et commerciales, il y a encore, pour toutes les classes des habitans, une grande disparité quant à l'aisance et au genre de vie qu'on mène dans les deux capitales. Nous avons assez long-temps habité l'une et l'autre

pour être à même d'en juger. Autant on voit de somptuosité, de luxe et d'aisance à Vienne, autant on est frappé de la vie frugale et économique du bourgeois de Berlin. Sauf quelques exceptions très peu nombreuses, la bourgeoisie de Vienne mène, tant pour ce qui concerne la table et le vêtement que pour toutes les dépenses d'agrément, une vie plus aisée et plus dispendieuse que celle que mène l'aristocratie nobiliaire et financière de Berlin. On peut en dire autant de la petite bourgeoisie de Vienne, du fabricant et du commerçant en détail, comparés avec le bourgeois-proprétaire et le commerçant ou fabricant en gros de la capitale de la Prusse. L'ouvrier ou l'artisan de Vienne est mieux nourri, mieux vêtu et dépense plus pour ses plaisirs, que les classes bourgeoises de Berlin beaucoup plus élevées dans la hiérarchie sociale. Cette différence s'étend jusqu'aux classes les plus inférieures de la population, et elle existe tant dans les chefs-lieux des provinces que dans les villes du second et du troisième ordre, et même dans les petites bourgades. Nous pourrions citer à l'appui de nos observations une foule de détails que ne comportent pas le cadre et le but de cet ouvrage.

En considérant la richesse et les moyens de subsistance de la population des villes des deux pays comme une ressource financière, c'est-à-dire comme matière imposable, nous croyons pouvoir admettre sans exagération que, proportion gardée du nombre des habitants, la valeur de la consommation des villes de l'Autriche est au moins deux fois plus considérable que celle des villes de la Prusse ; qu'ainsi la base des contributions indirectes pourrait être en Autriche deux fois plus productive.

Ainsi, prenant en considération, d'un côté la fertilité du sol comme base de l'impôt direct, et de l'autre la richesse, l'aisance et le genre de vie des habitants comme une source des revenus indirects du fisc, nous avons acquis la persua-

sion que, toute proportion gardée de la population et de l'étendue de territoire des deux pays, les ressources financières de l'Autriche comparées à celles de la Prusse, sont pour le moins comme 3 est à 2, que par conséquent le chiffre relatif du revenu public de l'Autriche pourrait être de la moitié plus élevé que celui de la Prusse. Cependant la comparaison faite entre les budgets des deux États présente des résultats tout à fait contraires à cette indication.

La Prusse, avec ses 14 700 000 habitants (sans compter le militaire), supportant un budget de 55 867 000 écus de Prusse, ou 79 810 000 florins de convention, les onze provinces autrichiennes, avec leur population de 20 850 000 habitants, devraient rapporter, abstraction faite de la fertilité du sol et de la richesse des habitants, 113 200 000 florins. En y ajoutant une moitié de plus seulement, pour les causes que nous avons assignées dans nos évaluations approximatives, le rapport de ces provinces devrait être au minimum de 170 millions de florins monnaie de convention, tandis qu'elles ne rapportent, d'après les évaluations les plus récentes du professeur Springer, que 112 millions.

On peut conclure de cet aperçu général des ressources financières des deux pays, qu'avec *un système d'imposition plus perfectionné* et plus adapté aux progrès de la richesse nationale, l'Autriche pourrait au besoin porter son budget des revenus à un chiffre beaucoup plus élevé sans surcharger les contribuables, et sans tarir les sources de la prospérité nationale. L'analyse suivante de chaque branche de revenu prise séparément, nous servira peut-être à justifier cette conclusion.

CHAPITRE V.

SYSTÈME D'IMPOSITION.

Contributions directes.

§ I. Contribution foncière et impôt des maisons.

(*Grund- und Gebäude-Steuer.*)

Dans les États héréditaires de l'empire d'Autriche, la contribution foncière pesait autrefois principalement sur les terres des communes et sur celles des paysans, qui étaient ordinairement taxées d'après le nombre de jours de corvées (*robot*). Plus tard, dans quelques provinces, et notamment en Bohême, sous l'empereur Léopold I^{er}, on introduisit la fixation de l'impôt d'après l'étendue du sol et d'après une évaluation approximative de son produit. Le sol imposable fut mesuré, non relativement à chaque propriété en particulier, mais par cantons ou districts, et l'impôt fut réparti en conséquence; ce qui fournissait aux grands propriétaires le moyen de faire peser la plus grande partie des charges sur leurs vassaux. Aussi, les terres seigneuriales étaient-elles pour la plupart ou entièrement exemptées ou faiblement imposées en comparaison des autres. La matière imposable n'était pas dûment classée ni déterminée avec précision; on comprenait souvent, dans l'assiette de l'impôt foncier, des objets et des branches de revenus qui ne devaient pas y être assujettis.

Plus les charges publiques augmentaient , par suite des besoins extraordinaires de l'État , et plus l'injustice d'une répartition inégale ou arbitraire de l'impôt se faisait vivement sentir. L'empereur Charles VI , mais plus particulièrement encore Marie-Thérèse , furent les premiers souverains qui tracèrent avec plus de clarté les principes d'une égale répartition des charges publiques. Sous le premier de ces deux règnes , le Milanais fut la seule province qui obtint le bienfait d'un cadastre régulier. Dans les autres parties de la monarchie , qui n'y étaient pas encore suffisamment préparées , quelques essais infructueux ont été tentés et bientôt abandonnés. Marie-Thérèse reprit cette tâche difficile ; mais voyant que tous les peuples soumis à son sceptre n'avaient pas encore acquis le degré de culture nécessaire pour être soumis à un système uniforme d'impositions ; que certains préjugés , un attachement aveugle aux vieilles routines et une complication d'intérêts privés s'opposaient à une réforme subite et générale , cette souveraine , aussi modérée dans ses mesures politiques que sage et éclairée , se borna à introduire peu à peu des améliorations partielles dans le système d'imposition , à corriger les défauts les plus choquants , et à réprimer les abus les plus fâcheux dans leurs effets , en appropriant ces réformes aux besoins particuliers de chaque province. Elle fut la première qui assimila , sous le rapport de l'imposition , les terres seigneuriales à celles des communes et des paysans , et si elle ne réussit pas à faire disparaître toutes les inégalités , elle en aplanit un grand nombre. Les premières rectifications cadastrales entreprises à cet effet datent de son règne ; mais faites sans arpentage et basées tantôt sur des données fournies par les propriétaires , et qu'on appelait *fassiones* , tantôt sur des estimations plus ou moins arbitraires , elles étaient encore très incomplètes.

Le premier projet d'une répartition égale de l'impôt et d'un système d'imposition uniforme pour toutes les provinces ,

basé sur le mesurage des terres, appartient au règne de l'empereur Joseph II.

Pénétré des inconvénients d'une imposition défectueuse et irrégulière, et entraîné par son esprit réformateur, ce souverain entreprit de changer, pour ainsi dire tout d'un trait, l'état existant des choses, en introduisant dans toute la monarchie un nouveau cadastre fondé sur une égale répartition des charges publiques.

Comme il n'y avait pas dans le pays assez de géomètres-arpenteurs pour entreprendre simultanément dans toutes les provinces le mesurage des terres, on eut recours à l'emploi de simples cultivateurs auxquels on s'était borné à communiquer quelques notions générales de géométrie. L'estimation des revenus fut basée sur de nouvelles déclarations des propriétaires, contrôlées par les dépositions des communes et des autorités locales, et par des registres de l'économie rurale qu'on trouvait sur les lieux. Le rapport des terres fut évalué, d'après le produit brut, et l'impôt fixé à 12 fl. 13 $\frac{1}{2}$ kr. pour 100 fl. de revenu. Eu égard néanmoins à la différence des frais d'exploitation qu'entraînent les divers genres de culture, la répartition de la contribution foncière fut établie de la manière suivante : pour les vignes et le sol labourable, 10 fl. 37 $\frac{1}{2}$ kr. ; pour les prairies, 17 fl. 55 kr., et pour les forêts, 21 fl. 15 kr., par 100 fl. de revenu brut. La Gallicie obtint en sus un allègement d'un tiers de l'impôt pour relever son agriculture.

Quoique cette grande opération cadastrale, terminée en moins de quatre ans, fût déjà en elle-même un progrès dans le perfectionnement du système d'imposition, elle se ressentait néanmoins de la hâte avec laquelle elle fut exécutée, et de l'insuffisance des moyens qu'on y avait employés.

On s'aperçut bientôt des inconvénients résultant de l'irrégularité d'un arpentage entrepris sans géomètres suffisam-

ment instruits, et de l'admission du produit *brut* comme base de l'assiette de l'impôt. D'un autre côté, la peréquation de l'impôt fut faite d'une manière si brusque et avec si peu de ménagement pour les droits acquis et pour les lois constitutives des différentes provinces, qu'elle souleva de nombreuses réclamations. Lorsque la mort de l'empereur Joseph appela au trône Léopold II, et que celui-ci vint en prendre possession, des députations envoyées par tous les États aux confins de l'empire lui soumirent leurs doléances au sujet du nouveau cadastre. Aussi cette œuvre imparfaite fut-elle bientôt en grande partie abandonnée. Il s'ensuivit de nouveau plusieurs modes de répartition. L'ancien système prévalut dans quelques provinces ; dans d'autres, les rectifications adoptées sous le règne de Marie-Thérèse furent maintenues. En Bohême, les évaluations cadastrales fixées sous l'empereur Joseph furent partiellement conservées. Dans les provinces illyriennes, qui passèrent sous la domination française par le traité de Presbourg de 1806, le cadastre joséphinen fut remis en vigueur, et cette législation financière y a été maintenue en 1815, lors de la réincorporation de ces provinces à la monarchie autrichienne. La Lombardie conserva son ancien cadastre du temps de l'empereur Charles VI.

Il était résulté de tous ces changemens un état de choses très compliqué, et de grandes inégalités dans la répartition des charges non-seulement entre les différentes classes de contribuables, mais aussi entre les provinces, dont chacune avait son système d'imposition particulier.

C'est au règne de l'empereur François qu'il a été réservé d'introduire une réforme générale et rationnelle dans le système d'imposition.

Déjà en 1806, un rescrit impérial avait enjoint aux autorités compétentes de préparer les moyens de remédier à ces imperfections des évaluations cadastrales qui se faisaient de plus en plus sentir, et de régulariser le système de

la répartition des impôts. Des données et des renseignements locaux furent recueillis de tous côtés, et une commission spéciale sous le titre de *Steuerregulirungs-Hofkommission* fut érigée par le décret impérial du 21 août 1810.

Après une longue suite de consultations et de délibérations, interrompues pendant quelque temps par les événemens politiques et auxquelles l'empereur François a souvent présidé en personne, il fut résolu en 1817, qu'il serait procédé sans délai à la confection d'un cadastre uniforme pour toutes les provinces, basé sur l'arpentage des terres imposables, et auquel l'ancien cadastre de Milan, connu sous le nom de *Censimento milanese* servirait de modèle (1).

Le décret impérial du 23 décembre 1817, que nous insérons ici textuellement, renferme les principes de cette opération.

« Après avoir pris en considération les disproportions
« qui résultent de la répartition actuelle de l'impôt foncier,
« tant pour les provinces entières que pour les arrondisse-
« mens, pour les districts, pour les communes et pour les
« contribuables pris individuellement, et après avoir mûre-
« ment examiné les moyens de remédier aux inconvéniens de
« cet état de choses, nous avons pris la résolution d'intro-
« duire dans nos possessions allemandes et italiennes un
« système d'imposition équitable dans ses principes et stable
« dans son application.

« En nous occupant de cette entreprise d'utilité générale,
« nous avons eu principalement en vue d'y appliquer les
« règles de la plus rigoureuse justice, et d'encourager la cul-
« ture du pays (*Landescultur*), dont les salutaires progrès
« dépendent essentiellement d'une juste fixation de la quotité
« de l'impôt foncier.

(1) La Hongrie et la Transylvanie, avec leurs dépendances, ont été exceptées de cette disposition générale.

« Nous ordonnons en conséquence ce qui suit :

« 1° Sont assujettis à l'impôt foncier les revenus des
« terres et des biens-fonds, ainsi que ceux des bâtimens.

« 2° Seront considérées comme rapportant un revenu fon-
« cier et partant comme imposables, toutes les superficies
« productives, en proportion de la valeur en numéraire des
« produits qu'elles peuvent fournir, si l'on emploie à leur
« culture le degré ordinaire des soins qu'elle comporte.

« 3° Seront considérés comme revenus imposables des bâ-
« timens : le rapport que pourrait donner le terrain occupé
« par le bâtiment s'il était exploité en culture, et la valeur
« locative que ce dernier rapporte ou qu'il est susceptible de
« rapporter.

« 4° La quotité de l'impôt sera fixée d'après le revenu *net*.

« 5° Nous déclarons devoir être considéré comme revenu
« *net* le produit que le propriétaire peut obtenir, dans les
« années de fertilité ordinaire, de chaque portion de son sol
« productif, d'après le genre de culture à laquelle elle est
« destinée, en y employant le mode d'exploitation usité dans
« la commune, déduction faite des frais ordinaires reconnus
« nécessaires pour la culture du sol, l'ensemencement et la
« récolte.

« 6° Pour les bâtimens, on aura égard aux frais de leur en-
« tretien et à la valeur du capital qui se perd soit en partie,
« soit entièrement dans un certain laps de temps, et le re-
« venu sera calculé et imposé en conséquence.

« 7° L'évaluation du revenu *net* des terres et des bâtimens
« se fera moyennant arpentage (*Oeconomische Vermessung*)
« suivi d'une levée de plan, et par voie d'estimation.

« 8° L'arpentage sera fait par des géomètres civils et mili-
« taires théoriquement et pratiquement instruits.

« 9° Il sera dressé une carte spéciale pour chaque commu-
« ne, contenant la description topographique de son étendue
« et de ses limites, avec l'indication détaillée de chaque pro-

« p riété particulière qu'elle renferme, avec la classification
« de chaque parcelle d'après le genre de culture auquel elle
« appartient, et avec sa délimitation, soit naturelle soit arti-
« ficielle (*natürliche und künstliche Begränzung*).

« 10° Des commissaires d'une probité et d'une impartialité
« reconnue, nommés *ad hoc*, choisis parmi les agronomes
« expérimentés, et possédant une connaissance parfaite des
« localités et des rapports économiques des districts pour
« lesquels ils auront été élus, seront chargés de l'évaluation
« des revenus.

« 11° Il sera procédé dans cette opération d'après les §§ 4,
« 5 et 6, et les commissaires estimateurs auront soin de dé-
« terminer : en combien de classes on doit partager les ter-
« rains productifs de chaque genre de culture, tels que champs
« labourables, prairies, vignes, pâturages et forêts, compris
« dans la même commune ; combien une étendue de ter-
« rain déterminée, de chaque classe et de chaque genre de
« culture, rapporte, année commune, en productions habi-
« tuelles, d'après le mode de culture usité dans la commune ;
« quelle valeur moyenne en numéraire peut leur être assi-
« gnée ; à combien s'élèvent les frais d'exploitation et com-
« bien, ces frais déduits, il reste de revenu *net*.

« 12° Après que les parcelles appartenant à chaque pro-
« priétaire de la commune auront été rangées, d'après leur
« genre de culture, dans les classes respectives auxquelles
« elles appartiennent, eu égard à leur situation et à la qua-
« lité du sol, on leur appliquera, d'après l'étendue qu'elles
« occupent, le tarif d'évaluation fixé de la manière prescrite
« dans le paragraphe précédent.

« 13° L'évaluation du revenu des bâtimens aura lieu moyen-
« nant assimilation à tel ou tel genre de culture et à telle ou
« telle classe du sol qu'ils occupent, et moyennant fixation du
« prix de location d'après l'état effectif de chaque bâtiment.

« 14° Il ne sera pas tenu compte, tant dans l'estimation



« des terrains productifs que dans celle des bâtimens, des
 « charges ou obligations contractées par leurs possesseurs
 « ou propriétaires envers les tiers, que ces charges soient
 « ou purement personnelles ou hypothéquées sur la pro-
 « priété imposable. Ainsi, les capitaux hypothéqués, les
 « cens ou les rentes à payer, les dîmes et autres prestations
 « ou redevances, soit en nature, soit en journées de travail,
 « quelle que soit leur origine, ne seront pas portés en dé-
 « duction dans l'évaluation du revenu net des terres et des
 « bâtimens.

« 15° Les autorités et les individus chargés des opéra-
 « tions cadastrales recevront, tant pour ce qui concerne l'ar-
 « pentage et la levée des plans, que pour l'estimation des
 « revenus, des instructions spéciales et détaillées dont les
 « dispositions seront, s'il le faut, portées à la connaissance
 « du public par voie d'ordonnances circulaires.

« 16° Les résultats de l'arpentage et de l'évaluation des
 « revenus seront, avant que la répartition de l'impôt ait lieu,
 « communiqués aux contribuables. Ces derniers seront ad-
 « mis à faire valoir leurs objections et doléances qui seront
 « écoutées, dûment examinées et suivies, si elles sont fon-
 « dées, des rectifications reconnues nécessaires.

« 17° Après la rectification des résultats de l'arpentage et
 « de l'évaluation, fondée sur les réclamations des contribu-
 « bles, la somme annuelle de l'impôt foncier que nous au-
 « rons fixée, d'après les besoins de l'État, sera répartie de
 « manière que chaque province, chaque arrondissement,
 « chaque district, chaque commune et chaque propriétaire
 « de terre ou de maison aura à payer au trésor public une
 « égale quote part, de tant pour cent, de son revenu, pro-
 « portionnée au total de l'impôt exigé par l'État.

« 18° Les changemens amenés par le temps, soit dans
 « la personne du possesseur, soit dans l'étendue de la pos-
 « session, seront notés et tenus en évidence, de manière

« que, dans le recouvrement de l'impôt, le fisc puisse tous jours s'adresser au possesseur effectif de la propriété im-
« posée d'après l'étendue de ses possessions.

« 19° En cas de dommages occasionnés par les élémens (*dei*
« *Elementar-Unfällen*) et qui détruiraient pour toujours
« l'objet imposable, comme, par exemple, lorsqu'il y a des
« terrains enlevés par le torrent, ou par des éboulemens, ou
« des bâtimens consumés par le feu, ou enfin d'autres acci-
« dens semblables, il y aura remise entière de l'impôt qui
« pesait sur ces portions de propriété.

« 20° En cas d'accidens ou de sinistres qui détruiraient
« pour un certain temps, soit en partie, soit en totalité le
« revenu imposable, il sera accordé temporairement, selon
« les circonstances, des remises d'impôt, soit partielles, soit
« totales.

« 21° Par contre, les objets imposables nouvellement ac-
« quis à l'exploitation, comme, par exemple, les terrains
« acquis par alluvion, les bâtimens nouvellement construits,
« etc., seront assujettis à l'impôt foncier, en observant toute-
« fois les égards convenables pour encourager les amélio-
« rations agricoles et la construction de nouvelles bâtisses.

« 22° Aucunes exemptions d'impôt d'après les titres ou
« qualités personnelles des possesseurs de terres ou de mai-
« sons n'auront lieu ; mais seront exemptés du paiement de
« l'impôt :

« a. Toutes les superficies qui ne peuvent pas être utili-
« sées comme sol productif, telles que les montagnes sté-
« riles, les rochers, les chemins publics, les rivières et les
« canaux.

« b. Les cimetières tant qu'ils servent à cette destination.

« c. Les églises, les casernes, les hôpitaux et autres bâ-
« timens publics.

« 23° Persuadés de la nécessité et des avantages des dispo-
« sitions ci-dessus développées, nous voulons que leur exé-

« cution soit accélérée par tous les moyens qui se trouvent
« à la disposition de l'État.

« 24° Comme cependant cette œuvre exige un emploi trop
« considérable de temps et de frais, et demande la coopéra-
« tion d'un trop grand nombre d'individus, pour être entre-
« prise simultanément dans toute l'étendue de nos posses-
« sions allemandes et italiennes, nous voulons qu'il y soit
« procédé par provinces.

« 25° Nous nous réservons d'indiquer l'ordre d'après le-
« quel les provinces seront soumises, chacune à son tour,
« aux opérations cadastrales, d'après les principes tracés
« par la présente, et de faire connaître les autorités qui se-
« ront chargées de la direction et de l'exécution de ces tra-
« vaux.

« 26° Néanmoins, pour que les provinces, où les opéra-
« tions cadastrales seront plus tôt terminées, puissent parti-
« ciper aux bienfaits du nouveau système d'imposition, en
« ce qui concerne la répartition de l'impôt dans leur inté-
« rieur, sans attendre la peréquation générale, la quote part
« de l'impôt que ces provinces sont obligées de payer main-
« tenant, sera répartie d'après le résultat des nouvelles éva-
« luations qui vont avoir lieu. La quote part stable que
« chaque province aura à payer à l'avenir ne sera fixée qu'a-
« près que les nouvelles opérations cadastrales auront été
« terminées dans toutes les provinces, et qu'elles auront servi
« à établir entre ces dernières une juste proportion. »

La hiérarchie des autorités et des employés auxquels les opérations cadastrales sont confiées est, comme on le verra par la suite, combinée et graduée de manière qu'ils se contrôlent les uns les autres, qu'il y a partout une parfaite uniformité dans le mode de procéder, et que, par une vérification scrupuleuse de toutes les données, on s'approche autant que possible de la vérité.

La haute direction des opérations dont le décret impé-

rial ci-dessus a tracé les bases, fut d'abord confiée à une commission aulique cadastrale (*Grundsteuer-Regulirungs-Hof-Commission*), instituée en 1810, et il y avait dans toutes les provinces et dans tous les districts des commissions spéciales qui en relevaient. Plus tard, en 1827, la commission aulique cadastrale, ainsi que les commissions provinciales et de districts furent dissoutes, et leurs attributions furent dévolues aux autorités administratives ordinaires; mais on institua à Vienne, pour la partie technique des opérations cadastrales, une direction centrale des travaux d'arpentage. Pour l'exécution de ces derniers, il y a, dans chaque province, un directeur de la levée de plans (*Mappirungs-Director*) et plusieurs vice-directeurs, des inspecteurs de l'arpentage, des triangulateurs, des géomètres-arpenteurs et des adjoints-géomètres, des indicateurs et des aides pour les travaux manuels.

Tous ces individus, à l'exception des indicateurs et des aides pour les travaux manuels forment une hiérarchie d'employés, qui sont rémunérés pendant la durée de leurs travaux, d'après leur grade et leur mérite, et qui obtiennent de l'avancement d'après les capacités dont ils font preuve dans l'exercice de leurs fonctions. Les géomètres sont partagés en trois classes : ils sont responsables de l'exactitude de leurs travaux, ainsi que de ceux qu'ils font exécuter par leurs adjoints ; et les inspecteurs qui sont chargés de la révision et du contrôle des opérations des géomètres, partagent cette responsabilité. Lorsqu'un nouvel arpentage devient nécessaire à cause des erreurs commises dans la première levée de plan, le géomètre et l'inspecteur sont obligés de concourir aux frais de cette opération. Les indicateurs sont tenus de fournir au géomètre tous les renseignements dont ce dernier pourrait avoir besoin sur la délimitation de la commune et des propriétés qui s'y trouvent situées ; sur les noms des propriétaires, sur le genre de cul-

ture, etc. C'est la commune qui les choisit parmi les individus recommandables par leur intégrité et possédant les connaissances nécessaires de toutes les localités.

Les opérations cadastrales commencent par une triangulation générale de toute la province qui établit des points d'appui pour le mesurage ultérieur, et dont le résultat constitue un réseau graphique (*graphisches Netz*) de premier ordre. Elle est suivie d'une seconde triangulation plus détaillée qui, constitue un réseau de second ordre. Cette dernière étant terminée sert de base et de contrôle à l'arpentage en détail, c'est-à-dire à la levée de plan de chaque commune et des parcelles qu'elle renferme.

Chaque commune de 500 joch et au-delà a sa carte spéciale ; mais lorsqu'elle a moins d'étendue, ou que ses terrains se trouvent tellement enclavés dans une autre qu'il serait difficile de les en séparer, on la joint à la commune voisine.

Chaque propriété et chacune de ses parcelles doivent figurer sur la carte avec l'indication de leurs limites et de leur genre de culture.

Lorsqu'une limite est en litige, on cherche à la rectifier moyennant un arrangement à l'amiable, et si ce mode d'arrangement ne réussit pas, la limite en contestation doit figurer comme telle avec l'indication des droits que les parties contendantes font valoir, chacune de son côté.

Les évaluations cadastrales reposent, en premier lieu, comme on a pu le voir par le § 11 du décret impérial de 1817, sur une double classification des terrains imposables. D'abord, ces derniers sont rangés dans chaque commune d'après les genres de culture auxquels ils appartiennent, savoir : en terres labourables, jardins, vergers ou potagers, vignes, prairies pâturages et forêts ; et ensuite les parcelles de chaque espèce sont partagées, d'après leur situation topographique et la qualité du sol, en autant de classes qu'il est nécessaire, afin de tenir compte des différences notables

qui se présentent sous le rapport de leur fertilité et de la qualité des produits qu'elles donnent. Cette classification doit être précédée de l'inspection de chaque parcelle.

Après la classification des terrains imposables, on établit, pour chaque classe, le terme moyen de son produit brut, calculé sur les récoltes des années d'une fertilité ordinaire et sur le mode de culture usité dans la commune.

Dans la classification des terrains, comme dans la fixation de leur produit brut, on ne tient compte ni des améliorations du sol que peut obtenir le propriétaire en y consacrant des soins et des frais extraordinaires, ni des déchets qui peuvent résulter de la négligence apportée dans sa culture. On se règle seulement sur la qualité distinctive du sol, et sur le mode d'exploitation adopté par la majorité des propriétaires de la commune. Ce système favorise les progrès de l'agriculture en encourageant les propriétaires industriels et actifs au détriment de ceux des contribuables qui négligent la culture de leur sol.

Le produit brut, ainsi déterminé, est évalué en numéraire, d'après la moyenne tirée des prix du marché les plus modérés, sur une échelle de cinquante années (1). On

(1) Après avoir compulsé les tarifs depuis 1774 jusqu'à 1824 inclusivement, on s'est convaincu que les prix courans de l'année 1824 pouvaient être pris comme moyenne proportionnelle; et comme il était à prévoir que les opérations cadastrales ne seraient terminées dans quelques provinces qu'à une époque très reculée; que, par conséquent, après un long intervalle, il ne serait plus facile de se procurer partout des renseignemens exacts sur les prix de cette année normale, on résolut de recueillir simultanément et sans délai, dans toutes les provinces, des données officielles sur les prix courans de chaque commune en 1824, afin d'établir une base uniforme pour les évaluations cadastrales à venir. Dans ce but, l'administration financière de chaque district (*Steuer-Bezirks-Obrigkei*t), après s'être procuré, de tous les marchés, les prix locaux de l'année précitée des principales espèces de grains, a dû faire comparaitre devant elle des délégués de chaque commune avec les registres communaux. Ces représentans des communes ont dû donner au protocole les prix locaux de 1824 de leurs productions agricoles; et

en déduit ensuite pour les frais d'exploitation, la valeur des produits en nature ainsi que celle du travail et des dépenses en argent comptant consacrés à la culture. Le reste constitue le revenu net du sol imposable. Les produits consacrés à la culture, comme, par exemple, le grain employé à l'ensemencement, sont évalués d'après le taux fixé pour l'estimation du produit brut.

Les journées de travail avec attelages sont évaluées d'après ce que coûte l'entretien des bêtes de train, et les journées de travail manuel d'après les frais d'entretien des valets de ferme, en combinant dans cette estimation le salaire courant des journaliers avec le prix moyen des produits adopté pour celle des revenus. Cette partie des évaluations cadastrales se fait également d'après des tarifs gradués du *minimum* au *maximum* établis pour chaque district. Cette déduction des frais d'exploitation se règle d'ailleurs sur le degré de soins qu'exige notoirement la culture du sol imposable, d'après sa qualité et son genre d'exploitation. Pour le sol labourable, elle est, selon les cas, de 20, 25, 30, 35, 40, 45, 50 ou 60 pour cent du revenu brut, et elle peut aller, dans des cas exceptionnels, jusqu'à 70 pour cent, sauf l'autorisation que le commissaire-estimeur doit requérir à cet effet de l'autorité supérieure.

Toutes les provinces sont partagées en districts d'évaluation (*Schätzungs-Districte*).

Les travaux préparatoires de la classification des terrains

lorsque l'administration financière trouvait que leurs indications n'étaient pas exactes, elle leur en faisait l'observation. Si les délégués de la commune persistaient dans leurs dépositions, on consignait au protocole les raisons alléguées pour les justifier, ainsi que les observations de l'autorité fiscale. Les points controversés étaient ensuite soumis à la décision des autorités supérieures.

Le prix normal ainsi établi pour chaque espèce de produit, sert de base générale, sauf les modifications que les circonstances locales et particulières peuvent rendre nécessaires lors des évaluations définitives.

imposables sont confiés aux autorités locales. Il y a, à cet effet, dans chaque commune, un comité composé du représentant ou chef de la commune (*Gemeinde-Vorsteher*) et de six délégués choisis parmi les individus possédant les connaissances requises et jouissant de la confiance de leurs concitoyens; trois d'entre eux doivent toujours être présents aux travaux de la classification. L'administration financière du district fait diriger ces travaux par un de ses employés, ou en confie la direction au propriétaire du domaine.

La première classification des terrains, effectuée par les géomètres avec la coopération des indicateurs délégués par les communes lors de l'arpentage et de la levée du plan topographique, sert de point de départ; mais les comités chargés du travail préparatoire de l'évaluation ne sont pas astreints à s'y conformer, et peuvent adopter toutes les rectifications qu'ils jugent nécessaires. Pour surveiller les opérations de ces comités et pour dresser les états estimatifs sur les matériaux qu'ils ont recueillis, il y a, dans chaque district d'évaluation, un commissaire-estimateur assisté d'un adjoint, et qui remplit toujours sa tâche avec l'assistance des délégués de la commune et des employés de l'autorité locale (*Obrigkeitsliche Beamten*). L'évaluation des revenus des forêts est confiée à des commissaires-estimateurs spéciaux, qui sont tenus de s'entendre avec les autres commissaires-examineurs ruraux.

Les districts d'évaluation compris dans chaque cercle ou arrondissement administratif, ainsi que tout le personnel employé aux contributions, relèvent des estimateurs-inspecteurs, qui se trouvent adjoints à l'autorité administrative du district. Les inspecteurs et les commissaires-estimateurs reçoivent un traitement pendant qu'ils sont dans l'exercice de leurs fonctions; les membres des comités communaux remplissent gratuitement les leurs.

L'autorité administrative de la province surveille et con-

trôle, dans les limites de sa juridiction, l'ensemble de toutes les opérations cadastrales.

Les autorités et les individus qui concourent à ces opérations sont munis d'instructions spéciales qui en embrassent tous les détails et dont les dispositions sont combinées de manière à recueillir sur cette matière tous les renseignemens désirables, à concilier les intérêts du fisc avec ceux des contribuables et à empêcher l'arbitraire.

Ces instructions sont élaborées, pour chaque province, par l'autorité administrative du chef-lieu, avec le concours des membres des États délégués à cet effet, dont l'avis est entendu en tout ce qui concerne les opérations cadastrales.

Avant de procéder à la classification des terrains et à l'évaluation des revenus, on fait circuler dans toutes les communes une série de questions auxquelles elles sont tenues de répondre. Ces questions se rapportent principalement aux objets suivans :

1° A la situation des terrains productifs et à leur système d'irrigation ;

2° Aux dégâts et aux accidens occasionnés par les élémens (*Elementar-Ereignisse*) auxquels la commune peut être plus ou moins exposée ;

3° Aux différens genres de culture qui y sont pratiqués ;

4° Aux rapports de fermage et aux prix de location des terrains existant dans la commune ;

5° Aux genres des productions qui y sont cultivées et à leur qualité ;

6° A l'état des marchés, à la facilité du débit et au prix des produits agricoles ;

7° A la quantité et à la qualité du bétail qui se trouve dans la commune, et au prix des bêtes à cornes, ainsi que des bêtes de somme et de train ;

8° Au système d'économie suivi dans chaque commune ainsi qu'aux méthodes d'engrais et aux modes de culture ;

9° Aux frais d'exploitation de toutes les branches de l'économie rurale et au système suivi dans l'économie forestière.

10° A la classification qu'on peut admettre dans la commune pour les différens genres de culture selon la qualité et la fertilité du sol.

Les réponses des communes à toutes ces questions servent à orienter les commissaires-estimateurs sur la tâche qu'ils ont à remplir, en leur donnant un aperçu général sur les contrées dont ils ont à évaluer le revenu.

Lorsqu'après ces renseignemens préliminaires les comités délégués par les communes ont commencé leurs travaux de la classification des terrains imposables, le commissaire-estimateur est tenu de les activer et d'en surveiller la marche et les progrès, en faisant dans les communes de fréquentes tournées d'inspection, afin de s'assurer que cette opération préparatoire se fait strictement d'après les principes tracés par les réglemens et d'après les instructions qui concernent cette matière, et pour résoudre, en cas de besoin, les questions douteuses. Dès que le comité d'une commune a terminé son travail de classification, le protocole de cette opération signé par tous les membres du comité et par le délégué de l'administration des finances, est communiqué par l'entremise de l'autorité du district au commissaire estimateur. Ce dernier se rend sur les lieux pour en constater l'exactitude dans tous les détails par une inspection locale de tous les terrains, et pour y apporter, s'il y a lieu, les rectifications nécessaires. S'il tombe d'accord avec le comité sur les rectifications à adopter, on en dresse en commun un protocole supplémentaire. Dans le cas contraire il propose lui-même les changemens qu'il croit convenables, et joint son procès-verbal à celui du comité, pour les transmettre l'un et l'autre à l'autorité de la province.

Après avoir vérifié les travaux préparatoires dans toutes les communes de son arrondissement, le commissaire-esti-

mateur procède à l'évaluation du produit brut et du revenu net en numéraire, toujours en se concertant avec les comités communaux, et il est tenu, en accomplissant cette tâche, d'examiner itérativement, sur les lieux, la nature et la qualité du terrain dont il est appelé à évaluer les produits, indépendamment de l'inspection déjà effectuée lors de la classification.

De même que le commissaire-estimateur du district dirige, surveille et contrôle les travaux des comités communaux, il est surveillé et contrôlé à son tour par l'inspecteur des évaluations dont il relève et auquel il en rend compte. Ce dernier fait de fréquentes tournées dans les communes de son arrondissement, et révisé en seconde instance les opérations cadastrales et les états estimatifs, dont il vérifie l'exactitude par une inspection locale faite en personne. L'un et l'autre sont obligés de dresser des procès-verbaux de toutes leurs opérations, et de tenir un journal de leurs tournées et de leur gestion en général. Ce journal sert à constater l'emploi de leur temps et le degré de diligence qu'ils apportent à l'accomplissement de leur tâche. Les journaux des commissaires-estimateurs sont transmis tous les quinze jours à l'inspecteur, qui les transmet à son tour à l'autorité supérieure de la province, en les accompagnant de ses observations, et il présente en outre à cette autorité des rapports mensuels sur l'état des opérations cadastrales de son district. L'ensemble de tous les travaux est ensuite contrôlé par l'autorité centrale de la province, et en dernière instance par la chancellerie aulique à Vienne.

Pour dégager enfin le résultat des opérations cadastrales de toutes les erreurs ou inexactitudes qui pourraient s'y glisser malgré la gradation établie pour leur contrôle, on admet les communes et les propriétaires fonciers, pris individuellement, à présenter les réclamations qu'ils auraient à faire valoir, soit contre la classification de leurs terrains, soit quant à l'éva-

uation de leurs produits et du revenu net. Ces réclamations sont scrupuleusement examinées, et ce n'est qu'après le prononcé définitif sur leur validité, et après les rectifications auxquelles elles pourraient donner lieu, qu'on procède enfin à la répartition de l'impôt.

Ce qui caractérise plus particulièrement le système du nouveau cadastre dont les principes se retrouvent dans toutes les instructions et dans les réglemens de détail concernant cette matière, c'est que, tout en adoptant pour base des évaluations les données qu'on croit être les plus certaines et le mieux constatées, on cherche aussi à s'éclairer par d'autres voies d'information; on utilise tous les renseignemens secondaires et supplémentaires que l'autorité est à même de se procurer; enfin l'intérêt du fisc et celui des contribuables, toujours en présence l'un de l'autre, sont, depuis le commencement jusqu'à la dernière phase des opérations cadastrales, dûment défendus et représentés.

Après l'achèvement des opérations cadastrales et de la répartition de l'impôt dans toute la province, chaque commune reçoit un livre cadastral, dans lequel se trouvent enregistrées toutes les parcelles de propriétés avec l'indication de leur produit net et les noms et prénoms des propriétaires. Une colonne y reste ouverte pour inscrire tous les changemens et toutes les mutations qui peuvent survenir par la suite, soit dans la personne du propriétaire, soit dans la matière imposable. On y enregistre également les rectifications devenues nécessaires, lorsque les limites de la commune éprouvent quelque changement par suite de nouvelles circonscriptions administratives.

La bonne organisation de ces livres et l'ordre introduit dans leur tenue, donnent au cadastre un caractère de permanence qui rend pour l'avenir toutes les rectifications partielles faciles à accomplir, sans nécessiter des réformes générales dans l'assiette de l'impôt.

Cette grande opération cadastrale qui s'étend à toutes les provinces allemandes, slaves et italiennes (à l'exception de cette partie de la Lombardie où l'on a conservé l'ancien cadastre milanais), et qui embrasse une superficie de 5926 milles carrés géographiques, comptait déjà, en 1837, 3 511 milles carrés, c'est - à - dire plus des sept douzièmes de toute l'étendue, entièrement mesurés en détail. Dans ce cas se trouvent : l'archiduché d'Autriche, la Styrie, les provinces Illyriennes, le royaume Lombard-Vénitien, la Moravie et la Silésie, plus d'un tiers de la Bohême, les quatre cinquièmes de la Gallicie et les huit neuvièmes de la Dalmatie. L'évaluation du revenu a également été terminée dans l'archiduché d'Autriche, en Styrie, en Carinthie, en Carniole, dans le Littoral et dans les deux provinces Italiennes; mais les réclamations des contribuables n'ont encore été définitivement réglées que dans la partie de l'archiduché d'Autriche située au-dessous de l'Enns, où le nouveau cadastre est en vigueur depuis l'année 1834. Les frais des opérations qui l'ont précédé sont évalués par le conseiller aulique Linden, membre de la commission cadastrale, à 4 160 florins par mille carré géographique (environ 24 kreutzer par joch), dont 2 890 florins pour les frais d'arpentage et de la confection des plans, et 1 270 florins pour les frais des évaluations cadastrales. Le revenu net des propriétés territoriales de cette province a été évalué, somme totale, d'après le nouveau cadastre à 14 166 254 florins monnaie de convention (1). Le montant de l'impôt foncier qui tombe à sa charge, ayant été précédemment fixé à 2 398 288 florins, il en résulte qu'elle paie en imposition foncière 16 florins 55 kreutzer sur 100 florins de revenu net.¹

(1) Dans cette évaluation, le revenu du loyer des maisons des villes ne se trouve pas compris.

Les terrains assujettis aux dîmes et autres redevances seigneuriales, connues dans le style officiel sous le titre de *Urbarial-Giebigkeiten* ne paient que 13 fl. 13 kr. $\frac{1}{2}$ par 100 fl. de revenu, et ce sont les propriétaires ou usufruitiers de ces dîmes et redevances qui paient l'impôt tombant à la charge de cette portion de leurs revenus.

Cette dernière quote part de l'imposition n'ayant pas été régularisée par le nouveau cadastre se prélève d'après d'anciens principes ; mais les États de la Basse - Autriche , après avoir longtemps débattu cette question , ont résolu en dernier lieu de solliciter du gouvernement que cette partie de l'impôt soit aussi réglée d'après un système uniforme, pour faire disparaître les inégalités de la répartition actuelle.

La répartition de l'impôt d'après différens anciens systèmes suivis jusqu'en 1819, se trouvait, dans quelques provinces, si défectueuse et donnait lieu à des inégalités si frappantes, qu'en attendant la terminaison du nouveau cadastre, on a cru devoir y introduire un système provisoire d'imposition, auquel les opérations cadastrales exécutées sous l'empereur Joseph ont en grande partie servi de base ; on y a fait seulement les modifications qu'exigeaient les changemens survenus dans les titres de propriété et dans le genre de culture du sol productif, ou qui étaient nécessaires pour rectifier les inégalités les plus choquantes. Parmi ces modifications, les principales ont eu pour objet de régulariser l'imposition des dîmes et autres redevances de ce genre. Dans le cadastre joséphinen, la portion des revenus absorbée par ces prestations et redevances qui grèvent les terres des paysans, était comprise dans le rapport annuel de ces terres, et ce dernier était, en conséquence, imposé dans sa totalité ; c'était une injustice très onéreuse pour cette classe de contribuables, qui étaient ainsi obligés de payer l'impôt pour une portion de revenus appartenant à leurs

maîtres. On chercha à y remédier de différentes manières. En Gallicie, par exemple, le montant de ces prestations en nature a été évalué d'après les dépositions des contribuables, et imposé séparément, et la part afférente de l'impôt a été mise à la charge des propriétaires. En Styrie, on laissa l'imposition *in statu quo*, en obligeant les propriétaires qui reçoivent les dîmes et autres redevances à en rabattre 20 pour 100, à titre de compensation de l'impôt de cette portion de revenus acquitté par les paysans. En Moravie et en Silésie, les dîmes et autres prestations ont été imposées d'après les rectifications effectuées du temps de Marie-Thérèse.

Le provisoire, basé sur le cadastre joséphinen, a été adopté pour la Gallicie, la Moravie, la Silésie, la Haute-Autriche, la Styrie et une partie de la Carinthie. En Bohême, en Tyrol, dans les provinces Italiennes, dans le Littoral, dans la Carniole et dans une partie de la Carinthie, il y a des systèmes provisoires d'imposition particuliers à chacune de ces provinces, et fondés pour la plupart sur d'anciennes évaluations cadastrales. Une partie de la Lombardie jouit, depuis l'année 1740, comme nous avons déjà eu occasion de l'observer, d'un système d'imposition connu sous le nom de *censimento milanese*. Ce système est basé sur des principes si équitables, tant pour l'évaluation des revenus que pour la répartition des charges, qu'il doit y rester en vigueur pour l'avenir. Plusieurs provinces lombardes, savoir : Brescia, Bergamo, Sondrio, ainsi que quelques portions des provinces de Mantoue et de Lodi, où le système du *censimento* milanais n'avait pas été introduit, se trouvent aussi sous le régime d'un provisoire, qui doit cesser dès que le nouveau cadastre sera terminé et mis en vigueur. La Lombardie paie en impôt foncier et des maisons 7 360 000 fl.

Dans la province de Venise, le prélèvement de l'impôt foncier se fait d'après une estimation approximative des

revenus fondée sur des calculs de probabilité. Ce système d'imposition, improvisé du temps de la domination française, a été rectifié depuis à plusieurs reprises. Le revenu de cette province a été évalué en dernier lieu à 58 843 809 livres italiennes ou 22 556 793 fl. monnaie de convention; et la quote part de l'impôt est fixée à 5 355 000 fl., ce qui fait 23 fl. 44 kr. par 100 fl. de revenu.

En Carniole, l'imposition est répartie d'après les évaluations cadastrales faites sous l'empereur Joseph et rectifiées sous le gouvernement français. Dans le Littoral, ce sont les registres du cadastre dressés sous le gouvernement français et rectifiés depuis par suite des réclamations des propriétaires, qui servent de base. Dans le Tyrol, c'est encore le système d'imposition introduit sous Charles VI et rectifié en 1784 qui fait loi. En Bohême, ce sont les opérations cadastrales effectuées sous Joseph II qui ont été maintenues comme base de la répartition de l'impôt.

Tant que subsistent encore dans la plupart des provinces ces systèmes provisoires d'imposition si différens les uns des autres, il est très difficile d'établir avec précision le chiffre réel de l'impôt relativement au revenu net des propriétés imposées, et d'en faire la comparaison avec d'autres États.

Dans toutes les grandes monarchies composées de pays qui diffèrent les uns des autres sous le rapport de leur culture et de leur richesse nationale, ainsi que sous celui du régime de leur administration locale, et qui ne sont pas soumis aux mêmes règles pour l'assiette de l'impôt, il doit y avoir nécessairement des inégalités dans la répartition des charges. Ces inégalités tiennent tantôt à des exemptions et des privilèges dont jouissent certaines propriétés ou certaines classes de contribuables, tantôt à la défectuosité des opérations cadastrales et au manque d'uniformité dans les principes adoptés quant à l'évaluation du revenu sur lequel l'impôt est prélevé. Il arrive souvent que le chiffre no-

minal de l'impôt était le même, une propriété y contribue pour 30 ou 40 pour 100 de son revenu, tandis qu'une autre ne paie que 10 ou 20 pour 100 du sien.

On a vu, pages 162 et 165, que, dans la partie de l'archiduché d'Autriche située au-dessous de l'Enns, l'impôt n'enlève au contribuable que 17 pour 100 de son revenu, tandis qu'il est de près de 24 pour 100 dans la province de Venise; mais, dans la Basse-Autriche, où le nouveau cadastre est déjà en vigueur, l'évaluation des revenus, faite d'après un système plus perfectionné, ayant pour base un arpentage régulier de toutes les propriétés et une classification du sol d'après le degré de sa fertilité, se rapproche autant que possible, du rapport réel des propriétés imposées; tandis que dans la province de Venise les évaluations cadastrales faites d'une manière approximative, sont probablement bien au-dessous de la valeur réelle. On ne saurait donc affirmer avec certitude, sur la simple comparaison des chiffres de l'impôt, que l'une de ces provinces soit plus imposée que l'autre.

Ce n'est qu'après l'achèvement définitif dans toutes les provinces de l'opération cadastrale, qui durera encore quelques années, qu'on pourra établir d'une manière égale la quote part de l'impôt de chaque province selon ses ressources, et dégrever celles des propriétés qui se trouveraient surchargées comparativement aux autres. Il est dit dans un ouvrage publié à Leipzig sous le titre : *Autriche en 1840, par un homme d'État autrichien*, que l'impôt foncier, en y ajoutant les dîmes et autres redevances qui frappent les propriétés foncières des communes et des paysans, absorbe dans les années ordinaires de bonne récolte, jusqu'à 70 pour 100 du revenu; de sorte qu'il ne resterait au contribuable que 30 pour 100 du produit de son sol; mais nous ne saurions admettre sans méfiance les données statistiques renfermées dans ce livre, dont le style et la tendance sont loin de justifier la qualification d'homme d'État que

l'auteur anonyme aura, sans doute, adoptée pour donner plus de poids à sa publication. Ses calculs, quant aux charges qui grèvent certaines propriétés, doivent être ou très exagérés comme la plupart des griefs qu'il fait valoir contre l'administration autrichienne, ou fondés sur quelques cas particuliers, qui peuvent se rencontrer dans les provinces où les rectifications cadastrales ne sont pas encore terminées, et qui se retrouvent aussi dans beaucoup d'autres pays. Ainsi, par exemple, Weber cite dans son livre, page 645 (*d'après la statistique de Krug*), un village de la Marche prussienne qui paie 76 pour 100 de son revenu, tandis que d'autres propriétés de la même province ne paient que 17 à 30 pour 100.

Indépendamment des cas isolés de ce genre, il y a généralement en Prusse des inégalités très considérables dans la répartition de l'impôt entre les provinces, selon les différentes lois financières qui les régissent. Dans la Prusse orientale, d'après les données statistiques de Weber, les terres seigneuriales paient le quart de leur revenu net, celles de censitaires ou francs-tenanciers le tiers, et celles des paysans la moitié. La répartition de l'impôt repose dans cette province sur un système qui date du commencement du XVIII^e siècle. Dans la Prusse occidentale, les propriétaires nobles paient, d'après les principes fixés en 1772, 25 pour 100 du produit net de leurs terres et du cens qu'ils en reçoivent, les censitaires et francs-tenanciers 25 à 30, et les paysans 33 $\frac{1}{3}$. Dans la Poméranie, les terres sont partagées en différentes classes selon la qualité du sol, et paient, terme moyen, d'après la classe à laquelle elles appartiennent, de 17 à 26, de 18 à 33, de 28 à 42 et même de 35 à 76 pour 100 de leur revenu. Les biens de l'ordre équestre (*Ritter-Güter*) ne paient qu'une très légère contribution de 20 à 40 écus par an. Le système d'imposition de cette province date encore du XIV^e siècle. En Silésie, toutes les terres,

même les domaines du roi et des princes de la famille royale, sont soumises à la contribution foncière, qui s'élève à 28 pour 100 du revenu net. Les terres appartenant aux paysans paient 34 pour 100 de leur revenu. Dans la province saxonne, et nommément dans les districts qui faisaient autrefois partie du royaume de Westphalie, la contribution foncière atteint $\frac{1}{2}$ du revenu net. Elle est prélevée d'après le système d'imposition sanctionné par l'ancienne constitution de ce pays qui ne reconnaissait aucune exemption d'impôt. Dans les districts, qui appartenaient à la Saxe royale, la répartition est réglée d'après d'anciens usages saxons. Elle est très inégale, les biens de l'ordre équestre en sont exemptés et ne paient qu'une légère contribution de 40 écus par an.

Dans le duché de Posen, l'impôt qui pèse sur les biens appartenant à la noblesse s'élève à 24 pour 100 de leur revenu, tandis que les terres appartenant aux paysans paient 33 pour 100. Dans les provinces rhénanes on a maintenu le système d'imposition français, en supprimant la contribution des portes et fenêtres. (1)

Une ordonnance de l'année 1810, concernant la perception des impôts, avait annoncé une révision générale de la contribution foncière pour égaliser cette charge et assujettir toutes les propriétés qui en étaient encore exemptées; mais cette révision réservée aux délibérations des États provinciaux, est jusqu'à présent restée en projet.

La loi financière du 30 mai 1820, sur laquelle aujourd'hui encore repose, en grande partie, le système d'imposition de la Prusse, a statué en principe, que la contribution foncière sera prélevée dans toutes les provinces d'après les réglemens en vigueur, mais que partout où cet

(1) Toutes ces données, concernant l'inégalité de la répartition de l'impôt foncier en Prusse, sont tirées de l'ouvrage du professeur Weder, intitulé *Handbuch der Staatswirthschaftlichen Statistik der preussischen Monarchie*.

impôt a été nouvellement introduit ou augmenté par suite des changemens de domination survenus depuis 1789, la cote de l'imposition ne devra pas dépasser 20 pour 100 du revenu net; que par conséquent tous ceux des contribuables appartenant à cette catégorie qui pourront constater qu'ils se trouvent imposés au-delà d'un cinquième de leur revenu, obtiendront un dégrèvement. Cette loi n'ayant remédié qu'à quelques cas isolés, la peréquation générale est restée réservée à l'avenir.

Les provinces rhénanes sont les seules où la répartition de l'impôt se fait d'après un nouveau cadastre commencé sous le gouvernement français, terminé sous le gouvernement actuel, et mis définitivement en vigueur par la loi de 1839, qui a fixé la quotité de l'impôt à 20 pour cent du revenu net. Tous les biens-fonds y sont assujettis, à l'exception des domaines appartenant à la noblesse médiatisée de l'Empire.

Toutes les autres possessions de la monarchie se trouvent encore sous les anciens régimes d'imposition dont nous venons de signaler les inégalités.

Ainsi voilà déjà trente-deux années d'écoulées depuis que la nécessité d'une réforme générale de l'impôt foncier a été reconnue par l'État, sans que la promesse qui en a été faite par la loi du 27 octobre 1810 ait obtenu son accomplissement, ce qui s'explique par les difficultés inséparables des opérations qui précèdent un nouveau cadastre, et par les frais considérables qu'elles occasionnent.

Nous avons déjà observé que les frais des opérations cadastrales terminées jusqu'à présent en Autriche, s'élèvent, terme moyen, à 4 160 florins, monnaie de convention, par mille carré. Ceux du nouveau cadastre des provinces rhénanes sont évalués, dans un ouvrage statistique de Benzenberg concernant cette matière, à 4 463 écus, ou 6 375 fl.; cette différence vient probablement de ce que la propriété est plus fractionnée dans la Prusse rhénane que dans la plupart des provinces autrichiennes, ce qui augmente les frais d'ar-

centage et d'évaluation. Pour les autres possessions de monarchie prussienne qui ne sont pas encore cadastrées d'après un principe uniforme, et qui embrassent une superficie de 4 215 milles carrés géographiques, on peut porter le devis estimatif des frais des opérations cadastrales, par analogie avec le cadastre autrichien, à un *minimum* de 4 000 flor. par mille carré, ce qui porterait à 16 860 000 fl. monnaie de convention, le total de la dépense pour la superficie qui reste encore à cadastrer. Cette somme équivaut à plus d'une année et demie du produit de la contribution foncière prélevée dans les provinces qui se trouvent encore sous le régime des anciens systèmes d'imposition (1). Quelque considérable que soit cette dépense, elle pourrait, en la répartissant sur un certain nombre d'années, être supportée par l'État en vue des grands avantages qu'on retirerait d'un nouveau cadastre fondé sur une égale répartition des charges, et qui compenseraient sans doute avec bénéfice ce sacrifice temporaire. On pourrait même faire supporter une partie au moins des frais des opérations cadastrales, à celles des propriétés foncières qui se trouveraient dégrevées par le nouveau cadastre. Mais des obstacles d'un autre genre entravent et retardent cette grande opération financière, et sont plus difficiles à surmonter. Lorsque l'assiette de l'impôt est vicieuse dans sa répartition primitive, lorsque les systèmes d'imposition et les principes suivis dans l'éva-

(1) D'après un tableau statistique publié dans la *Gazette d'État de Prusse* de l'année 1835, n° 66, le total du produit de la contribution foncière s'élevait, en 1834, à 10 794 447 écus, ou 15 424 924 florins monnaie de convention. Dans ce total, les deux provinces Rhénanes, qui se trouvent déjà, depuis 1839, sous le régime du nouveau cadastre, figuraient pour une somme de 3 356 038 écus, ou 4 794 340 florins; le reste, montant à 10 630 584 florins monnaie de convention, tombait à la charge de six provinces qui doivent être soumises à la réforme générale de la répartition de l'impôt sur la propriété immobilière.

luation des revenus varie d'une province à l'autre, comme c'est le cas en Autriche et en Prusse, l'introduction d'un système uniforme exempt de toute inégalité dans la répartition, devient une tâche aussi épineuse qu'elle est importante dans ses résultats. Les rectifications cadastrales ont souvent un effet rétroactif qui porte atteinte à des droits de propriété légitimement acquis. Quelques exemples choisis au hasard pourront servir à expliquer les difficultés inhérentes aux réformes de cette nature. Supposons deux terres d'un égal rapport, mais situées dans des contrées appartenant à deux différens systèmes d'imposition. Ces terres que nous nommerons A et B rapportent chacune 10 000 florins de revenu; la terre A paie 4 000 florins d'impôt foncier, et la terre B 2 000 florins seulement; de sorte qu'il ne reste au propriétaire de la première que 6 000 florins de revenu net, tandis que celui de la seconde en aura 8 000. Ces deux terres sont mises en vente et achetées à un prix proportionné à leur revenu net, savoir la terre A pour 120 000 florins, équivalant à 6 000 florins de revenu à 5 pour cent, et la terre B pour la somme de 160 000 florins. Arrive le nouveau cadastre basé sur une égale répartition des charges, et d'après la nouvelle fixation de l'impôt foncier, les deux terres paieront chacune 30 pour cent, c'est-à-dire 3 000 florins pour la quote part de leur contribution foncière, et il restera à chacun des acquéreurs 7 000 florins de revenu net. Ainsi le nouveau propriétaire de la terre A aura gagné 1 000 florins de revenu, ou 20 000 en capital, tandis que l'acquéreur de la terre B en aura perdu autant de sa fortune. La même lésion des droits acquis peut frapper d'une manière encore plus injuste les partages de succession. Une seigneurie rapportant par exemple 100 000 florins par an et ne payant que 10 000 florins d'impôt, tombe en partage par droit de succession à trois frères. Le revenu net, déduction faite de l'impôt, s'élevant à 90 000 florins, la part de chacun sera de

30 000 florins de revenu, ou 600 000 florins en capital à 5 pour cent. Un des cohéritiers garde tout le domaine, en payant à chacun de ses frères leur part d'héritage. Supposons que, par suite des rectifications cadastrales, la cote d'imposition de cette seigneurie se trouve portée à 20 000 fl. Quel en est la conséquence pour celui des héritiers qui a désintéressé ses frères dans le partage de la terre ? Chargé à lui seul d'une augmentation de 10 000 florins par an, en sus de la contribution foncière qui avait été portée en compte dans l'évaluation faite pour le partage, sa part qui était de 30 000 fl. de revenu se réduira à 20 000 florins, et il perdra ainsi un tiers de son héritage. Plus les copartageans seraient nombreux et plus serait considérable la perte de celui d'entre eux qui aurait désintéressé les autres dans le partage. Elle pourrait dans certains cas réduire à rien sa part dans la succession. Il est hors de doute que des cas analogues doivent se présenter plus ou moins fréquemment dans toutes les peréquations d'impôt foncier. Il en est de même des exemptions d'impôt dont jouissent certaines propriétés, comme les terres appartenant à l'ordre équestre (*Ritter-Güter*) dans quelques provinces de la Prusse.

Lorsqu'une nouvelle loi de finances impose ces terres à l'égal des autres, elle empiète sur les droits de propriété des nouveaux acquéreurs, qui les ont achetées ou acceptées, dans leur part de succession, à un taux d'autant plus élevé que le privilège d'exemption en augmentait la valeur.

Souvent onéreux dans son application, ce nivellement des cotes d'imposition devient quelquefois tout aussi injuste en principe, puisque les franchises dont jouissent certaines propriétés sous le rapport de l'impôt, n'ont pas toujours constitué dans leur origine un privilège acquis par certaines classes de contribuables au détriment des autres. L'ouvrage de M. Hoffmann sur le système d'imposition de la Prusse contient à ce sujet des observations très judicieuses, qui vien-

nent à l'appui de notre opinion et dont nous allons insérer ici quelques passages :

« Il serait tout aussi difficile, dit l'auteur que nous citons, « de prouver que toutes les exemptions d'impôt dont jouissent les biens de l'ordre équestre (*Ritter-Güter*) reposent sur d'injustes privilèges, que de constater la légalité de leur origine. Lorsque les propriétaires fonciers ont cédé une partie de leurs terres, à condition que ceux qui en ont pris possession paieraient à l'avenir les impôts qui pesaient sur la totalité du domaine, il n'y avait dans cet arrangement aucun dommage pour ces nouveaux possesseurs; cette obligation n'augmentait pas la masse de leurs redevances, et plus la charge des impositions qu'ils avaient à acquitter envers le fisc à la place du propriétaire du domaine était considérable, moins ils payaient à ce dernier de loyer ou de cens emphytéotique. L'État n'avait pas non plus à s'en plaindre, puisque ordinairement le propriétaire était obligé de payer les arrérages d'impôt, qui résultaient de l'impuissance de ses vassaux à les acquitter.

« Lorsque au contraire les propriétaires de l'ordre équestre usaient de leur prépondérance, pour débarrasser les terrains dont ils s'étaient réservé la culture, de tous les impôts que réclamaient les besoins de l'État, il y avait évidemment une lésion des droits des autres possesseurs ou usufruitiers, dont ces exemptions augmentaient injustement les charges. En tout cas les propriétaires actuels des biens de l'ordre équestre se trouvent dans un état de légitime possession; ils ont payé, ou acquis ces terres dans le partage de succession, à un taux d'autant plus élevé que les exemptions d'impôt en augmentaient le revenu. Si maintenant, pour atteindre l'égalité de la répartition des charges, on évalue leurs revenus d'après les mêmes principes, si on les oblige à en payer la contribution foncière

« d'après la proportion établie pour les autres propriétés im-
« posables, la valeur de leurs domaines se trouvera réduite
« de tout le capital représenté par la quote part annuelle de
« l'impôt, au taux des intérêts usité dans le pays. Ils suppor-
« teront cette perte sans aucun espoir de dédommagement ;
« car toute réduction des autres impositions qui pèsent sur
« l'ensemble du pays, de même que les améliorations des éta-
« blissemens d'utilité publique qui pourraient résulter de l'ac-
« croissement des revenus de l'État provenant de la nouvelle
« charge qui leur a été imposée, ne tourne pas plus à leur
« profit qu'à l'avantage de la masse des habitans du pays. »

Quelque justes que soient en elles-mêmes toutes ces considérations, il n'en est pas moins vrai, et M. Hoffmann est aussi de cet avis, que l'inégalité de la répartition des charges est toujours un grand mal auquel tout gouvernement sage et paternel doit chercher à remédier. D'abord, il est certain que l'État peut retirer un revenu beaucoup plus considérable de la contribution foncière, lorsqu'elle est également répartie et supportée par toutes les propriétés immobilières ; mais indépendamment de cet avantage financier il y a, sous le rapport moral et politique, un argument à faire valoir en faveur de la peréquation d'impôt, auquel nous accordons la plus grande valeur et que nous envisageons comme le plus prépondérant. C'est que toutes les exemptions des charges publiques et toutes les inégalités dans leur répartition, quelque légitime que puisse en être l'origine dans certains cas, exercent une fâcheuse influence sur l'opinion des masses, et aliènent aux gouvernemens l'affection de leurs sujets. Le temps a depuis longtemps effacé la trace et le souvenir des transactions qui avaient dans le principe donné la légalité à ces sortes de privilèges, et le peuple s'est habitué à les envisager comme un injuste avantage accordé au riche au détriment du pauvre. On ne doit pas non plus perdre de vue que même la plupart de celles des exemptions d'impôt qui ont été ac-

quises dans leur origine par des moyens légitimes et sans lésion des possesseurs de terrains assujettis à la contribution foncière, sont effectivement devenus injustes avec le temps, à mesure que les charges publiques ont augmenté.

Le gouvernement autrichien a donc donné une preuve incontestable de la sagesse et de la prévoyance de son administration, en poursuivant, avec une louable persévérance, à travers tous les obstacles, la grande œuvre des opérations cadastrales, qui va doter, dans un temps peu éloigné, la plus grande partie de ses possessions des bienfaits d'un système d'imposition foncière égal dans sa répartition et sagement proportionné aux moyens des contribuables. Mais il faut aussi observer, que cette tâche, dont l'honneur appartient principalement au règne de l'empereur François, a été facilitée en grande partie par les rectifications cadastrales entreprises sous Marie-Thérèse et sous l'empereur Joseph II; quelque incomplets et défectueux qu'aient été ces premiers essais, ils ont servi de jalons pour la route qu'on avait à suivre dans les opérations actuelles, de même que le cadastre milanais leur a servi de modèle. Les privilèges d'exemption et les inégalités les plus choquantes de la répartition de l'impôt, ayant déjà été en grande partie supprimés sous les deux règnes précédens, cette réforme débarrassa le terrain cadastral des principaux obstacles. Cependant la nouvelle répartition de la contribution foncière rencontre encore de nombreuses difficultés. Ce qui le prouve entr'autres, c'est qu'il y a des provinces où les opérations cadastrales sont terminées depuis quatre à cinq ans, et où cependant le nouveau cadastre n'est pas encore en vigueur à cause des réclamations des contribuables qui n'ont pu être entièrement réglées.

À côté des systèmes provisoires d'imposition foncière que nous avons déjà signalés, page 164 et suivantes, et des opérations du nouveau cadastre qui se poursuivent encore, l'im-

l'impôt des maisons (*Gebäude-Steuer*) a été réglé en Autriche par une loi spéciale publiée en 1819. Les provinces où cette loi a été mise en vigueur sont : l'archiduché d'Autriche, la Styrie, la Carinthie, la Carniole, le Littoral, la Moravie, la Silésie, la Bohême et la Gallicie. Dans les provinces italiennes et en Dalmatie, l'impôt des maisons est compris dans la contribution foncière. La ville de Trieste en est entièrement exemptée, mais il est question de l'y assujettir.

La perception de l'impôt se fait, tantôt en proportion du loyer que les maisons rapportent, tantôt d'après leur classification. Le premier de ces systèmes est adopté pour la ville de Vienne avec ses faubourgs et sa banlieue, pour les chefs-lieux des provinces, et les bains les plus renommés, comme Baaden, près de Vienne, Tœplitz, Carlsbaad, Franzensbrunn et Marienbaad.

On déduit du loyer 15 pour cent, pour les frais d'entretien et de réparation, et le reste du revenu est imposé dans la proportion de 18 pour cent.

Le montant du loyer est constaté chaque année par des registres appelés *Zins-Fassiones*, que les propriétaires sont tenus de dresser d'après des formulaires imprimés, et qui doivent être certifiés par les locataires. Ces registres sont en outre contrôlés par les révisions que l'autorité compétente ordonne, en cas de besoin, c'est-à-dire lorsqu'il y a lieu de douter de l'exactitude des déclarations qui y sont consignées. Chacun a le droit de prendre connaissance de ces registres, et de signaler à l'autorité les inexactitudes qui pourraient s'y trouver.

Lorsque le propriétaire a dissimulé une partie ou la totalité d'un loyer, il doit en payer le montant au profit du dénonciateur, et en sus le double de sa valeur au profit du fisc. Si le dénonciateur renonce à sa récompense, la part qui lui revenait tombe également au profit du fisc. Les locataires

qui certifient de fausses déclarations sont également passibles de peines pécuniaires:

Lorsqu'un logement est loué avec son ameublement, on déduit du loyer la portion afférente à la location des meubles.

Le propriétaire qui occupe lui-même sa maison, en partie ou en entier, doit payer l'impôt comme s'il la louait à un autre. Le loyer qu'il pourrait en retirer, s'il la mettait en location, est évalué par assimilation à d'autres logemens de la même étendue. La nouvelle loi diffère, sous ce point, du principe établi par le cadastre introduit sous l'Empereur Joseph, d'après lequel l'impôt des maisons n'était prélevé que sur le loyer qu'elles rapportaient effectivement. Le principe actuel est plus juste, puisque le propriétaire qui occupe sa maison en retire, quoique indirectement, son profit comme celui qui loue la sienne, en épargnant le loyer qu'il serait lui-même obligé de payer s'il occupait la maison d'un autre. Lorsque la maison ou une partie des logemens qu'elle contient, n'est ni louée ni occupée par le propriétaire, il est fait remise de l'impôt.

Dans les villes où l'impôt n'est pas prélevé en raison du loyer, les maisons sont rangées en douze classes, et paient en conséquence depuis 40 kreutzer jusqu'à 60 florins par an. D'après la loi de 1819, la gradation de l'impôt était de 20 kreutzer à 30 florins seulement (voir le tarif qui suit); mais ce taux a été plus tard élevé au double.

TARIF

de l'impôt des maisons, prélevé d'après la loi de 1819, dont le taux a été doublé par une loi subséquente.

NOMBRE des pièces contenues dans une maison.	MAISONS						OBSERVATIONS.
	Sans étages supérieurs.			Avec 1 ou plusieurs étages supérieurs.			
	Classes.	Montant de l'impôt.		Classes.	Montant de l'impôt		
pièces.		flor.	kr.		flor.	kr.	
de 4 à 3	XII.	»	20	»	»	»	Pour les maisons qui ont plus de 35 pièces, le tarif aug- mente, pour chaque cinq pièces en sus, savoir : d'un florin, lorsque ce sont des maisons qui n'ont qu'un rez-de-chaus- sée, et de 2 florins lorsqu'elles ont un ou plusieurs étages supérieurs.
4 à 5	XI.	4	»	»	»	»	
6 à 7	X.	2	»	IX.	3	»	
8 à 9	IX.	3	»	VIII.	4	»	
10 à 14	VIII.	4	»	VII.	6	»	
15 à 18	VII.	6	»	VI.	8	»	
19 à 21	VI.	8	»	V.	12	»	
22 à 24	V.	12	»	IV.	16	»	
25 à 27	IV.	16	»	III.	20	»	
28 à 29	III.	20	»	II.	25	»	
30 à 35	II.	25	»	I.	30	»	

En Prusse, dans les villes, les propriétaires des maisons paient la contribution immobilière, sous diverses dénominations et d'après différens principes d'évaluation qui varient d'une province à l'autre. A Berlin, il y a, outre la contribution immobilière, payée par les propriétaires des maisons, un impôt prélevé sur les locataires à raison de $6\frac{2}{3}$ pour cent du prix de location. Les propriétaires qui occupent eux-mêmes leurs maisons y sont assujettis comme les locataires. Le montant du loyer est, dans ce cas, évalué par analogie avec d'autres habitations de la même catégorie. Les locataires dont le loyer ne dépasse pas la somme de

30 écus, ou 43 florins monnaie de convention, en sont exemptés. Cette exemption, en faveur de petits locataires appartenant aux classes de la population voisine de l'indigence, est très juste en principe, et nous croyons qu'on pourrait, en Autriche, l'appliquer avec quelque modification, à l'assiette de l'impôt sur les maisons, partout où cette contribution, prélevée d'après le montant du loyer, augmente ce dernier dans la proportion de 15 pour 100; ce qui est beaucoup pour les classes indigentes. Comme, en Autriche, l'impôt qui frappe le loyer des maisons représente la contribution immobilière des villes, tandis qu'en Prusse il n'en est que le supplément, prélevé dans la capitale seulement et envisagé comme une des impositions directes qui atteignent les contribuables dans l'emploi de leurs revenus, une exemption totale au profit des petits loyers serait une lacune dans le système d'imposition; mais on pourrait, il nous semble, vu l'élévation de cet impôt, le réduire à un taux plus modéré pour certaines catégories de petits logements occupés par les classes indigentes. A Vienne, par exemple, où le loyer est déjà si élevé (1), que des familles pauvres qui gagnent à peine 1 florin par jour, sont dans le cas de payer 100 florins par an et au-delà pour leur modeste réduit, on pourrait diminuer l'impôt de la moitié pour tous les loyers au-dessous de 100 ou de 120 florins.

Lorsque la loi de 1819, qui constitue la base de la répartition de l'impôt des maisons, fut mise en vigueur, il se manifesta une grande disproportion, quant à la quotité de la taxe, entre les maisons qui sont imposées d'après le montant du loyer et celles qui le sont d'après les classes. Ces der-

(1) Le loyer est payé à Vienne, dans la ville même, à raison de 100 à 150 florins par pièce habitable, et dans les faubourgs, à raison de 80 florins à peu près.

nières payaient beaucoup moins, comparativement aux autres; et c'est ce qui engagea l'administration des finances à doubler les taux du tarif que nous avons donné p. 178.

Cette mesure remédia en partie aux inconvénients de l'ancienne répartition; mais l'imposition d'après les classes est en elle-même très injuste, car elle doit donner lieu à des inégalités choquantes dans son application. Nous avons observé (p. 176) que l'imposition d'après le montant du loyer n'a été adoptée que pour les chefs-lieux de provinces et pour les bains minéraux les plus renommés. Toutes les autres villes, sans exception, sont imposées d'après un tarif qui est le même pour les villes de 10 000 habitans et au-delà que pour les petites bourgades de 1 000 à 1 500 âmes, tandis que la différence du prix de location doit être très considérable. Il y a telle ville commerçante et industrielle de 8 à 10 000 habitans où, par exemple, un logement confortable de dix à douze pièces peut rapporter 4 ou 500 fl. de loyer, tandis que dans une autre petite ville habitée par une population pauvre, un logement de la même catégorie rapportera à peine 200 à 250 fl. Il y a, de même, de grandes différences, quant au prix de location, entre les maisons situées dans la même ville. Telle maison sise dans une rue écartée, étroite, bourbeuse ou mal aérée, ne rapportera pas à son propriétaire la moitié du loyer qu'on paiera pour une habitation convenable de la même étendue, située sur une belle place au centre de la ville. C'est sans doute aussi à cause de ces inégalités que le tarif de l'impôt prélevé d'après les classes, a été réduit au taux le plus modéré possible, pour ne pas le rendre trop onéreux aux propriétaires des petits bourgs, qui ne retirent de leurs maisons qu'un très mince revenu.

Nous croyons qu'on rendrait la répartition de l'impôt sur les maisons beaucoup plus égale et plus productive pour le fisc, si l'on donnait plus d'extension au système qui prend le montant du loyer pour base de l'imposition. On pourrait,

par exemple, introduire ce système dans toutes les villes qui ont une population de 5 000 âmes et au-delà.

Indépendamment des exemptions d'impôt indiquées dans le § 22 du décret impérial du 23 décembre 1817 (Voir page 151), et qui se rapportent, en ce qui concerne l'impôt des maisons, aux bâtimens de l'État, aux églises, casernes et hôpitaux, il y en a encore d'autres accordés par des lois subséquentes. Ainsi, sont encore exemptés de cet impôt :

1° Les bâtimens appartenant aux églises paroissiales (*Pfarr-Gebäude*), ainsi que les maisons épiscopales;

2° Les bâtimens appartenant aux couvens des ordres mendiants.

3° Les demeures des pasteurs protestans, ainsi que les maisons d'école et de prière (*Beth-Häuser*).

4° Les maisons particulières destinées par les propriétaires à l'établissement d'hospices ou à d'autres buts de bienfaisance.

5° Les maisons occupées par les autorités locales administratives, judiciaires, ou de police.

6° Les maisons occupées par les États provinciaux.

7° Les bâtimens occupés par les salpêtrières.

Il y a en outre des exemptions d'impôts temporaires pour les maisons nouvellement construites, ou pour la reconstruction et l'agrandissement des maisons existantes. Pour la ville de Vienne ces exemptions ont été réglées par une loi de 1835 de la manière suivante :

1° Les maisons nouvellement construites, là où il n'y en avait pas, sont affranchies pour dix ans de la contribution immobilière.

2° Les nouveaux bâtimens construits à la place d'anciens tombés en ruine ne jouissent de cette exemption que pour huit ans.

3° Les propriétaires des maisons restaurées et agrandies, n'ont droit à une exemption d'impôt que pour la partie du

bâtiment nouvellement acquise à l'imposition. Cette exemption s'accorde également pour huit ans. Pour toutes les autres villes les exemptions indiquées sous les numéros 2 et 3 sont seules admissibles.

Cette loi n'est obligatoire que pour l'Archiduché d'Autriche, la Styrie, l'Illyrie, la Bohême, la Moravie, la Silésie et la Gallicie. Dans les autres provinces, il y a encore d'anciennes lois en vigueur qui accordent, selon les cas et les localités, des exemptions d'impôt de trois ans jusqu'à seize.

La perception de la contribution foncière et de l'impôt des maisons se fait d'une manière simple et peu dispendieuse. Les contribuables sont tenus de verser leur cote d'imposition, aux termes prescrits par la loi, à la caisse de perception de l'arrondissement qu'on appelle *Steuer-Bezirks-Obrigkei*t. Les frais ainsi que les risques du transport sont à leur charge. Dans la plupart des provinces, le gouvernement charge de cet encaissement une des autorités communales (*Grund-Obrigkei*t) de l'arrondissement, choisie parmi celles qui méritent le plus de confiance et d'après les convenances locales topographiques. En Bohême et dans le Tyrol ce sont partout les autorités communales qui sont chargées de l'encaissement de l'impôt. Les préposés des caisses communales ou des caisses d'arrondissement, sont responsables des sommes déposées par les redevables, et versent tous les trois mois le montant de l'impôt dans la caisse des États de la province, en portant en déduction 2 pour 100 à leur profit comme dédommagement des frais de perception. Ils ne reçoivent en revanche aucune bonification pour les frais de transport. Les États provinciaux versent ensuite les sommes reçues des caisses communales ou des caisses d'arrondissement, dans la caisse centrale de la province.

Ce système de perception est suivi dans toutes les provinces allemandes et salves. Dans les provinces italiennes, ce sont ordinairement des fermiers qui se chargent de la per-

ception de l'impôt foncier, moyennant l'abandon de tant pour 100 à leur profit.

Le professeur Springer évalue terme moyen les frais de perception à $2\frac{1}{2}$ pour 100. En Prusse les frais de perception de la contribution foncière sont évalués par le professeur Weber à environ 5 à 6 pour 100.

Les onze provinces autrichiennes que nous avons prises pour bases de nos évaluations, paient en contribution foncière, d'après les données statistiques du professeur Springer, une somme d'environ 36 600 000 florins, monnaie de convention (l'impôt des maisons compris), ce qui fait à peu près un tiers du total du revenu public de ces provinces.

En Prusse, l'impôt foncier ne fait pas un cinquième du revenu de l'Etat.

En France, sur le budget de l'année 1844, dont les voies et moyens présentaient un total de 1 211 885 000 fr., le chiffre de la contribution foncière était porté à 266 317 000 fr. et celui des contrib. des portes et fenêtr. à 30 172 000

En tout. 296 489 000 fr.

c'est-à-dire près d'un quart des revenus de l'Etat. En y ajoutant les droits d'enregistrement et les autres perceptions qui frappent les mutations de la propriété territoriale, montant à 186 831 000 francs, il se trouve que les charges supportées par la propriété immobilière vont bien au-delà du tiers du total des perceptions portées au budget.

La somme de 36 600 000 fl. que paient les onze provinces autrichiennes en contribution foncière et des maisons, répartie sur une étendue de 6 026 milles carrés géographiques et sur une population de 20 850 000 âmes, donne 6 074 florins par mille carré et 1 fl. 45 kreutzer par tête.

La Prusse, avec une étendue de 5 077 milles carrés géographiques et 14 700 000 habitants (sans compter le militaire) payait en 1840, en contribution foncière, 14 127 143 florins,

monnaie de convention, ce qui donne 2 783 fl. par mille carré et 58 kreutzer par tête.

Ainsi l'Autriche supporte en contribution foncière et des maisons, bien au-delà du double de ce qu'on paie sous ce titre en Prusse relativement à la superficie, et près du double par rapport à la population.

Si, au lieu de toute la superficie, nous prenons pour terme de comparaison le sol productif, c'est-à-dire cette partie seulement qui est imposable, ce qui est plus exact, la différence de l'imposition, relativement au sol, se trouve être encore plus considérable. En Autriche, sur 6 026 milles carrés de superficie le sol productif des onze provinces, n'occupe que 5 206 milles carrés. Or, en divisant par cette dernière somme les 36 600 000 fl. d'impôt foncier, on obtient 7 030 fl. par mille carré. En Prusse, sur 5 077 milles carrés de superficie, il y a 4 655 milles carrés de sol productif. En divisant par ce dernier chiffre le produit de l'impôt foncier montant à 14 127 143 fl., monnaie de convention, on trouve 3 035 fl. par mille carré géographique.

Ainsi, par rapport à l'étendue du sol productif, l'impôt direct, qui pèse en Autriche sur la propriété immobilière, est à celui de la Prusse, à peu près comme 7 est à 3.

En France, sur une superficie de 52 768 618 hectares ou 9 618 milles carrés géographiques (1), il y a, d'après les données statistiques officielles publiées en 1837 par M. Martin, ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, 49 863 610 hectares ou 9 087 milles carrés de sol imposable. La population était, en 1836, d'après les mêmes données statistiques, de 33 541 000 âmes, ce qui donne 3 487 habitants par mille carré de superficie.

La contribution foncière et celle des portes et fenêtres

(1) 5486,97 hectares font un mille carré géographique.

s'élevaient, d'après le budget de 1841, à 296 489 000 fr. ou 114 034 227 fl. monnaie de convention. En répartissant cette somme sur l'étendue du sol productif et sur la population, que nous avons évaluée pour 1841 à 34 500 000 âmes, il en résulte 12 549 fl. par mille carré, et 3 fl. 18 kr. par tête. Ainsi, le produit de l'imposition immobilière de la France est à celui de l'Autriche, proportion gardée de l'étendue du sol imposable, à peu près comme 25 est à 14, et par rapport à la population à peu près comme 2 est à 1.

Comparée avec celle de la Prusse, la contribution immobilière payée en France donne le résultat suivant. Le produit de l'impôt foncier et des portes et fenêtres en France est à celui de la Prusse, par rapport à l'étendue du sol imposable, comme 21 est à 5, et par rapport à la population, à peu près comme 7 est 2.

Dans ces rapprochemens, nous n'avons pas porté en compte les droits d'enregistrement et les autres perceptions qui pèsent sur la propriété immobilière en France.

D'après l'état des produits du budget de l'exercice de 1837, inséré dans le second tome de l'intéressant ouvrage du marquis d'Audiffret sur le système financier de la France, publié à Paris en 1840, les différens droits et perceptions supportés par la propriété immobilière, représentaient un total de 450 millions de francs, savoir :

Contribution foncière.	264 000 000 fr.
<i>Idem</i> des portes et fenêtres.	29 000 000
Droits d'enregistrement et d'hypothèque.	433 000 000
Droits de timbre et de greffe qui s'appliquent aux transactions immobilières.	24 000 000
Total comme ci-dessus.	<u>450 000 000 fr.</u>

ce qui fait, en monnaie de convention, 173 076 000 fl. Cette somme, répartie sur une étendue de 9087 milles carrés de sol imposable, donne 19 045 fl. par mille carré, c'est-à-dire près de trois fois le produit de l'impôt foncier prélevé en

Autriche, et six fois le même produit prélevé en Prusse par rapport à l'étendue du sol imposable. La différence est à peu près la même par rapport à la population.

Cette charge est, en France, d'autant plus difficile à supporter que, vu le morcellement indéfini des propriétés, elle frappe souvent la pauvreté et l'indigence. M. d'Audiffret rapporte dans son ouvrage, que sur 10 millions de cotes foncières, 5 millions, c'est-à-dire la moitié est déjà descendue au-dessous de 5 fr., et qu'il en existe un grand nombre de 1, 2, 3 ou 4 centimes, dont le produit est inférieur aux frais de perception et de comptabilité que ces fractions occasionnent au trésor.

C'est un état de choses bien grave auquel on n'accorde pas, selon nous, assez d'attention en France, au milieu de la multitude des questions sociales et politiques qui agitent ce pays, et préoccupent l'esprit public. Cependant l'ouvrage que nous citons renferme sur cette matière plus d'un avis utile. Après avoir donné le relevé des impositions directes qui pèsent sur la propriété foncière, l'auteur y ajoute les réflexions suivantes qui sont d'un haut intérêt :

« Les 450 millions que nous venons de récapituler doivent avertir le pays le plus agricole qu'il importe de ne pas réduire outre mesure les revenus affectés aux salaires de la plus grande partie de la population, et qu'en restreignant trop les fruits de la culture au profit du trésor, on décourage des améliorations qui assurent le pain de l'indigence et concourent au bien-être de toutes les classes laborieuses.

« Il serait juste aussi de se rappeler, en préparant les voies et moyens du budget de chaque exercice, que la propriété foncière supporte aujourd'hui plus de la moitié des charges publiques, par le paiement des impôts directs (1),

(1) M. d'Audiffret n'envisage ici comme charges publiques que le produit

« en même temps qu'elle prend une part très large dans
 « toutes les autres contributions, et que, par l'effet des par-
 « tages héréditaires de la fréquence des échanges et des droits
 « de toute espèce qui grèvent le patrimoine immobilier des
 « familles, son capital fait tout entier retour aux caisses du
 « trésor, dans l'espace de moins d'un siècle ou de trois gé-
 « nérations.

« D'autres sacrifices pèsent encore très lourdement sur
 « l'agriculture ; l'imperfection du régime hypothécaire et
 « l'élévation du prix des offices rendent chaque jour plus
 « accablans les tributs progressifs imposés à tous ceux que
 « le mouvement habituel des transactions et des partages
 « oblige à recourir au ministère des officiers publics. Des
 « calculs modérés et fondés sur la vérification des faits ont
 « établi que les frais annuels de cette nature ajoutaient à
 « toutes les charges précédentes, et surtout à celles des pe-
 « tits cultivateurs, une redevance annuelle de plus de 100
 « millions.

« Le concours de tant d'exigences a dû contribuer beau-
 « coup à la gêne de la propriété qui se manifeste aujour-
 « d'hui par l'importance des inscriptions hypothécaires, dont
 « le chiffre nominal s'élève à 11 233 265 778 (1), et représente

des impositions directes et indirectes proprement dites, c'est-à-dire en por-
 tant en déduction, sur le produit total du budget, le revenu provenant des
 services exploités par le Gouvernement et des biens appartenant à l'Etat. Or,
 d'après l'état des produits du budget de l'exercice 1837, inséré à la fin du
 second volume de l'ouvrage que nous citons, ces deux dernières branches de
 revenus s'élevaient à 184 756 471 francs, et le produit des impositions di-
 rectes et indirectes à 888 976 260 francs. Dans cette dernière somme, les
 impôts directs qui frappent la propriété foncière figuraient pour 449 903 394
 francs, c'est-à-dire pour plus de la moitié.

(1) Évaluation de l'Administration de l'Enregistrement, insérée dans le
 rapport fait à la Chambre des Députés, le 9 juillet 1839, sur le budget des
 recettes de 1840, page 11 et 12.

« un intérêt probablement supérieur à la somme de 500 millions, à laquelle nous devons l'évaluer, même en supposant une grande exagération dans l'appréciation des hypothèques réelles. Le produit de la terre ne fournit que la moitié de cette dépense annuelle, qui se prélève ou sur le revenu d'un double capital, ou sur le capital même. Il est en outre démontré que les onéreux accessoires qui accompagnent toujours le prêt sur hypothèque, les honoraires des officiers publics, les formalités de l'enregistrement et du timbre et les intérêts légitimes du prêteur, portent le taux habituel de ce genre d'emprunt à 10 et souvent à 15 francs. » (1)

(1)		SAVOIR :			
		Frais pour une obligation de 300 francs.		f.	c.
RECETTE.....	{	Certificat de la conservation des hypothèques..	2	"	
		Honoraires de la minute.....	3	"	
		Enregistrement	3	30	
		Timbre, expédition et minute.....	1	60	
		Honoraires pour l'expédition	4	"	
		Droits d'hypothèque et de timbre.....	1	45	
		Salaire du conservateur	1	25	
		Rédaction des bordereaux	2	50	
		Ensemble.....	19	10	
			f.	c.	
REMBOURSEMENT.	{	Minute de la quittance	3	"	
		Enregistrement	1	65	
		Timbre (minute, expédition et extrait pour radiation d'hypothèque) ...	2	85	12 50
		Honoraires (expédition et extrait) ..	4	"	
		Salaire du conservateur.....	1	"	
		Total	31	60	
		Intérêt légal	15	"	
		Total général.....	46	60	

Le sacrifice de l'emprunteur est, pour un an, de 15 fr. 53 c. pour 100, et de 10 fr. 26 c. pour 100 pour deux ans. Il se fait en France deux cent cinquante mille prêts hypothécaires de 300 fr. et au-dessous dont la plus longue durée est de deux ans.

« En résumé, la charge de 450 millions des impôts directs de toute nature, celle de 100 millions pour la rédaction et l'expédition des actes authentiques, celle des intérêts et frais hypothécaires montant à 500 millions, prélève chaque année près de 1 100 millions sur un revenu territorial, qui n'est estimé par l'administration de l'enregistrement que 1 580 597 000. Il reste donc à peine en définitive aux propriétaires fonciers le tiers des produits de leurs capitaux, de leur travail et de leur industrie. »

Toutes ces données et tous ces rapprochemens concourent à prouver qu'en France la propriété foncière est beaucoup plus obérée qu'en Autriche et en Prusse, et que pour cette partie des impositions on peut dire, avec quelque raison, que la corde y est tendue au maximum de sa force de résistance.

Quant à nos rapprochemens entre l'Autriche et la Prusse, qui constituent l'objet principal de nos recherches, si, pour compléter nos calculs comparatifs nous prenons en considération la population relative des deux pays par rapport au sol productif comme base de l'imposition, il se trouve que la population des onze provinces autrichiennes évaluée à 20 850 000 âmes, et répartie sur 5 206 milles carrés géographiques de sol imposable, est de 4 005 habitans par mille carré. En Prusse, la population de 14 700 000, répartie sur 4 655 milles carrés de sol productif, donne 3 158 habitans par mille carré (1).

Ainsi le chiffre relatif de la population, par rapport au sol imposable de ces provinces, est à celui de la Prusse à peu près comme 40 est à 31, tandis que la différence, quant au produit de la contribution foncière par rapport à l'étendue du sol imposable est de 7 à 3; et comme, d'un autre côté, le

(1) La population relative, par rapport au total de la superficie, est :
 en Autriche, de 3,460 par mille carré géographique.
 en Prusse, de 2,895 — — — — —

taux de l'imposition loin d'être plus élevé en Autriche qu'en Prusse est au contraire un peu plus modéré (1), on doit en conclure que cette différence, quant au revenu du fisc provenant de la contribution foncière, doit avoir sa source dans une plus égale répartition de l'impôt et surtout dans la grande supériorité du sol productif de l'Autriche.

On pourra mieux en juger, en accordant quelque attention au tableau suivant de la répartition de l'impôt foncier par province (2).

(1) On a vu, page 162, qu'en Basse-Autriche, où le nouveau cadastre est déjà en vigueur, la contribution foncière n'enlève que 17 p. 100 du revenu net des propriétés imposées. En Prusse, le nouveau cadastre introduit dans les provinces Rhénanes a fixé l'impôt foncier au taux de 20 pour 100 du revenu net.

(2) Voir la note supplémentaire n° 8, à la fin du volume.

Tableau de la répartition de l'impôt foncier dans la monarchie autrichienne pour l'année 1837.
(La Hongrie, la Transylvanie, les Frontières Militaires et la Dalmatie ne sont pas comprises dans ce tableau).

PROVINCES.	Sol productif en milles carrés géographiques.	POPULATION EN 1837, sans compter les milites.		MONTANT de la contribution foncière en florins, en monnaie de convention.	RÉPARTITION DE L'IMPÔT.			OBSERVATIONS.
		par province.	par mille carré de superficie.		par mille carré de sol productif.	par tête.	br.	
Tyrol.	366	845 000	4 579	605 000	florins, 4 653	»	45	Dans le produit de la contribution foncière des provinces italiennes et du Tyrol, se trouve compris l'impôt des maisons (<i>Gebäude Steuer</i>); mais pour toutes les autres provinces, les chiffres portés dans la 5 ^e colonne de ce tableau ne représentent que le rapport de la contribution foncière proprement dite.
Galicie.	4 407	4 548 000	2 824	3 370 000	2 395	»	45	
Littoral.	434	458 000	3 183	386 000	2 884	»	50	
Carinthie et Carniole.	350	738 000	4 993	4 430 000	3 229	1	32	
Styrie.	376	936 000	2 299	4 410 000	3 750	4	30	
Haute-Autriche.	347	840 000	2 120	4 720 000	5 426	2	30	
Bohême.	843	4 002 000	4 204	5 370 000	6 605	4	20	
Autriche au-dessous de l'Enns.	346	4 329 000	3 704	2 398 000	6 934	4	48	
Moravie et Silésie.	443	2 074 000	4 174	3 690 000	8 329	4	46	
Venise.	346	2 074 000	4 823	5 365 000	16 946	2	35	
Lombardie.	343	2 460 000	6 404	7 360 000	21 526	3	»	

On voit par ce tableau que le produit de l'impôt ne suit pas toujours le chiffre relatif de la population et que, lorsqu'il s'en rapproche, ce n'est que dans des proportions très variées. Ainsi la Carinthie avec la Carniole et la Styrie comparées avec la Gallicie, rapportent en impôt foncier, proportion gardée de leur sol productif : les deux premières, 35 p. 100 et la troisième 55 p. 100 de plus que la Gallicie. La Haute-Autriche rapporte plus du double ; cependant toutes ces provinces sont moins peuplées que celle à laquelle nous les comparons. La Moravie et la Silésie moins peuplées que la Bohême produisent en impôt foncier 32 p. 100 par mille carré de plus que cette dernière province. La province de Venise qui comparée avec la Moravie et la Silésie ne présente en population relative qu'un excédant de 15 p. 100, rapporte presque le double de l'impôt réparti par mille carré. La Lombardie n'est que quatre fois aussi peuplée que le Tyrol et cependant elle rapporte en contribution foncière treize fois plus, proportion gardée de l'étendue du sol productif.

Comme la contribution foncière est calculée sur le revenu des propriétés immobilières qui dépend essentiellement de la fécondité du sol et de la valeur de ses produits, on voit, par cette échelle de la répartition de l'impôt, la grande différence qui existe sous ce rapport, entre les provinces qui figurent dans le tableau ci-dessus.

Cette différence se retrouve, comme on le verra par le tableau suivant, dans la répartition de la contribution foncière en Prusse, mais non au même degré.

Tableau de la répartition de l'impôt foncier en Prusse.

PROVINCES.	Sol productif en mille carrés géographiques.	POPULATION EN 1837.		MONTANT de l'impôt par province en florins, monnaie de convention.	RÉPARTITION DE L'IMPÔT.		OBSERVATIONS.
		par province.	par mille carré géographique.		par mille carré de sol productif.	par tête.	
Grand-Duché de Posen	502	4 458 608	2 460	737 430	florins. 4 463	fl. » 42	Le chiffre de l'impôt foncier à la charge de chaque province est tiré de la répartition de l'année 1834, publiée dans la <i>Gazette d'État de Prusse</i> , n° 66, année 1835.
Prusse orientale et occidentale.	4 036	2 425 535	4 804	4 542 970	4 489	» 45	
Poméranie.	499	970 447	4 689	878 663	4 764	4 »	
Brandebourg	673	4 694 042	2 348	4 616 098	2 395	4 4	
Silésie.	702	2 645 466	3 564	3 197 057	4 640	4 20	
Westphalie	345	4 317 544	3 584	4 844 639	5 338	4 28	
Saxe	429	4 539 353	3 342	2 799 057	6 325	4 57	
Province Rhénane.	450	2 433 250	5 995	3 044 397	6 758	4 22	

Les trois provinces les plus imposées par rapport à l'étendue de leur sol productif, savoir : la Westphalie, la Saxe et la province Rhénane paient, terme moyen, 6 276 florins par mille carré géographique de sol imposable. Les trois provinces les moins imposées, savoir : le grand-duché de Posen, la Prusse et la Poméranie, pris ensemble, paient 1 551 florins par mille carré de sol productif.

Ainsi, la charge que supportent les premières en imposition foncière est à celle des autres comme 4 est à 1. La proportion est à peu près la même lorsqu'on compare, chacune séparément, les trois provinces les plus imposées avec les trois qui le sont le moins.

En Autriche, la différence est beaucoup plus considérable. Les deux provinces italiennes Venise et la Lombardie paient, terme moyen, 19 294 florins par mille carré de sol productif, tandis que le Tyrol et la Gallicie pris ensemble ne paient que 2 242 florins par mille carré. Ainsi, la charge supportée par les deux premières est à celle des deux autres comme 17 est à 2, et elle est dans la proportion de 13 à 1 si l'on compare séparément la Lombardie avec le Tyrol. On serait cependant dans l'erreur, si l'on en concluait que la répartition de l'impôt est faite en Autriche d'une manière plus inégale qu'en Prusse, relativement aux ressources des contribuables. La disproportion qui se manifeste, quant à la quotité de la contribution foncière, entre les provinces qui figurent dans le tableau page 191 tient essentiellement à la grande différence qui existe entre ces provinces, tant sous le rapport de la fécondité du sol productif, que sous celui de leur richesse, de leur industrie, et de leur mouvement commercial, qui rehaussent la valeur des biens-fonds et en augmentent les revenus. Ainsi, dans la Lombardie, qui paie en impôt foncier neuf fois plus que la Gallicie proportion gardée de l'étendue du sol productif, la perception de cet impôt se fait avec plus de facilité que dans cette dernière province.

Indépendamment de l'impôt foncier et de celui des maisons, il y a encore en Autriche quatre sortes de contributions directes, dont nous allons exposer l'assiette et la répartition ; ce sont :

- 1° L'impôt sur les métiers et professions (*Erwerb-Steuer*) qui répond à celui qu'on appelle en France les patentes ;
- 2° La contribution personnelle ;
- 3° La taxe spéciale prélevée sur la population juive (*Juden Steuer*).

§ II. Impôt sur les métiers et professions.

L'impôt sur les métiers et professions a remplacé en Autriche le droit de timbre auquel étaient auparavant assujetties toutes les marchandises de production indigène, et qui fut trouvé trop gênant pour l'industrie nationale. Son but est de faire concourir l'industrie commerciale et manufacturière aux charges publiques de l'État, qui pesaient trop exclusivement sur l'industrie agricole, la plus grande partie des impositions directes étant supportée par la propriété foncière. Cet impôt a été introduit et systématiquement régularisé d'après des principes uniformes : en 1813, dans l'Archiduché d'Autriche, la Bohême, la Moravie et la Silésie, la Gallicie, la Styrie et la Carinthie ; en 1815, dans l'Illyrie ; en 1817, dans le Tyrol ; et en 1826, dans les districts de la Haute-Autriche récupérés par les traités de 1815. La principale différence entre l'impôt sur les métiers et professions établi en Autriche, et celui des patentes en France, consiste en ce que ce dernier ayant remplacé les droits de maîtrises et de jurandes abolis en 1791, concède au contribuable la faculté d'exercer la profession ou le métier pour lequel il paie la patente ; tandis qu'en Autriche c'est un impôt prélevé sur l'industrie qui ne dispense le contribuable d'aucune des con-

ditions qu'il a à remplir pour avoir le droit d'exercer sa profession selon les règles des lois politiques et administratives qui la concernent. Il n'atteint que ceux qui ont déjà rempli ces conditions, et frappe également les professions libres pour lesquelles il n'y a ni jurandes ni maîtrises.

Les contribuables assujettis à cet impôt sont partagés en catégories comme il suit :

1° Manufacturiers et fabricans.

2° Négocians et marchands.

3° Arts et métiers (*Künste und Gewerbe*).

4° Professions qui consistent à mettre à la disposition du public, moyennant location ou salaire, soit quelque objet d'utilité, soit des services personnels qui exigent un certain degré de capacité et des conuissances spéciales.

Les lois administratives qui se rapportent à l'industrie établissent une distinction pour les fabriques et les manufactures. Elles sont partagées en deux classes: 1° les fabriques et manufactures *privilegiées* qui ont le droit d'établir, dans toute la monarchie, des entrepôts d'objets manufacturés de leur fabrication; elles sont désignées par le nom de fabriques privilégiées du pays (*Privilegirte Landesfabriken*); et 2° celles dont le droit de débit ne s'étend qu'à la province ou à la localité où elles sont établies; les concessions ou permis d'exercer, accordés aux entrepreneurs de ces fabriques de second ordre, s'appellent *einfache Fabriks-Befugnisse*. Les établissemens industriels de la première classe, ayant ordinairement une plus grande extension et exigeant des capitaux plus considérables, sont aussi rangés, sous le rapport de l'impôt sur l'industrie, dans la première catégorie, qui est la plus imposée; ceux de la seconde classe sont assimilés aux métiers et professions, et rangés par conséquent dans la troisième catégorie.

Dans la seconde catégorie la loi établit deux subdivisions, dont la première, assujettie à une imposition plus élevée,

comprend les banquiers qui ne s'occupent que d'affaires de change et de commission, et les négocians qui ne font le commerce qu'en gros, comme, par exemple, les marchands de drap qui ne vendent que par pièces, ou les marchands de denrées coloniales qui ne vendent que par caisses, par tonneaux ou par quintaux; la seconde subdivision embrasse ceux des contribuables qui vendent en détail, soit à l'aune, soit au poids, ou de tout autre manière.

Cependant, comme cette seconde subdivision de la seconde catégorie est imposée à un taux qui pourrait être trop onéreux pour le petit commerce, il y a plusieurs classes de contribuables, telles que les étalagistes, les petits merciers et détaillans, les marchands de vieux habits, les marchands de fruits et de quelques autres menus comestibles, les marchands colporteurs (*Hausirer*), etc., qui sont classés dans la troisième catégorie, celle des arts et métiers. Sont compris dans cette même catégorie : tous les artisans, les aubergistes, traiteurs, cabaretiers, cafetiers, limonadiers, et autres industriels de ce genre.

La quatrième catégorie est subdivisée en trois classes de contribuables, savoir :

a Les directeurs des maisons d'éducation, ainsi que les individus qui se vouent à l'instruction privée, tels que les maîtres de langues, les maîtres de musique, les maîtres de danse et les maîtres d'armes ;

b Les avocats, les notaires, les courtiers de commerce ou agens de change, et en général ceux qui remplissent les fonctions d'agens ou d'intermédiaires dans les affaires de commerce ou autres ;

c Les entrepreneurs de roulage, les voituriers, les loueurs de chevaux, et en général tous ceux dont les services se rapportent au transport des personnes ou des effets et marchandises.

Sont exemptés de cet impôt :

1° Les agronomes et cultivateurs, pour la vente des récoltes et fruits provenant des terrains par eux exploités ;

2° Les hommes de lettres et ceux qui cultivent les arts libres (*Freie Künste*).

3° Les médecins, chirurgiens, accoucheurs, médecins-vétérinaires et sages-femmes.

4° Les fonctionnaires publics et tous ceux qui sont au service de l'État.

5° Les personnes employées dans les établissemens publics dépendant de l'État.

6° Tous ceux qui se vouent à l'instruction dans les localités dont la population ne dépasse pas 4 000 habitans.

7° Les ouvriers garçons et compagnons qui travaillent pour le compte des autres, soit à gages, soit à la journée ; les domestiques et tous ceux qui se trouvent au service des particuliers.

8° Les collecteurs de loteries ainsi que les débitans de tabac et de papier timbré, et les fabricans de poudre à feu et de salpêtre ; les uns et les autres comme dépendant de l'administration des droits régaliens du fisc.

9° Les fermiers des péages et autres revenus du fisc, ou des impositions prélevées pour le compte des villes ;

10° Les ouvriers employés dans l'exploitation des mines (1) ;

11° Ceux des particuliers qui louent par occasion les chevaux dont ils se servent dans leur exploitation rurale, ou pour une autre branche d'industrie, ne sont pas assujettis au droit que paient les entrepreneurs de transports et les voituriers de profession ;

12° Les sujets Turcs, faisant le commerce en gros, ainsi

(1) Cette franchise ne s'étend pas aux métiers qui consistent à transformer le produit brut des mines en objets de commerce.

que ceux d'entre eux qui le font en détail, durant les foires ; quant aux productions de leur pays (1) ;

13° Tous les habitans des ports francs de Trieste, de Venise et de Fiume, qui paient pour cette franchise une redevance annuelle fixe sur les fonds de leurs caisses municipales.

Pour proportionner l'impôt au revenu présumé qu'une profession ou une entreprise industrielle peut rapporter, selon son importance, son étendue et les conditions plus ou moins avantageuses dans lesquelles elle se trouve placée, chaque catégorie de contribuables est partagée en un certain nombre de classes, ainsi que l'indique le tableau suivant.

(1) En vertu des franchises stipulées en 1718 dans le traité de Passarowitz, et maintenues par des stipulations subséquentes.

TABLEAU de la classification et de la répartition

MÉTIER et PROFESSIONS imposés.	CLASSES.	IMPOT d'après les classes, sans dis- tinction de localité.	MONTANT DE L'IMPOT D'APRÈS				
			Vienne et sa banlieue.	Léopold, Prague, Brux., Graz, Linz et Leybach.	Lunzbruck, Trente et Bozen.	Villes de 8 000 habitants et au-delà.	
						Tyrol.	Autres provinces alleman- des et slaves.
		flor. k.	flor. k.	flor. k.	flor. k.	flor. k.	flor. k.
Entrepreneurs de fabriques et manufactures.	I.	40 "	" "	" "	" "	" "	" "
	II.	80 "	" "	" "	" "	" "	" "
	III.	100 "	" "	" "	" "	" "	" "
	IV.	300 "	" "	" "	" "	" "	" "
	V.	500 "	" "	" "	" "	" "	" "
	VI.	700 "	" "	" "	" "	" "	" "
	VII.	1 000 "	" "	" "	" "	" "	" "
	VIII.	1 500 "	" "	" "	" "	" "	" "
Banquiers et négociants en gros.	I.	300 "	" "	" "	" "	" "	" "
	II.	500 "	" "	" "	" "	" "	" "
	III.	700 "	" "	" "	" "	" "	" "
	IV.	1 000 "	" "	" "	" "	" "	" "
	V.	1 500 "	" "	" "	" "	" "	" "
Commerçans en détail.	I.	" "	(a) 100 "	50 "	25 "	(b) 30 "	40 "
	II.	" "	150 "	100 "	50 "	40 "	80 "
	III.	" "	200 "	150 "	100 "	80 "	100 "
	IV.	" "	300 "	300 "	150 "	100 "	" "
	V.	" "	400 "	" "	300 "	" "	" "
	VI.	" "	500 "	" "	" "	" "	" "
	VII.	" "	700 "	" "	" "	" "	" "
	VIII.	" "	1 000 "	" "	" "	" "	" "
Métiers et professions (c).	I.	" "	5 "	3 "	1 30 "	1 30 "	3 "
	II.	" "	10 "	8 "	3 "	3 "	8 "
	III.	" "	20 "	15 "	8 "	8 "	15 "
	IV.	" "	30 "	30 "	15 "	15 "	30 "
	V.	" "	40 "	40 "	30 "	30 "	40 "
	VI.	" "	50 "	50 "	40 "	40 "	50 "
	VII.	" "	60 "	70 "	50 "	50 "	" "
	VIII.	" "	70 "	100 "	70 "	" "	" "
	IX.	" "	80 "	" "	100 "	" "	" "
	X.	" "	100 "	" "	" "	" "	" "
	XI.	" "	200 "	" "	" "	" "	" "
	XII.	" "	300 "	" "	" "	" "	" "
Agens d'affaires, avocats, notaires et courtiers de change.	I.	" "	50 "	40 "	40 "	25 "	25 "
	II.	" "	100 "	60 "	60 "	40 "	40 "
	III.	" "	150 "	100 "	100 "	60 "	60 "
	IV.	" "	300 "	200 "	200 "	" "	" "
Maîtres d'armes, de langues, de danse et directeurs des mai- sons d'éducation.	I.	" "	5 "	3 "	3 "	2 "	2 "
	II.	" "	10 "	8 "	8 "	4 "	4 "
	III.	" "	20 "	12 "	12 "	" "	" "
Entrepreneurs de transports de per- sonnes et d'effets.	I.	" "	40 "	8 "	8 "	5 "	5 "
	II.	" "	20 "	15 "	15 "	10 "	10 "
	III.	" "	50 "	30 "	30 "	20 "	20 "
	IV.	" "	100 "	50 "	50 "	" "	" "

On voit par ce tableau que deux catégories de contribuables, savoir les entrepreneurs de fabriques et de manufactures, et les négocians en gros, sont imposés d'après les classes, sans distinction des localités, ce qui s'explique par la nature même de ces branches d'industrie, dont les bénéfices présumés dépendent principalement de l'extension qui leur a été donnée.

L'importance de toutes les industries imposables, envisagée sous le point de vue fiscal par rapport à la classification des contribuables, est mesurée : *en ce qui concerne les entrepreneurs des fabriques et des manufactures, ainsi que les métiers et professions*, d'après la valeur et la facilité du débit de leurs productions manufacturières, et d'après l'extension que le contribuable donne à son établissement; c'est-à-dire eu égard au nombre des métiers qu'il met en activité, et à celui des ouvriers qu'il emploie; *en ce qui concerne les négocians*, d'après le capital qu'ils emploient dans leur commerce, et d'après la valeur et la facilité du débit de la marchandise qui en fait l'objet; enfin *en ce qui concerne ceux dont la profession consiste à mettre leurs services personnels à la disposition du public*, d'après le prix qu'on attache à ces services, ainsi que les talens et les connaissances qu'ils exigent.

En classant, d'après ces évaluations, chaque catégorie de contribuables, on se règle plus particulièrement sur les causes les plus déterminantes de l'importance de chaque industrie. Ainsi, dans les entreprises où le capital qui y est employé est le signe le plus certain et le plus distinctif de leur développement et de leur importance, c'est cet agent industriel qui donne avant tout la mesure de l'imposition. Dans d'autres entreprises et professions, c'est tantôt le talent et les capacités personnelles qu'on présume à ceux qui les exercent, tantôt le nombre d'ouvriers et de métiers qu'ils emploient, qui servent de régulateur principal.

Comme il est souvent difficile, quand on n'est point sur les lieux, de peser d'avance toutes ces considérations, c'est aux autorités locales qu'on abandonne le soin de la première classification. Celui qui embrasse un métier ou une profession, doit présenter à l'autorité du lieu une déclaration détaillée sur tout ce qui concerne son entreprise industrielle ou commerciale. Si c'est un commerçant, il doit préciser le capital de sa mise de fonds. Si c'est un fabricant ou un artisan, il doit indiquer le nombre de métiers qu'il veut mettre en activité et celui d'ouvriers qu'il veut employer. Lorsque le magistrat, qui prend acte de la déclaration, a lieu de supposer que les données qu'elle renferme ne sont pas exactes, il doit prendre les informations nécessaires et vérifier avec soin chaque détail, ayant de proposer à l'autorité supérieure la classe dans laquelle le contribuable doit être inscrit. Les déclarations inexactes entraînent de fortes amendes, équivalant au double et au triple de l'impôt. La classification proposée passe par le chef administratif du district à l'autorité de la province, qui en décide en dernier ressort.

Aucun des contribuables ne peut exercer son métier ou sa profession s'il n'est muni du certificat de l'autorité financière constatant qu'il s'est mis en règle, quant à la cote de sa contribution. Ces certificats étaient autrefois délivrés pour trois ans; mais la répartition triennale a été abolie par décret impérial du 4 février 1832 jusqu'à nouvelle organisation de l'impôt sur l'industrie. Les autorités chargées de la répartition annuelle de l'impôt, sont tenues d'observer et de suivre les progrès de la population et les changemens survenus dans la position individuelle des contribuables, pour rectifier en conséquence les cotes d'imposition.

Le contribuable qui se croirait surchargé par une classification qui ne serait pas proportionnée à l'étendue et à l'importance de son entreprise industrielle ou commerciale, a le droit de s'adresser à l'autorité de la province pour en de-

mander la rectification, et s'il ne se contente pas de la décision de cette autorité, il peut en appeler à la chancellerie autrique, qui prononce en dernier ressort sur toutes les réclamations de ce genre.

Ceux qui changent de domicile ou de profession, sont tenus de solliciter un nouveau certificat approprié à leur nouvelle profession ou à la nouvelle localité.

A Vienne, dans les chefs-lieux des provinces, ainsi qu'à Treute et à Botzen en Tyrol, lorsqu'on exerce plusieurs professions ou métiers à la fois, on est obligé de payer l'impôt pour chacun d'eux séparément; mais dans les autres endroits, on ne paie que pour ceux qui sont le plus imposés.

Les colporteurs ou marchands ambulans sont tenus d'acquitter d'avance, et pour toute l'année, leur cote de contribution; les autres contribuables la paient aussi d'avance, mais seulement pour six mois.

Dans les provinces italiennes, il existe une taxe particulière sous le titre de *Tassa sulle arti e commercio*, dont la répartition se règle également sur le genre de métier, sur l'étendue qu'on lui donne et sur la localité dans laquelle on l'exerce. Les contribuables sont répartis en sept classes ou catégories, dont chacune à trois degrés d'imposition, et les localités sont partagées, d'après leur population, en cinq classes. On dresse dans les communes les listes des imposés, en y indiquant toutes les circonstances dont l'appréciation est nécessaire pour déterminer la classe et le montant de l'imposition. Ces listes sont envoyées aux congrégations municipales qui les examinent, les approuvent ou les rectifient, et prononcent sur la classification de chaque contribuable. Les réclamations des imposés sont examinées par ces mêmes congrégations; mais leurs décisions doivent être transmises, avec les recours des parties intéressées et toutes les pièces à l'appui, à l'autorité de la province qui prononce en dernier ressort.

En France, la contribution des patentes se divise en droit fixe et en droit proportionnel. Le premier frappe sur sept classes distinctes de redevables, dont la nature des professions et la population des communes déterminent le rang; le second représente le dixième de la valeur des loyers des bâtimens consacrés à l'habitation des industriels et à leur exploitation commerciale, pour les cinq premières classes seulement.

Tarif du droit fixe d'après les classes et la population.

INDICATION des CLASSES.	DANS LES COMMUNES DONT LA POPULATION EST :						
	de 100 000 et au-dessus.	de 50 000 à 100 000	de 30 000 à 50 000	de 20 000 à 30 000	de 10 000 à 20 000	de 5 000 à 10 000	au-dessous de 5 000
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
I	300	240	180	120	80	50	40
II	400	80	60	40	30	25	20
III	75	60	45	30	25	20	15
IV	50	40	30	20	15	10	8
V	40	32	24	16	10	8	5
VI	30	24	18	12	8	5	4
VII	20	16	12	8	5	4	3

Les deux dernières classes de contribuables qui ne paient que le droit fixe et qui sont exemptes du droit proportionnel, embrassent les professions et les métiers suivans :

VI^e CLASSE. Les teinturiers dégraisseurs, parcheminiers, imprimeurs en taille douce, fourbisseurs, chaudronniers, potiers d'étain, tonneliers, boisseliers, coffretiers-malletiers, cordiers, rubaniers, fondeurs, doreurs, argenteurs, fruitiers en boutique, grainiers, herboristes, potiers de terre, plâtriers, marbriers, marchands d'eaux minérales, vanniers, arpenteurs, maréchaux-ferrans; les fabricans à métiers

pour leur compte, les marchands de tabac, de gibier et de volaille, de fourrages, de salins et de potasse, les crémiers, les voiliers, les tondeurs et friseurs de laine, les nattiers, les canneleurs, les revendeurs, les restaurateurs de tableaux, les marchands de parasols, les bouquinistes, les distillateurs d'eau forte, les fabricans de colle, les laveurs de cendres, les marchands de peaux pour l'habillement et l'armement.

VII^e CLASSE. Les tailleurs, gainiers, brodeurs, passementiers, tourneurs en bois, graveurs sur métaux, balanciers, perruquiers, cordonniers, tisserands, vitriers, couturières, cloutiers, épingliers, marchands de poisson frais et salé, de sabots, de sels; tailleurs de pierre, ferrailleurs, vendeurs de bière, cidre et eau-de-vie en détail, conducteurs de voitures pour le transport des voyageurs; les patachiers, les pompiers, les fontainiers, les voituriers et bouviers pour le transport des marchandises, les bimbetotiers, les galochiers, les relieurs, les charbonniers et marchands de charbon de terre en détail.

Les cinq premières classes embrassent toutes les autres professions, à l'exception des contribuables ci-après désignés qui sont hors de classe, et imposés sans égard à la population d'après le tarif suivant :

Les banquiers.	500 fr. par an.
Les courtiers de navires et de marchandises, entrepreneurs de roulage et de voitures publiques.	200
Les marchands forains avec voitures.	80
Les colporteurs avec chevaux ou autres bêtes de somme.. . . .	60
Les colporteurs avec balle, soit qu'ils aient domicile ou non.	20

(1) D'après le tarif du 1^{er} brumaire an vii, les marchands forains avec voiture ne payaient que 40 francs, et les colporteurs avec chevaux et autres bêtes de somme, que 30 francs; mais ce taux a été haussé par les lois du 25 mars 1817 et du 15 mai 1818, en vue de favoriser l'industrie sédentaire.

Tous ces redevables, à l'exception des colporteurs avec balle, paient aussi le droit proportionnel.

Ne sont pas assujettis à la patente :

1° Les laboureurs et cultivateurs, seulement pour la vente des récoltes et fruits provenant des terrains qui leur appartiennent, ou par eux exploités, et pour le bétail qu'ils y élèvent.

2° Les commis, les ouvriers journaliers, et toute personne à gages travaillant pour autrui dans les maisons, ateliers et boutiques de ceux qui les emploient. Les ouvriers qui travaillent chez eux pour le compte de fabricans et marchands fabricans en gros ou en détail, ne sont pas assujettis à la patente s'ils n'entretiennent qu'un seul métier, et s'ils déclarent le nom et le domicile du fabricant ou marchand pour lequel ils travaillent.

3° Les peintres, graveurs, sculpteurs considérés comme artistes et ne vendant que le produit de leur art.

4° Les officiers de santé attachés aux armées, aux hôpitaux ou au service des pauvres par nomination du gouvernement, quand même ils exercent leur art chez les particuliers.

5° Les sages-femmes.

6° Les maîtres des postes aux chevaux.

7° Les pêcheurs, les cardeurs, fileurs de laine ou de coton, les blanchisseuses, les savetiers, les tripiers.

8° Ceux qui vendent en ambulance dans les rues, dans les lieux de passage et les marchés des communes, les fruits, les légumes, le beurre, les œufs, le fromage et autres menus comestibles (1).

En Prusse, les métiers et professions sont, sous le rapport de l'imposition, répartis en classes ou catégories de la manière suivante :

(1) Une loi soumise en ce moment à la discussion des chambres législatives doit modifier les classemens des patentés.

A. Les commerçans nantis des droits de marchands (*der Handel mit kaufmännischen Rechten*).

Dans cette catégorie sont compris les banquiers, les marchands ou négocians en gros, les entrepreneurs de fabriques ou manufactures, les armateurs et les agens de change.

B. Les commerçans sans droits de marchands. (Cette catégorie embrasse tous les détaillans, petits merciers et boutiquiers.)

C. Les artisans qui exercent leur métier avec plus d'un aide ou compagnon et d'un garçon apprenti, ou qui tiennent boutique ou magasin.

D. Les aubergistes, traiteurs, cabaretiers, tabagistes, confiseurs et fabricans de pains d'épice.

E. Les boulangers.

F. Les bouchers et charcutiers.

G. Les brasseurs et distillateurs.

H. Les meuniers.

I. Les bateliers, caboteurs et entrepreneurs de transport par eau qui n'appartiennent pas à la classe des armateurs.

K. Les rouliers, voituriers et loueurs de chevaux.

L. Les colporteurs, marchands forains et tous ceux qui appartiennent aux professions ambulantes.

La quotité de l'impôt que chaque profession doit acquitter est réglée, comme en Autriche et en France, d'après la population des villes ou communes, où l'industrie imposable est exercée.

Le pays est partagé, à cet effet, en quatre divisions :

La première embrasse les onze villes les plus considérables de la monarchie, savoir : Berlin, Breslau, Danzig, Königsberg, Posen, Stettin, Magdebourg, Cologne, Aix-la-Chapelle, Elberfeld et Barmen ; la seconde se compose des 121 villes les plus peuplées après celles que nous venons de citer ; la troisième embrasse toutes les villes qui n'appartiennent à aucune des deux premières divisions ; mais qui

ont au moins une population de 1 500 habitans ; dans la quatrième sont rangées toutes les autres localités. Le gouvernement fixe pour chaque profession et pour chacune des quatre divisions, un terme moyen de tant par tête, que les redevables pris en masse ont à payer à titre de contribution sur les métiers et professions. Le total résultant de ce terme moyen est réparti entre les redevables, en proportion de leurs moyens et de l'étendue de leur industrie, d'après une échelle dont la gradation est tracée d'avance. En fixant le terme moyen de l'imposition, le gouvernement détermine le *minimum* de la cote, et la gradation à observer tant entre le *minimum* et le terme moyen, qu'au-dessus de ce dernier.

Ainsi, dans les villes de la première division, la gradation est de 6, 8, 12, 18 et 24 écus par an ; passé ce dernier chiffre, on va toujours en augmentant de 12 écus. Dans les villes de la seconde division, elle est de 2, 4, 6, 8 et 12 ; puis en augmentant toujours de 12 écus. Dans les localités de la troisième et de la quatrième division, la gradation se fait selon les différens métiers et professions, d'après une échelle plus modérée.

Le terme moyen et le *minimum* sont fixés ainsi qu'il suit :

	Terme moyen.	Minimum.
<i>Pour les commerçans, avec droits de marchands.</i>		
Dans les villes de la première division.	30 écus par an.	42 écus.
Dans celles de la deuxième division.	48 <i>id.</i>	8
Dans celles de la troisième et quatrième division.	42 <i>id.</i>	6
<i>Pour les commerçans, sans droits de marchands.</i>		
Dans la première division.	8 écus par an.	} 2 écus.
Dans la deuxième division.	6 <i>id.</i>	
Dans la troisième division.	4 <i>id.</i>	
Dans la quatrième division.	2 <i>id.</i>	
		4 écu.

	Terme moyen.	Minimum.
<i>Pour les aubergistes.</i>		
Dans la première division.	42 écus par an.	4 écus.
Dans la deuxième division.	8 id.	
Dans la troisième division.	6 id.	
Dans la quatrième division.	4 id.	2 écus.

<i>Pour les bouchers.</i>		
Dans la première division.	8 écus par an.	4 écus.
Dans la deuxième division.	6 id.	
Dans la troisième division.	4 id.	
Dans la quatrième division.	4 id.	2 écus.

<i>Pour les artisans (Handwerker).</i>		
Dans la première division.	8 écus par an.	4 écus.
Dans la deuxième division.	6 id.	
Dans la troisième division.	4 id.	
Dans la quatrième division.	4 id.	2 écus.

Pour les boulangers, le terme moyen est fixé dans les villes de la première et de la seconde division d'après la population, en comptant dans la première division 8 deniers par tête, et dans la seconde 6 (1); dans la troisième division le terme moyen est de 6 écus, et le *minimum* de 4 écus par contribuable; dans la quatrième le terme moyen 4 écus, le *minimum* 2 écus.

Les autres professions sont pour la plupart imposées selon le rapport présumé de leurs bénéfices ou selon l'étendue qui leur est donnée, sans fixation préalable du terme moyen, mais en précisant le *minimum*. Ainsi, par exemple, les brasseurs sont imposés selon la quantité de drèche, qu'ils emploient dans leur fabrication; les meuniers d'après la quantité de tournans; les bateliers d'après la capacité de leurs barques; les rouliers, voituriers et loueurs de chevaux d'après la quantité de chevaux qu'ils emploient.

La répartition se fait par les autorités communales avec la

(1) 12 deniers font 1 silbergros, 30 silbergros = un écu.

coopération des contribuables eux-mêmes, moyennant une bonification de 4 pour 100 pour frais de perception. Tous les contribuables appartenant à la même profession choisissent librement entre eux les répartiteurs d'impôt. Plusieurs professions comme les commerçans, les aubergistes, les bouchers et les boulangers, nomment à cet effet des commissions composées de 5 délégués, dont un doit être pris parmi ceux qui exercent la profession sur la plus grande échelle, un parmi ceux qui l'exercent dans la plus petite proportion, et deux parmi ceux qui appartiennent à la classe moyenne. Le choix du cinquième n'est assujéti à aucune règle. L'impôt est payé, chaque mois par douzième comme en France, et pour les professions ambulantes d'avance pour toute l'année.

Sont exemptés du paiement de l'impôt :

a. Les habitans des campagnes qui vendent du pain les jours de marché moyennant étalage en plein air, c'est-à-dire sans tenir boutique.

b. Les artisans qui ne travaillent que par commande et moyennant salaire sans tenir magasin ni boutique, et qui n'ont qu'un seul aide ou compagnon (*Gerelle*) et un seul garçon apprenti.

c. Les tisserands et tricoteurs qui n'exercent cette profession que comme un accessoire de leurs autres occupations, et qui n'ont pas plus de deux métiers.

d. Les propriétaires de moulins qui ne s'en servent que pour leur usage particulier, ou bien pour l'irrigation ou le dessèchement du sol.

e. Les charretiers et voituriers qui n'ont qu'un seul cheval.

f. Les bateliers naviguant sur les rivières, et les conducteurs des allèges, lorsque leurs barques n'excèdent pas la capacité de trois last (1).

(1) 1 last = 60 scheffel = 400 livres de Prusse.

1 scheffel = 2 770 pouces cubiques de Paris = 0,055 kilolitres.

1 livre = 0,467 kilogrammes.

g. Ceux qui s'occupent de l'exploitation des mines, lorsqu'elle n'est pas accompagnée d'une fabrication d'objets de commerce.

h. Les commerçans étrangers qui fréquentent les foires et marchés, ou qui achètent en gros des produits de fabrication indigène, et les commis-voyageurs qui recueillent des commandes pour les productions du pays.

Ces franchises, de même que la gradation établie pour la répartition de l'impôt, ont évidemment pour but de favoriser le développement de la petite industrie.

M. Ferber, auteur de plusieurs ouvrages sur la statistique industrielle de la Prusse, attribue à ces facilités et à ces exemptions les progrès rapides de l'industrie prussienne, constatés par l'augmentation successive du produit de l'impôt, qui ne rapportait en 1824 que 1 652 000 écus, et qui est porté dans le dernier budget à 2 180 000 écus.

Quoique n'examinant la répartition de l'impôt sur l'industrie que sous le point de vue purement financier, nous ajoutons ici quelques observations, qui se rattachent à une question sociale et d'économie politique dont on s'occupe en ce moment en Prusse, celle qui concerne les corporations et la liberté des professions industrielles (*Gewerbe-Freiheit*).

Souvent controversée, cette question est sans contredit une des plus importantes en ce qui touche l'économie sociale. Elle est jugée très différemment, selon le point de vue politique sous lequel on l'envisage. Le parti libéral et les économistes modernes sont pour la liberté illimitée des professions industrielles; tandis que le parti conservateur regrette l'abolition de l'ancien système des corporations, et voudrait le voir rétabli sous une forme modifiée et appropriée aux besoins du temps. Il est certain qu'envisagé sous le point de vue d'une politique conservatrice, le régime des corporations renferme en lui des élémens organiques favorables à la stabilité de l'ordre social. Sous le point de vue

purement industriel et économique, la question est plus difficile à résoudre.

Les partisans de la liberté des professions industrielles font valoir l'impulsion qu'elle imprime au développement de l'industrie, d'abord en dégagant l'ouvrier de la gêne et de la contrainte auxquelles les corporations le tenaient assujéti, ce qui donne un essor plus libre à ses talens et à son intelligence; ensuite en aiguillonnant son activité par le stimulant de la concurrence. « Voyez, disent-ils, les immenses progrès que l'industrie a faits en Prusse, depuis que la liberté des professions y a remplacé les anciennes corporations; voyez les salutaires effets de la libre concurrence qui a contribué au perfectionnement des procédés industriels, en dégagant l'intelligence de l'ouvrier des anciennes routines et en aiguillonnant son activité. »

« Voyez, disent à leur tour les antagonistes de ce système, les progrès de la misère et de la démoralisation parmi les classes ouvrières, suite naturelle de l'isolement où se trouvent les individus qui la composent, abandonnés comme ils le sont au désordre et à l'imprévoyance, sans patronage, sans lien qui les unisse, et privés d'aide et de soutien dans le malheur. Voilà les tristes résultats de cette liberté tant vantée. »

Un des effets pernicieux assez généralement attribué à la liberté des professions industrielles, c'est l'imprévoyante facilité avec laquelle les jeunes ouvriers, au lieu de continuer à travailler et à se perfectionner chez leurs maîtres, se marient et s'établissent pour leur compte, avant d'avoir acquis les talens et les moyens nécessaires pour soutenir leur famille; par suite ils tombent dans la misère, tandis que d'autres, plus aptes à diriger un établissement industriel et plus favorisés sous le rapport de la fortune, ne peuvent ni satisfaire à leurs commandes ni donner à leurs ateliers l'extension nécessaire, faute d'ouvriers et d'apprentis.

Au milieu des discussions que cette question a fait naître dans les feuilles publiques, nous avons lu dans la *Gazette universelle d'Augsbourg*, du 16 février 1841, un article dont l'auteur, partisan de la liberté des professions industrielles, attribue la disproportion qui existe entre le nombre de maîtres et celui d'aides ou compaguons, à des causes étrangères à cette liberté; il s'en prend plus particulièrement au système d'imposition que nous venons de développer, et qui favorise l'exercice des professions industrielles en petit, en exemptant de l'impôt tous les ouvriers qui ne travaillent qu'avec un seul aide et un seul apprenti, et en augmentant le droit à mesure que le contribuable donne à sa profession une plus grande extension. Cette objection n'est pas sans fondement. Cependant on a lieu d'être étonné de voir attaquer par les partisans des principes libéraux, un système d'imposition dont le but philanthropique est de soulager les classes pauvres, en pesant davantage sur les classes plus aisées. D'un autre côté, la question de la liberté des métiers et professions a en dernier lieu été reproduite dans la pétition des chefs des principaux métiers de Cologne, présentée au roi lors de son passage par cette ville, au retour du voyage de Londres. Les pétitionnaires y exposent, dans des termes énergiques, les graves inconvéniens d'une liberté illimitée des professions industrielles, qu'ils envisagent comme un don fallacieux qui leur a été imposé par un zèle malencontreux, sous l'influence des orages politiques d'une époque plus reculée, et ils demandent à être de nouveau organisés en corporations. Cette démarche de la classe ouvrière d'une ville si riche et si peuplée est un fait important, qui prouve que l'état de choses actuel n'est pas satisfaisant et qu'il réclame quelques changemens. Nous nous abstenons de porter un jugement hasarde sur cette grave question qui exige un examen approfondi, et nous nous bornons à une observation générale qui bien que banale, n'en est pas moins.

juste, savoir : que chaque système a son bon comme son mauvais côté, ses avantages comme ses imperfections, et qu'il est très difficile d'atteindre les uns sans s'exposer aux autres. L'expérience de plus de trente ans a prouvé que la liberté de professions existant en Prusse depuis 1810 a donné une grande impulsion à l'industrie nationale, dont les progrès sont trop évidens pour être contestés ; mais il n'en est pas moins vrai que la misère est devenue pour une partie de la classe ouvrière la triste compagne de son indépendance ; les exemptions d'impôts accordées aux petits ouvriers qui n'exercent leur profession qu'isolément ou avec l'aide d'un seul compagnon ou apprenti, peuvent avoir contribué à la disproportion existant entre le nombre de maîtres et celui d'aides ou apprentis, en encourageant les jeunes ouvriers à se marier et à s'établir pour leur compte, avant d'avoir acquis l'expérience et les moyens nécessaires pour subvenir aux besoins de leur subsistance. Une modification du système actuel d'imposition serait peut-être un moyen de tempérer ces inconvéniens ; mais nous ne la considérons pas comme un des remèdes les plus efficaces. Au reste, en ces sortes de matières, les imperfections d'un système adopté, quand ce système est avantageux dans son ensemble, se corrigent souvent par l'effet seul du temps et de l'expérience. La disproportion entre le nombre de maîtres et celui d'aides ou compagnons se manifeste surtout dans les professions les plus répandues. Or, les données statistiques tirées de l'excellent ouvrage de M. Hoffmann sur la population de la monarchie prussienne, prouvent que le mal, loin d'aller en augmentant, diminue sensiblement depuis plusieurs années.

Dans la profession des cordonniers il y avait :

En 1822.	56 724	maîtres et	27 976	aides ou compag.	(<i>Gehülfen</i>).
En 1837.	73 708	<i>id.</i>	39 646	<i>id.</i>	

Ainsi, en 1822, le nombre des compagnons n'atteignait pas

la moitié de celui des maîtres ; en 1837 il la dépassait déjà considérablement.

Dans la profession des tailleurs il y avait :

En 1822. . . 49 298 maîtres et 48 959 aides ou compagnons.

En 1837. . . 59 205 *id.* 27 913 *id.*

Ainsi le nombre des maîtres avait augmenté d'environ un cinquième, et celui des aides ou compagnons d'environ la moitié.

Dans la profession des boulangers il y avait :

En 1822. . . 49 654 maîtres et 6 853 aides ou compagnons.

En 1837. . . 23 437 *id.* 40 452 *id.*

Ainsi le nombre des maîtres avait augmenté dans la proportion d'un cinquième à peu près, et celui des aides ou compagnons de plus de trois dixièmes.

Dans la profession des bouchers il y avait :

En 1822. . . 44 874 maîtres et 4 846 aides ou compagnons.

En 1837. . . 46 853 *id.* 6 987 *id.*

ainsi, le nombre de maîtres a augmenté d'un septième à peu près, et celui des aides ou compagnons de près de moitié.

Quoi qu'il en soit, si on jugeait utile de faire revivre le système des corporations, il faudrait nécessairement le modifier sous plus d'un rapport, pour ne pas restreindre la concurrence d'une manière préjudiciable aux intérêts des consommateurs et contraire en même temps au perfectionnement des procédés industriels.

Après cette digression concernant la liberté des professions industrielles, nous retournons au résumé que nous avons donné plus haut de la législation financière qui régit actuellement la perception de l'impôt sur les métiers et professions en Autriche, en France et en Prusse, en le faisant suivre de quelques rapprochemens.

Comparé dans son ensemble, le système de la répartition du droit des patentes en France est plus simplifié, et il a l'avantage d'une perception plus facile que celui de l'impôt

prélevé en Autriche sur les métiers et professions. En France, la législation financière, après avoir réparti tous les métiers et professions en sept classes ou catégories, et après avoir gradué le droit fixe que les redevables ont à payer eu égard à la population des endroits qu'ils habitent, n'établit aucune distinction entre les redevables de la même catégorie et de la même localité; de sorte que chacun connaît d'avance la classe à laquelle il appartient et le droit qu'il a à payer; rien n'est abandonné à l'arbitraire des autorités, et la perception de l'impôt ne peut plus donner matière à contestation entre le redevable et le receveur. En Autriche il ne suffit pas au contribuable de savoir à quelle catégorie il appartient et dans quelle division se trouve rangé l'endroit qu'il habite sous le rapport de la population, puisque chaque catégorie de redevables est encore subdivisée en plusieurs classes, selon le revenu présumé que doit rapporter au contribuable le métier ou la profession qu'il exerce, selon l'étendue qu'il lui donne et les moyens qu'il y emploie. Il y a, comme on l'a vu par le tableau de la répartition de l'impôt, page 200, telle catégorie de contribuables qui est subdivisée en 12 classes, et paie dans la même localité de 5 à 300 florins par an. Ce sont les autorités locales qui assignent aux redevables les classes qu'ils doivent occuper après vérification faite des déclarations présentées par eux (voir page 203), et c'est aux autorités supérieures à décider si cette première classification est admissible, ou si elle doit être rectifiée. Il nous semble que cet arrangement ne donne pas à l'impôt une base assez solide. Il arrive nécessairement de deux choses l'une ou l'autorité locale agit mollement et se contente des déclarations présentées par les redevables, sans les contrôler, ce qui arrive le plus souvent, et alors les intérêts du fisc sont en souffrance; ou elle les rectifie et assigne aux contribuables, selon les cas, des classes plus élevées que celles dans lesquelles ils croyaient devoir être rangés, et il y a alors ma-

tière à contestation. Ce mode de répartition doit donc donner lieu à de fréquentes réclamations. Il doit en résulter beaucoup d'écritures, et il est difficile d'empêcher l'arbitraire. D'un autre côté, si ce système a le désavantage d'être plus compliqué et d'une exécution plus difficile, il est en revanche plus juste en principe, puisqu'il ne frappe pas d'une manière égale sur tous les redevables de la même profession, et qu'il cherche à atteindre chacun, selon les revenus qu'il retire de son état, pour être par là même moins onéreux à la petite industrie. En France, la loi a voulu remédier aux inégalités de la répartition du droit fixe, en y ajoutant un droit proportionnel prélevé sur la valeur locative des bâtimens consacrés à l'habitation et à l'exploitation commerciale des contribuables. Mais ce moyen ne remédie pas suffisamment aux inégalités de l'imposition, car la valeur locative des bâtimens occupés par les contribuables ne donne pas toujours une juste mesure de l'étendue de leur commerce ou de leur industrie, et des bénéfices qu'ils en retirent (1).

En Prusse, on a cherché à éviter les inconvéniens de l'un et de l'autre système. Après avoir partagé les métiers et professions en huit classes ou catégories, et les localités en quatre divisions, d'après leur population, la loi financière fixe le terme moyen de l'impôt pour chaque catégorie et pour chaque division, et s'adresse à tous les redevables de la même profession et de la même localité en leur disant : « Vous me paierez tant par tête, vous êtes tant dans cette ville ou commune, donc vous aurez en tout tant à payer au fisc. C'est à vous maintenant à répartir cette somme selon les revenus de chacun, avec la coopération de l'autorité locale, et en observant la gradation prescrite, tant au-dessus qu'au-dessous du terme moyen jusqu'au minimum de la cote d'imposition. »

Nous sommes loin de croire que le système prussien soit

(1) Voir la note n° 9 à la fin du volume.

exempt de vices et d'imperfections ; nous savons même qu'il s'est élevé quelques plaintes contre l'inégalité de la perception de cet impôt. Aussi, le gouvernement s'occupe-t-il depuis plusieurs années des réformes à y introduire, et le projet d'une nouvelle loi qui doit régir cette branche de contributions directes a déjà été soumis en 1837 et 1838 à la délibération des états provinciaux. Mais il nous semble que la défectuosité du système actuel git plutôt dans la gradation de l'impôt pour les différens métiers et professions, que dans le mode de perception que nous croyons préférable au système suivi en Autriche ; il réunit en effet l'avantage de simplifier et de faciliter le recouvrement de l'impôt, en abandonnant aux communes et aux contribuables le soin de le répartir.

En ce qui concerne le taux de l'imposition, comme les professions imposables ne sont pas classées de la même manière dans les deux pays, il est difficile de faire sous ce rapport une comparaison exacte et concluante. Nous devons donc nous borner à quelques observations détachées sur la classification de certaines catégories de contribuables d'après l'un et l'autre système. Ainsi, les entrepreneurs de fabriques et de manufactures sont en Autriche partagés en huit classes, et paient de 40 à 1 500 florins, sans distinction des endroits qu'ils habitent. La moyenne proportionnelle est de 527 florins. Les négocians en gros sont partagés en cinq classes et paient de même, sans égard à la population des villes qu'ils habitent, de 300 à 1 500 florins. La moyenne proportionnelle est de 800 florins. En Prusse, les uns et les autres sont compris dans la catégorie des commerçans avec droits de marchands pour lesquels le terme moyen est fixé comme il suit :

Dans les villes de la première division.	30 écus ou 42 $\frac{1}{2}$ florins.
Dans celles de la deuxième.	48 id. 25 $\frac{1}{2}$ id.
Dans celles de la troisième et de la quatrième.	42 id. 47 $\frac{1}{4}$ id.

et le *minimum* :

Dans les villes de la première division. . .	12 écus ou 17 $\frac{2}{3}$ fl.
Dans celles de la deuxième.	8 id. 14 $\frac{1}{4}$ id.
Dans celles de la troisième et de la quatrième.	6 id. 8 $\frac{1}{2}$ id.

On voit que la loi financière autrichienne, n'admettant pour le commerce en gros et pour les fabriques et les manufactures d'une certaine étendue, aucune distinction quant aux localités où se trouvent ces établissements, part du principe que les moyens contributifs des redevables de cette catégorie dépendent principalement de l'extension qu'ils donnent à leurs entreprises, ainsi que des capitaux qu'ils y emploient, et que la population des localités où ils sont établis ne saurait avoir une influence décisive sur le produit de leur industrie. Ces considérations nous semblent être très justes en principe et très applicables à la classification du système autrichien, qui ne range dans les deux catégories sus-indiquées que les négocians qui s'occupent du commerce en gros et les entrepreneurs de grandes fabriques ou manufactures. En effet, pour un négociant qui fait le commerce en gros, qui tire directement ses marchandises des grands entrepôts ou des fabriques indigènes ou étrangères, et les expédie sur tous les points où les besoins de la consommation les réclament; comme aussi pour l'entrepreneur d'une grande fabrique ou manufacture qui peut trouver dans toute la monarchie et à l'étranger des débouchés pour les produits de sa fabrication, le rang qu'occupe, sous le rapport de sa population et de la richesse, de ses habitans, la localité où il se trouve établi, ne saurait exercer une influence prépondérante sur la prospérité de son entreprise. Pour ce qui concerne le commerce, ce système d'imposition sans distinction des localités est moins applicable à la classification des contribuables adoptée en Prusse, où la catégorie des négocians avec droits de marchands embrasse, outre les imposés qui font le commerce en gros, un grand nombre de ceux qui le

font en détail; mais nous croyons précisément que cette classification est susceptible d'être modifiée, et qu'il faudrait établir comme en Autriche une distinction plus précise entre les banquiers ou les négocians en gros et les marchands en détail; puis entre ces derniers et les petits merciers ou les étalagistes. Il y a en Prusse des commerçans et des merciers dont le fonds de boutique ou de magasin ne représente qu'un très petit capital, et qui cependant sont munis des droits de marchands. Il n'est donc pas juste de les assimiler à de riches banquiers armateurs ou négocians en gros, qui mettent dans leur commerce des millions en mouvement.

Ces derniers pourraient être imposés sans distinction des localités, et les autres rester classés dans les quatre divisions adoptées par la loi. Ce mode de répartition nous paraît encore plus applicable aux fabriques et manufactures. On devrait les subdiviser en deux classes, savoir : celles qui, par leur nature et par l'extension qui leur est donnée, sont indépendantes de la population et de la richesse des villes et contrées où elles se trouvent établies et celles dont la prospérité dépend de ce genre d'influence locale; et imposer les unes sans distinction des localités, et les autres en suivant les divisions établies sous ce rapport par la loi actuellement en vigueur. Nous trouvons aussi que les termes moyens de 12, de 18 et de 30 écus (17 fl. 9 kr., 25 fl. 43 kr. et 42 fl. 51 kr.) par contribuable, sont pour les banquiers, les négocians en gros et les armateurs beaucoup trop minimes comparativement aux autres professions. En Autriche, cette catégorie de contribuables paie de 300 jusqu'à 1 500 fl., de sorte que le minimum de l'imposition est, au terme moyen le plus élevé, en Prusse, comme 7 est à 1.

Les aubergistes et les cabaretiers sont aussi trop légèrement imposés en Prusse, comparativement aux autres professions. Ces entreprises industrielles, en général très lucratives, faciles à exercer et n'exigeant presque aucune capacité

personnelle, aucune connaissance spéciale, attirent une grande concurrence que, par des considérations de bonne police et dans l'intérêt de la morale publique, on devrait tâcher de restreindre. Envisagée sous ce double point de vue, cette branche d'industrie est plus susceptible que bien d'autres d'une forte imposition. Le taux moyen de 12 écus (17 florins 9 kreutzer) dans les villes de la première division, et de 8, 6 et 4 écus dans les autres localités, nous paraît être fort au-dessous des charges que les contribuables de cette catégorie pourraient et devraient supporter. En Autriche, ils appartiennent à la troisième division ou catégorie, qui paie de 5 à 300 florins, à Vienne, et de 3 jusqu'à 100 florins dans les villes chefs-lieux de provinces; mais, dans la classification individuelle, cette catégorie des contribuables est beaucoup trop ménagée comparativement à leurs moyens contributifs. Il y a, par exemple, à Vienne et dans la baulieue, des aubergistes et des cabaretiers qui paient de 800 à 1 000 fl. de loyer (2 080 à 2 600 fr.), et dont la cote de l'impôt sur les métiers et professions ne s'élève qu'à 25 ou 30 fl. D'après le système français, les contribuables qui se trouvent dans ce cas paieraient, indépendamment du droit fixe afférant à leur classe, un droit proportionnel de 80 à 100 fl., ou 208 à 260 fr. Nous croyons que, précisément pour les redevables de cette catégorie, l'application d'un droit proportionnel, d'après la valeur locative de leurs établissemens, serait un moyen propre à les faire contribuer aux charges de l'État dans une juste proportion avec les bénéfices qu'ils retirent de leur profession.

Les marchands colporteurs (*Hausierer*) ne paient en Basse-Autriche que 5 fl. par an; dans les autres provinces, 3 fl., et en Tyrol, 1 fl. 30 kr. La modicité de cette taxe sert d'encouragement à une profession qui fait souvent du tort à l'industrie sédentaire, et dont l'exercice est accompagné de beaucoup d'inconvéniens sous le rapport de la police de

sûreté. Elle peut être utile, tant pour les producteurs que pour les consommateurs, dans des contrées éloignées des villes commerçantes et industrielles ; mais elle est tout à fait superflue dans les grandes villes, où le commerce sédentaire est assez répandu pour satisfaire en détail à tous les besoins de la consommation. On devrait donc chercher plutôt à la restreindre qu'à l'encourager par une imposition si minime qu'elle équivaut presque à une franchise.

En Prusse, cette catégorie des contribuables, à laquelle sont assimilées toutes les professions ambulantes, paie de 2 à 12 écus, ou 2 florins 51 kr. à 17 fl. 6 kr. par an, ce qui, selon nous, est encore très modique.

En France les marchands forains avec voiture paient 80 fr., ou 30 $\frac{1}{3}$ florins, les colporteurs avec chevaux ou autres bêtes de somme 60 fr., ou 23 $\frac{1}{3}$ florins, et les colporteurs avec balles 20 fr., ou 7 $\frac{2}{3}$ florins.

Les commerçans en détail sont en Autriche répartis en huit classes pour Vienne, et en quatre classes pour les chefs-lieux de provinces et paient, dans la capitale, de 100 à 1000 florins, et dans les villes de province, de 50 à 300 florins. La moyenne proportionnelle tirée de ces deux échelles d'imposition (voir le tableau page 200) est de 420 florins pour les contribuables de la première division et de 150 fl. pour ceux de la seconde.

En Prusse, pour cette catégorie de contribuables, le terme moyen est fixé ainsi qu'il suit :

Première division.	8 écus ou 44 $\frac{2}{7}$ florins.
Deuxième division.	6 id. 8 $\frac{4}{7}$ id.
Troisième division.	4 id. 5 $\frac{2}{7}$ id.
Quatrième division.	2 id. 2 $\frac{2}{7}$ id.

le *minimum* :

Première, deuxième et troisième division..	2 écus ou 2 $\frac{4}{7}$ fl.
Quatrième division.	4 id. 4 $\frac{2}{7}$ id.

On voit qu'à l'exception des marchands colporteurs, toutes

ces catégories de redevables dont nous venons de faire le rapprochement, sont en Autriche plus imposées qu'en Prusse.

Il nous reste maintenant à comparer les deux systèmes d'imposition sous le rapport de leurs résultats.

En Autriche, l'impôt perçu sur l'industrie sous le titre de *Gewerbesteuer* rapporte, d'après le professeur Springer, dans les onze provinces de la monarchie pour lesquelles nous établissons nos évaluations financières, 2 257 000 florins. Cette somme, répartie sur une population de 20 850 000 âmes, donne $6 \frac{1}{2}$ kreutzer par tête.

En Prusse, cet impôt produit, d'après le budget de 1841, 3 114 000 florins, ce qui donne pour une population de 14 700 000 âmes près de 13 kreutzer par tête.

En France, d'après le budget de 1841, le droit des patentes produit 37 592 000 fr., ou 14 458 000 florins, monnaie de convention, ce qui donne pour une population de 34 millions et demi, environ 25 kr. par tête.

Ainsi, proportion gardée de la population, cet impôt produit en Prusse plus du double, et en France plus du quadruple de ce qu'il rapporte en Autriche. Cependant, prenant en considération les circonstances qui doivent influencer sur son rapport en ce qui concerne l'Autriche et la Prusse, nous trouvons qu'elles sont, pour la plupart, à l'avantage du fisc autrichien. D'abord, le taux de l'imposition est en Autriche, comme on vient de le voir, plus élevé qu'en Prusse pour plusieurs des principales catégories de redevables ; ensuite la population y est, en général, plus riche, et consomme par conséquent plus de produits manufacturés ; enfin l'industrie indigène y est beaucoup plus protégée par des droits élevés et par des prohibitions contre la concurrence de l'industrie étrangère. Comparée à celle de la campagne, la population des villes dans lesquelles se trouvent concentrées les classes industrielles et la consommation d'objets manufacturés, est en Autriche, plus nombreuse qu'en Prusse. On a vu (page 139)

que, d'après le recensement de 1834, il y avait en Autriche, dans les onze provinces pour lesquelles nous établissons nos calculs comparatifs, sur 1 000 habitans, 273 habitans des villes; tandis qu'en Prusse, d'après les données plus récentes de 1837, il n'y en avait que 262 sur 1 000.

Tous ces rapprochemens nous conduisent à conclure qu'il doit y avoir des vices et des imperfections, soit dans la répartition, soit dans le recouvrement de cet impôt, ou des causes particulières qui en diminuent le rapport; au nombre de ces causes nous croyons pouvoir compter le mode de classification des contribuables, qui laisse trop de latitude à l'arbitraire des autorités locales (Voir nos observations, page 217).

Nous sommes persuadé que, bien réparti et bien régulisé dans sa perception, cet impôt devrait produire en Autriche plus qu'il ne produit en Prusse, proportion gardée de la population. Il devrait être porté au-delà du double et même jusqu'au triple de son rapport actuel, ce qui ne le mettrait pas encore dans une juste proportion avec la part des contributions directes qui tombe à la charge de la propriété foncière.

En Prusse, d'après le budget de 1841, la contribution foncière rapporte 14 127 143 fl., et l'impôt sur les métiers et professions, 3 114 285 fl. En Autriche, dans les onze provinces que nous avons prises pour bases de nos rapprochemens, le premier de ces impôts rapporte, d'après les évaluations statistiques du professeur Springer, 36 600 000 fl., et le second 2 257 000 fl. seulement. Ainsi, en Prusse, le produit de la contribution foncière est à celui de l'impôt sur l'industrie comme 14 est à 3, tandis qu'il est en Autriche comme 16 est à 1.

En France, où la propriété foncière est si fortement imposée, la disproportion entre la part contributive demandée à cette propriété, et celle qui pèse sur l'industrie, n'est point

cependant aussi considérable. En supputant toutes les charges qui frappent sur la propriété immobilière, savoir : la contribution foncière, celles des portes et fenêtres et le droit d'enregistrement, M. d'Audiffret en porte le total à 450 000 000 de francs. Le droit des patentes, d'après le budget de 1841, produit 37 592 000 fr. Ainsi, la proportion serait de 12 à 1; mais pour établir une comparaison plus exacte, il faudrait tenir compte des autres charges *directes* qui pèsent sur les industriels et les capitalistes. Ces dernières se résument dans la contribution personnelle et mobilière, qui, d'après les évaluations du budget de l'exercice de 1841, rapporte 55 895 000 fr. Or, en ajoutant à cette dernière somme celle du produit des patentes, montant à 37 592 000 fr., ce qui fait un total de 93 487 000 fr., il se trouve que la portion des impôts directs supportée par la propriété foncière, est à celle qui pèse sur les personnes, sur leur industrie et sur les propriétés mobilières, à peu près comme 19 est à 4.

En Autriche, il n'y a que l'impôt sur les métiers et professions, qui pèse sur les personnes et sur les revenus des capitaux engagés dans l'industrie commerciale et manufacturière. La contribution personnelle, dont nous aurons à nous occuper tout à l'heure, n'existe qu'en Dalmatie, dans une partie des frontières militaires, et dans les provinces italiennes. Dans ces dernières, elle peut être considérée comme un supplément des droits de consommation, et elle frappe exclusivement les populations des campagnes.

Nous avons observé page 195, que la loi financière autrichienne, concernant l'impôt sur les métiers et professions, avait principalement pour objet de faire concourir dans une juste proportion, l'industrie commerciale et manufacturière aux charges directes qui pesaient presque exclusivement sur la propriété foncière. Or, les calculs et les rapprochemens que nous venons d'établir prouvent que ce but de la loi n'a été atteint que très imparfaitement, car la presque totalité

des impositions directes reste encore à la charge de la propriété foncière.

§ III. Contribution personnelle (*Personal-Steuer*).

Il y avait anciennement en Autriche une contribution de guerre *Kriegs-Steuer*, qui fut abolie en 1799 et remplacée par un impôt des classes *Klassen-Steuer*, auquel chacun contribuait, selon ses moyens, d'après une échelle de proportion ascendante, réglée sur le montant du produit net des revenus des contribuables.

Ainsi, par exemple :

Sur un revenu de	400 à 300 florins	on payait	2 4/2 p. 0/0.
—	500 à 800		3 1/2
—	800 à 1 200		4
—	10 000 à 12 000		8
—	25 000 à 30 000		10
—	75 000 à 80 000		15
Passé.	440 000 florins		20 (1)

La loi concernant cette imposition, en exemptait :

1° Les individus qui ne tiraient pas de leurs métiers ou professions un revenu net de 100 florins, monnaie de convention.

2° Les employés de l'État, mais seulement en ce qui concernait leurs appointemens.

3° Les étrangers qui n'avaient pas dix ans de domicile non interrompu dans les États de la monarchie autrichienne.

Les revenus provenant des immeubles et des biens-fonds étaient également exemptés de cette contribution, comme ayant d'autres charges extraordinaires à supporter pour subvenir aux besoins de l'État.

(1) Nous avons omis les quotités intermédiaires pour ne pas prolonger inutilement notre citation.

Comme complément de l'impôt des classes, on avait établi en 1801 celui de la capitation *Kopfsteuer*, auquel furent assujettis tous ceux dont les revenus n'atteignaient pas la somme de 100 florins. Ainsi les domestiques des notabilités bourgeoises et nobiliaires payaient un florin 30 kreutzer par an; ceux des classes inférieures, un florin; les valets de ferme (*Knechte*) au service des paysans 30 kreutzer, et les filles de services (*Mägde*) 15 kreutzer; les journaliers propriétaires de chaumières un florin, et ceux qui n'étaient pas propriétaires 30 kreutzer.

Cet impôt de la capitation fut aboli par une loi du 2 novembre 1802, et remplacé par une contribution fixée à 30 kreutzer par tête, prélevée sur tous les habitants sans exception, indépendamment de l'impôt des classes. C'est en 1829 que ce dernier impôt fut entièrement supprimé, et la contribution personnelle n'a été maintenue, ainsi que nous l'avons déjà observé, que dans les provinces italiennes, en Dalmatie et dans les frontières Militaires Croates et Esclavons. Dans le royaume Lombard-Vénitien, où cette contribution subsistait déjà sous le règne de l'empereur Charles VI, elle pèse exclusivement sur la population des campagnes et sur les individus au-dessus de l'âge de 14 ans jusqu'à celui de 60. Le taux de l'imposition est égal pour tous les contribuables, 3 livres italiennes (*lire*) et 20 centimes pour le fisc, plus 2 livres 60 centimes, comme *maximum* pour la caisse de la commune. Son prélèvement se fait d'après des listes de recensement confectionnées tous les ans dans chaque commune et approuvées par les délégations et congrégations provinciales. Le rapport annuel de cette imposition est de 1 240 000 florins dont plus de 690 000 fl. de la Lombardie, et près de 550 000 fl. de la province de Venise.

Le maintien de la contribution personnelle dans les provinces italiennes n'est envisagé que comme provisoire. Son abolition est, pour ainsi dire, promise aux États comme

devant avoir lieu dans un avenir plus ou moins éloigné, c'est-à-dire, dès que le fisc pourra couvrir par d'autres voies et moyens la diminution qui doit en résulter dans ses perceptions.

En Dalmatie la contribution personnelle prélevée, d'après le système français, ne subsiste que dans les districts de Zara et de Spalato, où elle rapporte environ 35 000 fl. Dans les provinces Militaires Croates et Esclavones, cette contribution subsiste encore sous le titre de *Schutz-Steuer*, impôt de protection qui rapporte de 20 000 à 30 000 fl. par an; il atteint : 1° tous les membres d'une même famille qui ne possèdent pas de terres et n'exercent aucune profession assujettie à l'impôt sur l'industrie; 2° les valets de ferme (*Knechte*) qui ne sont pas natifs de ces provinces; 3° les familles juives.

En Prusse, il existe dans toute la monarchie une contribution personnelle sous le titre d'impôt des classes; elle est prélevée sur les habitants des campagnes et des petites villes qui ne sont pas assujetties à l'impôt sur les moutures et sur l'abattage des bestiaux (*Mahl-und Schlacht-Steuer*). Cette imposition est répartie en quatre classes dont chacune a trois degrés, de sorte qu'il y a en réalité douze degrés d'imposition. Chaque famille ou chaque ménage paie :

Dans la première classe qui comprend les plus grands et les plus riches propriétaires capitalistes et industriels : 4, 8 et 12 écus par mois;

Dans la seconde classe qui comprend les habitants d'une fortune plus médiocre : 1, 1 $\frac{1}{2}$ et 2 écus par mois.

Dans la troisième qui comprend la petite bourgeoisie et les paysans : 10, 15 et 20 silbergros par mois.

Dans la quatrième qui embrasse les propriétaires des petites parcelles de terrain, les ouvriers, journaliers et domestiques : 5 et 7 $\frac{1}{2}$ silbergros par famille; puis comme *minimum* de l'imposition, un silbergros et un quart par

tête ; mais dans cette dernière subdivision de la 4^e classe on ne compte jamais plus de 3 têtes par famille.

Les célibataires qui n'appartiennent pas à une famille imposée, paient dans chaque classe la moitié de la cote de l'impôt afférente à la catégorie dans laquelle ils sont rangés, à l'exception du *minimum* d'un silbergros et un quart par tête, qui ne peut plus subir de réduction.

La classification ci-dessus et la subdivision des trois premières classes ayant été trouvées insuffisantes pour la province Rhénane, à cause des grandes différences qui existent dans ces provinces entre les moyens contributifs des redevables, on y a multiplié les gradations de l'impôt, à la demande des États, de la manière suivante : 1^{re} classe, 4, 5, 6, 8, 10 et 12 écus ; 2^e classe, 1, $1\frac{1}{2}$, 2, $2\frac{1}{2}$, et 3 écus ; 3^e classe, 10, $12\frac{1}{2}$, 15 et 20 silbergros ; la subdivision de la 4^e classe est restée la même que pour les autres provinces. Cette mesure ne fut pas heureuse dans ses résultats financiers ; car, au lieu d'augmenter le rapport de l'impôt, moyennant une répartition qu'on croyait être plus égale et plus proportionnée aux moyens contributifs des redevables, elle eut au contraire pour effet une diminution sensible dans le produit de la taxe.

Il s'est trouvé, après ce changement de la classification, que, dans les provinces Rhénanes, incontestablement les plus riches de la monarchie et qui embrassent les villes manufacturières et commerçantes les plus considérables, la population assujettie à cet impôt n'y contribue que dans la proportion de $16\frac{2}{3}$ silbergros par tête ; tandis que le total du produit de la taxe, réparti sur toute la population qui paie cet impôt donne pour terme moyen, $18\frac{2}{3}$ silbergros ; de sorte que, proportion gardée du nombre des redevables, la part contributive de ces provinces est de $9\frac{1}{2}$ pour 100 inférieure à celle de toutes les provinces de la monarchie prises ensemble (voir Hoffmann, *die Lehre von den Steuern*,

page 130); ce qui dénote évidemment le vice de la répartition actuelle.

Sont exemptés de la contribution personnelle :

1° Tous les individus au-dessous de 16 ans et au-dessus de 60.

2° Les anciens princes et comtes médiatisés.

3° Les étrangers qui n'ont pas une année de domicile fixe dans le même endroit.

4° Les militaires.

5° Les indigens qui vivent des secours de l'État ou des communes.

6° Les habitants de toutes les villes qui sont assujettis à l'impôt sur les moutures et sur l'abattage des bestiaux.

La répartition de l'impôt se fait : dans les villes, par une commission déléguée de la part de la municipalité; et dans les campagnes par les communes, avec la coopération des États de district qui ont aussi le droit d'examiner les plaintes élevées par les contribuables.

Ce sont les employés communaux qui poursuivent le recouvrement de l'impôt moyennant déduction de 4 pour 100 à leur profit. C'est aussi un des impôts contre l'inégalité duquel des plaintes fréquentes se sont fait entendre en Prusse. On le trouve en général trop onéreux pour les classes moins aisées de la population, et trop léger pour les classes plus élevées. Effectivement, le terme moyen de 12 écus par mois ou 144 écus par an que paient les plus riches propriétaires, peut être envisagé comme un faible sacrifice pour le contribuable lorsqu'on le compare avec les 8 écus par an que paie dans la troisième classe le petit ouvrier et le paysan. La disproportion était encore plus grande avant la modification de la loi financière de 1820, d'après laquelle les plus riches contribuables ne payaient alors que 48 écus par an. Malgré cette augmentation du taux de l'impôt pour les contribuables de la plus haute classe, cette dernière ne figure que pour

3 $\frac{2}{3}$ sur 100 dans le produit de la contribution personnelle ; tandis que la 4^e classe, quoique très faiblement imposée comparativement aux autres, supporte à elle seule plus de 46 sur 100, c'est-à-dire, près de la moitié du total de l'impôt.

Cette disproportion des charges entre les classes pauvres et les classes plus aisées est sans doute considérable ; mais malheureusement les inégalités de ce genre sont inhérentes à la nature même de toute imposition directe qui ne pèse pas sur les propriétés, mais sur les personnes, ou sur les revenus que la loi leur suppose. Ce sont les grandes masses qui constituent, si l'on peut s'exprimer ainsi, la partie essentielle de la matière imposable, celle qui fournit au trésor la plus grande part du revenu. Les dernières classes de la population comptent par millions les individus qui les composent, tandis que les classes plus élevées de la hiérarchie sociale comptent par centaines, ou au plus par milliers. La plus petite réduction de l'impôt, opérée sur les masses, occasionne donc au fisc un déficit considérable, qu'une augmentation dix fois plus forte de l'impôt prélevé sur les classes plus aisées ne saurait compenser. Cette augmentation porte d'ailleurs en elle-même les causes qui doivent nécessairement en réduire le produit ; car plus on élève le taux de l'imposition et plus on diminue le nombre de ceux qui peuvent le supporter. Au reste, en critiquant la répartition de l'impôt dont il s'agit, sous le rapport de son inégalité, il ne faut pas se tromper sur la nature et sur le but de cette imposition prise en elle-même. Ce n'est pas tant une contribution directe imposée sur la fortune des redevables, qu'un complément des droits sur la consommation, puisqu'elle ne frappe que les villes et les communes où ces derniers n'ont point été introduits ; à ce titre, elle partage le sort de plusieurs contributions indirectes, comme, par exemple, le monopole du sel, et le droit sur les moutures et sur l'abattage des bestiaux, qui sont toujours plus onéreux.

ses pour le pauvre que pour le riche. L'appréciation des moyens de fortune entre bien pour quelque chose dans la gradation de cet impôt d'après les classes, mais elle n'en constitue pas la base essentielle.

Cette contribution a rapporté à l'État : en 1835, 6 400 000 écus, ou 9 142 857 flor. ; en 1838, 6 500 000 écus, ou 9 285 714 florins ; et elle se trouve portée dans le budget de l'année 1841, à 6 693 000 écus, ou 9 561 428 florins, monnaie de convention. Répartie sur la population qui y est assujettie, elle produit d'après les évaluations statistiques de M. Hoffmann $18 \frac{2}{3}$ silbergros, ou $53 \frac{1}{4}$ kreutzer par tête.

Comme cette branche de revenus n'est que le complément de l'impôt sur la consommation, dont nous aurons occasion de nous occuper plus tard, nous la mettons ici en dehors de nos rapprochemens statistiques entre l'Autriche et la Prusse.

§ IV. Contribution prélevée sur la population juive (*Juden-Steuer*).

Les Juifs de la Bohême, de la Moravie, de la Gallicie et de la Basse-Autriche sont assujettis à des impositions particulières, dont quelques-unes appartiennent aux contributions directes et d'autres font partie des perceptions indirectes.

En Bohême la population juive est assujettie à trois genres d'impôts :

1° Une contribution personnelle appelée *Familien-Steuer* et payée par tous les Israélites qui ont plus de 500 florins de fortune.

2° Un impôt sur la propriété *Vermögen-Steuer* auquel sont soumis tous ceux qui ont au moins 150 florins de fortune.

3° Un impôt de consommation prélevé sur l'abattage des bestiaux et sur la volaille.

La perception de ces impôts est ordinairement donnée en bail à une société de Juifs, qui paie au trésor public une redevance annuelle de 216 500 florins.

En Moravie, les Juifs paient un impôt personnel *Familien-Taxe* de 5 florins par famille, et un impôt de consommation prélevé sur la viande de boucherie, le beurre et la volaille. Ces deux impositions prises ensemble rapportent, terme moyen, 66 000 fl. par an.

En Gallicie, la population israélite est assujettie à un impôt sur la consommation de la viande de boucherie et de la volaille, et à une taxe sur l'éclairage (*Lichterzünd-Aufschlag*), réglée sur le nombre de flambeaux allumés le jour du sabbat ou aux autres solennités religieuses. La perception de ces impôts est ordinairement donnée à bail dans chaque district, ou abandonnée à la communauté israélite moyennant l'équivalent du prix du fermage. Le produit est évalué à 690 000 florins.

En Basse-Autriche les Juifs sont assujettis à un impôt de protection *Schutz-Steuer*, dont le taux est réglé par le gouvernement de cette province d'après la fortune des contribuables ou la profession qu'ils exercent, et qui ne rapporte somme totale que 15 à 16,000 florins.

Dans le système d'imposition prussien, il n'y a pas de taxe particulière imposée aux Juifs. Aussi cette branche de perception reste-t-elle en dehors de toute comparaison.

Le rapport de toutes les contributions directes prises ensemble, dans les onze provinces pour lesquelles nous établissons nos calculs, peut, d'après les données statistiques du professeur Springer, être évalué à 42 millions de florins dont la propriété foncière supporte plus de $\frac{2}{3}$. Cette somme, répartie sur une population de 20 850 000 âmes, donne 2 florins par tête. En Prusse le produit de toutes les contributions directes est, d'après le budget de l'année 1841, de 26 800 000 fl. dont les $\frac{2}{3}$ tombent à la charge de la propriété foncière. Répartie sur une population de 14 700 000 habitants, cette somme donne 1 fl. 49 kr. par tête.

Ainsi, le produit des contributions directes de l'Autriche,

par rapport à la population, est à celui de la Prusse comme 12 est à 11; tandis qu'il résulte de la comparaison établie entre les budgets des voies et moyens des deux États, que le revenu relatif de la Prusse est beaucoup plus considérable que celui de l'Autriche; ce qui prouve que le système d'imposition prussien s'appuie de préférence sur les contributions indirectes qui sont, comme on le verra dans le chapitre suivant, beaucoup plus productives dans ce pays qu'en Autriche.

En France les contributions directes, en y ajoutant les droits d'enregistrement, de greffe et d'hypothèque, produisent, d'après le budget de 1841, 577 millions de francs, ou 222 millions de florins, monnaie de convention, dont à peu près les $\frac{18}{19}$ sont supportés par la propriété foncière. Cette somme, répartie sur une population de 34 500 000 âmes, donne 6 fl. et 25 kr. par tête. Ainsi, en France, le produit relatif de cette branche des contributions, est à celui de la Prusse comme 7 est à 2, et à celui de l'Autriche comme 77 est à 24.

NOTES SUPPLÉMENTAIRES.

NOTES SUPPLÉMENTAIRES.

NOTE I. Page 2.

D'après les évaluations de M. Springer professeur à l'Université de Vienne dont la statistique de l'empire d'Autriche, publiée en 1840 et fondée sur des données officielles, l'emporte sur toutes les autres publications de ce genre, et mérite le plus de confiance, la population de toute la monarchie était à la fin de 1837, de 34 922 438 individus sans compter les militaires. L'accroissement de la population, calculé par le même auteur sur une série de recensemens exécutés dans une période de 19 ans, de 1818 à 1837, donne terme moyen 1,1 sur 100 par an. Pour arrondir nos chiffres, sans les exagérer, nous n'admettons qu'un terme moyen d'un sur cent.

Or, voici le calcul établi sur cette base :

Population de 1837	34 922 438 âmes
Plus 4 p. 0/0.	349 224
Population de 1838.	35 271 662 âmes.
Plus 4 p. 0/0.	352 716
Population de 1839.. . . .	35 624 378 âmes.
Plus 4 p. 0/0.	356 243
<i>A reporter</i>	35 980 621 âmes.

Population de 1840.	35 980 624 âmes.
Plus p. 4 0/0.	359 806
Population de 1844.	<u>36 340 427 âmes.</u>

D'après l'ouvrage statistique plus récent du professeur Becher, la population de l'Autriche aurait été au commencement de 1837, de 35 878 000 individus ; mais nous avons lieu de croire que ce chiffre est exagéré.

NOTE II. Page 2.

Le professeur Springer porte le total des revenus de l'Autriche à 135 600 000 fl. ; mais la supputation des chiffres consignés dans sa statistique pour chaque branche de revenu, prise séparément, donne pour résultat , 137 140 000 fl. ; et comme d'ailleurs le produit de plusieurs perceptions a augmenté depuis la publication de son ouvrage, qui a paru au commencement de 1840 , nous avons cru pouvoir porter le budget des voies et moyens de l'Autriche à 140 millions sans risquer d'en dépasser le chiffre effectif.

Les évaluations budgétaires de 1837 ne portaient le total des perceptions d'après des renseignemens dignes de foi , qu'à 128 500 000 fl. Ce chiffre comparé au précédent , présenterait une augmentation de 11 500 000 fl., c'est-à-dire, près de 9 pour 100.

En Prusse le budget des voies et moyens de l'année 1838 était de 52 081 000 écus, et celui de l'année 1841 de 55 867 000 écus, ce qui donne une augmentation de 6 pour 100.

Un auteur inconnu qui publie depuis quelque temps dans la *Revue Britannique et étrangère* des articles très intéressans sur la statistique de l'Autriche, porte le total du revenu public de cette puissance pour la même année à 154 340 734 flor. c'est-à-dire au maximum du chiffre qu'on pourrait admettre pour le revenu actuel ; cependant il est notoire que le produit de plusieurs branches de contributions indirectes a aug-

menté d'une manière sensible dans les cinq dernières années. Le budget des voies et moyens de l'exercice 1837, publié par cet auteur (Tableau n° 1, 28^e volume de la *Revue*) renferme des chiffres qui ne s'accordent pas avec les données officielles les plus récentes.

Ainsi, par exemple, il porte les droits de consommation à 20 547 000 fl., tandis qu'il est notoire que ces droits, dont le produit a considérablement augmenté depuis 1837, n'ont rapporté en 1841 que 19 500 000 fl. de revenu brut.

Le revenu provenant du monopole du sel est porté à 21 514 000 fl., tandis qu'il n'était l'année précédente que de 17 millions; et bien qu'il ait constamment suivi une progression ascendante, le produit de ce monopole ne s'est élevé en 1841 qu'à 19 500 000 fl.

Indépendamment de cette élévation de quelques chiffres, nous trouvons encore porté sur l'état sus-mentionné, l'arriéré des revenus des années précédentes montant à 9 819 876.

Les évaluations les plus récentes et les plus dignes de foi portent le revenu actuel à plus de 150 millions. L'auteur anonyme d'une brochure publiée à Hambourg, sous ce titre: *L'Autriche et son avenir*, évalue le budget des voies et moyens à 160 millions; mais cette publication contient plusieurs inexactitudes quant à la partie financière. Ainsi, par exemple, le produit des droits de consommation est porté à 21 625 000 fl., tandis que, d'après des données authentiques, ces droits n'ont rapporté en 1841, comme nous l'avons déjà observé, qu'un revenu brut de 19 500 000 fl.; le monopole du sel est évalué par l'auteur de la brochure à 23 550 000 fl., tandis que son produit brut n'a été en 1841 que de 19 500 000 fl.; la contribution foncière sans l'impôt des maisons est portée à 54 362 000 fl., tandis que d'après les évaluations du professeur Springer, fondées sur des données cadastrales officielles, elle ne rapporte que 39 millions.

—————

NOTE III. Page 3.

Nous étions sur le point de livrer à l'impression ce travail statistique, lorsque nous vîmes paraître dans la *Gazette universelle d'Ausbourg* du 11 janvier 1843 un article que nous savons provenir de source officielle, et qui donne les chiffres ci-après de l'augmentation des revenus indirects de l'Autriche depuis 1829.

	EN 1829.	EN 1836.	EN 1844.
Droits de consommation.	42 000 000 fl.	(1)	49 500 000 fl.
Douanes.	8 500 000	43 500 000 fl.	46 500 000
Monopole du sel. . . .	40 000 000	47 000 000	49 500 000
<i>Idem</i> du tabac.	6 500 000	45 000 000	48 000 000
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
Total en 1844.			73 500 000 fl.
<i>Id.</i> en 1829.	37 000 000 fl.		37 000 000 fl.
	<u> </u>		<u> </u>
Augmentation depuis 1829.			36 500 000 fl.

D'après la statistique de M. Springer, à laquelle nous avons emprunté nos évaluations budgétaires, ces quatre branches de revenu auraient rapporté avant 1840, 64 900 000 fl., savoir :

Droits de consommation.	49 200 000 florins.
Douanes.	43 700 000
Monopole du sel.	22 000 000
Monopole du tabac.	40 000 000
	<u> </u>
Total comme ci-dessus.	64 900 000 florins.

En examinant ces deux données statistiques, nous trouvons que les chiffres publiés par la *Gazette d'Augsbourg* expriment le produit brut des quatre branches de revenus dont il est ici

(1) Le produit des droits de consommation en 1836 ne se trouve pas indiqué.

question; tandis que le professeur Springer donne, à ce qu'il paraît, pour les douanes seulement le produit brut, et pour les trois autres contributions le produit net; ce qui nous empêche d'établir un calcul exact quant à l'accroissement effectif de cette partie du budget des voies et moyens, depuis la publication de l'ouvrage de M. Springer, c'est-à-dire depuis la fin de 1839. Nous nous bornerons donc à signaler les différences que présentent les deux évaluations, lorsqu'on les rapproche l'une de l'autre pour chaque branche de revenu prise séparément, et les observations auxquelles elles donnent lieu.

M. Springer porte le produit *net* des droits de consommation avant 1840, à 19 200 000 fl., tandis que d'après les données officielles fournies à la rédaction de la *Gazette d'Augsbourg*, ces droits doivent avoir rapporté en 1841 un revenu *brut* de 19 500 000 fl. En évaluant à 5 pour 100 seulement les frais de perception, il ne resterait de cette dernière somme pour produit net que 18 525 000 fl., de sorte qu'au lieu d'une plus-value, il y aurait sur cette branche de revenus une réduction de 675 000 fl. Cependant, il est notoire, et les données statistiques qui viennent d'être publiées le confirment d'une manière irrécusable, que le produit de toutes les contributions indirectes a beaucoup augmenté depuis une dizaine d'années, et que les droits de consommation ont eu une part considérable dans cet accroissement de revenus. Or, en admettant que les chiffres qui figurent dans l'article sus-mentionné soient exacts, et nous avons tout lieu de les considérer comme tels, la comparaison que nous venons d'établir prouverait que M. le professeur Springer a porté l'évaluation de cette branche des revenus au-delà de son rapport réel avant 1840.

Le même auteur évalue le produit brut des douanes avant 1840, à 13 700 000 fl. Le correspondant de la *Gazette d'Augsbourg* le porte à 16 500 000 fl., ce qui présente une augmentation effective de 2 800 000 florins.

Quant au monopole du sel, le correspondant que nous ci-

tons en porte le produit brut en 1841, à 19 500 000 fl. En déduisant de cette somme 5 pour 100 seulement pour frais de perception, il ne resterait que 18 525 000 fl., tandis que le statisticien auquel nous nous référons, en a évalué le produit net avant 1840, à 22 000 000, de sorte qu'il y aurait sur cette branche de revenus une réduction de 3 475 000 fl.; ce qui est en contradiction manifeste, non-seulement avec toutes les données parvenues antérieurement à notre connaissance, mais aussi avec celles, plus récentes, qui se trouvent dans l'article précité de la *Gazette d'Augsbourg*, et d'après lesquelles le produit du monopole du sel s'est accru depuis l'année 1836 dans la proportion de 17 à 18 1/2, c'est-à-dire de 9 pour 100, à peu près dans l'espace de cinq ans. Il est donc évident que le professeur Springer a encore porté l'évaluation de cette branche de revenu au-delà de son produit effectif.

Le monopole du tabac a donné en 1841 un revenu brut de 18 000 000 fl. : or, en déduisant comme minimum 25 pour 100 pour l'achat des feuilles, ainsi que pour les frais de régie et de fabrication, il resterait 13 500 000 fl. Le professeur Springer évalue le produit net de ce monopole avant 1840, à 10 000 000 fl.; en admettant donc que les deux chiffres fussent exacts, il y aurait eu dans deux ou trois ans une augmentation de 3 500 000 fl., ou de 35 pour 100; mais nous avons lieu de croire que l'achat des feuilles, ainsi que les frais de régie et de fabrication enlèvent plus des 25 pour 100 que nous avons adoptés dans notre évaluation approximative, et que par conséquent le produit net n'atteint pas le chiffre ci-dessus de 13 500 000 florins.

Quoi qu'il en soit, il résulte, en dernière analyse, de toute cette combinaison de données statistiques, qu'en adoptant au total comme produit net des quatre contributions indirectes dont il est ici question, les chiffres consignés dans l'ouvrage de M. Springer, nous n'avons pas au moins couru la chance de rester au-dessous du rapport effectif de cette partie du revenu public de l'Autriche avant 1840.

NOTE IV. Page 9.

Les publications récentes de la *Revue Britannique et étrangère*, dont nous avons déjà fait mention dans la note supplémentaire n° 2, nous obligent à entrer ici dans quelques explications quant aux dépenses publiques de l'Autriche, dont nous avons porté le total, pour 1837, dans notre aperçu général page 9, à 142 733 556 fl., tandis que le publiciste de la *Revue* porte le chiffre de ces dépenses pour la même année à 173 054 642 florins (voir le 28^e volume de la *Revue*, tableau n° I). La différence est trop considérable pour la passer sous silence, et nous croyons d'autant plus devoir l'éclaircir et la rectifier que l'auteur de cette publication se prévaut de l'authenticité des documens sur lesquels il a basé ses chiffres. Ces derniers diffèrent principalement de nos évaluations quant aux catégories ci-après des dépenses de l'État :

Dette publique ;

Liste civile ;

Dotation des fonds politiques.

La différence s'explique de la manière suivante :

1° En donnant un aperçu général des dépenses courantes de l'État, nous n'avons pas porté en compte les emprunts avec remboursement par loterie, comme n'appartenant pas à la dette consolidée. Le publiciste de la *Revue* porte le montant de ces remboursemens pour 1837, à 7 979 847 florins.

Ce chiffre est en tout cas inexact. Il est notoire que depuis

1815 le gouvernement autrichien n'a contracté que quatre emprunts avec remboursement par loterie, savoir :

En 1820. . . 20 800 000 florins.	En 1834. . . 25 000 000 florins.
En 1821. . . 37 500 000	En 1839. . . 30 000 000 "

Or, d'après les plans imprimés de ces emprunts, le trésor public n'avait à rembourser en 1837, que 2 441 625 florins sur l'emprunt de 1820, et 1 410 480 fl. sur celui de 1834, en tout 3 851 505 fl., et non 7 979 847 florins ;

2^o Le même publiciste porte les intérêts de la dette consolidée, indépendamment de la dotation du fonds d'amortissement et de toutes les autres charges, à 52 852 973 fl., chiffre qui excède de beaucoup toutes les évaluations connues jusqu'à présent.

Nous ne l'avons porté dans notre aperçu général des dépenses courantes de l'État qu'à 41 572 913 fl., et les données sur lesquelles nous avons basé ce chiffre s'accordent avec l'analyse historique tant de l'ancienne et de la nouvelle dette que de toutes les opérations de crédit depuis 1815, et de l'action progressive du fonds d'amortissement (voir p. 12 et suiv. de ce volume).

Le tableau résultant de cette analyse historique (page 49), dans laquelle tous les emprunts et toutes les catégories de l'ancienne dette se trouvent spécifiés, présente, pour l'année 1842, intérêts et amortissement compris, une charge de 42 847 000 florins, plus les remboursements résultant des tirages au sort que nous avons indiqués, page 50.

Nous ne savons pas s'il s'est glissé quelque erreur ou quelque double emploi dans le chiffre des intérêts pour 1837 que nous fournit la *Revue* dans son tableau, n^o I, ou si l'on n'en a pas décompté toutes les obligations rachetées par l'État ; nous ne pouvons par conséquent ni révoquer en doute l'authenticité de ce document, ni l'adopter pour la rectification de nos calculs, et nous nous bornerons à faire observer que le chiffre total des charges annuelles provenant de l'ancienne et de la

nouvelle dette y est porté à la somme de 66 704 963 florins; tandis que les publicistes le plus disposés à l'exagérer ne l'ont élevé jusqu'à présent qu'à 60 millions⁽¹⁾; c'est aussi le maximum auquel on pourrait l'évaluer pour ne pas hasarder de rester au-dessous du montant effectif de cette charge.

3° Le publiciste de la *Revue* a compris dans les déboursés affectés à la dotation du fonds général d'amortissement une somme de 1 333 693 fl., provenant de la vente des domaines de l'État. Comme cette ressource financière est spécialement affectée à la dotation du fonds d'amortissement, nous ne l'avons pas comprise dans notre tableau des revenus de l'État, et par la même raison nous n'avons pu la porter au compte des dépenses courantes.

4° Nous n'avons pas non plus porté sur l'aperçu général des dépenses, les sommes versées dans le fonds d'amortissement du royaume Lombard-Vénitien qui jouit d'une dotation spéciale. Cette dotation figure dans l'état des dépenses donné par la *Revue* pour une somme de 1 162 767 fl.

5° Nous avons porté la dotation supplémentaire affectée en rentes à différentes fondations et établissemens d'utilité publique, sous le titre de *Politische Fonds* à 7 520 000 fl., tandis que l'état des dépenses donné par la *Revue* renferme, sous ce titre, une somme de 13 928 436 fl. Nous nous bornerons à faire remarquer, quant à cette différence, que ce dernier chiffre ne s'accorde pas avec le tableau détaillé joint sous le n° VIII au recueil des documens publiés par la *Revue*, qui présente l'état des dépenses et des revenus affectés en 1837 à ces différentes fondations. Dans ce tableau le total des recettes provenant des dotations supplémentaires assignées sur les caisses de l'État figure, sous la désignation « *Funds drawing supplementary en-*

(1) Voir la brochure allemande intitulée : *L'Autriche et son avenir*, publiée à Hambourg en 1843.

documents from the States, pour une somme de 4 380 342 fl. seulement.

6° La même discordance se retrouve entre le chiffre qui figure sur l'état général des dépenses de 1837, annexe n° 1, sous le titre *civil list*, et l'état détaillé de cette catégorie de la dépense n° XII, intitulé : *The Emperor's civil list for 1836*.

Le publiciste de la *Revue*, porte cette dépense sur le budget général à 5 457 193 fl., tandis que le total du tableau détaillé, n° XII, où tous les apanages de la famille impériale et les plus petites dépenses se trouvent spécifiés jusqu'aux fractions de kreutzer, ne s'élève qu'à 3 175 002 fl. 22 kreutzer.

Nous avons porté cette catégorie de la dépense à 3 500 000 fl. et ce chiffre s'accorde avec toutes les données statistiques connues jusqu'à présent.

Parmi les nombreux tableaux qui accompagnent l'état général des dépenses de l'Autriche, fourni par la *Revue*, il y en a un qui a attiré notre attention à cause des résultats numériques très extraordinaires qu'il présente. Ce tableau, n° XVII, donne les dépenses de l'Autriche, pour la solde et l'administration de l'armée, pendant l'époque décennale de 1829 à 1838. Elles y sont partagées en deux catégories, savoir :

1° Dépenses à la charge du fonds militaire (*charge on the military fund*);

2° Dépenses non portées sur le fonds militaire (*expenses not charged upon the military fund*).

Les premières sont spécifiées en détail et les secondes ne sont portées sur le tableau que dans leur total; voici les chiffres des uns et des autres.

Années 1829. Dépenses de la 1 ^{re} catég.	45 545 472 fl.	
1830. Dépenses de la 1 ^{re} catég.	46 029 468	} 65 698 457
Idem de la 2 ^e catégorie.	19 668 989	
1831. Dépenses de la 1 ^{re} catég.	79 810 961	} 111 543 597
Idem de la 2 ^e catégorie.	31 732 636	
A reporter.		222 787 526 fl.

<i>De l'autre part.</i>		222 787 526 fl.
4832. Dépenses de la 1 ^{re} catég.		66 820 385
4833. Dépenses de la 1 ^{re} catég.		64 509 344
4834. Dépenses de la 1 ^{re} catég.		63 729 553
4835. Dépenses de la 1 ^{re} catég.	67 238 397	} 124 456 029
<i>Idem</i> de la 2 ^e catégorie.	57 217 632	
4836. Dépenses de la 1 ^{re} catég.	51 983 583	} 96 317 880
<i>Idem</i> de la 2 ^e catégorie.	44 334 297	
4837. Dépenses de la 1 ^{re} catég.	47 288 721	} 87 783 347
<i>Idem</i> de la 2 ^e catégorie.	40 494 626	
4838. Dépenses de la 1 ^{re} catég.	48 758 945	} 90 345 498
<i>Idem</i> de la 2 ^e catégorie.	44 586 553	
Total général.		<u>846 749 559 fl.</u>

Ce qui donne, terme moyen, 81 674 955 florins par an.

Ce tableau suggère des observations qui peuvent autoriser quelques doutes sur l'exactitude des chiffres qu'il renferme :

1° Le chiffre de 45 545 472 florins pour l'année 1829, qui coïncide d'ailleurs avec toutes les évaluations connues jusqu'à présent, quant à cette catégorie de la dépense qu'on évaluait toujours avant 1830 à 45 millions environ, comparé à la dépense de l'année 1835, qui est portée à 124 456 029 florins, présente une augmentation de 88 910 557 florins, c'est-à-dire que le total de la dépense aurait presque triplé. Nous ignorons quelles sont les circonstances extraordinaires qui auraient pu précisément à cette époque, obliger l'Autriche à porter son état militaire à un chiffre aussi élevé qui, s'il était exact, aurait absorbé presque la totalité de son budget des voies et moyens ;

2° Les réductions et les augmentations subites du budget militaire qui résultent des chiffres portés sur ce tableau ne sont pas moins surprenantes. Nous voyons d'abord le total de la dépense de l'année 1831, réduit subitement l'année suivante de 111 à 66 millions, et ensuite le chiffre de 63 millions de l'année 1834, porté subitement en 1835 à 124 millions. Nous avons de la peine à comprendre par suite de quelle combinaison de

circonstances ces énormes sommes de 50 à 60 millions pouvaient apparaître si subitement dans la colonne des dépenses, et en disparaître avec la même facilité ;

3° Indépendamment de l'accroissement du chiffre de la première catégorie qui ne présenterait en lui-même rien d'extraordinaire, les dépenses de la deuxième catégorie ajoutées au budget militaire pendant les six années 1830, 1831, 1835, 1836, 1837 et 1838 forment un total de 235 034 733 florins. Nous devons observer en outre que sans porter au budget de l'État ces déboursés extraordinaires, qui se seraient élevés en 1837 d'après le tableau en question à 40 494 626 florins, le publiciste de la *Revue* présente pour cette même année un déficit de 18 714 108 florins, ce qui formerait en tout pour cette seule année un découvert de plus de 59 millions.

En ajoutant maintenant à cette dernière somme la dépense supplémentaire non portée sur le budget de 1838, et montant d'après le même tableau à 41 586 553 florins, il y aurait pour les deux années 1837 et 1838 un déficit de plus de 100 millions, qui ne pourrait être couvert que par de nouveaux emprunts. Or, il est notoire que depuis 1835, l'Autriche n'en a contracté que deux, savoir : un en 1839 de 30 millions avec remboursement par loterie, et un en 1841 de 38 millions en rentes 5 pour 100 ; et que ce dernier emprunt a été employé en grande partie au remboursement de la dette flottante et des obligations 5 pour 100 de l'ancienne dette, tirées au sort.

Il se trouve, relativement à cette partie de la constitution hongroise qui concerne la propriété foncière, un passage intéressant dans le Voyage du maréchal duc de Raguse, publié à Paris en 1837 ; nous croyons devoir l'insérer ici textuellement, parce qu'il renferme en peu de mots les données les plus importantes sur la manière de posséder en Hongrie.

« Toutes les propriétés viennent de donations, elles ont été
« faites à titre de fiefs et font retour à la couronne à l'extinc-
« tion de la famille qui les a reçues. On fait des donations :
« 1° pour des services rendus, et alors on n'exige point d'argent
« du donataire ; c'est une donation pure ; ou bien 2° on exige
« la valeur de la terre, et c'est une donation mixte.

« Le roi fait des donations des terres de la couronne : le pa-
« latin, et quelques évêques et prélats, sur quelques terres où
« ils ont le droit d'être donateurs ; ces derniers ont les mêmes
« prérogatives que le roi.

« Il y a deux natures de fiefs ; les fiefs mâles et les fiefs mâles
« et femelles. — Pour les premiers, le premier possesseur laisse
« à ses filles le quart du fief, qui passe à leur postérité ; les gar-
« çons héritent des trois quarts et partagent également ; leur
« filles et celles de leurs successeurs n'ont aucun droit sur cette
« fortune, excepté des alimens. — Dans un fief mâle et femelle,
« les partages sont égaux à tous les degrés de la descendance.

« Le premier possesseur d'un fief mâle a le droit de le rendre mâle et femelle ; lui seul en a la faculté, il le déclare, et ses enfans de différens sexes partagent également à perpétuité. Mais quand la branche masculine s'éteint, les branches qui possèdent des biens qui leur sont venus par les femmes sont dépouillées, et leurs biens font retour à la couronne. Une propriété vendue fait retour à la couronne, quand la famille qui l'a reçue s'éteint, à moins que le roi n'ait intervenu et autorisé la vente, auquel cas la famille de l'acheteur est censée avoir reçu pour elle-même l'investiture du fief. Dans le cas où la couronne rentre dans la possession, elle doit payer le prix de la vente et des impenses.

« En cas d'extinction probable d'une famille, c'est-à-dire du dernier possesseur, le roi peut intervenir, et défendre toute vente du prêt sur les biens, sous peine de la perte des sommes données.

« Les majorats peuvent être institués, mais ils ne peuvent être formés que de biens achetés et non des biens venus par héritage, ou par le premier possesseur de donations reçues.

« Si une famille a vendu des biens d'héritage, qu'elle en ait acheté d'autres, elle ne peut fonder son majorat qu'après avoir racheté les biens d'héritage qu'elle a vendus. Il en est de même des fidéicommiss. Les biens venus par héritage ne peuvent être vendus à un étranger, si préalablement ils n'ont été offerts à tous ceux qui ont des droits d'héritage, à quelque degré de parenté que ce soit. Les parens non susceptibles d'hériter peuvent faire l'offre d'achat. Dans le cas où le vendeur n'a pas rempli la formalité de l'offre de la vente envers ses héritiers ou parens non héritiers, et dans celui où il refuse celle qui lui a été faite, ils possèdent tous, eux et leurs descendans, le droit de retrait. Les voisins ont les mêmes droits de préférence que les parens.— Les ventes publiques en présence des chapitres, ou des juges supérieurs, ou des couvens, ou de la chancellerie aulique hongroise,

« sont seules valables; sans cette formalité, la vente ne serait
« considérée que comme gage.

« Pour qu'un acte de donation soit valable, il faut que le
« donataire soit hongrois, ou qu'il ait reçu l'indigénat, qu'il
« soit noble, et qu'en outre il ait été mis en possession dans
« l'année par une commission royale avec un membre du
« couvent ou du chapitre voisin. Il faut aussi que personne,
« excepté le fisc, n'ait un droit sur sa donation; les droits sur
« une donation cessent : 1° par l'extinction de la famille;
« 2° par le crime de lèse-majesté.

« Le clergé possède des terres et les villes libres en possè-
« dent aussi; ni l'un, ni les autres ne peuvent les aliéner, ni
« ne peuvent en acheter de nouvelles. La fortune mobilière
« des prélats qui meurent se partage en trois parts : une pour
« sa famille, une pour le clergé et l'autre pour le fisc. Ils peu-
« vent disposer de tout avec la permission du roi.

« Lors de la première transmission d'un fief reçu, les filles
« reçoivent le quart de la valeur. Ce quart leur est payé en ar-
« gent, à moins qu'elles ne soient mariées avec un homme qui
« ne possède pas de terres; il en est de même quand elles ne sont
« pas mariées. Quand une famille est au moment de s'éteindre,
« et qu'une fille seule lui reste, il arrive quelquefois que le roi
« accorde la transmission de l'investiture au profit du mariage
« et des enfans de l'héritier, auquel cas les enfans qui en ré-
« sultent sont nobles, quoique le père ne le soit pas.

« Par l'adoption on peut transmettre sa fortune avec la per-
« mission du roi, et aussi aux non-nobles qui deviennent no-
« bles par cet acte de consentement du roi. Le premier et le
« dernier possesseur peuvent seuls adopter; les autres ne peu-
« vent le faire qu'avec le consentement de tous ceux qui ont
« le droit d'hériter. »

M. Springer porte la production annuelle du Tyrol en céréales à 1 909 000 metzen, dont 384 000, un cinquième à peu près de froment, 812 000 de seigle et de blé de Turquie, 373 000 d'orge, et 340 000 metzen d'avoine. M. Schmidl, dans son ouvrage statistique, publié en 1837, l'évalue d'abord à 1 588 000 metzen, ce qui ne donnerait pas tout à fait deux metzen par tête; puis il ajoute que cette province avait récolté :

En 4807	{		2 028 606 metzen de seigle.
			4 395 424 de maïs.
			883 356 d'orge.
			704 298 de froment.
			595 478 d'avoine.
En tout.			5 604 462 metzen.

Cette grande différence de chiffres n'est point expliquée par l'auteur; il observe seulement qu'on compte en Tyrol, pour la consommation des habitans, 8 metzen de grains par tête, qui nécessiterait, pour une population de 800 000 âmes, en admettant que le pays ne produise que 2 metzen par tête, une importation de 3 200 000 metzen, tandis que, d'après les données consignées dans le même ouvrage, le Tyrol septentrional fournirait dans les bonnes années une quantité suffisante de grains pour sa consommation, et qu'en général, dans la période de 1785 à 1840, marquée par une série de mauvaises récoltes et

par les dévastations de la guerre, il n'aurait été importé, terme moyen, dans tout le Tyrol, que 318 000 metzen par an. En admettant ces dernières données comme exactes, on devrait porter la production annuelle des grains de cette province entre 4 et 5 millions. Nous croyons en tout cas, pouvoir l'évaluer au moins de 2 500 000 à 3 000 000 de metzen, y compris le maïs.

NOTE VII. Page 128.

Le professeur Springer donne dans sa Statistique une évaluation de l'étendue du sol cultivé des provinces italiennes, que nous ne pouvons admettre sans réserve. Nous avons déjà observé dans notre tableau, page 116 notes *a* et *b* que, d'après cette évaluation, le sol cultivé de la Lombardie serait, relativement au total de la superficie, dans la proportion de 85, 3 sur 100, et celui de la province de Venise de 73, 8; tandis que, d'après la carte topographique du quartier-maître général, la proportion pour la Lombardie doit être de 92, 8 et celle de Venise de 71, 2 sur 100.

Voici maintenant d'après le même auteur la classification du sol productif de ces deux provinces en joch autrichiens.

<u>Terres lab.</u>	<u>Vignes.</u>	<u>Prairies et jard.</u>	<u>Pâturages.</u>	<u>Forêts.</u>	<u>Total.</u>
Lombardie.					
4 449 750	539 760	543 550	405 490	707 500	3 285 790 Joch
Province de Venise.					
389 060	4 226 520	475 460	503 260	430 600	3 024 900 Joch

Cette classification, quant à la province de Venise, ne nous paraît pas exacte. D'abord, bien qu'il soit hors de doute que les vignes, proportion gardée du sol cultivé, y occupent un espace plus considérable qu'en Lombardie, la différence ne saurait être aussi forte. D'après ces données, les vignes se trouveraient dans la province de Venise, relativement aux terres labour-

bles, à peu près comme 10 est à 6. C'est une proportion qui n'existe nulle part, sur une aussi grande étendue de terrain. En France, par exemple, le département de la Gironde, en Guyenne, et celui de l'Hérault, en Languedoc, qui sont les plus vignobles de toute la monarchie, présentent, d'après les données statistiques officielles publiées en 1837 par le ministre des travaux publics de l'agriculture et du commerce, les proportions suivantes :

Dép. de la Gironde	435 080 hect. de terr. lab. et	98 038 hect. de vign.
Départ. de l'Hérault	425 066 <i>id.</i>	83 952 <i>id.</i>

Si l'on compare, d'après les tableaux statistiques de M. Springer, l'étendue du sol labourable des deux provinces italiennes avec leur produit en céréales, on y trouve une autre preuve d'in vraisemblance. Les 380 060 joch de terres labourables de la province de Venise doivent, d'après ce statisticien, produire en céréales, sans compter le riz, 7 764 000 metzen, ce qui donne 19,9 metzen par joch; et les 1 119 750 joch de sol labourable de la Lombardie ne produiraient d'après le même auteur que 8 465 200 metzen, c'est-à-dire, 7,5 metzen par joch. Ainsi le sol consacré à cette culture dans la première de ces provinces serait deux fois et demie plus productif que celui de la seconde; tandis qu'il est notoire, qu'en général le sol de la Lombardie est beaucoup plus fertile. Nous croyons donc que le chiffre de l'étendue des vignes dans la province de Venise est trop élevé, et celui du sol labourable au-dessous de la réalité. Cette inexactitude de chiffres s'explique de la manière suivante : Dans la province de Venise, les vignes ne sont pas, comme dans la plupart des pays vignobles, séparées des autres genres de culture; elles sont entrecoupées de terres de labour, de sorte que le même champ sert simultanément à la culture de la vigne et à celle du blé de Turquie ou autres céréales. Cette culture mélangée rend une séparation cadastrale ou topographique presque impossible, et bien souvent telle portion

de sol productif qui est classée parmi les vignes appartient en grande partie à une autre culture. Nous croyons donc nous rapprocher beaucoup plus de la réalité, en admettant que, sur le chiffre de 1 226 520 joch donné par M. Springer à l'étendue des vignes, la moitié, c'est-à-dire 613 260 joch, appartiennent au sol labourable; en sorte que ce dernier devrait être porté à 1 002 320 joch et les vignes à 613 260 joch seulement. Cette évaluation s'accorde beaucoup mieux avec le produit des récoltes en céréales dans les deux provinces (voir le tableau, page 132, deuxième partie.)

NOTE VIII. Page 190.

La Revue britannique et étrangère publie dans son 28^e volume, deux tableaux statistiques très détaillés (n^o II et III), sur la classification du sol productif de l'Autriche, les différentes espèces de ses produits récoltés, leur valeur et la quotité de la contribution foncière prélevée dans chaque province. Le tableau n^o II est de l'année 1829 et le tableau n^o III de l'année 1837.

En donnant page 132 de ce volume le tableau de la classification du sol productif des 11 provinces de l'Autriche avec leurs produits en céréales, et plus loin, page 191, la répartition de l'impôt foncier, nous aurions été bien aise de pouvoir y ajouter la valeur des produits récoltés, pour rendre nos tableaux plus complets. Mais dans l'état provisoire de la répartition cadastrale dont les principes diffèrent d'une province à l'autre et reposent pour la plupart sur des évaluations très arriérées, il serait impossible de donner même approximativement la valeur réelle des productions du sol de chaque province. Nous avons donc préféré la passer sous silence, plutôt que d'admettre des évaluations hasardées. C'est ce qui a sans doute aussi engagé M. le professeur Springer, qui avait les sources officielles à sa disposition, à omettre également cette colonne dans les tableaux que renferme sa statistique de l'Autriche, la meilleur sans contredit de toutes celles

qui ont paru jusqu'à présent. Comme il fournit néanmoins séparément les évaluations du revenu net de quelques provinces où les opérations cadastrales ont été rectifiées, il ne pouvait avoir aucun motif de les dissimuler quant aux autres, si ce n'est qu'il les a trouvées trop incertaines.

Sans prétendre nullement révoquer en doute l'authenticité des sources auxquelles le publiciste de la *Revue britannique* a puisé ses données statistiques, nous nous permettrons de faire observer que ses tableaux n° II et III contiennent, quant à la valeur des productions du sol, des chiffres si élevés qu'on ne saurait les adopter sans réserve.

La colonne de la valeur des produits de 1837, présente un total de 505 390 273 fl., la Hongrie et la Transylvanie non comprises, et celle de la contribution foncière prélevée pendant la même année, 33 485 249 florins, ce qui représenterait $6\frac{27}{100}$ pour 100 du produit brut; tandis qu'il est notoire que cet impôt enlève selon les divers cadastres provisoires, entre 18 et 20 p. 100, et qu'il est même plus élevé dans quelques parties de la monarchie. Ainsi, par exemple, dans la province de Venise, le montant de l'impôt, celui des maisons compris, répond d'après les évaluations cadastrales (voir la Statistique de M. Springer page 195) à 24 p. 100 environ du revenu net. Mais la disproportion des chiffres qui figurent dans le tableau de la *Revue* n° III, est beaucoup plus grande, si l'on compare les deux colonnes, pour chaque province séparément. Ainsi, par exemple, en Tyrol, la valeur des produits récoltés étant portée à 52 713 713 fl., l'impôt montant à 605 423 fl., ne présenterait qu'un pour 100 à peu près du revenu brut; en Dalmatie, la valeur des produits étant portée à 9 364 338 fl. et la contribution foncière à 294 408 fl., cette dernière répondrait à 3 pour 100 du revenu brut.

En Basse-Autriche où le nouveau cadastre est déjà en vigueur, le produit net des propriétés imposables est évalué à 14 166 254 fl.; et la quote part de la contribution foncière est

de 2 398 228 (1), ce qui équivaut à environ 17 pour 100. Le publiciste de la *Revue* porte le produit brut de cette province à 34 592 836, ce qui supposerait une déduction de 59 pour 100 pour les frais de culture.

D'après les principes adoptés dans le nouveau cadastre, le tarif de l'évaluation des frais de culture fixe, pour les champs labourables, un minimum de 20 pour 100 et un maximum de 60; les taux intermédiaires sont de 25, 30, 40, 45 et 50 pour 100. Le maximum n'étant appliqué que dans des cas très rares, c'est-à-dire aux terrains les plus arides, dont la culture est extraordinairement pénible et coûteuse, on ne pourrait admettre, comme terme moyen des frais de culture, que 35 pour 100 au plus; et comme les évaluations statistiques de la *Revue* embrassent non-seulement le sol cultivé, mais aussi les forêts, les prairies et les pâturages dont les frais de culture sont très minimes, le terme moyen de ces derniers, appliqué à la totalité du sol productif, ne saurait être porté au maximum qu'à 25 ou 30 pour 100; cependant, pour nous rapprocher autant que possible des évaluations adoptées par le publiciste de la *Revue*, nous avons retranché un tiers ou 33, 3 pour 100 de la valeur des produits de chaque province comme représentant les frais de culture, et en comparant la quotité de l'impôt avec le revenu net, nous avons obtenu les résultats consignés dans le tableau suivant.

(1) Voir la statistique du professeur Springer, 2^e vol. p. 193.

TABLEAU

de la répartition de l'impôt foncier en 1837 d'après les évaluations
de la Revue Britannique et étrangère.

DÉSIGNATION DES PROVINCES.	VALEUR des produits récoltés, représentant le revenu brut en florins, monnaie de convention.	REVENU net, déduction faite de 33 1/3 pour 100.	TOTAL de la contribu- tion préle- vée en 1837.	QUOTITÉ de l'impôt sur 100 florins de revenu net.	
				flor.	kr.
Autriche au-dessous de l'Enns.	34 592 836	23 061 890	2 402 672	10	25
Autriche au-dessus de l'Enns.	23 168 799	15 445 866	1 723 649	11	9
Styrie.	22 444 393	14 962 929	4 395 538	9	19
Carinthie et Carniole.	19 421 284	8 280 856	4 422 792	13	13
Littoral.	19 577 098	8 384 732	350 792	4	11
Tyrol.	52 713 713	35 142 475	605 423	1	43
Bohême.	50 104 188	33 402 791	5 395 953	16	9
Moravie et Silésie.	21 663 465	16 412 110	3 768 485	22	19
Gallicie.	39 724 421	26 482 947	2 848 598	10	45
Dalmatie.	9 364 338	6 942 892	294 408	4	43
Lombardie.	138 298 513	92 199 009	7 358 313	7	58
Venise.	59 912 317	39 961 545	5 217 786	13	1
Frontières militaires.	25 375 208	16 916 805	4 000 810	5	55
Total.	505 390 273	336 926 848	33 485 249	9	56

Il n'y a certes pas de pays en Europe où la contribution foncière soit prélevée d'après un taux aussi minime, que celui qui résulterait de ce tableau pour la plupart des provinces, si les chiffres étaient exacts. On y trouve également entre la part contributive des provinces, une trop grande disproportion pour qu'elle puisse exister en réalité; car tandis que les unes ne paient que de 1 à 4 pour 100, les autres se trouveraient imposées au taux de 16 à 22 pour 100. Entre autres, l'évaluation des produits récoltés en Tyrol présente une erreur de chiffres si manifeste qu'elle ne saurait être contestée : d'après le

tableau statistique de la *Revue*, cette province, une des moins fertiles, des moins riches et des moins peuplées de la monarchie, et qui, vu l'exiguïté de son sol cultivé, ne fournit pas assez de grains pour la consommation de ses habitants, se trouverait cependant produire plus que la Bohême dont le sol labourable est dix fois plus étendu et la récolte en céréales douze fois plus considérable.

Il existe également des différences très considérables entre le tableau n. II et le tableau n. III. Le premier porte pour l'année 1829 la valeur des produits de la Basse-Autriche à 42 375 476 florins, et le second qui est de 1837 ne les évalue qu'à 34 592 836 florins. De même les produits de la Bohême sont évalués dans le premier tableau à 64 533 984 florins et dans le second à 50 104 188 florins seulement. Par contre, les productions annuelles du Tyrol ne sont évaluées dans le premier tableau qu'à 24 676 598 florins, tandis qu'elles sont portées dans le second à 52 713 713 florins. Les produits de la Lombardie sont évalués dans le premier tableau à 120 891 255 florins, et dans le second à 138 298 513 florins.

Cette discordance entre les deux tableaux ajoute aux raisons qui nous font croire que les chiffres qui s'y trouvent sont très inexacts au moins en partie.

NOTE IX. Page 218.

Ce volume se trouvait déjà sous presse lorsque nous apprîmes qu'une nouvelle loi sur les patentes avait été préparée par le ministère de finances en France, et présentée aux Chambres dans la session actuelle (1843).

Comme ce projet de loi a pour but de modifier sur plusieurs points essentiels l'ancienne législation dont nous avons inséré les principales dispositions dans notre examen comparatif des systèmes suivis en Autriche, en Prusse et en France pour le prélèvement de cette branche de contributions directes, nous le donnons ici textuellement, en le faisant suivre de quelques observations qui se rattachent au sujet que nous traitons.

Projet de loi présenté à la Chambre des Députés, le 4 février 1843.

ARTICLE PREMIER.

La contribution des patentes se compose d'un droit fixe et d'un droit proportionnel.

ART. 2.

Le droit fixe est réglé conformément aux tableaux A, B, C, annexés à la présente loi.

Il est établi :

Eu égard à la population, et d'après un tarif général pour les industries et professions énumérées dans le tableau A ;

Eu égard à la population, et d'après un tarif exceptionnel pour les industries et professions portées dans le tableau B ;

Sans égard à la population pour celles qui font l'objet du tableau C.

ART. 3.

Les commerces, industries et professions non dénommés dans ces tableaux n'en sont pas moins assujettis à la patente. Le droit fixe auquel ils devront être soumis est provisoirement réglé d'après l'analogie des opérations ou des objets de commerce, par le préfet, sur la proposition du directeur des contributions directes.

Les patentables ne sont pas admis à se pourvoir contre la décision du préfet, en ce qui touche à l'assimilation.

Il sera statué annuellement, par un règlement d'administration publique, sur les cas d'assimilation.

ART. 4.

Pour les professions dont le droit fixe varie en raison de la population du lieu où elles sont exercées, les tarifs sont appliqués d'après la population déterminée par la dernière ordonnance de dénombrement.

Néanmoins, lorsque ce dénombrement fera passer une commune dans une catégorie supérieure à celle dont elle faisait précédemment partie, l'augmentation du droit fixe ne sera appliquée que pour moitié pendant les cinq premières années.

ART. 5.

Le droit proportionnel est établi sur la valeur locative tant de la maison d'habitation que des magasins, boutiques, usines, ateliers, hangars, remises, chantiers et autres locaux servant à l'exercice des professions imposables. Il est dû, lors même que le logement et les locaux occupés sont concédés à titre gratuit.

La valeur locative est déterminée, soit au moyen de baux

authentiques, soit par comparaison avec d'autres locaux dont le loyer aura été régulièrement constaté ou sera notoirement connu, et, à défaut de ces bases, par voie d'appréciation.

ART. 6.

Le droit proportionnel est fixé,

Savoir :

Au quinzième de la valeur locative, pour les trois premières classes du tableau A, ainsi que pour les patentables compris dans les tableaux B et C ;

Au vingtième, pour les quatrième, cinquième et sixième classes du tableau A ;

Au trentième, pour les septième et huitième classes du même tableau ;

Néanmoins, le droit proportionnel ne sera payé que sur le pied du quarantième par les maîtres d'hôtel garni, les loueurs en garni, les maisons particulières d'accouchement, de santé, de retraite, les établissements d'orthopédie et les magasiniers.

ART. 7.

Tout individu, Français ou étranger, qui exerce en France un commerce, une industrie, une profession non compris dans les exceptions déterminées par la présente loi, est assujéti à la contribution des patentes.

Les commis voyageurs des nations étrangères seront traités, relativement à la patente, sur le même pied que les commis voyageurs français chez ces mêmes nations.

ART. 8.

Les patentables qui exercent plusieurs commerces, industries ou professions ne peuvent être soumis qu'à un seul droit fixe. Ce droit sera du chiffre le plus élevé qu'ils auraient à payer s'ils en devaient un spécial pour chacun des commerces, industries ou professions qu'ils exercent.

ART. 9.

La contribution des patentes est due pour l'année entière, par tous les individus exerçant, au mois de janvier, une profession imposable.

Ceux qui entreprennent, après le mois de janvier, une profession sujette à patente, ne doivent la contribution qu'à partir du 1^{er} mois dans lequel ils ont commencé d'exercer, à moins que, par sa nature, la profession ne puisse être exercée pendant toute l'année. Dans ce cas, la contribution sera due pour l'année entière, quelle que soit l'époque à laquelle la profession aura été entreprise.

Les patentés qui, dans le cours de l'année, entreprennent une profession d'une classe supérieure à celle qu'ils exerçaient d'abord, ou qui transportent leur établissement dans une commune d'une plus forte population, sont tenus de payer, *au prorata*, un supplément de droit fixe.

Il est également dû un supplément de droit proportionnel :

Par les patentables qui prennent des maisons ou locaux d'une valeur locative supérieure à celle des maisons et locaux pour lesquels ils ont été primitivement imposés;

Et par ceux qui entreprennent une profession passible d'un droit proportionnel plus élevé.

En cas de décès, comme en cas de fermeture de magasins, de boutiques et ateliers, par suite de faillite déclarée, les droits ne sont dus que pour le passé et le mois courant.

ART. 10.

* Tout individu transportant des marchandises de commerce en commun, lors même qu'il vend pour le compte des marchands ou fabricans, est tenu d'avoir une patente personnelle, qui est, selon les cas, celle de colporteur avec balle, avec bêtes de somme ou avec voiture.

ART. 11.

Dans les villes et communes de 5 000 âmes et au-dessus, les patentables, domiciliés en dehors des limites de l'octroi, et exerçant des professions imposées eu égard à la population, paieront le droit fixe d'après le tarif applicable à la population non agglomérée.

Les patentables, domiciliés dans les limites intérieures de l'octroi, paieront le droit fixe d'après le tarif applicable à la population totale.

ART. 12.

Lorsqu'une société n'a qu'un seul établissement, le principal associé doit payer le droit fixe en entier ; les autres ne sont imposés qu'à la moitié de ce droit.

Si la société a plusieurs établissemens gérés par des associés, soit dans la même commune, soit dans des communes différentes, le gérant de chacun de ces établissemens paie le droit entier.

Lorsque les associés occupent en commun la même maison d'habitation, les mêmes usines, ateliers, magasins, boutiques, le droit proportionnel est payé en entier par le principal associé : dans le cas contraire, chaque associé paie le droit proportionnel pour son habitation et pour les établissemens ou parties d'établissement dont la gestion lui est confiée.

La société est responsable des taxes dues par chacun de ses membres.

ART. 13.

Les sociétés ou compagnies anonymes ayant pour but une entreprise industrielle ou commerciale, sont imposées à un seul droit fixe sous la désignation de l'objet de cette entreprise, sans préjudice du droit proportionnel.

La patente assignée à ces sociétés ou compagnies ne dispense aucun des sociétaires ou actionnaires du paiement des droits

de patente auxquels ils pourraient être personnellement assujettis pour l'exercice d'une industrie particulière.

ART. 14.

Les mari et femme séparés de biens ne doivent qu'une patente, à moins qu'ils n'aient des établissemens distincts, auquel cas chacun d'eux doit avoir sa patente, et payer séparément les droits fixe et proportionnel.

ART. 15.

Tous ceux qui vendent sous échoppe, en étalage ou en ambulance, des objets non compris dans les exemptions déterminées par l'art. 16, sont passibles de la moitié des droits que paient les marchands qui vendent les mêmes objets en boutique. Toutefois, cette disposition n'est point applicable aux bouchers, épiciers et autres marchands ayant un étal permanent, ou occupant des places fixes dans les halles et marchés.

ART. 16.

Ne sont pas assujettis à la patente :

1° Les fonctionnaires et employés salariés soit par l'État, soit par les administrations départementales ou communales, en ce qui concerne seulement l'exercice de leurs fonctions ;

2° Les officiers de santé attachés au service de la guerre ou de la marine, les vétérinaires militaires, les cantiniers attachés à un régiment ;

3° Les capitaines de navires de commerce ne naviguant pas pour leur compte ;

Les laboureurs et cultivateurs, seulement pour la vente des récoltes et fruits provenant des terrains qui leur appartiennent, ou par eux exploités, et pour le bétail qu'ils y élèvent ;

5° Les concessionnaires de mines, pour le seul fait de l'extraction ;

6° Les propriétaires ou fermiers de marais salans ou salines ;

7° Les associés en commandite, les assurances mutuelles, les caisses d'épargne et de prévoyance administrées gratuitement ;

8° Les commis et toutes les personnes travaillant à gage, à façon ou à la journée, dans les maisons, ateliers et boutiques des personnes de leur profession, ainsi que les ouvriers travaillant chez eux ou chez les particuliers, sans compagnons, apprenti, enseigne ni boutique. Ne sont point considérés comme compagnons ou apprentis, la femme travaillant avec son mari, ni les enfans mineurs travaillant avec leur père, mère, tuteur ou curateur ;

9° Les peintres, sculpteurs, graveurs, lithochrômes, lithographes considérés comme artistes, et ne vendant que le produit de leur art ; les avocats ;

Les éditeurs de journaux politiques, scientifiques et littéraires ; les chefs d'institution, maltres de pension, instituteurs primaires ; les maltres de musique, de dessin, de danse, d'es-crime ; les acteurs et autres artistes ;

10° Les personnes qui vendent en ambulance dans les rues, dans les lieux de passage et dans les marchés, des fleurs, des fruits, légumes, poissons, beurre, œufs, fromages et autres menus comestibles ;

11° Les marchands en ambulance d'allumettes et d'amadou, de balais, de statues et figures en plâtre ;

12° Les écrivains publics ;

ART. 17.

Les individus et les sociétés qui n'ont qu'un établissement, paient le droit fixe dans la commune où cet établissement est situé.

Les individus et les sociétés qui possèdent, et les associés qui gèrent des établissemens placés dans diverses communes, paient le droit fixe dans la commune où ce droit est le plus élevé.

Les associés non gérans sont imposés au demi-droit fixe dans la commune où est situé l'établissement de leur société qui donne lieu au plus fort droit.

ART. 18.

Le droit proportionnel est payé dans toutes les communes où sont situés les maisons d'habitation, usines, magasins, boutiques et autres locaux servant à l'exercice des professions.

ART. 19.

Les contrôleurs des contributions directes continueront de procéder annuellement au recensement des impôts et à la formation des matrices des patentes. Ces matrices seront communiquées aux maires, qui pourront y consigner leurs observations. Les contrôleurs adresseront les matrices au directeur, qui établira les taxes conformément à la loi.

Le préfet arrêtera les rôles et les rendra exécutoires.

ART. 20.

Les agens des contributions directes peuvent, sur la demande qui leur en est faite, délivrer des patentes avant l'émission du rôle, après toutefois que les requérans ont acquitté entre les mains du percepteur les douzièmes échus, s'il s'agit d'individus domiciliés dans le ressort de la perception, ou la totalité des droits, s'il s'agit des patentables désignés en l'article 25 ci-après, ou d'individus étrangers au ressort de la perception.

ART. 21.

Les formules de patentes sont expédiées par le directeur des contributions directes sur des feuilles timbrées de 1 fr. 25 c. Le prix du timbre est acquitté en même temps que le premier douzième des droits de patentes.

Les formules de patentes sont visées par le maire et revêtues du sceau de la commune.

ART. 22.

Le patenté qui aura égaré sa patente, ou qui sera dans le cas d'en justifier hors de son domicile, pourra se faire délivrer un certificat par le directeur des contributions directes. Ce certificat fera mention des motifs qui obligent le patenté à le réclamer, et devra être sur papier timbré du même prix que celui de la formule.

ART. 23.

Les patentés qui réclameront contre la fixation de leurs taxes, seront admis à prouver la justice de leur réclamation, par la représentation d'actes de société légalement publiés, ou de journaux et livres de commerce régulièrement tenus.

ART. 24.

Les réclamations en décharge ou réduction, remise ou modération, seront communiquées aux maires ; elles seront d'ailleurs instruites et jugées dans les formes prescrites pour les autres contributions directes.

ART. 25.

La contribution des patentes est payable par douzièmes, et le recouvrement en est poursuivi comme celui des autres contributions directes ; néanmoins, les marchands forains, les colporteurs, les directeurs de troupes ambulantes, les entrepreneurs d'amusemens et jeux publics non sédentaires, et tous autres patentables dont la profession n'est pas exercée à demeure fixe, sont tenus d'acquitter le montant total de leur cote, au moment où la patente leur est délivrée.

ART. 26.

En cas de déménagement, hors du ressort de la perception, comme en cas de vente volontaire ou forcée, la contribution des patentes sera immédiatement exigible en totalité.

Les propriétaires et, à leur place, les principaux locataires devront, un mois avant l'époque du déménagement de leurs locataires, se faire représenter par ces derniers les quittances de leur contribution des patentes. Si ces quittances ne sont pas reproduites dans les trois jours suivans, les propriétaires ou principaux locataires seront tenus, à l'expiration de ce délai, et sous leur responsabilité personnelle, de donner avis du déménagement au percepteur.

Dans le cas de déménagement furtif, les propriétaires et, à leur place, les principaux locataires, deviendront responsables des termes échus de la contribution de leurs locataires, s'ils n'ont pas fait constater dans les trois jours ce déménagement par le maire, le juge-de-paix ou le commissaire de police.

ART. 27.

Les patentables pourvus de charges ou emplois à la nomination du Gouvernement, ou des autorités départementales ou municipales qui refuseront d'acquitter leur cotisation, et contre lesquels on aura épuisé les voies de poursuites ordinaires, seront suspendus de leurs fonctions, jusqu'au paiement des termes échus.

ART. 28.

Les marchandises mises en vente par les individus non munis de patente, et vendant hors de leur domicile, seront saisies ou séquestrées aux frais du vendeur, à moins qu'il ne donne caution suffisante, jusqu'à représentation de la patente, ou la production de la preuve que la patente a été délivrée. Si l'individu non muni de patente exerce au lieu de son domicile, il sera dressé un procès-verbal qui sera transmis immédiatement aux agens des contributions directes.

ART. 29.

Tout patentable est tenu d'exhiber sa patente, lorsqu'il en sera requis par les maires, adjoints, juges-de-paix et tous officiers ou agens de police judiciaire.

ART. 30.

Nul ne pourra former de demande, fournir aucune exception ou défense en justice, ni faire aucun acte ou signification extra-judiciaire pour tout ce qui serait relatif à son commerce, sa profession ou son industrie, sans qu'il soit fait mention, en tête des actes, de sa patente, avec désignation de la classe, de la date, du numéro et de la commune où elle aura été délivrée, à peine d'une amende de 50 francs, tant contre les particuliers sujets à la patente que contre les fonctionnaires publics qui auraient fait ou reçu lesdits actes sans mention de la patente. La condamnation à cette amende sera poursuivie à la requête du procureur du Roi devant le tribunal civil de l'arrondissement.

Le rapport de la patente ne pourra suppléer au défaut de l'énonciation, ni dispenser de l'amende prononcée.

ART. 31.

Il est ajouté au principal de la contribution des patentes, 5 centimes par franc ; il est, en outre, prélevé, sur le principal, 8 centimes par franc. Le produit de ces 13 c. est destiné à couvrir les décharges, réductions, remises et modérations, ainsi que les frais d'impression et d'expédition des formules de patentes.

Si le produit des 13 centimes n'est pas absorbé, l'excédant est versé dans la caisse municipale : en cas d'insuffisance des 13 centimes, le montant du déficit est prélevé sur le principal des rôles.

Sont également prélevées sur le principal, avant décompte avec les communes, les décharges prononcées en faveur des individus qui ont cessé leur commerce avant le 1^{er} janvier de l'année pour laquelle ils ont été portés au rôle.

ART. 32.

Les contributions spéciales destinées à subvenir aux dépen-

ses des bourses et chambres de commerce, et dont la perception est autorisée par l'article 11 de la loi du 23 juillet 1820, seront réparties sur les patentables des trois premières classes du tableau A, annexé à la présente loi, et sur ceux désignés dans les tableaux B et C, comme passibles d'un droit fixe, égal ou supérieur à celui desdites classes.

Les associés des établissemens compris dans les classes et tableaux sus-désignés contribueront aux frais des bourses et chambres de commerce, même lorsqu'ils ne seront soumis qu'au demi-droit fixe.

ART. 33.

La contribution des patentes sera établie conformément à la présente loi, à partir du 1^{er} janvier 1844.

ART. 34.

Toutes les dispositions contraires à la présente loi, seront et demeureront abrogées, à partir de la même époque.

TABLEAU A.

Professions imposées eu égard à la population, d'après un tarif général.

TARIF GÉNÉRAL.

CLASSES.	DE	DE	DE	DE	DE	DE	DE	DE
	100 000	50 000 A	30 000 A	20 000 A	10 000 A	5 000 A	2 000 A	2 000
	ANES et au- dessus.	100 000.	50 000.	30 000.	20 000	10 000.	5 000.	ANES et au-des- sous.
1 ^{re} .	300 f.	240 f.	180 f.	120 f.	80 f.	60 f.	45 f.	35 f.
2 ^e ..	150	120	90	60	45	40	30	25
3 ^e ..	100	80	60	40	30	25	22	18
4 ^e ..	75	60	45	30	25	20	18	15
5 ^e ..	50	40	30	20	15	12	10	8
6 ^e ..	40	32	24	16	10	8	6	4
7 ^e ..	20	16	12	8	6	5	4	3
8 ^e ..	12	10	8	6	5	4	3	2

Sont réputés :

Marchands en gros, ceux qui vendent habituellement aux marchands en demi-gros et aux marchands en détail ;

Marchands en demi-gros, ceux qui vendent aux détaillans et aux consommateurs ;

Marchands en détail, ceux qui ne vendent qu'aux consommateurs.

Le tableau ci-dessus est accompagné d'une nomenclature détaillée de toutes les professions industrielles comprises dans chaque classe des patentes et rangées par ordre alphabétique, que nous croyons inutile de reproduire ici comme ne pouvant avoir aucun intérêt direct pour nos lecteurs.

(Note de l'auteur.)

TABLEAU B.

Professions imposées eu égard à la population, d'après un tarif exceptionnel.

Agent de change.	A Paris.	4 000 fr.
	Dans les autres villes d'une population de 400 000 âmes et au-dessus.	300
	Dans les villes de 50 000 à 400 000 âmes.	250
	Dans les villes de 30 000 à 50 000 âmes et dans les villes d'une population inférieure ayant un entrepôt réel.	200
	Dans toutes les autres communes.	450
Banquier.	A Paris.	4 000
	Dans les autres villes d'une population de 50 000 âmes et au-dessus.	500
	Dans les villes de 30 000 à 50 000 âmes, et dans les villes d'une population inférieure ayant entrepôt réel.	400
	Dans toutes les autres communes.	300
Boues.	(Entrepreneur de l'enlèvement des) à Paris.	400
	Dans les villes de 50 000 âmes et au-dessus.	300
	Dans les villes de 30 000 à 50 000 âmes, et dans les villes d'une population inférieure ayant un entrepôt réel.	200
Commissionnaire en marchandises.	Dans toutes les autres communes.	450

Commissionnaire entrepo-	Dans les villes de 50 000 âmes	
sitaire.	et au-dessus.	200 fr.
Commissionnaire de trans-	Dans les villes de 30 000 à	
port par terre et par	50 000 âmes, et dans les	
eau.	villes d'une population in-	
Courtier d'assurances. . .	férieure, ayant entrepôt	
Courtier de navires. . .	réel.	450
Courtier de marchandi-	Dans toutes les autres com-	
ses.	munes.	400
Eclairage de la ville de Paris (entreprise de l').		4 000
	Pour les farines, le beurre,	
	les œufs, les fromages et le	
	poisson salé.	450
	Pour les grains, graines et	
	grenailles, la marée, les	
	huîtres et les cuirs. . . .	400
	Pour le poisson d'eau douce,	
	la volaille, le gibier, les	
Facteurs aux halles de	agneaux, cochons de lait,	
Paris.	veaux de rivière et de pré	
	salé, les veaux, les char-	
	bons de bois arrivés par	
	eau, les draps, les toiles, les	
	sourrages.	75
	Pour le charbon de bois ar-	
	rivé par terre ou pour le	
	charbon de terre.	50
	Pour les fruits et légumes. .	25
Inhumations et pompes funèbres de Paris (entreprises des)		4 000
Monnaies (directeur des). .	{ A Paris.	4 000
	{ Dans les autres villes. . .	500
	Dans les villes de 100 000	
	âmes et au-dessus. . . .	400
	Dans les villes de 50 000 à	
	100 000 âmes.	300
	Dans les villes de 30 000 à	
Négociant.	50 000 âmes, et dans les	
	ville d'une population in-	
	férieure, ayant un entrepôt	
	réel.	200
	Dans toutes les autres com-	
	munes.	450

Roulage (entrepreneur de).	Dans les villes de 50 000 âmes et au-dessus.	200 fr.
	Dans les villes de 30 000 à 50 000 âmes, et dans les villes d'une population inférieure, ayant un entrepôt réel.	150
	Dans toutes les autres communes.	100

TABLEAU C.

Professions imposées sans égard à la population.

Acier fondu, ou acier de cémentation (fabrique d').	Ayant plusieurs martinets. .	450
	N'ayant qu'un seul martinet. .	50
	Si, en outre, on y convertit l'acier fabriqué en divers instrumens, tels que faux, limes, etc.	250
Acier naturel (fabrique d') imposable comme les forges et hauts fourneaux. .		
Agrafes (fabrique d') par procédés mécaniques. . . .		50
Aiguilles à coudre, à tricoter, ou pour métiers à faire des bas (manufacture d'), par procédés mécaniques.	Occupant au-delà de 20 ouvriers.	100
	De 11 à 20 ouvriers. . . .	50
	De 10 ouvriers et au-dessous.	25
Amidon (fabrique d').		50
Apprêteur d'étoffes pour les fabriques.		50
Ardoisières (exploitant d').	Employant au-delà de 400 ouvriers.	300
	De 40 à 100 ouvriers. . .	200
	Au-dessous de 40 ouvriers. .	100
Armateur (grand et petit cabotage).	Pour navire de 50 tonneaux et au-dessous.	25
	Pour chaque tonneau en sus 50 cent., jusqu'au maximum de 400 fr.	

Armes de guerre (manufacture d').	400 fr.
Armes blanches et de chasse (fabrique d').	400
Assurances mutuelles (le directeur ou régisseur). . . .	400
Assurances non mutuelles.	400
Banque de France.	40 000
Banque dans les départemens.	2 000
Bateaux et paquebots à vapeur pour le transport des voyageurs (entreprise de).	Pour les voyages de long cours. 300
de).	Sur les fleuves et rivières, et le long des côtes. 200
Bateaux et paquebots à vapeur pour le transport des marchandises (entreprise de).	200
Bateaux à vapeur remorqueurs (entreprise de).	450
Blanc de baleine (raffinerie de).	400
Blanchisserie de toiles et fils pour le commerce.	Par procédés chimiques et mécaniques. 400
	Sur pré. 50
Boccard, patouillet ou la-voir des minerais (maltre de).	Ayant deux de ces usines, et au-delà. 50
	N'ayant qu'une seule usine. 25
Bougies, cierges, etc. (fabrique de).	400
Brais, goudrons, poix-résines et autres matières analogues (fabrique de).	25
Briques (fabrique de).	50
Café de chicorée (fabrique de).	50
Caisse hypothécaire.	500
Canaux navigables avec péage (concessionnaire de). . . .	300
Plus 25 fr. par myriamètre complet en sus du premier, imposable à partir de l'époque où commence la perception des droits.	
Cardes (manufacture de) par procédés mécaniques. . . .	200
Carrières souterraines ou à ciel ouvert (exploitant de).	Employant au-dessus de 20 ouvriers. 400
	De 11 à 20 ouvriers. 50
	De 5 à 10 ouvriers. 25
Cartonnage (fabrique de).	Avec plusieurs cuves. 400
	Avec une seule cuve. 50
Cendres noires végétales (extracteur de).	Ayant au moins 5 ouvriers. 50
	Moins de 5 ouvriers. 25
Chaux (fabrique de).	50
Chaussées et route (entrepreneur de) (travaux neufs). .	50

Chaussées et routes (entrepreneur de) (entretien). . . .	25 fr.								
Chemins de fer avec péage (concessionnaires de). . . .	300								
Plus 25 fr. par myriamètre complet en sus du premier, imposable à partir du moment où commence la perception des droits.									
Cire (blanchisserie de).	400								
Clous et pointes (fabrique de) par procédés mécaniques.	<table> <tr> <td>Ayant au-delà de 50 métiers.</td><td>300</td></tr> <tr> <td>— de 24 à 50 métiers.</td><td>200</td></tr> <tr> <td>— de 11 à 20 métiers.</td><td>400</td></tr> <tr> <td>— au-dessous de 11 métiers.</td><td>50</td></tr> </table>	Ayant au-delà de 50 métiers.	300	— de 24 à 50 métiers.	200	— de 11 à 20 métiers.	400	— au-dessous de 11 métiers.	50
Ayant au-delà de 50 métiers.	300								
— de 24 à 50 métiers.	200								
— de 11 à 20 métiers.	400								
— au-dessous de 11 métiers.	50								
Cocons (filerie de), 4 fr. 50 c. par bassine ou tour, jusqu'au <i>maximum</i> de 400 fr.									
Colle forte (fabrique de).	400								
Convois militaires (entreprise générale des). . . .	4 000								
Convois militaires (sous-traitant pour une division militaire).	400								
Convois militaires (sous-traitant pour gîtes d'étapes). . .	25								
Crayons (fabrique de).	400								
Creusets (fabrique de).	25								
Cristaux (manufacture de).	300								
Défrichement ou dessèchement (entreprise de). . . .	400								
Dessèchement (entrepreneur de travaux de).	50								
Diligences partant à jours et heures fixes (entreprise de) parcourant une distance de deux myriamètres et au-dessous.	25								
Pour chaque myriamètre complet en sus des deux premiers, 5 fr., jusqu'au <i>maximum</i> de 4 000 fr.									
Dragueur (entrepreneur).	50								
Eaux minérales (exploitant d').	450								
Enclumes, essieux et gros étaux (manufacture d'). . . .	<table> <tr> <td>Ayant plus de deux feux.</td><td>400</td></tr> <tr> <td>A un ou deux feux.</td><td>50</td></tr> </table>	Ayant plus de deux feux.	400	A un ou deux feux.	50				
Ayant plus de deux feux.	400								
A un ou deux feux.	50								
Epingles (manufacture d') par procédés mécaniques.	<table> <tr> <td>Occupant au-delà de 20 ouvriers.</td><td>400</td></tr> <tr> <td>— de 11 à 20 ouvriers.</td><td>50</td></tr> <tr> <td>— moins de 11 ouvriers.</td><td>25</td></tr> </table>	Occupant au-delà de 20 ouvriers.	400	— de 11 à 20 ouvriers.	50	— moins de 11 ouvriers.	25		
Occupant au-delà de 20 ouvriers.	400								
— de 11 à 20 ouvriers.	50								
— moins de 11 ouvriers.	25								
Esprit ou eau-de-vie de vin (fabrique de).	50								
Esprit ou eau-de-vie de marc de raisin, cidre, poiré, féculles et autres substances analogues (fabrique d'). . .	25								
Etain (fabrique d') pour les glaces.	450								

Fabrication dans les hospices, prisons, etc. (entrepreneur de).	200 fr.
Fabriques à métiers. — De 4 à 40 métiers.	25
Pour chaque métier en sus de 40, 3 fr., jusqu'au maximum de 400 fr.	
Faïence (manufacture de).	{ Ayant trois fours et au-delà. 400
	{ Moins de 3 fours. 50
Faux et faucilles (fabrique de).	{ Employant au-delà de 20 ouvriers.. 400
	{ De 44 à 20 ouvriers. 50
	{ Moins de 44 ouvriers. 25
Fécule de pommes de terre (fabrique de).	50
Ferblanc (fabrique de).	{ Employant au-delà de 50 ouvriers. 300
	{ De 24 à 50 ouvriers. 200
	{ Moins de 24 ouvriers. 400
Ferronnerie, serrurerie et clous forgés (fabrique de).	400
Filatures au-dessous de 4 000 broches.	25
Pour chaque 400 de broches au-dessus de 4 000, 3 fr. jusqu'au maximum de 400 fr.	
Fil de coton, chanvre, lin (fabrique de).	450
Flottage (entrepreneur de).	25
Fonderie de cuivre (entrepreneur de).	{ Ayant plusieurs laminoirs. 300
	{ Un laminoir ou plusieurs martinets. 200
	{ Se bornant à convertir le cuivre rouge en cuivre jaune. 400
	{ Fondant des objets de grande dimension, tels que cylindres ou rouleaux d'impression pour les manufactures, roues d'engrenage, etc. 200
	{ Ne fondant que des objets d'art ou d'ornementation, ou des pièces de mécanique de petite dimension. 400
Fonderie de cuivre et bronze (entrepreneur de).	{ Ne fondant que des objets d'un usage commun et de petite dimension, comme robinets, clochettes, anneaux, etc. 50

Fonderie en fer de seconde fusion (entrepreneur de).	Fabriquant des objets de grande dimension, tels que cylindres, grilles, colonnes, pilastres, bornes, chaudières à vapeur, pièces de mécanique, etc.	200 fr.
	Ne fabriquant que des objets de petite dimension pour l'ornementation, ou de petite pièce de mécaniquo.	400
Fontainier, sondeur et foreur de puits artésiens. . . .		50
Forges et hauts fourneaux (maîtres de).	Ayant plusieurs hauts fourneaux au coke.	400
	— Un haut fourneau au coke, avec une ou plusieurs forges.	400
	— Plusieurs hauts fourneaux au bois, avec une ou plusieurs forges.	400
	— Un établissement ou un ensemble d'établissements réunissant à une ou plusieurs forges, deux autres systèmes au moins de sous-fabrication de métaux, soit fonderie, soit laminerie, tréfilerie, ferblanterie, métiers à clous ou à pointes, etc.	400
	— Plusieurs hauts fourneaux au bois.	250
	— Un haut fourneau au coke.	250
	— Un haut fourneau au bois, avec une forge.	250
	— Une ou plusieurs forges, exploitées concurremment avec une laminerie ou une tréfilerie, ou tout autre système de sous-fabrication métallurgique.	250
	— Un haut fourneau au bois.	450
	— Une forge à plusieurs marteaux.	450

Forges et hauts fourneaux (maitre de).	— Plusieurs forges à la catalane.	450 fr.
	— Une forge, où l'action des marteaux est remplacée par celle d'un ou plusieurs laminoirs.	450
	— Une forge à un seul marteau.	50
	— Une forge dite catalane.	50
Formes à sucre (fabrique de).		50
Fortifications (entrepreneur de).		50
Fournisseurs généraux.	D'objets concernant l'habillement, l'armement, la remonte, le harnachement et l'équipement des troupes.	4 000
	De subsistances aux armées.	4 000
	De bois et lumières aux troupes.	4 000
Fruits sur bateaux (marchand de).		50
Garance (trituteur de).		50
Gare (entrepreneur de).		400
Gaz pour l'éclairage (fabrique de).	Pour les fabriques situées près d'une ville de 50 000 habitants et au-dessus.	400
	Pour les fabriques situées près d'une ville de 20 000 à 50 000 habitants.	200
	Pour les fabriques situées près d'une ville de 20 000 âmes et au-dessous.	400
Gélatine (fabrique de).		400
Glaces (manufacture de).		400
Glacière (maitre de).		50
Gobeletterie (manufacture de).		450
Huile (fabrique d') mue par l'eau ou par la vapeur.		400
Huîtres (marchand expéditeur d').	Avec voitures.	400
	Avec bêtes de somme.	25
	Avec cylindres et planches, par mécanique.	500
	Sans cyl. mais avec ouvriers.	50
Imprimeur d'étoffes.	Sans ouvriers.	25

Laminerie (entrepreneur de)	Ayant trois paires de cylindres et au-dessus.	300 fr.
	Ayant une seule paire de cylindres de grande dimension, ou deux paires de cylindres de petite dimension.	200
	Ayant une seule paire de cylindres de petite dimension (au-dessous d'un mètre).	100
Limes (fabrique de).	Occupant au-delà de 20 ouvriers.	100
	Occupant au-delà de 11 à 20 ouvriers.	50
	Occupant moins de 11 ouvriers.	25
Lits militaires (entreprise générale des).		1 000
Machines (constructeur de). Machines à vapeur, presses pour l'imprimerie, métiers mécaniques pour la filature et pour le tissage, et autres grandes machines.		300
Marchand forain.	Avec voitures.	60
	Avec bêtes de somme.	40
	Avec balle.	15
Marayeur expéditeur.	Avec voiture.	100
	Avec bêtes de somme.	25
Maroquin (fabrique de), avec machine à vapeur ou moteur hydraulique.		100
Martinets (maître de).	Ayant au-delà de 4 martinets.	200
	— trois ou quatre martinets.	100
	— deux martinets.	50
	un seul martinet.	25
Mastics et cimens (fabrique de).		50
Minières non concessibles (exploitant de).	Employant au-dessus de 20 ouvriers.	100
	Employant de 11 à 20 ouvriers.	50
	Employant de 5 à 10 ouvriers.	25
Opérateur.		30

	{ A la mécanique.	300 fr.
Papeterie.	{ A la forme et à plus de deux cuves.	50
	{ A la forme à une ou deux cuves.	25
Papiers peints pour tenture (fabrique de).	{ Avec cylindre et planches.	300
	{ Sans cylindre mais avec ouvriers.	50
	{ Sans ouvriers.	25
Pâtes alimentaires (fabrique de).		400
Pierre à feu (fabricant-expéditeur de).		25
Pipes (fabrique de).		50
Plâtre (fabrique de).		50
	{ Employant au-delà de 50 ouvriers.	450
Pointes (fabriques de) par procédés ordinaires. . .	{ — de 31 à 50 ouvriers.	400
	{ — de 40 à 30 ouvriers.	50
	{ — au-dessous de 40 ouvriers.	25
Ponts (entrepreneur de).		50
Porcelaine (manufacture de).		300
Produits chimiques (manufacture de).		400
Régisse (fabrique de suc ou de jus de).		400
Remplacemens militaires (entrepreneur de).		200
Restaurateur sur coches ou bateaux à vapeur.		50
Savon (fabrique de).		400
Scierie mécanique.	{ A 6 lames et au-dessus.	400
	{ De 2 à 5 lames.	50
Scies (fabrique de).	{ Occupant au-delà de 20 ouvriers.	400
	{ — De 44 à 20 ouvriers.	50
	{ — Moins de 44 ouvriers.	25
Sel (raffinerie de).		400
Spectacles (directeur de). . .	{ Moitié du produit d'une représentation complète dans les théâtres où l'on joue tous les jours.	
	{ Un quart du produit si on ne joue pas tous les jours, et	

Spectacles (directeur de)..	{	si la troupe est sédentaire ;	
		si la troupe n'est pas sédentaire, c'est-à-dire si elle ne réside pas quatre mois consécutifs dans la même ville.	80 fr.
		(Sans droits proportionnels.)	
Sucre de betterave (fabrique de).			400
Sucre (raffinerie de).			300
Tannerie de cuirs forts, ayant 50 fosses et au-delà. . . .			300
Tannerie de cuirs mous. . .	{	Ayant de 25 à 50 fosses. . .	200
		— de 40 à 24 fosses. . . .	400
Teinturier pour les fabricans et les marchands.			400
Tontine (société de).			300
Tourbe carbonisée (fabrique de).			50
Tourbières (exploitant de).	{	Employant au-dessus de 20 ouvriers.	400
		— de 44 à 20 ouvriers. . . .	50
		— De 5 à 40 ouvriers. . . .	25
Transports de la guerre (entreprise générale des). . . .			4 000
Transport des tabacs (entreprise générale des).			4 000
Transports militaires (entreprise des).			4 000
Tréfilerie en fer ou laiton.	{	Ayant 74 bobines et au-dessus.	300
		— de 44 à 70 bobines. . . .	200
		— De 24 à 40 bobines. . . .	100
		— De 20 bobines et au-dessous.	50
Tuiles (fabrique de).			50
Verrerie.			200
Vis (manufacture de) par procédés mécaniques. . .	{	Employant au-delà de 60 ouvriers.	300
		— De 44 à 60 ouvriers. . . .	200
		— De 24 à 40 ouvriers. . . .	100
		— Moins de 24 ouvriers. . .	50

Observations sur le projet de loi qui précède.

Les modifications que cette nouvelle loi doit apporter au système actuel de perception et l'exposé des motifs qui l'accompagne, viennent à l'appui de nos observations (voir p. 218), en ce qui concerne le droit proportionnel.

Voici les principaux changemens qui résulteraient du projet soumis aux Chambres :

Le tarif actuel que nous avons donné page 206 contient sept classes de patentés, dont chacune a sept degrés réglés d'après la population. Ce tarif embrasse tous les contribuables à l'exception des banquiers, courtiers de commerce et marchands colporteurs, qui sont mis hors de classe et imposés sans égard à la population. La loi projetée range les professions imposables, comme on l'a vu par les tableaux qui précèdent, en trois catégories, savoir :

A. Professions imposées eu égard à la population, — d'après un tarif général;

B. Professions imposées eu égard à la population, — d'après un tarif exceptionnel;

C. Professions imposées sans égard à la population.

Par suite de l'addition des marchands en demi-gros, qui tiennent le milieu entre les marchands en gros et les marchands en détail, le tarif général, lettre *A*, qui embrasse le plus grand nombre de patentés, contient huit classes, c'est-à-dire une de plus que le tarif actuellement en vigueur.

On ajoute également un degré de plus à la subdivision des classes d'après la population. Dans la loi actuelle tous les patentés appartenant à la même classe, et habitant les localités au-dessous de 5 000 âmes, sont assujettis au même droit fixe. La nouvelle loi établit encore ici une distinction entre

les localités de 2 000 à 5 000, et celles qui n'atteignent pas le chiffre de 2 000 âmes.

D'après la législation en vigueur, le droit proportionnel n'est prélevé que sur les contribuables, compris dans les cinq premières classes du tarif de l'an VII; les deux dernières classes en sont exemptées.

Le projet de loi soumis aux Chambres abolit cette exemption, en réduisant en même temps le taux du droit fixe qui frappe maintenant les contribuables de ces deux dernières classes. Ce changement rend le système de perception plus rationnel, car le droit proportionnel ayant pour objet de corriger ce qu'il y a d'injuste dans l'égalité du droit fixe, il est inconséquent de n'en faire l'application qu'aux classes plus élevées. D'un autre côté, il a été reconnu que le droit proportionnel, tel qu'il est établi maintenant d'une manière uniforme à raison d'un dixième de la valeur locative des habitations des contribuables, ainsi que des magasins, boutiques, ateliers, etc. servant à l'exercice de leurs professions, ne remplissait que très imparfaitement son but. On propose donc de le rendre progressif en le fixant, selon les classes auxquelles il est appliqué, au quinzième, au vingtième et au trentième de la valeur locative; de sorte que le *maximum* se trouve réduit d'un tiers au-dessous du droit proportionnel payé maintenant par les patentés.

Il est certain que sous ce rapport, la loi en projet modifie considérablement ce qu'il y a de défectueux dans le système actuel, mais à notre avis elle n'y remédie pas entièrement.

Le droit des patentes pris dans sa véritable acception est un impôt prélevé sur l'industrie manufacturière et commerciale. Il a pour objet de faire concourir les industriels de toutes les classes aux charges de l'État, en proportion des bénéfices qu'ils retirent de leurs professions et des capitaux qui s'y trouvent engagés. Dès que le système de prélèvement suivi pour cet impôt s'écarte de ce principe, il cesse d'être rationnel.

Envisagé sous ce point de vue, le droit proportionnel devient souvent injuste dans son application. Sa défectuosité se présente sous deux formes différentes : premièrement en ce qui concerne la différence qui existe entre les diverses professions par rapport à la valeur locative des établissemens qu'exige leur exploitation ; et secondement en ce qui concerne la position individuelle de ceux qui les exercent.

La nouvelle loi corrige en partie l'injustice de l'application du droit proportionnel en le rendant progressif, c'est-à-dire en le fixant pour certaines professions au quinzième et au vingtième, et pour d'autres au trentième seulement de la valeur locative ; cependant cette gradation nous paraît encore insuffisante pour faire disparaître toutes les inégalités de la répartition. Pour en juger, il suffit de comparer au hasard quelques industries de nature différente comprises dans les mêmes classes, et assujetties d'après la loi projetée au même droit proportionnel. Ainsi, par exemple, un imprimeur, un libraire-éditeur, un marchand ou fabricant de meubles, un fabricant ou marchand de tissus grossiers, un marchand de produits bruts ; tous ceux enfin qui spéculent sur des marchandises dont la valeur est peu considérable comparativement à leur volume, ont besoin chacun pour l'établissement de leurs ateliers ou magasins, d'un local plus spacieux qui ne donne nullement la mesure des profits qu'ils tirent de leur commerce ou de leur industrie ; tandis qu'un bijoutier, un horloger, un marchand de pierres fines, un changeur de monnaies, un marchand de blondes ou de dentelles, peuvent exercer leur commerce et leur profession sur une très grande échelle et réaliser de gros bénéfices, tout en occupant un très petit local. Or, en les assimilant les uns aux autres sous le rapport du droit proportionnel prélevé sur la valeur locative de leurs établissemens, on les frappe nécessairement d'une manière très inégale et par conséquent injuste.

Cette irrégularité de la répartition se reproduit sous une

autre forme parmi les patentés de la même catégorie, selon la position sociale des contribuables. Tel artisan fabricant ou négociant, tel médecin, tel agent de change, banquier ou commissionnaire chargé d'une nombreuse famille a besoin d'un logement beaucoup plus spacieux que tel autre patenté de la même profession qui n'a point d'enfant ou qui est célibataire, et qui peut réaliser des bénéfices dix fois plus considérables. En imposant les uns et les autres au même taux, la loi peut souvent enlever à l'un des patentés une part du strict nécessaire, tandis qu'elle ne demande à un autre qu'une partie très infime de son superflu.

D'un autre côté, un grand nombre de patentés se trouvent dans une position mixte sous le rapport de leur fortune. Tel fabricant est en même temps rentier ou propriétaire de biens-fonds. Cette dernière partie de son avoir peut même excéder considérablement la valeur des capitaux engagés dans son industrie, et lui procurer les moyens de vivre d'une manière plus dispendieuse et d'occuper un local plus conforme à sa position sociale et à son degré d'aisance qu'à son entreprise industrielle. Or, en pareil cas, le droit proportionnel prélevé sur la valeur locative frappe de préférence le patenté dans cette partie de sa fortune qui est indépendante de sa profession, et qui est déjà atteinte sous d'autres formes diverses par les exigences du fisc. L'impôt se trouve alors prélevé *bis in idem*, ce qui est contraire aux principes d'une rigoureuse justice.

Le prélèvement du droit proportionnel, d'après la valeur locative, présente encore un autre inconvénient non moins grave : il est notoire, que dans les grandes villes où le loyer des maisons est très élevé, cette circonstance influe souvent d'une manière préjudiciable sur le petit commerce et sur la petite industrie en les obligeant à hausser en proportion le prix de leurs marchandises, ce qui en restreint le débit. Il arrive assez fréquemment, et nous en connaissons nous-même beau-

coup d'exemples, que des industriels actifs et rangés se trouvent ruinés et obligés de fermer leurs ateliers ou leurs magasins à cause de l'élévation de leur valeur locative, qui n'était pas proportionnée à leurs bénéfices.

Or, en pareil cas, le droit proportionnel aggrave une des charges les plus pesantes du contribuable. Il le frappe d'une manière d'autant plus onéreuse, que plus cette charge est lourde par elle-même et plus la loi demande au patenté pour sa part contributive ; il se trouve pour ainsi dire imposé en sens inverse du revenu net qu'il retire de son industrie, tous frais déduits.

En Autriche, la répartition de l'impôt sur les métiers et professions, repose sur des principes plus rationnels. Les principales dispositions de la loi financière, que nous avons citées en substance page 196 et suivantes, ont principalement pour but de proportionner autant que possible la quotité de l'impôt aux bénéfices réels ou du moins probables des industries imposées, selon leur étendue et le degré de leur importance. Comme il existe une grande variété dans les rapports financiers et économiques des entreprises industrielles et des professions imposées, la législation autrichienne les a partagées en 7 catégories qui renferment en tout 44 classes ; elle a établi en même temps différens modes d'évaluation, qui doivent donner la mesure des bénéfices obtenus par les contribuables, et guider les autorités chargées de leur classification (voir l'analyse de ces dispositions législatives, page 202).

Ce système serait sans contredit le plus juste et le plus rationnel s'il n'était pas d'une application très difficile. Nous en avons indiqué les inconvéniens, page 217. C'est sans doute pour les éviter que la loi française a adopté l'expédient du droit proportionnel prélevé sur la valeur locative des établissemens industriels, qui a l'avantage d'une exécution plus facile, et qui dispense l'intérieur des familles de toutes investigations du fisc ; mais il présente, comme nous croyons l'avoir démon-

tré, un inconvénient plus grave, celui de frapper le contribuable d'une manière inégale, et le plus souvent disproportionnée avec les bénéfices réels qu'il retire de sa profession. Aussi s'est-on convaincu en France que la variété des formes sous lesquelles se présentent les différentes industries rendent impossibles, même avec le concours du droit proportionnel devenu progressif, une répartition équitable de l'impôt au moyen d'une classification uniforme et générale.

On propose donc de les ranger en trois catégories dont la première et la plus nombreuse est comprise dans un tarif général (partagé en huit classes), et imposée d'après la population; la seconde imposée également en raison de la population, mais d'après un tarif exceptionnel; et la troisième enfin imposée sans égard à la population. Cette dernière embrasse plus de 120 professions, dont les unes sont imposées d'une manière uniforme, et les autres, au nombre de 47, le sont d'après l'étendue que les redevables donnent à leurs entreprises industrielles. Pour certaines professions, c'est le nombre d'ouvriers employés par les patentés; pour d'autres, celui des métiers et appareils qu'ils mettent en activité; pour d'autres, les procédés chimiques ou mécaniques dont ils se servent dans leur fabrication; pour d'autres enfin, c'est la qualité des objets fabriqués qui doit donner la mesure des bénéfices qu'ils en retirent. Par ce changement qui serait une amélioration très importante de la législation actuelle, on se rapproche du système autrichien, avec cette différence, que le projet présenté aux Chambres fixe d'avance le taux de l'imposition, pour ne rien laisser à l'arbitraire des autorités chargées de la répartition de l'impôt; tandis que la loi autrichienne abandonne la classification à ces autorités en en déterminant seulement les principes généraux.

La nouvelle loi française, si elle était adoptée au moins dans ses principes, se rapprocherait également, sur un autre point, du système d'imposition suivi en Autriche; elle augmenterait

le nombre des professions imposées sans égard à la population, par l'adjonction à cette catégorie de certaines fabriques et manufactures, dont l'importance dépend peu de l'agglomération des habitans dans les localités où elles sont établies.

D'un autre côté, pour les patentés imposés eu égard à la population, le projet soumis aux Chambres établit une juste distinction, entre les contribuables habitant la banlieue et ceux qui exercent leur profession dans la ville même.

Quelque susceptible de perfectionnement que puisse être la loi proposée, dans quelques-unes de ses dispositions, il n'en est pas moins vrai qu'elle renferme des améliorations très réelles; celles que nous venons de signaler nous semblent être les plus importantes, en ce qu'elles corrigent un système d'uniformité qui s'adaptait bien peu à la variété des formes sous lesquelles se présente la matière imposable, et qui doit nécessairement donner lieu à des inégalités choquantes dans son application. Nous croyons qu'on pourrait pousser plus loin ces amendemens en établissant encore plus de distinction quant aux modes de répartition adoptés pour les divers genres d'industries, tant pour ce qui concerne le droit fixe que pour le droit proportionnel.

Il résulte du rapport qui précède le projet de loi soumis aux Chambres, que le système des déclarations à présenter par les contribuables, quant au nombre d'ouvriers qu'ils emploient, et à celui des métiers qu'ils mettent en activité, et quant aux autres signes distincts de l'importance de leurs établissemens, ainsi que les moyens employés par le fisc pour vérifier ces déclarations, ont rencontré en France beaucoup de difficultés, qu'on a éludées en Prusse, en taxant la plupart des professions d'après un terme moyen, à tant par tête, et en abandonnant la répartition de l'impôt à un comité, dont les membres sont choisis par les contribuables eux-mêmes (voir l'analyse de ces dispositions de la loi prussienne, pages 207 et suivantes, et page 218).

Si, appliqué à toutes les professions industrielles, ce système

peut aussi présenter quelques inconvénients, il y en a certainement un grand nombre pour lesquelles il est préférable à tout autre mode de répartition.

En poursuivant l'examen comparatif des lois qui régissent la perception de l'impôt sur l'industrie en Autriche, en Prusse et en France, nous avons acquis la persuasion qu'on pourrait les perfectionner en empruntant aux unes telles dispositions qui manquent dans les autres ; le système autrichien actuellement en vigueur est surtout susceptible de grandes améliorations qui le rendraient beaucoup plus productif, si on prenait dans la législation prussienne, ainsi que dans la nouvelle loi proposée en France, ce qu'elles renferment de plus rationnel et de plus praticable.

FIN DES NOTES DU PREMIER VOLUME.

26 DEC 1874

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUS DANS

LE PREMIER VOLUME.

	Page
INTRODUCTION	IX

CHAPITRE I.

**Aperçu général de la situation financière de l'Autriche et de la
Prusse.**

<u>Budget des revenus de l'Autriche et de la Prusse</u>	<u>4</u>
<u>Budget des dépenses de ces deux États</u>	<u>7</u>

CHAPITRE II.

Dette publique de l'Autriche.

Origine de cette dette, et historique des opérations financières pendant les guerres de la Révolution française.....	12
Réduction de la valeur de l'ancien papier-monnaie et des intérêts de la dette publique, par la patente de 1811.....	16

<u>État de la dette publique au commencement de 1816</u>	19
Analyse des nouvelles opérations financières depuis cette époque, et mesures prises pour retirer de la circulation l'ancien papier-monnaie.	20
<u>Plan de la conversion et du rachat successif de l'ancienne dette chargée d'intérêts.....</u>	27
<u>Nouveaux emprunts qui s'ensuivirent</u>	30
<u>Création d'un fonds général d'amortissement en 1817.....</u>	34
<u>Changemens survenus dans son organisation en 1829.....</u>	36
<u>Résultat de ses opérations jusqu'à la fin d'octobre 1841.....</u>	39
<u>État des voies et moyens dont ce fonds disposait à la fin d'octobre 1841.</u>	40
<u>État de la dette publique à la fin de 1841.....</u>	41
<u>Comparaison entre l'état de la dette publique au commencement de 1816, et celui qu'elle présentait à la fin de 1841.....</u>	50
Observations critiques sur les opérations financières depuis 1816.....	51
Moyens de libération qu'on pouvait adopter, en 1816, relativement à l'ancienne dette portant intérêts; résultats numériques de ces moyens de libération, comparés avec les sacrifices imposés aux finances par le plan de rachat et d'amortissement adopté en 1818.....	55
Rapprochemens statistiques entre la dette publique de l'Autriche et celles de la Prusse et de la France.....	62

CHAPITRE III.

Banque de Vienne.

<u>Bases de sa fondation; ses engagements avec l'administration des finances; opérations entreprises pour le compte du trésor public.....</u>	70
<u>Progrès des opérations de l'escompte depuis 1817 jusqu'à 1840 inclusivement, et causes de ces progrès.....</u>	78
<u>Rapprochement avec les opérations de la Banque de France</u>	81
<u>Conséquences à tirer de ces rapprochemens.....</u>	84
<u>Mesures restrictives adoptées par l'administration des finances, au sujet des opérations de la Banque; appréciation des causes qui les ont motivées</u>	85
Considérations générales sur la situation actuelle de la Banque dans	

ses rapports avec l'État et avec le crédit public; sur son avenir et sur les moyens de consolider son crédit comme banque de circulation; et changemens survenus dans son organisation.....	87
---	----

CHAPITRE IV.

Examen comparatif des ressources financières de l'Autriche et de la Prusse.

Causes de l'infériorité relative du revenu public de l'Autriche; exemptions d'impôts dont jouissent les provinces hongroises en vertu de leur constitution; conséquences de ces exemptions.....	112
<u>Classification du sol productif de l'Autriche et de la Prusse.....</u>	<u>114</u>
<u>Tableau statistique du sol productif, de la population et du revenu public de l'Autriche, répartis par provinces; déductions tirées de ce tableau.....</u>	<u>116</u>
<u>Aperçu comparatif sur la fertilité du sol des possessions de l'Autriche et de la Prusse.....</u>	<u>119</u>
<u>Tableau statistique de la division agricole des provinces autrichiennes au rapport de leurs récoltes en céréales.....</u>	<u>132</u>
Conséquences tirées de ce tableau; rapprochemens avec la Prusse et la France.....	<i>Ibid.</i>
<u>Rapprochemens entre la population relative des possessions autrichiennes et prussiennes.....</u>	<u>136</u>
<u>Répartition de leur population entre les villes et les campagnes.....</u>	<u>138</u>
<u>Considérations générales sur la bien-être des habitans et les signes extérieurs de la richesse nationale de ces deux pays.....</u>	<u>139</u>

CHAPITRE V.

Système d'imposition.

CONTRIBUTIONS DIRECTES.

§ 1. *Contribution foncière et impôt des maisons.*

Aperçu historique des différens modes de répartition de l'impôt fon-

<u>cier suivis en Autriche depuis Léopold I; conséquences des diffé-</u> <u>rens systèmes successivement adoptés; inégalités qui en résultaient.</u>	143
<u>Mesures préparatoires arrêtées sous l'empereur François pour intro-</u> <u>duire un système d'imposition uniforme, fondé sur une égale ré-</u> <u>partition des charges.</u>	146
Bases du nouveau cadastre, tracées par le décret impérial du 25 dé-	
cembre 1817.	147
<u>Mode de son exécution; autorités auxquelles elle est confiée, et instruc-</u> <u>tions y relatives.</u>	152
Progrès des opérations cadastrales avec l'évaluation des frais qu'elles ont occasionnés dans la Basse-Autriche, où le nouveau cadastre est déjà en vigueur.	162
<u>Montant de l'impôt foncier prélevé dans cette province d'après le nou-</u> <u>veau cadastre.</u>	<i>Ibid.</i>
<u>Imposition des dîmes et autres redevances seigneuriales.</u>	163
Systèmes provisoires d'imposition dans les provinces où le nouveau cadastre n'est pas encore achevé, et inégalités qui en résultent dans la répartition de l'impôt foncier.	<i>Ibid.</i>
<u>Rapprochemens avec la Prusse; inégalités de la répartition des charges,</u> <u>résultant des différens anciens systèmes d'imposition qui subsistent</u> <u>encore dans la plupart des possessions prussiennes; mesures provi-</u> <u>soires adoptées pour y remédier.</u>	167
Nouveau cadastre introduit dans les provinces rhénanes, avec l'évalua-	
tion des frais de cette opération.	169
<u>Évaluation approximative des frais pour les opérations cadastrales,</u> <u>dans les provinces prussiennes qui se trouvent encore sous le régime</u> <u>de leurs anciens systèmes d'imposition.</u>	170
Considérations sur les difficultés que rencontrent en général toutes les réformes cadastrales et les péréquations en matière d'impôt foncier; lésion des droits légitimement acquis.	<i>Ibid.</i>
<u>Modes de la répartition de l'impôt des maisons, suivis en Autriche.</u>	175
<u>Observations sur l'impôt des maisons prélevé d'après le loyer, par rap-</u> <u>port aux maisons des faubourgs, habitées par les classes pauvres.</u>	179
Observations sur le prélèvement de l'impôt des maisons d'après les clas-	

ses ; inégalités qui en résultent.....	180
<u>Exemptions en matière d'impôt des maisons.....</u>	<u>181</u>
<u>Mode de perception de la contribution foncière et des maisons, et éva-</u>	
<u>luation des frais de cette perception.....</u>	<u>182</u>
Montant du produit de l'impôt foncier et des maisons, réparti sur la	
population et sur l'étendue du sol productif ; rapprochemens avec la	
Prusse et la France	183
<u>Tableau de la répartition de l'impôt foncier en Autriche, par provinces.</u>	<u>191</u>
<u>Tableau de la répartition de l'impôt foncier en Prusse</u>	<u>193</u>

§ II. *Impôt sur les métiers et professions.*

Origine de cet impôt, et mode de sa répartition.....	195
Tableau de la classification des contribuables, avec l'indication de la	
cote de l'imposition afférente à chaque classe.....	200
<u>Principes suivis dans la classification.....</u>	<u>202</u>
Impôt des patentes en France; mode de sa répartition ; classification des	
contribuables	205
<u>Impôt sur les métiers et professions en Prusse ; mode de sa répartition</u>	
<u>et de sa perception, classification des contribuables.....</u>	<u>207</u>
<u>Considérations générales sur la liberté des professions industrielles en</u>	
<u>Prusse, et sur ses résultats.....</u>	<u>212</u>
<u>Examen comparatif des systèmes de perception de l'impôt sur l'indus-</u>	
<u>trie en Autriche, en Prusse et en France ; avantages et inconvénients</u>	
<u>de chacun de ces systèmes ; leurs résultats financiers.....</u>	<u>216</u>
<u>Rapport numérique qui existe entre le produit de la contribution fon-</u>	
<u>cière et celui de l'impôt sur les métiers et professions, en Autriche,</u>	
<u>en Prusse et en France</u>	<u>225</u>

§ III. *Contribution personnelle.*

Origine de cette contribution, maintenue dans quelques provinces de

<u>l'Autriche; sa quantité et son produit.....</u>	<u>227</u>
<u>Contribution personnelle ou des classes en Prusse; classification des</u>	
<u>contribuables; quotité de l'impôt et mode de sa répartition; plaintes</u>	
<u>au sujet de l'inégalité de cette imposition; produit croissant de cet</u>	
<u>impôt en Prusse</u>	<u>229</u>

§ IV. *Contributions prélevées sur la population juive.*

<u>Forme sous laquelle les contributions personnelles sont prélevées sur les</u>	
<u>Juifs de la Bohême, de la Moravie, de la Galicie et de la Basse-</u>	
<u>Autriche; leurs différentes dénominations et leur produit</u>	<u>233</u>
<u>Produit de toutes les contributions directes en Autriche, en Prusse et</u>	
<u>en France, ...</u>	<u>234</u>

NOTES SUPPLÉMENTAIRES.

<u>NOTE I. (Page 2.) Sur le progrès de la population en Autriche depuis</u>	
<u>1818.....</u>	<u>239</u>
<u>NOTE II. (Page 2.) Sur les différentes évaluations statistiques du re-</u>	
<u>venu public de l'Autriche.....</u>	<u>241</u>
<u>NOTE III. (Page 3.) Sur l'augmentation du produit des contributions</u>	
<u>indirectes en Autriche, depuis 1829.....</u>	<u>243</u>
<u>NOTE IV. (Page 9.) Sur le budget des dépenses de l'Autriche, publié</u>	
<u>par la <i>Revue Britannique et Étrangère</i>.....</u>	<u>246</u>
<u>NOTE V. (Page 113.) Sur la manière de posséder en Hongrie.....</u>	<u>252</u>
<u>NOTE VI. (Page 126.) Rectification de différentes données statistiques</u>	
<u>sur l'étendue du sol productif en Tyrol.....</u>	<u>255</u>
<u>NOTE VII. (Page 128.) Rectification des données statistiques du pro-</u>	
<u>fesseur Sprieger, sur l'étendue et la classification du sol productif</u>	
<u>des provinces italiennes de l'Autriche.....</u>	<u>257</u>

Nota VIII. (Page 190.) Rectification des tableaux statistiques de la classification du sol productif de l'Autriche et de la valeur de ses produits agricoles, publiés par la <i>Revue Britannique et Étrangère</i>	260
Nota IX. (Page 218.) Projet de loi des patentes présenté aux Chambres, en France, dans la session 1843.....	265
Observations sur ce projet de loi envisagé dans ses rapports avec la législation autrichienne concernant l'impôt sur les métiers et professions, ...	289

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME.





On trouve à la même Librairie :

DICTIONNAIRE GÉOGRAPHIQUE ET STATISTIQUE, rédigé sur un plan entièrement nouveau, par M. ADRIEN GUIBERT, 1 vol. grand in-8, d'environ 1800 pag., imprimé à trois colonnes, publié en 12 livraisons, de 128 à 144 pages, à 1 fr. 50. — A la publication de la 12^e livraison, le prix de l'ouvrage complet sera porté à 20 fr. — La 4^e livraison a paru en juillet.

ABRÉGÉ DE GÉOGRAPHIE, rédigé sur un nouveau plan, d'après les derniers traités de paix et les découvertes les plus récentes, etc., etc., suivi d'une table générale alphabétique, pouvant tenir lieu de Dictionnaire géographique, par ADRIEN BALBI. *Ouvrage approuvé par l'Université.* — Troisième édition, revue et considérablement augmentée par l'auteur, accompagnée de 24 cartes et plans, gravés par les plus habiles artistes. 1 vol. grand in-8, de 1500 pag., à 2 colonnes. Nouveau tirage, corrigé sous les yeux de l'auteur. Prix broché, 21 fr.; cart. à l'angl., 23 fr. 50; relié en veau, 27 fr.

ÉLÉMENTS DE GÉOGRAPHIE GÉNÉRALE ou description abrégée de la terre, d'après ses divisions politiques, coordonnées avec ses grandes divisions naturelles, selon les dernières transactions et les découvertes les plus récentes, par ADRIEN BALBI, 1 vol. in-12, de 600 pages, avec 8 cartes géographiques. Prix broché, 5 fr.; relié en toile anglaise, 6 fr. 50.

DE LA BIENFAISANCE PUBLIQUE, par le baron DE GÉRANDO, pair de France, membre de l'Institut, membre du conseil général des hospices de Paris, etc. 4 vol. in-8, 30 fr.

NOUVEAU PROJET DE TRAITÉ DE PAIX PERPÉTUELLE, par P. R. MARCHAND, 1 vol. in-8, 6 fr.

TABLEAU DE L'ÉTAT PHYSIQUE ET MORAL DES OUVRIERS employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie. Ouvrage entrepris par ordre de l'Académie des sciences morales et politiques, par M. le docteur VILLERMÉ, membre de cette académie, etc. 2 vol. in-8, 15 fr.



